

Impasse en Afghanistan

Un an a passé depuis la signature, le 14 avril 1988 à Genève, de l'accord sur l'Afghanistan. La guerre continue de faire rage, et rien ne laisse prévoir un effondrement rapide du régime prosoviétique de Kaboul. Certes, l'essentiel est acquis : tenant à la fois une promesse et un pari, l'armée rouge s'est délogée du bourbier afghan dans le délai imparti de huit mois. Ce qui avait pris valeur de test de la nouvelle diplomatie soviétique s'est donc réalisé, permettant, dans la foulée, de désamorcer - c'est le cas du Cambodge - ou de régler - c'est celui de la Namibie - d'autres conflits.

En Afghanistan, cependant, armés jusqu'aux dents par leurs porains respectifs, les deux camps continuent de se faire une guerre sans merci. A ce jour, l'armée de Kaboul fait front alors que certains prédisaient sa désintégration dans les semaines qui suivraient la fin du retrait soviétique.

Cédant aux pressions du Pakistan, la résistance a entrepris le siège de Jalalabad. Elle doit mener de ce fait une guerre de positions à laquelle elle n'est guère préparée, mais semble de ce fait, renoncer à prendre les villes de l'intérieur, comme elle s'y était engagée, dans l'intention d'épargner ainsi les populations civiles : les récits qui parviennent de Jalalabad montrent qu'elles sont en réalité durement atteintes par les bombes et par le manque de vivres.

Même si la résistance parvient à s'emparer de cette ville, elle aura montré l'écoulement de ses divisions. Son gouvernement provisoire, demeuré au Pakistan, a une autorité limitée sur les chefs militaires, qui, la médiane aidant, continuent de se battre dans le désordre. Sur le plan diplomatique, le gouvernement des moudjahidines n'a été reconnu que par l'Arabie saoudite, le Soudan et Bahreïn. Son premier pourvoyeur en armes, les États-Unis, ne lui a déposé qu'un représentant, et son hôte et principal allié, le Pakistan, n'a pas fait le moindre pas dans le sens d'une reconnaissance.

Deux mois après le retrait du dernier soldat soviétique, il est encore trop tôt pour imaginer l'issue de combats plus furieux que jamais. Le temps comble, cependant, jouer en faveur de mouvements de résistance qui contrôlent déjà des pans entiers du pays et dont le soulèvement paraît bien être la haine du PC afgan. Tout compromis avec les communistes, dans ces conditions, peut être exclu, quitte à ce que les civils souffrent davantage et à ce que cinq millions de réfugiés - au moins le quart de la population - campent, de longs mois encore, aux portes du pays.

Le pire, malheureusement, reste à venir. Les résistants sont condamnés à poursuivre le siège de Jalalabad, et si ce verrou saute, leurs efforts se porteront sans doute, en priorité, contre les deux premières villes du pays, Kandahar et Kaboul. Dans le plus mauvais des cas de figure pour lui, le président Najibullah se repliera, avec son carré de fidèles, sur la zone frontalière de l'URSS, d'où il sera encore plus difficile à déloger. La lutte pour le pouvoir que se livrent déjà les mouvements de résistance s'intensifiera encore lorsqu'ils se rapprocheront du but, mais que restera-t-il, au bout du compte, de l'Afghanistan ?

M 0147 - 04120 - 4,50 F



Pour désarmer les critiques des musulmans de Beyrouth

Paris assure que son aide humanitaire est « destinée à tous les Libanais »

Arrivé mardi 11 avril à Beyrouth, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a évoqué aussitôt l'éventualité de mettre fin à l'aide décidée par la France. Il répondait ainsi aux nombreuses critiques que cette aide a suscitées parmi les formations libanaises musulmanes alliées à la Syrie.

Il a toutefois rappelé que l'assistance offerte par Paris était « destinée à tous

les Libanais », et qu'elle ne se déroulerait, « au mieux, qu'avec l'accord de tous ». M. Kouchner devait s'entretenir, ce jour, avec les principaux dirigeants du Liban. Tandis qu'une trêve relative des combats prévaut depuis près d'une semaine à Beyrouth, l'impasse politique reste totale. Une réunion parrainée par le Comité arabe de bons offices doit se tenir mercredi à Koweït.



Lire l'article de notre envoyée spéciale FRANÇOISE CHIPAUX page 3 et nos informations pages 3 et 40

Après les élections municipales

La fausse conversion de l'Alsace au socialisme

M^{me} Veil s'est catégoriquement refusée, mardi matin 11 avril, à envisager toute participation de sa part à une liste unique de l'opposition représentant l'UDF et le RPR aux élections européennes. Cette intervention paraît de nature à bloquer le débat en cours à droite à l'avant-veille de la réunion du conseil national de l'UDF. Au moment où, au nom des « rénovateurs », le maire de Toulouse, M. Baudis, confie au « Monde » que ses amis et lui-même veulent créer un « grand mouvement » politique après le 18 juin afin de préparer dès à présent... la prochaine élection présidentielle ! (Lire page 9 l'article d'André Passeron.)

Pendant ce temps, en Alsace, les élus locaux et leurs concitoyens n'en reviennent pas encore d'être devenus socialistes sans le savoir...

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Les Alsaciens ne s'en sont pas encore remis. Samedi 26 mars, M^{me} Catherine Trautmann installa dans ses meubles son équipe municipale. Des centaines de personnes se sont déplacées pour assister à ce que la presse locale qualifiera le lendemain de « rendez-vous avec l'histoire ». Il y a soixante ans qu'un socialiste ne s'était pas assis dans le fauteuil de maire de la ville. Nouveau style, nouvelles têtes. « Comme si, raconte un Strasbourgeois, la ville s'était mise à faire l'école buissonnière. » Et puis une femme !

Entre les deux tours, avant de boire le calice socialiste jusqu'à la lie, M. Marcel Rudloff ne voulait pas encore y croire. « C'est impensable, expliquait-il à son compère centriste, Daniel Häfeli, lequel bon camarade, ne tenait pas à le

contratier. Lui, pourtant se souvenait. « Impensable... Le même mot qu'avant mai 1981 lorsque certains de ses amis ministres ne trouvaient rien d'autre à dire devant la perspective de voir M. François Mitterrand s'asseoir dans le fauteuil de M. Giscard d'Estaing. En mai 1981, dans le dictionnaire politique, « impensable » ne fut plus français. Depuis mars 1989, « impensable » n'est plus alsacien.

La vague rose a déferlé sur l'Est. Strasbourg est tombé. Sélestat et Mulhouse aussi, comme d'autres cités du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, sans oublier Thann, le fief centriste par excellence qui était détenu depuis trente-trois ans par le sénateur, Pierre Schiedt. Et comme après toute tempête, les Alsaciens constatent les dégâts. Ce qui a résisté, ce qu'il faut reconstruire.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 10.)

Les européennes sans l'Europe

par ANDRÉ FONTAINE

Soudain épicées par une nouvelle version de la querelle des générations, les élections européennes du 18 juin s'annoncent plus hexagonales que jamais. Elles seront pourtant les dernières avant l'entrée en vigueur, le 31 décembre 1992, du « grand marché ». C'est dire que l'occasion aurait été bonne pour les candidats de nous dire ce qu'ils en attendent. Certains ont fait, il est vrai, quelques efforts en ce sens ces derniers jours. Mais le résultat est plutôt décevant.

Pour le moment, en effet, les choses ne sont pas trop claires. La nature du marché en question a certes été nettement définie par l'Acte unique de février 1986 : « un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée, selon les dispositions (révisées et complétées par ledit Acte unique) du présent traité » (celui de Rome, qui a créé la CEE).

Pour y parvenir, la Commission des Communautés a élaboré trois cents directives, destinées à permettre « le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ». Elles sont adoptées l'une après l'autre, après avoir été soumises à l'Assemblée européenne, par le conseil des ministres de la Communauté statuant à la majorité qualifiée de 54 voix sur 76. La

Grande-Bretagne, la RFA, la France et l'Italie ayant chacune dix voix, une décision peut prendre effet sans l'accord de l'une d'elles.

Il est vrai que cette procédure n'est pas applicable « aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés ». Le pouvoir législatif de chaque Etat membre ne s'en trouve pas moins singulièrement affecté. A en croire un discours de Jacques Delors, en juin dernier, à Strasbourg, qui a fait du bruit à l'époque : « D'ici dix ans, 80 % de notre législation économique et même peut-être aussi bien notre législation fiscale et sociale seront d'origine communautaire. » A quoi Margaret Thatcher avait répliqué en septembre à Bruges : « Nous n'avons pas réussi à reculer les frontières de l'Etat en Grande-Bretagne pour les voir réimposer au niveau européen, avec un super-Etat européen exerçant depuis Bruxelles une nouvelle domination. »

Le président de la Commission s'étant réclamé de Jean Monnet, la « Dame de fer » n'allait pas hésiter à invoquer les mânes... du général de Gaulle. A la querelle jamais tout à fait éteinte entre tenants et adversaires de la supranationalité s'en est ainsi superposée une autre : libéraux contre dirigistes.

(Lire la suite page 6.)

Une prime de 200 F pour les fonctionnaires corses

Le gouvernement a décidé unilatéralement la fin de la négociation sur le coût de la vie

PAGE 40

Inquiétudes policières

Les « bavures » sont révélatrices d'un malaise

PAGE 12

L'islam en fièvre (VIII)

Asie du Sud-Est : s'accommoder des tropiques

PAGE 7

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Ozone trop abondant... dans la troposphère. ■ Pollution à domicile. ■ Un rapport accablant sur les services d'urgence. ■ Controverse spatiale à Moscou. ■ Une bulle verte dans le désert.

Pages 19 à 21

Le sommaire complet se trouve page 40

L'impossible dialogue entre Serbes et Slovénes

Lézardes yougoslaves

Les divisions et les nationalismes s'accroissent dans la fragile mosaïque yougoslave, et la méfiance s'installe entre les Républiques. La petite Slovénie, où se développe un socialisme « à la mesure de l'homme », se sent de plus en plus isolée face à une Serbie plus conventionnelle, qui, après la reprise en main du Kosovo, accroît progressivement son influence politique.

LJUBLJANA
de notre envoyé spécial

Avant les événements du Kosovo, les rapports entre la Slovénie et la Serbie étaient déjà ambigus. Idéologiquement, les deux républiques yougoslaves

n'étaient pas sur la même longueur d'ondes. Mais depuis les émeutes de mars, qui ont fait au moins vingt-quatre morts, l'envoi de quinze mille militaires sur place, la proclamation de « mesures spéciales » et du couvre-feu, toujours en vigueur dans la région, le torchon brûle entre Belgrade et Ljubljana.

« Drôle de façon, en cette fin du vingtième siècle, pour les Serbes de régler un problème et de reprendre en main une province autonome qui leur échappait. Vous vous rendez compte qu'on a fait intervenir des chars au lieu de chercher une solution politique ! C'est indigne de la Yougoslavie contemporaine », déclare Mme Katja Bob, vice-présidente de l'Union social-démocrate, l'un des mouvements

fondés ces derniers mois en Slovénie pour promouvoir la démocratisation politique. Le dialogue est coupé. A tel point qu'aujourd'hui, des Slovénes ne peuvent plus parler à leurs vieux amis serbes, et inversement.

Bizarrement, c'est en Slovénie que les Albanais du Kosovo ont trouvé, au sein de la fédération yougoslave, pratiquement le seul soutien dans le conflit qui les oppose aux Serbes. Aucun lien privilégié pourtant ne lie la république la plus riche du pays, au nord, à la province la plus désertée, à quelque mille kilomètres de là. On serait plutôt tenté de dire que six cents ans de développement les séparent !

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 5.)

"La Tigresse"
a rendez-vous avec la lune.

Montre homme étanche
mouvement quartz,
trousseau, jour, date,
mois, phases de lune.
Cadrant blanc ou
champagne.
Plaque or
18 carats
et acier :
11.200F
Bracelet
cuir :
7.200 F.

FRED
JOUILLER

6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.65
Le Clitellier, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ricz.
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette" Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coteau, Deauville.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

SOCIÉTÉ

Marianne et les sept géants

par OLIVIER STIRN (*)

QUI ne ressent, face à tous les immobilismes du camp de la tradition, la nécessité de renouveler l'idéologie du camp du mouvement ?

Quels sont les nouveaux pouvoirs dans la société actuelle ? La lutte des classes a-t-elle encore un sens ? Le vingt et unième siècle n'a-t-il pas déjà commencé ?

L'état des lieux de notre société ne peut plus s'analyser à partir du seul jeu de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, les principes de l'analyse de Montesquieu conservant cependant toute leur valeur. La Révolution française a été le fruit d'une longue et profonde réévaluation des états sociaux et de leur importance faite par les empiristes anglais, les indépendants américains, les encyclopédistes et les philosophes français. Ainsi est née une conception nouvelle de l'importance relative de l'articulation et des conditions de légitimité des pouvoirs. Ce sont les résultats de ces travaux qui ont alors donné chair et sang aux nouvelles exigences éthiques, aux idéaux nouveaux, que les siècles avaient fini par engendrer.

La République dans laquelle nous entrons présente des modifications et bouleversements d'une très grande portée concernant ses fondements sociaux, et notamment les pouvoirs et les rapports de domination. Pour reprendre l'expression de Jean Saint-Geours, à la société du dix-neuvième siècle qui était susceptible d'une « analyse linéaire » a été substituée une société faite de « complexité », d'un entrelacs d'influences sociales, économiques et politiques. Il ne s'agit pas du prolongement de l'ordre préexistant, mais, sous nos yeux, d'un enfantement, celui d'une société nouvelle, société du vingt et unième siècle. Pour Marianne à présent, ce sont sept géants qui mènent le jeu puisque aux trois pouvoirs traditionnels, quatre nouveaux se sont ajoutés : le pouvoir médiatique, le pouvoir de l'entreprise et de l'argent, le pouvoir syndical, le pouvoir de la technocratie.

Dans d'autres pays que ceux de l'Europe occidentale, il faudrait y ajouter le pouvoir religieux et le pouvoir militaire. La dialectique traditionnelle des pouvoirs et des contre-pouvoirs mérite d'être analysée globalement, notamment cette dérive constante qui amène les contre-pouvoirs à s'institutionnaliser, donc à s'alourdir, à se scléroser, à prendre l'aspect des pouvoirs eux-mêmes et à susciter l'apparition de nouveaux contre-pouvoirs. On le voit par exemple dans le domaine syndical avec les « coordinations ». Le besoin de contrôler les opérations de Bourse, de donner aux médias leur indépendance non seulement à l'égard du pouvoir politique mais surtout du pouvoir économique, figure parmi les enjeux essentiels de notre République, comme Régis Debray l'a souligné dans son dernier ouvrage.

Le premier colloque de l'association Dialogues, en mai prochain, aura pour ambition de préciser l'organisation des pouvoirs entre eux, les limites et la place de chacun.

Où en est la lutte des classes ?

Etudier les nouveaux pouvoirs amène à un nouvel examen de la notion même de lutte des classes. Jusqu'à une période récente, le socialisme, notamment quand il se rapportait aux analyses marxistes, prenait appui sur elle en la ramenant bien souvent au schéma simple d'un affrontement entre « l'ennemi de classe », le capitalisme, et l'armée du progrès, celle du prolétariat. Aujourd'hui, sauf en de rares occasions culturelles, il n'y est plus guère fait allusion, non pas qu'il ne subsiste pas d'affrontements, mais parce que les tensions entre groupes sociaux ont profondément changé d'allure et de significations quant aux parties prenantes, quant aux règles du jeu et quant aux enjeux.

Où « caser », par exemple, dans un schéma pas trop simpliste de « lutte des classes », des phénomènes tels que les grèves massives de personnels dont « les patrons » sont l'Etat, les services publics ou les collectivités territoriales ? Où insérer les manifestations massives d'étudiants ou de parents d'élèves, les déplacements migratoires affectant des millions de personnes, l'euphorisation des problèmes agricoles, les revendications régionalistes, voire l'éclosion des fanatismes religieux ?

Et à l'autre extrémité de cette problématique, comment ne pas s'interroger sur cette logique de lutte des classes qui a donné naissance, sous toutes latitudes et depuis des siècles, aux résultats que l'on observe dans tous les pays communistes ou de « démocratie populaire » ?

Les grandes périodes de mutation coïncident rarement avec l'arbitraire de la numérotation des siècles. Le dix-neuvième siècle avait débuté en 1789, le vingtième est né vers 1880, le vingt et unième a déjà commencé. Il prend notamment son essor avec l'accélération prodigieuse des découvertes scientifiques et à partir des innovations technologiques, du bouleversement rapide des processus industriels et des techniques agricoles, de la modification fondamentale du tissu social à l'échelle planétaire comme à l'échelle de la famille, des transformations politiques touchant notamment la force, la nature et l'agencement des pouvoirs.

Quelques exemples permettent de l'illustrer : — La communication connaît une révolution quantitative et qualitative. Elle affecte les fonctions cérébrales de l'homme au point d'en accomplir (mais programmées par lui) certaines qu'il ne saurait mener à bien lui-même.

(*) Président de l'association Dialogues, ministre du tourisme.

Cette révolution de notre temps bouleverse l'entreprise, le jeu spéculatif financier, les groupes sociaux.

— Le siècle nouveau est aussi celui de la consécration du Pacifique comme l'un des centres d'impulsion de l'activité économique mondiale.

— Mais c'est aussi celui où les deux tiers de l'humanité connaissent la pénurie ou la précarité.

— C'est sur un tout autre plan, celui de la perestroïka comme du renouveau démocratique en Amérique latine.

A partir de ces seuls exemples, on peut juger que la tâche idéologique pour dominer le progrès et donc conduire le « mouvement » est immense.

Mais pas en négligeant l'Histoire. Le passé doit servir de mémoire, notamment pour les aspirations fondamentales et les leçons des grandes expériences politiques. Il s'agit de construire et non pas de détruire.

Le camp de la tradition peut ne gouverner que pour gérer l'existant. Le parti du mouvement veut aussi inscrire dans la réalité d'aujourd'hui les aspirations essentielles des hommes. Les droits de l'homme n'ont rien perdu de leur valeur de leur nécessité. Confrontés à un contexte nouveau, ils expriment le fondement authentique de l'action.

Mais l'homme d'aujourd'hui domine la nature. L'accroissement de sa puissance augmente formidablement les dangers, donc pose au premier plan ses responsabilités. Le dix-neuvième et le vingtième siècle ont été ceux des droits de l'homme. Le vingt et unième siècle pourrait privilégier les devoirs, écologiques, sociaux, politiques et civiques.

Rééquilibrer les véritables pouvoirs réels du vingt et unième siècle, tels sont les défis pour le camp du progrès. Au moment où le mouvement du monde s'accélère, ceux qui ont toujours voulu et su l'incarner, plus que jamais se doivent de tracer le chemin.

Le poids des réalités et les valeurs de l'idéologie gouvernent le futur.

BONHEUR

Le cœur partagé

par ALBERT MEMMI

ACHILLE, retiré du combat, y revint pour venger son ami Patrocle ; il perdit la vie ; à ces héros de l'amitié, les Grecs élevaient des autels. Pour immortaliser l'attachement réciproque de Castor et Pollux, les dieux en firent une constellation céleste. Mencius, disciple de Confucius, affirme que l'amitié transcende les âges, les conditions et les circonstances. Montaigne et La Boétie exaltaient l'un de l'autre une confiance absolue et un dévouement illimité.

Tels sont les mythes de l'amitié-passion : elle doit être exclusive, totale et définitive. A la vie, à la mort ! Quel jeûne nostalgique édicta une règle si rigoureuse qu'elle en devient inaccessible ? Combien de gens consentiraient à payer un tel prix ? Ou, pire, soupçonnerait-ils quelques calculs, craignant toujours de trahir ou d'être trahi ?

Faut-il s'étonner si, pour Montaigne, l'amitié paraît incompréhensible et si, pour Bossuet, « elle passe pour un miracle » ?

Chacun de nos amis est une part de nous-même ; s'ils nous irritent quelquefois autant que nous les aimons, c'est que nous sommes nous-même divisés.

L'un est inquiet, avide de succès, jaloux de sa gloire ; n'est-ce pas que nous voyons en lui ce qui nous trouble quelquefois ? L'autre est d'un détachement ironique ; n'est-ce pas que

nous lui sommes reconnaissants de nous rappeler à la sagesse ?

Trop d'amis, pas d'amis est une bonne formule, mais quelques bons amis ne sont pas de trop pour qu'ensemble ils soient irremplaçables. Ne demandons pas la sérénité à l'agité, ni au déprimé d'égarer nos soirées. Tel donnerait tout son temps mais pas son argent ; tel autre, prodigue de ses biens, est ménager de son temps jusqu'à l'angoisse.

Un jeune homme se plaignait d'une amie qui se manifestait seulement lorsqu'elle avait des soucis. « Ne te suffit-il pas, lui dit son père, qu'elle ait besoin de toi ? »

Vous voulez qu'on vous aime ? Il existe une recette magique : commencer par aimer. Ne demandez pas, donnez ; il vous sera suffisamment rendu. Si on ne vous offre rien, il vous restera le plaisir du don. Quelle qu'en soit la manière, il est exquis d'aimer.

Aimer les gens, c'est les prendre tels qu'ils sont, non selon notre attente ou notre philosophie. Celui qui arrive en retard a des amis avec son temps, pas avec le vôtre. Celui qui n'écrit pas n'aime pas écrire ; il n'a rien contre vous.

Cui pretend aimer sans trouble s'illusionne sur l'amour. Telles ces femmes qui, dans l'attente de l'être d'exception, demeurent vierges et solitaires.

TEMPS DE TRAVAIL

Un accord historique

par YVON CHOTARD (*)

L'ACCORD national interprofessionnel sur l'aménagement du temps de travail n'a pas été commenté à sa juste valeur. Négociateur et signataire du protocole du 17 juillet 1981, je sors de ma réserve habituelle et volontaire parce que, justement, cet accord prolonge le protocole de 1981 et surtout met un point final à des débats qui, depuis 1981, ont mis à l'entreprise et aux salariés en subordonnant un tel sujet, le temps de travail, aux objectifs politiques et au jeu des diverses alternances. La boucle semble enfin bouclée. Le protocole de 1981 a subi, il est vrai, l'influence du gouvernement de l'époque et l'illusion de celui-ci de nous entraîner vers les 35 heures. La sagesse des négociateurs a permis de faire étape aux 39 heures et de prolonger les négociations de 1978 en acceptant la notion d'aménagement du temps de travail. L'ordonnance de 1982 a failli faire disparaître la politique contractuelle. La CFDT, à l'époque, a eu le courage de le dire.

Et les lois Auroux ont projeté la négociation d'entreprise, sans se rendre compte que la politique contractuelle au niveau des branches risquait de disparaître. Et ce fut le combat intensif mené par le ministre du travail, Delebarre, qui obtint un triomphe à la Pyrrhus juste avant l'alternance politique, qui ne manqua pas de libérer à nouveau l'entreprise.

Entre-temps les effets pervers des lois Auroux n'avaient pas manqué d'être exploités par les tenants d'un libéralisme sans référence à la politique contractuelle. Ce petit jeu n'avait pas lieu de cesser et les partisans de la loi (libérale ou dirigiste) pouvaient continuer de triompher sur les partisans du contrat.

Or justement le grand mérite de l'accord du 21 mars 1989 est de mettre fin à cette situation par trois dispositions :

1) La première en se situant dans le prolongement du protocole de 1981 en rappelant que son objet est :

— de répondre aux aspirations des salariés et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des hommes et des femmes au travail, de même qu'à l'amélioration de l'emploi et à la consolidation de l'emploi permanent, en particulier par une utilisation des formes d'emploi précaire ne dépassant pas leur objet ;

— de permettre, là où cela se révèle nécessaire, un allongement de la durée d'utilisation des moyens de production et des services ainsi qu'une adaptation des règles de la durée du travail afin de favoriser l'utilisation optimale des capacités productives.

2) En affirmant que la branche est le lieu d'élection de la politique contractuelle.

3) En convenant que les accords de branche distinguent, dans toute la mesure du possible, ce qui relève de la branche et ce qui relève de la négociation d'entreprise, sans pour autant, sauf quand la loi y oblige, que l'accord de branche — dont l'importance, comme facteur de cohésion sociale et de cohérence économique, et le rôle d'encadrement et d'orientation ne sauraient être ignorés — soit toujours préalable à la négociation d'entreprise au sens de l'article L. 132-19 du code du travail, car c'est à ce niveau que les besoins sont connus dans leur diversité et que les aménagements, qui doivent être en conformité avec l'ensemble des dispositions légales et conventionnelles en vigueur, sont mis en œuvre.

Les autres dispositions spécifiques sur la modulation d'horaires, les heures supplémentaires, les équipes successives, le travail à temps partiel, le travail intermittent ne sont pas sans intérêt mais n'abordent pas le débat central du temps de travail qui dominait la scène sociale depuis 1978.

L'importance de cet accord n'est pas liée au nombre de signatures qui se limite à celles de la CGC et de la CFDT.

Imaginez la peine de Paulette Hoffmann, secrétaire confédérale de FO, qui a dû refuser de signer par suite des engagements de son comité confédéral alors qu'elle a toujours mené avec courage le combat en faveur de la négociation de branche. Je comprends mieux la position de la CFDT qui n'avait pas signé le protocole de 1981.

Le proche avenir dira sans doute qu'un accord n'a pas besoin de beaucoup de signatures pour être déterminant. Ce ne sera que la reproduction du passé où l'accord sur l'indemnisation du chômage (UNEDIC) n'avait amené qu'un signataire face au patronat.

(*) Ancien vice-président du CNPF.

Au courrier du Monde

MUSÉES

Les nouveaux maîtres des lieux

Je veux parler des confrencières. Vous ne pouvez leur échapper. Elles défilent, avec leur groupe d'auditeurs, par vagues successives, le verbe haut et péroratoire, méprisant tous les appels qu'on peut leur faire à rabattre de leur caquet, dédaigneuses du droit des autres visiteurs à contempler en paix les œuvres exposées.

Puisque le mal paraît sans remède jusqu'ici et va même croissant, de même qu'il y a dans certaines villes des quartiers « réservés », je propose

que les conservateurs fassent connaître par voie d'affiches apposées sur les caisses et par voie de presse les jours et les heures où il serait permis à ces dames d'exercer, de façon que chacun puisse, à son gré, les éviter à coup sûr. Et aussi, puisque le public souhaite un soutien extérieur, que l'on multiplie les moyens d'information « non polluants », tels que le Petit Journal des Musées nationaux, les écouteurs à cassette, etc.

J. DAVID (Paris.)

RELIGION

Condamnations

Les événements récents conduisent à exiger des autorités religieuses, musulmanes mais aussi catholiques : — la condamnation de tous les passages des textes « sacrés » qui constituent des appels au meurtre ou des apologies du meurtre ou du génocide. On peut rappeler en particulier les nombreux passages de la Bible (Ancien Testament) où, sur l'ordre de Dieu, le « peuple élu » procède au génocide de populations entières, dont le tort était, selon le texte, d'avoir des croyances erronées.

A ce jour, les autorités catholiques continuent à affirmer officiellement que ces textes sont canoniques, sont autorisés pour la foi et représentent la « Parole de Dieu » (Cf. préface de l'édition ecuménique de la Bible). Leur position officielle est plus nuancée mais elles se refusent à prendre une attitude claire de condamnation ; — la condamnation de tous les crimes commis tout au long des siècles à l'encontre de ceux qui pensaient (ou étaient soupçonnés de penser) différemment.

A ce jour, les autorités catholiques n'ont exprimé ni regret ni excuses !

D. LAGOUTIER (Paris.)

APICIUS

Recettes connues

Me permettez-vous un sourire amusé à la lecture de l'article de Raphaële Récalle expliquant, dans le Monde du 23 mars, qu'un chercheur au CNRS, « mettant à profit sa formation de documentaliste pour fouiller les archives gastronomiques », est parvenu à « dénicher, au fond d'une bibliothèque, les extravagantes recettes d'Apicius » ?

Il n'est ni besoin, en effet, de fouiller les bibliothèques, ni d'avoir une solide formation de documentaliste et d'archéologue (fût-il « amateur »), pour consulter le *Traté de cuisine* d'Apicius : il y a plus de vingt ans qu'il a été édité, traduit, commenté par Jacques André (éd.

tions Klincksieck, 1965), et une seconde édition, elle aussi traduite et commentée, en a été donnée par le même savant en 1974 aux Belles-Lettres, dans la célèbre « collection Budé ». Cet ouvrage est donc à la portée de tout un chacun, et rien n'est plus facile que de s'amuser à en expérimenter les recettes, comme je l'ai fait moi-même à plusieurs reprises.

RENE MARTIN, professeur de littérature latine (Paris.)

FEMMES

Les brutes

L'article « A l'école des brutes domestiques » (*Le Monde* du 31 mars) ne semble reposer sur quelques références implicites, parmi lesquelles :

— Les hommes sont plus souvent des brutes que les femmes ; — Les hommes sont plus méchants que les femmes ; — Il y a davantage de caractéristiques, de fous, parmi les hommes que parmi les femmes ;

— Les hommes sont plus injustes et plus cruels à l'égard des enfants que les femmes ; — Les hommes ont tous davantage de force physique que les femmes ;

— La violence physique est la pire violence ; — Il n'y a d'explication à la violence physique qu'à l'intérieur du système mental du violent (au masculin) ;

— Seuls les hommes se rendent coupables d'alcoolisme, de tabagisme, etc. ; — Les hommes ont contre la violence des défenses que n'ont pas les femmes ;

— Et, en fait, je vous réels : il n'y a pas de femmes violentes, en corrélation de notre première référence ci-dessus.

D'aucuns diront : c'est du Debout ! Je préfère écrire : cela sont furieusement sa galanterie d'autrefois et son siècle des Lumières. En cette année de Bicentenaire, je ne puis donc que vous relier : « Bravo ! »

F. GARDET, Cochin.

LE MONDE diplomatique

Avril 1989

L'HEURE DE L'AUDACE AU PROCHE-ORIENT

L'insafado dure depuis dix-sept mois dans les territoires occupés, où la répression a déjà coûté plus de 400 morts et quelque 20 000 blessés. Après les initiatives diplomatiques de l'OLP — proclamation d'un Etat palestinien, reconnaissance d'Israël —, toute la scène politique se réorganise au Proche-Orient. L'Egypte retrouve son influence régionale, l'URSS renoue les contacts avec Israël, et les Etats-Unis dialoguent directement avec l'OLP.

Amnon Kapeliov, Samir Kassir et Mohamed Sid-Ahmed expliquent pourquoi l'heure est à l'audace ; pourquoi l'intransigeance de M. Shamir et les archaïsmes du conflit libano-israélien restent les principaux obstacles à la paix.

Egalement au sommaire :

- SOCIÉTÉ : Intolérance et droits de l'homme, par Didier Foucault, Sakya Daoud, Mustapha Chérif et Stanislas Maillard.
- ETATS-UNIS : Le « complexe militaro-commercial », par David C. Morrison.
- CUBA : Divergences entre Moscou et La Havane, par Alain Gresh et Françoise Barthélémy.
- ITALIE : La Mafia relègue la tête, par Claude Mignot.
- TMOIGNAGE : Dans une prison péruvienne...

En vente chez votre marchand de journaux

Handwritten signature and date: 12/11/89

Etranger

... Le Monde • Mercredi 12 avril 1989 3

La position de Paris face à la crise libanaise

M. Kouchner évoque la possibilité de mettre fin à l'aide française

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

A peine arrivé, mardi 11 avril, au port de Jounieh, en pays chrétien, par le bateau en provenance de Laraca, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a évoqué un éventuel retrait de l'aide française au Liban. « Une aide humanitaire qui serait mal interprétée, comme c'est peut-être le cas ici même, se verrait totalement dévalorisée », a-t-il déclaré. Une aide humanitaire qui manquerait son objet, il n'y en aurait plus. L'aide humanitaire à tous les Libanais et ne se dédouble pas au mieux qu'avait accordé de tous. Nous sommes venus non pour attiser les conflits mais pour tendre la main », a déclaré M. Kouchner.

Toutefois, la main, mais à qui ? Puisque déjà les deux principaux alliés de Damas, M. Jomblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP) à majorité druze, et M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, ont refusé officiellement l'aide de Paris. Le PSP, qui a d'autre part mis en garde contre « toute tentative de faire entrer des navires français dans n'importe quel port libanais », a appelé « au boycottage de la France jusqu'à ce qu'elle redéfinisse sa politique au Liban et cesse son appui au général Aoun ».

M. Nabih Berri a, quant à lui, ironiquement offert d'accueillir « l'aide française dans l'un de nos

ports légaux et de la confier en entier aux régions à majorité chrétienne ». Dans un communiqué diffusé lundi, le commandement de l'armée libanaise relevant de l'autorité du gouvernement de M. Selim Hoss, avait, lui aussi, souligné les « dangers » de l'arrivée dans les ports libanais de navires français, dont le moindre « serait de conduire à une dégradation d'une situation relativement calme ».

M. Kouchner, qui devait s'entretenir dans la journée avec le général Aoun et M. Hoss, Jomblatt et Berri, risque donc d'être amené à des révisions d'autant plus déchirantes que le pays chrétien, lui, désire cette aide, non pas tant par nécessité que pour montrer qu'il bénéficie de la bienveillance de Paris. Humanitaire dans l'esprit de M. Kouchner, l'aide française est perçue ici avant tout comme politique. Donc, quelle que soit la décision prise, elle ne risque de ne faire que des mécontents.

Pendant ce temps, la trêve larvée a été entrecoupée de bombardements, qui ont encore fait deux morts et vingt blessés, lundi en plein après-midi au cœur de Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane. Cette situation ne peut pas durer : de cela au moins, tous les Libanais sont convaincus.

« La guerre de libération contre l'occupation syrienne », déclarée par le général Aoun, premier ministre du gouvernement militaire chrétien, le 14 mars, marque le pas sans qu'aucune perspective politique répondant à ses vœux n'apparaisse à l'horizon. Pis, pour la stratégie du général Aoun dont le discours légendaire, étiologique et nationaliste séduisit dans toutes les régions du Liban, le cessez-le-feu décidé par le comité de la Ligue arabe à la suite de la réunion de Damas, d'une part, et l'engagement de la France pour le pays chrétien, d'autre part, ont refait l'union sacrée des alliés de la Syrie, d'abord réticents à se lancer dans la bataille.

L'appel au dialogue du général Aoun lancé aux « partis de l'Ouest » est resté lettre morte, car sans doute beaucoup trop tardif. Aujourd'hui, c'est son maintien à un poste de responsabilité qui, assure-t-on à Beyrouth-Ouest, sans parler bien sûr de Damas, bloque toute solution.

Réunion à l'Ouest

Le pays chrétien s'interroge, et de discrets contacts sont entrepris par des médiateurs auprès du patriarche de l'Eglise maronite, Mgr Sfeir, notamment pour essayer de trouver une solution de compromis dans laquelle on voit mal quel rôle jouerait désormais être réservé au général Aoun.

Après avoir longtemps tergiversé, le Front libanais, coalition des partis et de la milice du pays chrétien, a décidé de se rendre à Koweït, mor-

credi, pour y rencontrer le comité de bons offices arabe sur le Liban. Celui-ci clôturera ainsi ses travaux et remettra ensuite son rapport. En décidant de se rendre à Koweït pour ne pas porter la responsabilité d'un refus, le Front libanais prend, lui aussi, ses distances vis-à-vis de l'objectif affiché du général Aoun.

Le calme relatif qui prévaut au Liban depuis près d'une semaine s'est retourné contre celui-ci dans la mesure où il a estompé le rôle de la Syrie, ramenant au contraire ses alliés libanais sur le devant de la scène. Or, ceux-ci, s'ils avouent être d'accord avec l'objectif final de la « libération », n'entendent pas que celle-ci se fasse avant que les réformes du système politique dans un sens plus égalitaire, soient accomplies.

En bousculant le jeu traditionnel libanais et en plaçant la barre très haut par son exigence prioritaire d'un retrait de l'armée syrienne, le général Aoun pensait, sans aucun doute, obtenir un soutien beaucoup plus effectif à la fois du côté musulman et de la communauté internationale. Mais, en érigant comme le seul représentant de la légalité libanaise, et négligeant le gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas de M. Selim Hoss, et en attaquant, de plus, personnellement M. Hoss qu'il a traité « d'agent », ce qui lui est beaucoup reproché à l'Ouest, le général a dressé contre lui tout l'établissement politique allié de Damas.

Pour celui-ci, les choses sont claires : il n'y aura pas de véritable cessez-le-feu avant un retour au statu quo ante, c'est-à-dire avant la levée du blocus des ports, la création du comité de sécurité libanais (une exigence inacceptable pour le général Aoun) et la reprise du dialogue politique libano-libanais.

Peu de soutiens

Dans la communauté internationale, mis à part le cas ambigu de la France, les soutiens manquent gravement au général. Le préjugé favorable dont il disposait au sein du comité arabe semble s'être beaucoup atténué tant son action a surpris. Intervenu pour négocier un accord libano-libanais, le comité « dit-on », n'entend pas traiter du retrait de l'armée syrienne, qui relève, selon lui, des négociations à conduire par le futur Etat libanais reconstitué. Les propositions du comité arabe ont donc toutes les chances d'être, avant tout, axées sur le redémarrage du processus constitutionnel, à savoir l'élection d'un président assortie d'une liste de réformes à entreprendre par un éventuel nouveau gouvernement.

La proposition du président du Parlement, M. Hussein Hussein, de former un comité parlementaire de seize membres, où toutes les parties seraient représentées pour mettre au point un projet de réformes qui

serait voté le jour de l'élection du président, pourrait offrir un compromis pour sortir du cercle vicieux. Le fait même que le processus de l'élection présidentielle revienne dans les coulisses comme un moyen de sortir de l'impasse prouve que les milieux politiques reprennent le dessus après avoir été totalement marginalisés par l'action du général Aoun.

Outre les Arabes, les grands acteurs internationaux n'ont pas véritablement soutenu la thèse ramenant le conflit à un anaque affrontement libano-syrien. Certes, les appels au retrait des troupes étrangères du Liban ont été nombreux, mais la Syrie n'a jamais été nommément mise en cause. Il est de toute façon inconcevable que le monde arabe accepte un retrait syrien avant celui d'Israël.

Politiquement, donc, la marge de manœuvre du général Aoun semble très étroite. Celui-ci compte toujours sur l'appui international pour faire avancer sa cause, mais même l'Irak, dit-on, l'encouragerait à se plier aux décisions du comité arabe, refusant jusqu'à maintenant de s'engager plus avant. Des « pressions » arabes seraient d'ailleurs exercées sur les Irakiens pour qu'ils n'encouragent pas ce que beaucoup appellent ici « la fuite en avant » du général-premier ministre chrétien.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le général Michel Aoun

Un nationaliste intransigeant

BEYROUTH
de notre correspondant

Sa bonhomie le rend sympathique. Les vérités simples qu'il énonce à longueur de déclarations — il a découvert les médias occidentaux, en use et en abuse, aux yeux de ceux qui croient l'utiliser — ne font pas sourire, mais entraînent l'adhésion. Du moins, celle de ses concitoyens du « réduit » chrétien qui se reconnaissent en lui parce qu'il dit aux Syriens ce que personne n'a jamais osé leur dire. Il amuse par sa gouaille, même si la bonne société à quelques condescendances pour son français rocailleux et populaire. Sa fermeté plaît, même si son jusqu'au-boutisme effraye. Sa sincérité désempa, même s'il inquiète par sa façon de se jeter dans le vide sans filet. Son honnêteté détonne. Sa confiance en soi est contagieuse, bien que teintée d'auto-satisfaction. Patriote, populiste, c'est à la fois un homme de bon sens et de démesure. Le bien-fondé d'une cause — qu'il définit comme étant celle du Liban face aux ambitions hégémoniques de la Syrie — lui tient lieu de politique.

Aussi carré de tempérament qu'il est trahi de caractère, le général Michel Aoun, cinquante-quatre ans, est le prototype de l'homme dont on dirait qu'il est né pour être militaire.

Promotion sociale

Issu d'une famille très modeste de la banlieue sud de Beyrouth — à laquelle on accède aujourd'hui automatiquement l'étiquette de « chite », mais qui, à ses origines, surtout habitée par des maronites pauvres au nombre desquels il était, — Michel Aoun, enfant, parcourait 3 kilomètres à pied chaque matin pour atteindre le tramway qui l'amenait, à travers Beyrouth, chez les frères des écoles chrétiennes.

L'accès à cet établissement de la petite et moyenne bourgeoisie représente pour lui une véritable promotion sociale. L'école militaire en fut, en 1955, l'aboutissement logique, car sa famille n'aurait pas eu les moyens de lui assurer d'autres études. Il se trouve justement que le jeune homme à un fort penchant pour le métier des armes et une forte dose de nationalisme.

Artilleur de formation, il gravit les échelons avec méthode et sérieux, ce qui lui valut un stage en France, à Châlons-sur-Marne, en 1959-1960, un autre aux Etats-Unis, à Fort-Saïte, en 1966, et, enfin, de nouveau en France de 1978 à 1980, à l'école supérieure de guerre. Il devient général de brigade en 1984, après que son nom eut émergé à l'automne précédent, lors de la bataille de Souk-Ei-Gharb. L'armée libanaise parvient, à l'époque, à contenir dans ce village qui surplombe Beyrouth la

poussée de la milice druze qui, avec l'aide des Syriens et des Palestiniens pro-syriens, risquait de porter l'assaut à l'Est libanais, fraîchement restauré et déjà de nouveau vacillant. L'artisan du coup d'arrêt est le général Aoun, avec sa huitième brigade. Très proche de ses hommes dont il partage la vie, il sait les motiver et se les attacher.

Le 21 juin 1984, son prédécesseur, le général Tannous, ayant été récusé par l'armée musulmane du gouvernement d'union



nationale constitué après l'éphémère réconciliation intercommunautaire du moment, le général Aoun est nommé, avec l'accord des musulmans (qui le refusent à leur tour aujourd'hui), commandant en chef de l'armée. Il prend la tête d'une armée déjà scindée et morcelée, au sein de laquelle il parvient à maintenir des relations — ambiguës, mais utiles — entre les brigades antagonistes.

Ses rapports avec le président Amine Gemayel, qui l'avait pourtant choisi et nommé à la tête de l'armée, n'ont pas toujours été au beau fixe, loin de là. Mais le général Aoun a maintenu la primauté de la fidélité à l'armée aux pouvoirs constitués. Même quand il est « entré en politique » à l'approche de l'élection présidentielle du 22 septembre 1988, qui devait être ratée, il ne s'est pas départi de cette attitude, bien qu'il se considérât déjà comme le plus apte à « sauver la patrie ».

S'il ne devient pas chef de l'Etat, il n'en prend pas moins son envol à cette date, lorsqu'il impose au président Gemayel, qui s'en allait sans successeur, de le nommer premier ministre et, de facto, quasi-président de la République.

Putsch législatif ou sauvetage in extremis de la légitimité nationale et républicaine, en même temps que du pouvoir maronite ? Les cinq premiers mois de la « République de deux Liban » se passent à peu près bien. Mais le général Aoun prend sa mission (et ses ambitions) trop au sérieux,

d'abord pour accepter de partager indéfiniment le pouvoir dans le réduit chrétien — là où il s'exerce avec une milice, en l'occurrence les Forces libanaises, ensuite pour satisfaire du statu quo sur le plan national.

L'assaut aux Forces libanaises

Déjà, au temps où il n'était que commandant de l'armée, les deux forces militaires du réduit chrétien, trop exigu avec ses 800 kilomètres carrés pour qu'elles y cohabitent, avaient eu plus d'un accrochage. Mais elles s'étaient toujours arrêtées à temps pour éviter le grand affrontement et le chef de la milice, M. Geagea, avait été le principal partisan de l'accession du général Aoun à la quasi-présidence. « C'est une révolution », affirme-t-il. Il ne croyait pas en faite les faits.

C'est le 15 février 1989 que le général Aoun donne l'assaut à la milice, riche et dominatrice, face à son armée, pauvre et longtemps dominée. Il la brise, sans la liquider, au prix de trente morts et lui arrache certaines des privilèges dont elle avait spolié l'Etat, notamment l'exploitation des ports. Il doit alors pouvoir transposer ses victoires hors du réduit chrétien et entendre fermer tous les ports illégaux ; mais il se heurte à une partie autrement plus forte : la Syrie, qui ne tolère pas de telles prétentions nationales. Au lieu de reculer, il force et procède à la « guerre de libération ». Au lieu de se défendre, il attaque et s'en prend nommément au président Hafez-Ei-Hassad, « dictateur, terroriste ».

Il ne peut promettre à son peuple que « du sang, de la sueur et des larmes », mais n'est pas Churchill qui veut et, au début, ses concitoyens-concubinaires du réduit chrétien suivent mal ce général un peu fou qui, brusquement, rompt une paix des armes dans laquelle ils ne vivaient pas si mal. Mais il les libère de tant de frustrations et d'humiliations à l'égard de Damas, et les canons syriens en font tant que, progressivement, au lieu de les détacher de lui, le tapis de bombes qui écrasent le pays chrétien les soude autour de cet homme.

Pourchassé à coups d'abus par l'artillerie syrienne à travers le réduit chrétien, comme jadis Arafat par l'aviation israélienne à travers Beyrouth-Ouest assiégée, il en réchappe et rend les coups. Il devient incontournable, mais également inacceptable pour « les autres », les musulmans, qui sont au-delà de la ligne de démarcation, et le traitent de « mégalomane ». L'établissement chrétien lui-même, patricien en tête, ne le suit d'ailleurs qu'à contrecœur. Mais une fois sa décision prise — et c'est un homme qui prend ses décisions seul, — Michel Aoun force tête baissée pour le meilleur et pour le pire.

LUCIEN GEORGE.

Deux manifestations religieuses et humanitaires à Paris

MM. Valéry Giscard d'Estaing, Alain Poirer, Jean-François Deniau — de retour de sa mission à Beyrouth, — Bernard Stasi, Jean Tiberi représentant M. Chirac, et d'autres personnalités politiques ont annoncé leur participation à la veille de prières commémoratives, qui devait avoir lieu mardi 11 avril à 20 h 30 à Notre-Dame de Paris.

Une autre manifestation religieuse et humanitaire en faveur du Liban est prévue le lendemain à 19 h 30 à la Mutualité : elle réunira le cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris,

Mgr Joseph Duval, vice-président de la conférence épiscopale, le vénérable bouddhiste Huyen Vi, Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, le grand rabbin de France Joseph Sitruk et le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France. Une quarantaine d'associations humanitaires participent à ce rassemblement, comme Amnesty International, l'ACAT, la Cimade, la Croix-Rouge, Médecins du monde, Fonds social juif, Secours catholique, CCFD, etc.

POINT DE VUE

L'humanité blessée

par Jean-Marie Lustiger
archevêque de Paris

POURQUOI mourir au Liban par le plus dramatique que mourir au Soudan ? Pourquoi les chrétiens de toutes confessions se réunissent-ils le mardi 11 avril à Notre-Dame de Paris, une dans la prière pour tous les Libanais, chrétiens et musulmans ? Pourquoi le mercredi 12, à la Mutualité, les responsables religieux de France, catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, musulmans et bouddhistes, voudront-ils exprimer publiquement prières et paroles pour la paix au Liban avec des dizaines d'associations humanitaires nationales et internationales ? Est-ce une manœuvre politique ultime et désespérée ? Peut-on suspecter ces hommes et ces femmes d'être conduits par l'intérêt ou le ressentiment ? Non.

Ce qui nous touche et nous ramène à la compassion, ce n'est pas seulement le drame de la guerre qui frappe aveuglément, ce n'est pas seulement la cruauté délibérée. Nous aussi, nous sommes atteints par la blessure qui s'infirmité en cette terre, où s'origine notre civilisation des groupes, des religions, des nations. Nous ne savons nommer ceux qui se combattent. Mais nous savons que la guerre fait rage. Cette guerre atteint toute l'humanité, et spécialement la fragile équilibre entre les communautés chrétiennes et musulmanes partout dans le monde. Le Liban — la République du Liban — a été reconnu et profondément aimé par la France tout particulièrement. Non tellement comme la prolongation d'un protectorat à l'égard des minorités chrétiennes enracinées là-bas depuis deux millénaires. Non seulement parce que les Libanais chrétiens et musulmans — avaient

adopté notre culture et notre langue à égalité avec l'arabe. Mais parce que le Liban a été voulu, comme Etat et comme nation, par les Libanais eux-mêmes, autant par les musulmans que par les chrétiens. Car la France s'honore de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le Liban est le lieu d'une double culture, commune aux uns et aux autres. Les Libanais, chrétiens et musulmans, ont illustré la culture française et la culture arabe. Nous n'avons pas à juger les Libanais pour les fautes, les violences ou les injustices commises et subies les uns à l'égard des autres. Mais le Liban a été, grâce à sa double culture, un lieu exemplaire de tolérance et d'accueil mutuels des chrétiens et des musulmans.

Le statut civil d'un Etat de droit — aussi fragile qu'il soit — en est la garantie irremplaçable. Les hautes et les confits qui ont ensanglanté le face-à-face de l'islam et des pays d'Occident étaient ici arbitrés par la loi civile. L'art de vivre des Libanais faisait le reste. Les ressentiments plus que millénaires, le souvenir des guerres et des massacres s'étaient peu à peu, en cette terre, comme adoucis, « civilisés », c'est-à-dire

rendus « civils », appartenant à la même cité. Chaque communauté était mise en demeure d'offrir à tous le meilleur de ce qu'elle avait reçu de la providence. Non seulement cohabitation, mais échange. C'est là un signe et une condition des plus hautes réussites de l'humanité.

Pouvons-nous penser que ce qui déchourait au Liban réussisse en Occident ? Comment la mort de ce Liban ne retentirait-elle pas comme un dramatique avertissement pour les chrétiens, les musulmans et les juifs, ainsi que pour tous ceux qui, en Occident comme dans les pays arabes, doivent faire l'apprentissage de la compréhension mutuelle et de l'appartenance à un Etat de droit ? Le Liban sera détruit si les chrétiens en sont chassés. Les plus antiques Eglises seraient condamnées à l'exil. Mais le plus grand perdant serait l'islam. En vérité, l'humanité entière y perdrait un exemple singulier de dialogue et de la convivialité nécessaires à sa vie.

Laisser détruire ce lieu d'échange reviendrait à laisser s'abattre un nouveau rideau de fer. Peut-être plus terrible que celui qui a divisé l'Europe. Les hommes d'Etat doivent le savoir. Les croyants prient Dieu de nous épargner cette nouvelle épreuve.

Après l'immense succès de
« Pi-Yi, le dernier empereur »

EDWARD BEHR
HIRO-HITO
L'empereur ambigu

Edward Behr vient de réviser un magnifique travail. Plus de quarante ans après la tragédie d'Hiroshima, il est salubre que le monde sache enfin ce qui s'est passé derrière les murailles du palais impérial de Tokyo.

Eric Roussel / LE FIGARO

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie



Europe

URSS : les développements de la crise en Géorgie

La situation reste « extrêmement tendue »

La situation est restée « extrêmement tendue », lundi 10 avril, dans plusieurs villes de Géorgie, a indiqué le comité central du PC géorgien, cité par l'agence Tass, au lendemain de la charge meurtrière des forces de l'ordre contre des manifestants nationalistes à Tbilissi.

Cinq cents personnes sont détenues, selon un journaliste local, pour avoir violé le couvre-feu en vigueur de 23 heures à 6 heures. Un état de siège de facto a été imposé dans la capitale géorgienne : des chars sont stationnés aux points stratégiques, des perquisitions sont opérées et un jeune homme aurait été tué pour avoir refusé de s'arrêter à un barrage.

« La situation exige que des mesures urgentes de stabilisation soient prises, mais elle est globalement contrôlée par les organes du parti et les forces de l'ordre », a ajouté le comité central, convoqué par M. Edouard Chevardnadze et Gueorgui Razoumovski, deux membres du bureau politique dépechés par Moscou à Tbilissi. Vu l'urgence de la situation, M. Chevardnadze, qui fut premier secrétaire du PC de Géorgie de 1972 à 1985, poste qu'il a quitté pour devenir ministre des affaires étrangères d'URSS, a fait ajourner une visite officielle prévue à Berlin-Est les 12 et 13 avril. M. Razoumovski, membre suppléant du Politburo et président de la commission des cadres du comité central, est en passe de devenir un habitué des crises nationalistes aigües, puisqu'il avait déjà été envoyé en février 1988 dans le Haut-Karabakh, puis en mai en Azerbaïdjan.

Les deux dirigeants ont également eu des réunions avec des intellectuels et avec les responsables des médias. Au cours d'une réunion dans une usine, à laquelle assistait M. Chevardnadze, et dont fait état l'agence Reuters, le numéro un du PC géorgien, M. Djoumber Patichvili, a implicitement reconnu la responsabilité de la direction locale dans les événements qui se sont soldés par la mort d'au moins dix-huit manifestants. « Pourquoi quel-que chose s'est-il produit que personne n'avait prévu ? », a-t-il

demandé, les traits tirés et la voix enrouée. « Etant donné que les soldats n'avaient pas d'armes à feu, mais seulement des matraques et des boucliers, on nous avait dit avant l'opération qu'il n'y aurait pas de morts. Mais c'est ce qui s'est produit, et c'est le tort commun dont nous sommes responsables. » Une commission d'enquête a été créée sous la direction du gouvernement de Géorgie.

Jour de deuil

La journée de mardi a été déclarée jour de deuil en Géorgie. Alors que l'agence Tass avait donné le chiffre de seize morts dimanche, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a reconnu lundi à Moscou qu'une ou deux femmes « étaient mortes de leurs blessures, confirmant ainsi des informations données de source hospitalière. Ces mêmes sources, citées par un journaliste géorgien interrogé par l'AFP, font état de vingt-deux morts, un chiffre encore jugé optimiste par les milieux nationalistes. Une liste de cent morts serait affichée à la cathédrale. Le ministre de la santé de Géorgie a fait état à la télévision locale de deux cent quarante blessés civils, ajoutant, selon l'AFP, que soixante et onze militaires avaient également été blessés, ce qui tendrait à confirmer les témoignages selon lesquels les miliciens géorgiens, avaient tenté de s'interposer au moment de l'intervention des forces de l'ordre, soviétiques, pour disperser le rassemblement nationaliste.

Au cours d'une conférence de presse, M. Guerassimov a justifié l'intervention des forces de l'ordre en rappelant que « des slogans antisoviétiques et anti-soviétiques » avaient été lancés par les manifestants. « Il y a eu des appels à la violence, ceci est considéré comme un crime dans n'importe quel pays », a-t-il dit. Le porte-parole a reconnu que les troupes avaient fait usage de « pelles pour se défendre contre les manifestants qui les avaient atta-

qués avec des couteaux, des bâtonnets, des barres de fer et des briques ». Tous les témoignages concordent cependant pour dire que ce sont bien les forces de l'ordre qui ont pris l'offensive, et les morts sont d'ailleurs tous du côté des civils.

Le mot d'ordre de grève générale semble avoir été suivi lundi à Tbilissi, notamment dans les transports. Mais selon M. Guerassimov, la plupart des entreprises travaillaient, « bien qu'elles aient ouvert en retard ».

Lundi, un millier de jeunes ont tenté de se rassembler devant l'im-

meuble de Tbilissi, avant d'être dispersés au bout d'un quart d'heure à coups de matraque par les troupes du ministère de l'intérieur.

M. Chevardnadze : un connaisseur

De retour dans sa ville de Tbilissi, M. Chevardnadze va pouvoir appliquer ses nouvelles talents de diplomate, mais aussi mettre en valeur sa qualité de seul représentant non slave du groupe dirigeant à Moscou, et enfin sa connaissance des problèmes du nationalisme géorgien.

Déjà responsable des jeunes communistes (Komsomol) pendant les graves émeutes « staliniennes » de 1956 (la jeunesse de Tbilissi s'était révoltée contre les révélation de Krouchtchev sur Staline, l'enfant du pays), il eut à se pencher à plusieurs reprises sur ce dossier : d'abord comme chef de la police géorgienne en tant que ministre de l'intérieur pendant sept ans, puis pendant les treize années qu'il passa à la tête du parti en Géorgie de 1972 à 1985.

En avril 1978, il n'avait pas hésité à aller au-devant des manifestants qui protestaient contre la nouvelle Constitution

Régulièrement troublée par des manifestations nationalistes depuis son intégration mouvementée à l'URSS en 1921, la Géorgie est, avec les pays baltes, la République soviétique qui a le plus mis à profit la glasnost gorbatchévienne pour faire entendre ses revendications autonomistes, rapidement teintées d'indépendantisme.

Dès 1956 éclatent de graves émeutes nationalistes dont on parlera peu en dehors des frontières de la République, mais dont les Géorgiens se souviennent douloureusement. La fièvre s'empare à nouveau de Tbilissi plus de vingt ans après, le 14 avril 1978, lorsque des milliers de jeunes manifestent contre la nouvelle Constitution soviétique, qui accorde à la langue russe le même

statut qu'à la géorgienne. Le même année, les Abkhazes, habitants minoritaires — et musulmans — de la République autonome d'Abkhazie, rattachée depuis 1922 à la Géorgie, élèvent aussi la voix : 12 000 d'entre eux se rassemblent à Lykhny pour réclamer leur attachement à la Fédération de Russie, afin d'être séparés de la Géorgie.

En 1988, c'est l'explosion arménienne qui embrase le Caucase. Les Géorgiens restent à distance, préférant ne pas intervenir dans le conflit inter-ethnique de leurs voisins azéris et arméniens. Mais l'atmosphère leur est favorable, d'autant plus que les militants nationalistes, dont plusieurs ont été libérés de détention en 1987, ont commencé à se regrouper. Ainsi, le 31 octobre 1987, l'association Ila Chavtavadze voit le jour, créée par un groupe de « dissidents ». Pour la contrer, les autorités géorgiennes créent quelques mois plus tard la société Roustaveli. D'autres groupes informels vont naître l'année suivante, dont le Parti national démocratique.

Front populaire d'Abkhazie

Les combats écologiques, culturels et religieux permettent aux nationalistes géorgiens de fourbir leurs armes et de ramener des troupes contre le projet de chemin de fer transcaucasien ou contre un polygone de tir qui menace un monastère du sixième siècle. La première vague d'agitation purement nationaliste se produit en octobre 1988, à Ordjonikidze, dans la région de Marneuli, à la suite du viol d'une jeune fille géorgienne par un Azerbaïdjanais. Le premier secrétaire de Géorgie, Djoumber Patichvili, intervient en vain devant les manifestants, qui préfèrent, selon la presse officielle, « des slogans nationalistes ».

Un mois plus tard, c'est la lutte des Républiques avides d'autonomie contre le projet d'amendements de la Constitution soviétique, qu'elles accusent de renforcer l'emprise de Moscou sur elles. Après les pays

baltes, deux cent mille Géorgiens descendent dans la rue pacifiquement pour réclamer des modifications à ce projet. Le Soviet suprême de Géorgie bascule du côté des manifestants et vote à son tour en faveur des modifications demandées par la communauté géorgienne.

Bien plus tard, en janvier, la Pravda reconnaît qu'une centaine de Géorgiens ont été alors hospitalisés après avoir observé une grève de la faim à l'appui de leurs revendications. Décembre 1988 voit les premières arrestations à Koutaïssi et quatre condamnations de peines de prison avec sursis.

C'est le 18 mars dernier que commence la crise qui a abouti à la sanglante charge des forces de l'ordre, dimanche à Tbilissi. Le 18 mars, plusieurs milliers d'Abkhazes se réunissent à Lykhny, en présence de leur premier secrétaire, Boris Adleibou, à l'initiative d'un front populaire d'Abkhazie. Ils adoptent une déclaration de sécession de la Géorgie, qui sera condamnée par M. Patichvili, le patron du PC géorgien, et cotisée sa place le 6 avril à M. Adleibou.

Le même jour à Tbilissi, deux mille manifestants nationalistes géorgiens viennent soutenir l'élection de l'un de leurs sympathisants, Aki Bakhradze, membre du PC, à la tête de la société « officielle » Roustaveli. M. Bakhradze est élu et la fusion est faite entre nationalistes et officiels.

Le 1^{er} avril, des incidents éclatent à Lesselidze au cours d'une manifestation, avec des jets de pierres et des coups de feu. Le lendemain, une manifestation rassemble dix mille personnes à Soukhoumi. Le 3 avril, des graves émeutes à Soukhoumi, où des troupes du ministère de l'intérieur et des blindés sont déployés. Grèves, manifestations, troupes et blindés gagnent Tbilissi les jours suivants, jusqu'au 7 avril où les nationalistes sont quelque cent mille dans la rue. La tension monte, les slogans se radicalisent et, dans la nuit de samedi à dimanche, c'est le massacre.

S. K.

Nouvelles victoires des réformateurs au second tour des élections législatives

Les candidats soutenus par les divers « groupes informels » de soutien à la perestroïka ont battu dimanche 9 mars leurs concurrents à Moscou et à Leningrad, lors du second tour d'élections au Congrès des députés du peuple, a-t-on appris lundi de sources officielles.

A Moscou, l'historien ex-dissident Roy Medvedev, un journaliste de l'hebdomadaire de pointe Ogoniok, M. Iouri Tchernitchenko, et un membre du « groupe d'initiative pour un front populaire », M. Sergueï Stankevitch, figurent parmi les six députés élus. Un autre élu est l'ingénieur Iouri Andreïev, un des quinze candidats signataires, la veille du premier tour, d'une lettre de soutien à M. Boris Eltsine, le contestataire du Parti communiste élu triomphalement au premier tour. Au moins onze des quinze signataires ont ainsi déjà été élus députés.

A Leningrad, cinq candidats soutenus par le « Comité élections-89 » ont été élus au second tour, qui concernait six circonscriptions. Il s'agit notamment du journaliste Boris Nikolski, en faveur duquel la loi électorale avait été changée par un décret. Son adversaire s'étant

retiré, il a été décidé qu'il n'aurait besoin pour gagner que de la majorité des voix exprimées et non de celles des électeurs inscrits.

Ce second tour des élections concernait seulement soixante-quatre circonscriptions en URSS sur mille cinq cents.

Les résultats sont plus équilibrés dans les pays baltes. En Lettonie, sur quatre circonscriptions dont les résultats étaient connus lundi, trois sièges sont revenus à des représentants de l'appareil, dont le premier secrétaire du comité de ville de Riga, M. Evalds Klautsens. Un autre candidat du parti, Victor Aoukals, a battu une actrice russe qui avait reçu le soutien du mouvement autonomiste Front populaire, M. Nina Neznamova.

En revanche, c'est un Russe exclu du parti communiste en 1968 pour ses prises de position sur la situation en Tchécoslovaquie, M. Vilen Tolpejnikov, qui a remporté le siège de Riga pour la Chambre des nationalités, battant un représentant du mouvement pro-russe Interfront, M. Nikolai Stakia.

En Lituanie, où un deuxième tour était organisé dans huit circonscriptions, les candidats soutenus par le Front national Sajudis ont remporté cinq sièges, battant notamment un militaire et un secrétaire de l'appareil local, M. Mariounas, a-t-on appris auprès du mouvement nationaliste. En revanche, un secrétaire du mouvement a été battu par un professeur de l'institut pédagogique de Vilnius, et un membre du Conseil du Sajudis, a été devancé par un Russe, premier vice-président du

comité d'Etat pour l'agriculture de Lituanie. Le premier secrétaire du parti de Vilnius, M. Zilaitas, est lui aussi élu.

En Estonie, le bilan est également équilibré dans les cinq circonscriptions concernées par le deuxième tour. Le leader des Verts, Wello Pokho, a devancé un candidat du parti. Un représentant de l'Interfront, Evgeni Gogan, a battu un candidat du Front populaire et le deuxième secrétaire du parti de Tallinn a été battu par le directeur d'une compagnie maritime, M. Toivo Linas.

M. Sakharov retenu comme candidat

D'autre part, le prix Nobel de la paix, Andreï Sakharov, a été retenu lundi 10 avril, comme candidat député pour représenter l'Académie des sciences dans le futur Congrès des députés, a annoncé l'agence TASS. La candidature de l'académicien avait été écartée en février par la direction de l'Académie, provoquant des manifestations des scientifiques. Lors des élections du mois dernier, ceux-ci n'avaient élu que huit représentants alors que l'Académie dispose de 20 sièges dans la future assemblée en tant qu'« organisation publique ».

Il a donc fallu désigner de nouveaux candidats pour des élections complémentaires. Vingt-huit personnes ont été retenues lundi parmi lesquelles, outre M. Sakharov, un autre militant de la perestroïka lui aussi écarté en février, M. Roald Sadgov, conseiller de M. Mikhaïl Gorbatchev sur les questions spatiales.

Une autre personnalité profite de ce tour de rattrapage pour revenir comme candidat, M. Arbatov, directeur de l'Institut d'Amérique-Canada, qui avait été battu aux élections au Comité de défense de la paix. M. Arbatov est fréquemment accusé d'avoir été un ardent défenseur de la politique de « stagnation » de Leonid Brejnev.

Mille trois cents scientifiques doivent maintenant choisir entre le 19 et le 21 avril à l'académie, douze députés parmi ces vingt-huit candidats.

Un court-circuit est à l'origine du naufrage du sous-marin soviétique

L'incendie qui a provoqué la perte d'un sous-marin nucléaire soviétique, vendredi 7 avril, en mer de Norvège, « a éclaté dans un court-circuit », a indiqué lundi 10 avril le responsable politique de la flotte du Nord, M. Sergueï Vargina, interrogé par les Izvestia. Le sous-marin rentrait en URSS « d'un voyage lointain » et était en plongée au moment du sinistre ; il a fait immédiatement surface, a précisé M. Vargina, en soulignant le courage de l'équipage qui a perdu quarante-deux hommes.

Le ministre de la défense, le général Dimitri Lazov, a précisé

pour sa part que, « si l'incendie s'était limité au septième compartiment, le sous-marin aurait pu demeurer à flot mais le sixième compartiment a été complètement détruit. Deux à trois heures plus tard, l'équipage a entendu plusieurs explosions ». Ces deux compartiments constituent la salle des machines, avec les turbines, les arbres et les moteurs électriques.

Le général Lazov attribue ces explosions à la montée de la pression dans le navire qui a fait éclater certains « mécanismes spéciaux » sur lesquels il n'a donné aucune précision. « Il est possible

que la coque du sous-marin ait été fendue en plusieurs endroits », a estimé M. Lazov. C'est la première fois que les autorités soviétiques évoquent de possibles brèches dans la coque du bâtiment.

Le ministre de la défense a ajouté que le bâtiment transportait dix torpilles dont deux équipées de têtes nucléaires, mais que leur conception excluait tout danger de contamination de l'environnement. Il a rappelé que le fonctionnement du réacteur avait été coupé selon une procédure normale qui écarte toute pollution nucléaire. — (AFP.)

LE JOURNAL des ELECTIONS N°7

Avril - Mai 1989

GORBATCHEV
PREND
DES RISQUES

Par

Boris Eltsine,
Iouri Afanassiev
et Vitali Korotitch

Vente en kiosque

**GRAMMAIRE
FONCTIONNELLE
DE L'ARABE DU CORAN**
(arabe littéral)
par docteur d'Etat en linguistique
Cours complet : inventaire des
classes d'unités significatives. Syn-
taxe. Synthématique. Morphologie.
4 tomes, 1842 p. 20,6x14,4 cm
ISBN 2-9502715-0-2
En librairie et chez l'auteur-éditeur
BAHMANI NEDJAR
Kriegstr. 194 D-75 KARLSRUHE (RFA)
Francos recommandée : 470 FF
CCT 589 96 A LYON

Le Monde

INDEX DU MONDE

Le Monde possède maintenant un index courant de toutes les informations qu'il publie. Chaque jour, une équipe de documentalistes expérimentés analyse tous les articles du Monde puis — après avoir sélectionné les indexations pertinentes — les résume de manière concise mais explicite et ajoute date, page et colonne de référence, ce qui facilite leur recherche par l'utilisateur.

Le nouvel index donne à tous ceux qui cherchent, occasionnellement ou professionnellement, une voie d'accès aux faits et chiffres de l'actualité quotidienne ainsi qu'à leurs commentaires ; il met à leur disposition un fonds d'information de première importance.

L'INDEX DU MONDE OFFRE

- ★ Un classement des articles par ordre alphabétique des mots-clés ;
- ★ des références croisées ;
- ★ les noms de auteurs ;
- ★ l'emplacement des pages et des colonnes.

Depuis janvier 1988, Research Publications publie un index mensuel du Monde. En fin d'année, ces douze publications sont fusionnées en une présentation alphabétique unique et paraissent sous la forme d'un volume annuel cumulé, cartonné, imprimé sur papier pérenniant (ph neutre), qui ne jaunit pas.

Les index des années 1944 à 1951 et de 1965 à 1968 sont disponibles sous la forme de volumes annuels. L'indexation des années manquantes est également prévue.

Pour tout renseignement concernant l'index du Monde veuillez contacter :

rp research publications
P.O. Box 45, Reading RG1 5HF, Grande-Bretagne
Téléphone : 734-58-32-47 Téléc. 843336 RPL G Fax 734 591325

1550/1551

Europe

L'impossible dialogue entre Serbes et Slovènes

Lézards yougoslaves

(Suite de la première page.)

Pour contrecarrer la vague de nationalisme serbe animée par M. Slobodan Milosevic, les Slovènes - officiels et alternatifs confondus - se sont mobilisés pour la cause des Albanais du Kosovo. Ils se sont solidarisés d'abord, en février, avec les mineurs en grève de Trepcas, qui s'étaient retranchés au fond des puits et refusaient de se nourrir. Un Comité de défense des droits de l'homme au Kosovo fut même créé à Ljubljana et plusieurs centaines de milliers de citoyens ont, en l'espace de quelques jours, signé une pétition réclamant notamment « le respect des droits de l'homme dans toutes les parties de la Yougoslavie ainsi que la reconnaissance de l'autonomie politique, économique et culturelle de toutes les nationalités vivant en Yougoslavie ». Ils ont critiqué ensuite les mesures d'exception prises pour réprimer les « nationalistes et séparatistes » et demandé le rappel des unités slovènes incorporées aux milices fédérales au Kosovo. Ils ont constaté, enfin, l'échec de cette politique puisque elle avait conduit à une effusion de sang. Dans certaines réunions publiques, on a entendu des phrases outrancières telles que « les Albanais sont pour les Serbes ce que les juifs étaient pour les nazis ». Il n'en fallait pas plus, bien entendu, pour mettre la Serbie dans tous ses états et la riposte n'a pas tardé.

Les Slovènes se sont vus immédiatement accusés de tous les blâmes : défense de la « contre-révolution », velléités séparatistes, offenses à l'armée, atteintes à l'unité de la Yougoslavie, etc. En réponse,

ils ont demandé au parlement de Belgrade une évaluation du coût et du résultat des opérations de maintien de l'ordre au Kosovo. Leur requête a été sèchement rejetée, avec en prime un diplôme d'anti-militarisme. Une démarche analogue, concernant l'utilisation de l'aide au développement versée au Kosovo par le biais d'un fonds fédéral à raison de plus d'un million de dollars par jour, a connu le même sort. La réponse a fusé : « Cessez de vous comporter comme des néo-colonialistes ».

On déplore à Ljubljana que tout débat, « normal » dans un pays européen, soit désormais impossible dans une Yougoslavie aux esprits surchauffés où tout le monde prétend cependant vouloir la démocratisation. « On ne peut plus poser la moindre question, soupire Danilo Slivnik, chef du service politique intérieure de « DELO », sans être délibérément mal interprété ou soupçonné d'intentions malsaines par d'autres républicains ».

Un isolement croissant

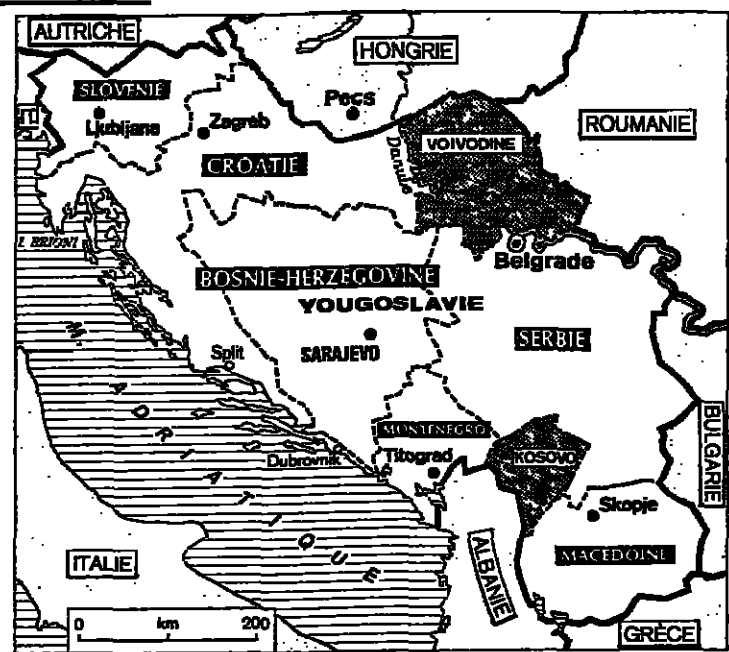
Conséquence de ces empoignades : la Slovénie se trouve de plus en plus isolée au sein de la Fédération car les voisins croates sont plutôt discrets depuis la « victoire » de M. Milosevic au Kosovo. Elle sait ce qu'elle veut - une démocratisation accrue et le passage à une véritable économie de marché - mais elle se rend compte qu'elle est trop petite (moins de 2 millions d'habitants) et trop faible pour faire accepter ses idées par les autres.

Dans la phase survoltée et irrationnelle-actuelle, elle a le sentiment d'avoir des ennemis partout, tant dans les Républiques que dans les instances fédérales, et que sa position, après les récents événements, s'est affaiblie. Certains ne cachent pas leur inquiétude. L'Union démocratique slovène vient ainsi de proposer au Parlement de Ljubljana de voter un texte sur « l'inviolabilité des frontières de la Slovénie ». Qui sait en effet si la Serbie et les autorités fédérales n'envisageraient pas d'appliquer les mesures extraordinaires prises au Kosovo pour ramener dans le droit chemin les courants démocratiques slovènes ?

Une autre proposition du Parlement de Ljubljana d'inscrire dans la nouvelle constitution slovène le droit à l'autodétermination et à la sécession n'a pas non plus été appréciée.

On estime ici que l'offensive nationaliste serbe a freiné le processus de démocratisation en cours. Les mouvements alternatifs n'osent pas aller « trop loin » de crainte de mettre en difficulté les dirigeants « libéraux » de leur République, à commencer par M.M. Milan Kucan, le populaire numéro un de la Ligue des communistes, et Jozse Sencel, le président de l'Alliance socialiste, qui ont progressivement ouvert leurs organisations et ne sont pas hostiles à une « compétition idéologique » avec d'autres mouvements.

Aller trop loin serait peut-être provoquer un retour de bâton. Car, au sein de la direction slovène, tous ne sont pas des partisans de M. Kucan. La vieille garde est toujours présente, notamment dans la police, et le rapport des forces pour



rait éventuellement changer. « Nous sommes en minorité au sein de la Fédération, et ce n'est pas le moment de jeter de l'huile sur le feu », dit M. Dimitrij Rupel, président de l'Union démocratique slovène : le printemps politique slovène a commencé il y a quatre ans, mais personne ne peut garantir la poursuite de cette expérience libérale. Nous sommes bloqués, car la situation générale en Yougoslavie est elle-même bloquée et imprévisible. Ces mouvements parallèles qui désirent à terme la démocratie parlementaire ne savent pas trop quelle attitude adopter. Ils sont un peu social-démocrates, un peu verts, un peu nationalistes... Pour l'instant, ils seraient plutôt sur la défensive, derrière leurs dirigeants.

Etrangement, c'est au sein même de la Ligue des communistes que l'on rencontre actuellement les personnes les plus « radicales ». « Dans l'affaire du Kosovo, estime M. Ciril Baskovic, secrétaire exécutif du comité central, la Slovénie ne s'est pas montrée suffisamment ferme et critique. Pas à l'égard de la Serbie mais contre les autorités gouvernementales et fédérales, qui ont adopté ces mesures d'exception au Kosovo. Bien sûr, on nous aurait encore une fois accusés de faire bande à part et de développer des idées séparatistes. Mais c'est une thèse ridicule, car la Slovénie n'a aucune perspective d'avenir en dehors de la Yougoslavie, et d'une Yougoslavie tournée vers l'Europe ».

Le conflit entre la Slovénie et la Serbie dépasse la dispute sur la

Un président de trente-neuf ans pour la fédération

Conformément au principe de la rotation des fonctions officielles entre les six Républiques et les deux provinces autonomes, c'est un Slovène qui assurera pour un an à compter du mois de juin la présidence de la fédération yougoslave. Et, pour la première fois, les Slovènes ont pu élire au suffrage universel leur représentant. Dimanche 2 avril, ils avaient le choix entre deux candidats : M. Marko Bulc - soixante-trois ans, ancien membre du gouvernement fédéral, vétéran routier de la politique et personnalité en vue de l'établissement du Parti communiste local - et M. Janez Drnovsek, un économiste de trente-neuf ans pratiquement inconnu jusqu'ici bien qu'il siège au Parlement de Belgrade. Le premier partait largement favori.

Le résultat du scrutin a été une surprise d'abord pour les Slovènes, même dans les milieux contestataires, et aussi pour toute la Yougoslavie. Le

Dédié à tous les révoltés de la terre

“Servitude et grandeur militaires”

ANNEE : 1827
LIEU : les garnisons et les routes de France, saignées par les guerres de Napoléon.
FAITS : un jeune officier est définitivement rayé des cadres de l'Armée.
NOM : ALFRED de VIGNY

Avec mon édition précieuse de “Servitude et grandeur militaires” d'Alfred de Vigny, découvrez enfin l'adieu aux armes d'un jeune capitaine de 30 ans.

Chers lecteurs, oui, avec ce maître-livre j'ai choisi d'être à contre-courant de l'enthousiasme révolutionnaire...

A l'heure où l'on fête les vertus républicaines, il est intéressant de lire les écrits d'un “ci-devant”, élevé dans l'idéalisme et la rigueur de l'ancien ordre social. Son premier malheur : il est trop beau. “Ce qui m'a fait le plus de tort dans la vie a été d'avoir les cheveux blancs et la taille mince...”

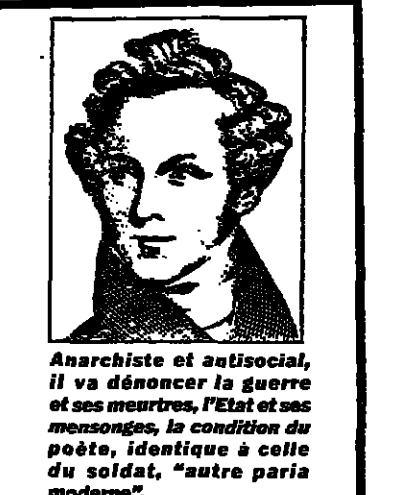
Second handicap : dès sa jeunesse, il se sent irrémédiablement attiré par les valeurs héroïques : le noble, le vrai, le beau...

“L'adieu aux armes” Son expérience : une longue errance dans la France saignée par les batailles de l'Empire. Une Restauration qui pour lui rime avec désillusion.

Après 13 années de servitude, c'est l'adieu à l'uniforme. “Je vis clairement que les événements ne sont rien, que l'homme intérieur est tout.”

Avec “Servitude et grandeur militaires”, Alfred de Vigny nous confie la quintessence d'années de méditation, dans l'action des armes, ou pire l'horrible découverte de la vie de garnison.

Solidaire de tous les parias... Et quel message ! Le capitaine de Vigny, témoin d'émeutes et de massacres a le courage d'écrire : “la guerre est maudite de Dieu et des hommes mêmes qui la font et qui ont d'elle une horreur



Anarchiste et antisocial, il va dénoncer la guerre et ses maux, l'Etat et ses mensonges, la condition du poète, identique à celle du soldat, “autre paria moderne”.

Une œuvre en livrée de la Maison du Roi

Ma réalisation à la prestigieuse des grands uniformes des Gardes Rouges du Roi : qualité, noblesse et splendeur en sont les maîtres mots. Vous serez fier de votre exemplaire qui comporte le papier vergé filigrané “aux canons”, une reliure en véritable cuir taillé d'une seule pièce et rempli à la main comme au XVIII^e siècle. La dorure or 22 carats est frappée à chaud sur le dos et la tranche supérieure. Les tranches et le signet sont assortis aux pages de gardes. Ce tirage limité est authentiquement réservé aux seuls souscripteurs.

Les 84 illustrations de L. Dunki, admirablement gravées par C. Bellanger constituent à elles seules une somptueuse parade qui vous réservera d'inepuisables satisfactions.

Comme à l'accoutumée ma garantie traditionnelle de rachat vous est inconditionnellement acquise.

Le tirage étant limité, je ne saurais trop vous conseiller de retourner sans attendre le titre de réservation ci-dessous.

Cordialement,

Jean de Bonnot

SUISSE : le scandale des narco-dollars

Le procès de la « filière libanaise » s'est ouvert à Bellinzona

BERNE de notre correspondant

Le premier procès de la « filière libanaise », la plus grave affaire de recyclage de narco-dollars jamais démantelée. En juin 1986, un agent de change tessinois, s'est ouvert, lundi 10 avril, devant la cour d'assises de Bellinzona, dans le canton du Tessin. Au banc des accusés trois ressortissants turcs et aux Italiens arrêtés après la saisie en février 1987 de 100 kilos de morphine base et d'héroïne dans le donjon d'un camion en provenance d'Istanbul. Menée en étroite coopération avec les services de lutte antidrogue des Etats-Unis et d'Italie, l'enquête avait non seulement permis de remonter une filière aux multiples ramifications internationales mais devait aussi donner lieu à un scandale politique sans précédent qui allait entraîner la démission du ministre helvétique de la justice, M^{me} Elisabeth Kopp.

C'est grâce à l'infestation d'un informateur que le réseau a pu être démantelé. En 1986, un agent de change tessinois, Adriano Corti, s'était vu proposer par Gaetano Petraglia, un commerçant italien domicilié à Lugano, une transaction portant sur 600 kilos d'héroïne. Petraglia servait d'intermédiaire à un autre Italien né à Istanbul, Nicola Giulietti, bras droit d'un « gros bonnet » turc de la drogue, Hasi Mirza. Corti, dont le nom avait été mentionné dans l'affaire de la « Pizza connection » avant qu'il ne soit blanchi par la justice, s'exprima d'en informer la police. L'agent de change devait servir d'appât pendant plusieurs mois.

Prenant la mesure de l'importance du réseau, qui semblait également lié au trafic d'armes, les Suisses appelèrent leurs collègues

italiens et américains à la rescousse. Un agent de ces derniers y fut infiltré, allant jusqu'à monter lui-même un laboratoire. Les carabinieri italiens suivirent à la trace le camion turc, de Trieste à la frontière helvétique, avant son interception à Bellinzona et l'arrestation de ses deux chauffeurs. Le lendemain, la police arrêta, dans un hôtel de Lugano, Mirza et Giulietti, puis Petraglia. Bientôt, il se confirma que Mirza, qui, lors des premiers interrogatoires, prétendait qu'il n'était qu'un respectable marchand de pamplemousses, se trouvait en fait à la tête d'un important trafic de drogue. Etabli à Zurich dans les années 80, il s'y était d'abord consacré au trafic des devises avec la Turquie avant de se lancer dans l'héroïne. Grâce à un numéro de téléphone répertorié dans ses documents, l'enquête aboutissait à l'identification et à l'arrestation de deux Libanais, les frères Jean et Barghav Magharian, installés comme agents de change à Zurich. A la suite d'enquêtes parallèles menées aux Etats-Unis. Il apparaît que les frères Magharian étaient les personnages centraux de cette « filière libanaise ». Le parquet a évalué à plus de 1 milliard de dollars les fonds provenant de la drogue et blanchis par l'intermédiaire de banques ou de sociétés financières établies en Suisse.

Le procès de Bellinzona sera le dernier procès du procureur du Tessin septentrional, M. Dick Marty, qui a mené son enquête avec obstination, s'attirant les critiques de certains milieux financiers qu'il n'a pas hésité à mettre en cause. M. Marty doit devenir membre du gouvernement du canton du Tessin où il représentera le Parti radical.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08
Tél. 48.87.47.06

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant “Servitude et grandeur militaires” d'Alfred de Vigny en un fort volume in-octavo, relié plein cuir et doré à l'or fin 22 carats.

Si je vous le retourne dans les dix jours, je ne vous devrai rien.

Si je décide de le garder, j'en réglerai le montant, soit 161 F (+ 15,40 F de frais de port).

Nom _____ Prénom _____

Adresse complète _____

Code postal _____ Commune _____

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis. Le livre étant envoyé “en confiance”, nous vous remercions de le régler dans les 10 jours suivant sa réception afin d'éviter le recouvrement automatique.

Europe

RFA

M. Cohn-Bendit est nommé adjoint au maire de Francfort

BONN
de notre correspondant

M. Daniel Cohn-Bendit, ancien leader de la révolte étudiante de mai 68 à Paris et nouvel élu Vert au conseil municipal de Francfort, est parvenu à ses fins : il fera partie de la direction de la municipalité dirigée par le social-démocrate Volker Hauff, comme « adjoint aux questions multiculturelles ».

Après trois semaines de négociations menées dans la plus grande discrétion, le SPD et les Verts ont conclu, samedi 8 avril, un accord de coalition pour diriger la ville qu'ils ont prise à la CDU le 12 mars dernier. Les Verts se sont vu confier quatre

postes d'adjoint : environnement et énergie, santé et femmes, éducation et questions culturelles.

Celui-ci, nouvellement créé à la demande de M. Daniel Cohn-Bendit, n'aura pas tout à fait le même statut que les autres : son titulaire ne touchera pas le salaire d'un permanent municipal, mais simplement des défraiements. Néanmoins, M. Daniel Cohn-Bendit aura à sa disposition un bureau et une secrétaire et s'apprête à mettre en place une administration d'une quarantaine de personnes pour son programme visant à faire se rencontrer et mieux se comprendre les diverses communautés ethniques vivant à Francfort.

Il s'agit, pour M. Daniel Cohn-Bendit de faire obstacle au développement de la xénophobie, dans une ville où 20 % de la population est étrangère et où s'est produite la percée d'une formation d'extrême droite, le NPD, qui a obtenu 6,6 % des voix aux dernières élections municipales.

Mais, pour l'avenir, « Dany le rouge » vise beaucoup plus haut qu'une carrière politique municipale. « Mon ambition, a-t-il déclaré récemment au magazine *Der Spiegel*, c'est de devenir le ministre des affaires étrangères d'un gouvernement idéal dirigé par Oscar Lafontaine (1). Je pourrais ainsi m'offrir une petite vengeance personnelle : faire dévaliser le tapis rouge à Paris pour celui que le gouvernement français avait jadis expulsé ».

LUC ROSENZWEIG.

(1) Vice-président du Parti social-démocrate (SPD).

ESPAGNE : après la reprise des attentats

Le gouvernement rompt les pourparlers avec l'ETA militaire

Les conversations d'Alger entre le gouvernement espagnol et l'ETA militaire sont définitivement rompues, a annoncé, lundi 10 avril à Madrid, le ministre de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera. Cette décision paraissait inévitable après la reprise, ces jours derniers, des attentats de l'organisation séparatiste.

MADRID
de notre correspondant

« Le gouvernement s'est efforcé de réaliser un dialogue qui permette la disparition de la violence. L'attitude de l'ETA, qui a mis fin unilatéralement aux espoirs que ces pourparlers avaient suscités au sein de la société, fait que le gouvernement considère désormais terminé le dialogue avec l'ETA. » C'est en ces termes que M. Corcuera a annoncé la rupture des négociations dans la soirée du 10 avril. Auparavant, il avait rencontré les principaux dirigeants de l'opposition, qui, dans cette affaire, ont tous fait front commun avec le gouvernement.

La déclaration de M. Corcuera met fin à deux semaines fertiles en rebondissements, durant lesquelles l'ETA a multiplié les volte-face. L'organisation séparatiste a d'abord prolongé la trêve qu'elle avait décrétée en janvier, menacé ensuite de la rompre en exigeant du gouvernement qu'il modifie sa version des conversations d'Alger, puis adressé deux ultimatums successifs aux autorités et... placé à nouveau des bombes. La première d'entre elles a grièvement blessé à Iruya, vendredi dernier, un jeune homme qui avait apparemment ouvert par erreur un paquet piégé destiné à l'un de ses voisins, membre de la police nationale. Samedi à l'aube, sept bombes explosaient en Navarre, le long de la voie ferrée reliant Pampelune et Vitoria. Le gouvernement avait tenté une dernière fois de retarder l'inévitable, en affirmant qu'il n'était pas prouvé que l'ETA était à l'origine de cette vague d'attentats.

Cette position est devenue intenable après les attentats de lundi. En début d'après-midi, un paquet piégé blessait grièvement un sergent à l'école militaire de Montagne-de-Jaca, dans les Pyrénées aragonaises. Peu auparavant, la police avait détecté à temps un autre colis piégé, adressé au délégué du gouvernement central au Pays basque, M. Julien

Elgorriaga, qui avait participé, en 1988, à la première phase des conversations d'Alger.

Consternation à Madrid

La consternation était générale, lundi, dans les milieux politiques, tant à Madrid qu'au Pays basque même. Tout portait à croire qu'une nouvelle tentative de dialogue ne sera pas entreprise de sitôt. Certes, ce n'est pas la première fois qu'une ébauche de conversations avec l'ETA se solde par un échec, mais aucune n'avait suscité autant d'espoirs que celle-ci. Un « scénario » concret, susceptible de permettre un rapprochement progressif entre les interlocuteurs d'Alger, commençait à se faire timidement jour. Certes, les positions des deux parties semblaient encore bien éloignées entre un gouvernement affirmant ne vouloir négocier que la « réinsertion » des activistes prêts à abandonner les armes, et l'ETA exigeant l'acceptation pure et simple de son programme, y compris le droit à l'autodétermination ! Mais l'idée de voir l'ETA céder progressivement la place à son « bras politique », la coalition Herri Batasuna, avec qui les socialistes auraient pu aborder la discussion des thèmes politiques, ne semblait plus cette fois irréalisable.

Ce scénario était cependant fragile. Le succès de l'opération supposait notamment que les membres de l'ETA réellement décidés à parvenir rapidement à une « issue honorable » et à déposer les armes soient à même de faire entendre raison aux « jusqu'au-boutistes ». Les événements ont démontré que ce n'était pas le cas.

En rendant inévitable la rupture des conversations, la direction de l'ETA prend un sérieux risque. La lutte policière contre l'organisation ne peut désormais que redoubler d'intensité, et l'Espagne s'apprête d'ailleurs à demander une coopération sans réserve de la France et de l'Algérie. L'unité même de l'organisation séparatiste risque aussi d'être affectée. Certains dirigeants de l'ETA semblent avoir été « torpillés » par leurs collègues plus intrinsèques.

THERRY MALINIAK.

M. Boulmer ambassadeur en Albanie

M. Michel Boulmer a été nommé ambassadeur de France en Albanie, en remplacement de M. Philippe Legrain, a annoncé, lundi 10 avril, le Quai d'Orsay.

[Né en 1927, licencié en droit et bachelier de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Boulmer a été notamment chargé de mission au cabinet de M. Michel Debré, premier ministre (1960-1962) et à l'Élysée (1962-1964) pour les affaires africaines et malgaches. Il a été ensuite en poste à Luxembourg, Oslo (1970-1973), Dublin (1975-1978), puis consul général à Amsterdam (1980-1983) et Leningrad (1983-1988).]

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Les européennes sans l'Europe

(Suite de la première page.)

C'est assez pour qu'on nourrisse les plus grands doutes quant aux chances de voir le sommet de Madrid, en juin prochain, beaucoup avancer sur la route de l'union monétaire et de la banque centrale. Les Douze ne sont pas non plus prêts à aller bien loin en direction de cette « Europe sociale », sur laquelle insistent tant François Mitterrand et Felipe Gonzalez.

Il y a bien d'autres pierres d'achoppement :

La libre circulation des personnes : comment répondre à la légitime ambition, affichée par Edith Cresson, de concilier « un maximum d'ouverture avec un maximum de sécurité », alors que, par exemple, la RFA reconnaît aux réfugiés politiques un droit d'asile dont ils sont nombreux à profiter ?

Celle des capitaux, qui sera de droit dans un an : comment éviter qu'elle n'entraîne une évasion massive vers les pays où les revenus de l'épargne sont moins — ou pas du tout, comme c'est le cas du Luxembourg — taxés qu'en France ? Il y faudrait une réforme de la fiscalité qu'on voit mal le PS accepter.

La politique agricole commune : chacun admet qu'il y a au moins sous sa forme actuelle elle a fait son temps. Mais que mettre à la place ?

L'Europe de la télévision, chère à notre président : ne faudrait-il pas s'occuper d'abord d'arrêter notre pauvre PAF à son abrutissante médiocrité ?

Traitements

L'Europe de la défense : elle n'est pas de la compétence de la CEE, sauf dans le domaine, déjà important, des armements. Mais on ne cesse, dans les discours, d'en souligner la nécessité. Georges Pompidou, qui en était partisan, avait pourtant constaté qu'on ne le ferait pas tant que n'existerait pas un gouvernement européen. De toute façon, sa réalisation suppose une clarification préalable du rôle que pourrait jouer notre force de dissuasion. Et la candidature à la Communauté de l'Autriche, pays constitutionnellement « libre d'alliance » (Bundesfrei) complique encore un peu les choses.

L'acte unique, dans son article 30, engage encore les pays membres de la CEE à s'efforcer « de formuler et de mettre en œuvre une politique étrangère commune ». Un exemple récent montre l'empêchement de la tâche. Les Douze ne se sont entendus sur une réaction commune, d'ailleurs des plus modérées, à l'appel au meurtre de Khomelny, que pour reprendre leur liberté un mois plus

tard, sous les humiliants quolibets de l'imam. Et qu'ont-ils fait de concret devant le nouveau drame que connaissent les chrétiens du Liban ?

La Communauté, de toute façon, est passablement tiraillée entre l'Ouest et l'Est. Maggie Thatcher a beau éprouver un petit faible pour Gorbatchev, elle privilégie délibérément, comme Churchill, le « grand large » par rapport au continent. « C'est l'OTAN qui est notre bouclier et notre défense la plus sûre », a-t-elle dit, en juillet de l'an dernier à la BBC, pas l'Europe.

Bien qu'il ne se cache guère d'éprouver, à l'occasion, quelque agacement à l'égard de la Dame de fer, Helmut Kohl n'est pas, au fond de son cœur, moins atlantiste qu'elle. Mais il est aux premières loges pour constater les effets de la parastatisme sur la Pologne et la Hongrie, et même sur cette RDA qui, malgré la crispation dogmatique de dirigeants inquiets de l'avenir, vit de plus en plus en osmose économique, culturelle, familiale, avec sa sœur fédérale. Comment ne pousserait-il pas au maximum à la roue ?

Autouts

Son parti vient, d'autre part, de perdre les élections de Berlin-Ouest et de Francfort, où la présence de listes d'extrême droite a assuré le succès de coalitions « rouge-vert ». A en croire un récent sondage, 65 % de ses compatriotes souhaitent son départ. Comment ne redouterait-il pas le rendez-vous des élections européennes et, quoi qu'il en dise, des législatives de l'an prochain ? Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'il juge tout à fait hors de saison la modernisation des armes nucléaires tactiques stationnées en RFA que réclament avec la même ardeur Washington et le premier ministre britannique.

De ce catalogue de contradictions, qui n'est pas exhaustif, faut-il conclure qu'on a trop vite célébré l'an dernier la mort de l'eurocommunisme ? Doit-on donner raison à Sir John Hoskins, patron de l'Institut britannique des directeurs, qui rassemble trente mille chefs d'entreprise d'outre-Manche, d'avoir déclaré, il y a quelques semaines, à la BBC, que « le marché unique s'achève vers un fiasco complet » ?

Bien sûr que non. Sir John a été désavoué par son gouvernement. La Commission, le Parlement de Strasbourg, la présidence espagnole, tout assaut de conviction et de dynamisme. Helmut Kohl ne perd pas une occasion d'affirmer sa foi dans une Europe capable de devenir la première puissance économique du

monde. Et si d'aventure elle devait échouer du fait de Londres, il serait apparemment partisan de lancer sans attendre un projet d'union franco-allemande. François Mitterrand, avec lequel, en dépit de leurs divergences idéologiques, il se sent en parfaite harmonie sur l'Europe, saura bien utiliser, de son côté, à partir du 1^{er} juillet, la présidence française, pour marquer le Bicentenaire de quelque initiative retardataire.

Vienne, Ankara, Rabat, frappent à la porte de la CEE, à laquelle Budapest et même Moscou font les yeux doux, et dont la RDA, à bien des égards, fait partie de facto. Loin de la considérer comme moribonde, le Japon et les États-Unis redoutent de la voir se transformer en une « forteresse » fermée à leurs produits.

Souls, dans le monde capitaliste, à disposer d'un marché intérieur aux dimensions comparables à celui de la CEE, ces deux pays sont certes bien placés pour apprécier son rôle dans le développement de leur puissance, comme les pratiques fort restrictives dont s'accommode à l'occasion leur hostilité de principe au protectionnisme. Ils ne sauraient pour autant oublier, qu'à tempérer leurs appréhensions, que ce développement aurait été impossible sans l'aiguillon du protectionnisme qui nourrit leur esprit de compétition.

A une heure où le marché, et donc l'investissement, se « mondialisent » à toute vitesse, la seule logique économique ne suffit donc pas à garantir à la CEE un poids comparable. Comme l'a très bien dit Michel Noir, il faut lui « donner d'urgence un volet social, éducatif et culturel. Sinon les Français finiront par croire que l'Europe qu'on leur prépare est celle des seuls marchands, assureurs ou banquiers (...), ce qui peut laisser songer de belles récoltes électales pour tous ceux qui, en France, font commerce de la peur, le Parti communiste et le Front national » (1).

« Si c'était à refaire... »

Une entreprise qui marche, aujourd'hui, a besoin d'une culture et d'une ambition. C'est vrai de l'entreprise Europe comme des autres. Jean Monnet ne s'y était pas trompé, à la fin de sa vie, disait : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. »

L'Europe culturelle n'est pas la moins difficile à construire. « L'Europe était morte, en même temps que se mouraient ses charbons », constate, dans son *Archipel de Vienne*, François Châteauneuf. Aujourd'hui, les rangées zurichoises, méditerranéennes ou bruxelloises se chantaient en

américain » (2). Reste tout de même, au fond des consciences, attesté par les queues aux portes des monuments et des expositions, et le succès, sous toutes ses formes, de la littérature historique, le sentiment d'un héritage commun, où Florence, Coimbra et Tolède côtoient Versailles, Louvain, Heidelberg et Cambridge. Cet héritage doit trop à la diversité pour nous autoriser à nous fonder dans la monotonie d'un « melting pot » de plus en plus élargi d'ailleurs, du côté américain, par la montée en puissance des « Hispanics ».

A trop songer au passé, cependant, à se cramponner à des attitudes essentiellement défensives, on s'absente du présent. On laisse d'autres décider à sa place de l'avenir. Si elle se contente d'être un musée, le plus beau du monde peut-être, l'Europe survivra, elle ne vivra pas. Son sort dépendra de moins en moins d'elle.

Or une occasion, dont personne, il y a quelques mois encore, n'aurait osé rêver, se présente aujourd'hui. Le système de la double hégémonie sous lequel nous vivons depuis quarante ans est en crise. L'URSS, en plein remue-ménage interne, commence à connaître les affres de la décolonisation. La nouvelle présidence américaine a plus de bonne volonté que de vision, de charisme, d'esprit de décision.

Le risque, quand recule l'hégémonie, c'est la balkanisation, la libération, en un mot la tribalisation. Il se trouve que si la Communauté a une originalité, c'est d'avoir introduit, entre l'empire et la tribu, un nouveau type de relations, basé sur une démocratie qui n'avait jusqu'alors fonctionné qu'à l'usage interne, et assez efficace pour avoir éliminé, depuis près de quarante ans, tout conflit armé entre ses membres. Ce système, qui a montré son aptitude à protéger et à enrichir l'acquis, ne pourrait-il contribuer à étendre l'espace de la liberté ?

L'Europe des Douze ne peut se limiter à des négociations de marchands de tapis sur le prix des macarons ou la conformité aux règlements de tel ou tel « produit ». Elle ne trouvera le dynamisme dont ses peuples ont la nostalgie que si leurs aspirations convergent sur une ambition commune. En est-il de plus belle que d'effacer enfin la coupure du continent ?

Ah ! comme on aimerait, mesdames et messieurs les candidats aux européennes, entendre vos idées sur la question...

ANDRÉ FONTAINE.

(1) *Le Figaro* du 23 mars.
(2) Éditions de Fallois.

AUTRICHE : les meurtres dans un hôpital de Vienne

La police s'interroge sur le nombre des « initiés »

VIENNE
de notre correspondante

Le pavillon 5 de l'hôpital de Lainz, où sévissent les « anges de la mort », a été provisoirement fermé, lundi 10 avril, par les services de santé de Vienne en attendant l'achèvement de l'enquête. Une trentaine de policiers continuent actuellement d'examiner minutieusement les registres de décès du pavillon

pour déceler les cas douteux. Pour le moment, le nombre des victimes s'élève à quarante-neuf.

Après l'arrestation de trois aides-soignantes et d'une infirmière, une autre infirmière, d'origine chilienne, a été mise hors de cause. Les enquêteurs se demandent toutefois si le cercle des « initiés » n'était pas plus large que les quatre personnes connues. Selon le responsable de l'enquête, M. Edelbacher, il paraît

invraisemblable que les activités des meurtrières aient pu totalement échapper au reste du personnel. Quinze médecins et soixante infirmières étaient attachés au pavillon 5, réservé à la gériatrie, où se trouvaient des malades souvent incurables.

Une controverse oppose la police et les médecins de Lainz, en particulier le professeur Franz Eschendorfer, chef de la section médicale à

laquelle est rattaché le pavillon 5, sur les responsabilités dans cette affaire. La police avait été chargée il y a un an d'une enquête concernant une mort suspecte, mais ses investigations n'avaient rien donné. La police reproche aux médecins de l'établissement d'avoir érigé, à l'époque, un mur de silence sur cette affaire.

W. B.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDPAR 850872 F
Télécopieur : (1) 48-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Lemaire (1982-1988)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Cotte.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. FRANCE BELGIUM SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 380 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Compagnons d'adhésion offerts en gratification : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligation d'envoyer tous les numéros propres en capital

B1 MOND1

Asie

L'islam en fièvre (VIII)

ASIE DU SUD-EST: tolérance sous les tropiques

Dans l'univers des îles de la Sonde et de la péninsule Malaise, dominé par la délicate cohabitation entre la diaspora chinoise, largement minoritaire mais très influente, et ne forte majorité de musulmans, Saliman Rushdie passe pour un impérialiste de tourner en rond. Qu'il s'agisse de révéler quelques échos puissants ou qu'il soit considéré, plus simplement, comme une nuisance, son dernier roman, les *Verets sataniques*, est interdit, sauf aux Philippines.

Le monde musulman forme, en Asie du Sud-Est, un vaste arc de cercle qui s'étend, d'ouest en est, de la Thaïlande péninsulaire aux îles fédérales de l'archipel philippin. L'histoire lui a imposé, comme toujours, des frontières arbitraires et, de toute façon, il s'est accommodé des traditions et de croyances locales. Pour prendre un exemple, à l'intérieur d'un même pays, l'Indonésie, il n'y a rien de comparable entre le petit foyer orthodoxe religieux d'Aceh - à la pointe occidentale de Sumatra, où l'islam a été introduit dès le treizième siècle - et la pratique, très décontractée, de la religion à Java. Or, dans cet Etat, on ne compte pas le premier pays musulman du monde, les Javanais représentent au moins les trois cinquièmes d'une population estimée à 75 millions d'habitants.

Sur la grande île de Bornéo, dans le petit et très riche sultanat de Brunei - un quart de million d'habitants, 60 % de musulmans et de abuleuses ressources pétrolières, - l'islam est religion d'Etat, mais, si l'on regarde dans la région, on voit que les conversions y remontent au quatorzième siècle, l'islamisation de l'Etat, due à la colonisation britannique, y est relativement récente. Les musulmans n'y sont majoritaires que depuis les années 50 et l'appartenance religieuse ne figure toujours pas parmi les critères de nationalité (1). L'empire de l'islam y est, cependant, croissant. Mais les rumeurs qui prétendent que l'Etat bien nonolitique se garde de lâcher la bride à la bêtise religieuse et se défient, en particulier, de tout fondamentalisme religieux. La religion doit y servir la monarchie, plutôt que le contraire.

Dans le royaume bouddhiste de Thaïlande, où les musulmans de la péninsule forment moins de 5 % d'une population de 55 millions d'habitants, la minorité musulmane du Sud résiste, avec plus ou moins de bonheur, à l'assimilation par un empire fort tolérant mais tout aussi homogène, ce qui ne va pas sans frictions. Par exemple, de récentes, l'histoire récente se résume en une allégresse et une intégration croissante des musulmans.

Après quelques manifestations pacifiques de musulmans, y compris à Bangkok, le gouverne-

ment a interdit les *Verets sataniques* afin de ne pas offenser la communauté religieuse locale, qui n'en demandait pas davantage, et peut-être également des voisins, comme la Malaisie ou l'Indonésie, membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), contraints de prendre beaucoup plus au sérieux la parole de l'intégrisme religieux.

Le cas de figure philippin est bien différent puisque, dans cet archipel christianisé par les Espagnols et qui compte aujourd'hui 85 % de catholiques, la minorité musulmane du Sud est plus forte - 5 millions de personnes sur 59 millions d'habitants - et héritière d'une tradition de rébellion. Au début du siècle, les Américains n'imposèrent leur autorité à Mindanao et à Sulu qu'au prix d'écatombes. Du temps des Marcos, les affrontements (1972-1978) ont fait plus de 60 000 morts. A l'époque, le principal mouvement séparatiste, le *Front moro de libération nationale* (MNLF), a bénéficié d'appuis au Proche-Orient, notamment en Libye.

Depuis la fin de 1986, une trêve négociée par le gouvernement de M. Aquino persiste sur le terrain, mais si elle est émaillée d'incidents, 50 millions de dollars de fonds spéciaux ont été débloqués par Manille pour aider le Sud à combler en partie son handicap. Mais le Congrès philippin a pris du retard dans le vote de la loi d'autonomie promise aux régions à dominante musulmane. Le texte ne sera voté, au mieux, qu'en juin prochain, malgré les assurances répétées par Manille à l'OCI. Cette dernière, qui ne soutient pas les revendications séparatistes du MNLF, a repoussé, pour la deuxième année consécutive, une demande d'affiliation du mouvement moro.

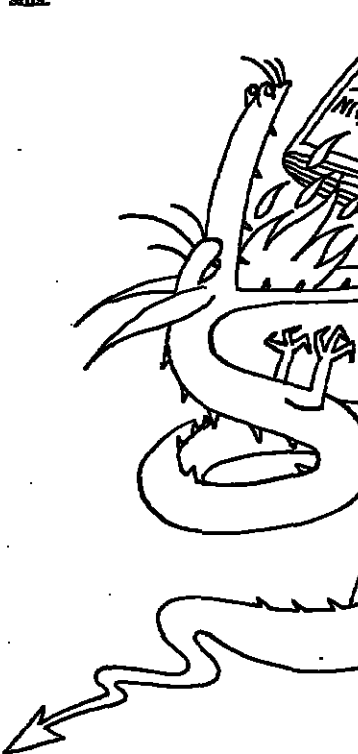
La peur de l'intégrisme en Indonésie

L'isolement croissant du MNLF s'explique. La Malaisie s'inquiète de l'afflux de réfugiés et d'immigrants illégaux dans l'Etat de Sabah, où ils forment près du tiers de la population. Or la majorité de cette population importée est composée de musulmans philippins. De son côté, l'Indonésie souhaite la stabilisation du régime Aquino, donc la fin des insurrections communistes et musulmanes dans l'archipel voisin.

Les musulmans philippins ont donc eu beau répondre à l'appel de l'imam Khomeiny - près de cinq mille manifestants ont encore réclaté, le 16 mars dans le Sud, la mise à mort de Saliman Rushdie, - Manille ne s'est pas trouvée de raison de leur céder. M. Raul Manglapus, ministre des affaires étrangères, a même rétorqué que son gouvernement ne pouvait interdire les *Ver-*

sets sataniques car une telle mesure serait contraire à la liberté d'expression garantie par la Constitution.

La situation est radicalement différente dans les Etats où les musulmans sont majoritaires, la Malaisie et l'Indonésie, et dans l'Etat singapourien qui les sépare. La richesse des 2,5 millions de Singapouriens - dont 17 % de musulmans seulement - dépend avant tout de la stabilité régionale et de leurs bonnes relations avec leurs voisins.



Répondant à un appel du conseil religieux musulman local, les autorités se sont d'autant plus empressées d'interdire le dernier roman de Saliman Rushdie, pour cause de « dénigrement d'une religion majeure et de son prophète », qu'elles répondaient ainsi au vœu de leurs voisins. Les deux cents exemplaires du livre reçus en octobre par un importateur n'ont même jamais été mis en vente.

En Indonésie, la peur de l'intégrisme dicte souvent les réactions d'un Etat qui, s'affirmant ni religieux ni séculier, impose sa propre doctrine, les Pancasila (humanisme, croyance et son Dieu, justice, progrès social et démocratie). Suharto comme Sukarno - les deux seuls chefs d'Etat depuis l'accession à l'indépendance en 1945 - ont résisté aux pressions et aux rébellions armées en faveur de la proclamation d'un Etat islamique. Djakarta se méfie de l'influence que peuvent avoir les intégristes proches, à telle enseigne que toutes les religions sont interdites de politique depuis 1985, que les mouvements fondamentalistes sont sévé-

rement réprimés et que le pouvoir a pour constante préoccupation d'entretenir les meilleures relations avec le conseil des Ulémas.

Il n'était donc pas question que la fatwa de l'imam Khomeiny serve de prétexte à manifestation. Le gouvernement a veillé en interdisant sur-le-champ l'importation et la diffusion des *Verets sataniques*. Comme l'ouvrage circulait déjà, il a également décidé que toute personne trouvée en possession d'un exemplaire ou d'une photocopie du livre



serait passible d'un an de prison. Le *Djakarta Post* devait ainsi résumer le sentiment des autorités : « Nous avons interdit le livre parce qu'il est considéré comme un affront aux sensibilités religieuses de la majorité des Indonésiens. Mais, à coup sûr, l'Indonésie, en tant que pays des Pancasila, n'a rien à voir avec le soutien d'une sentence de mort prononcée contre son auteur. »

Prudence à Kuala-Lumpur

C'est, sans aucun doute, dans la fédération de Malaisie que les relations entre l'islam et l'Etat sont les plus délicates, car les Malais musulmans y sont tout juste majoritaires et le pouvoir économique y demeure, pour l'essentiel, entre les mains d'une forte communauté chinoise (le tiers de la population). Il y a déjà eu des flammes raciales - plus de mille morts en 1969 - et les autorités fédérales ont toujours été préoccupées par les relations entre communautés, les Indiens formant un troisième groupe important.

Pour que les Malais, qui tiennent l'administration et l'armée, soient également associés au pouvoir économique, des mesures en faveur de ces « fils du sol » (Bumiputras) sont en vigueur depuis des années. Loin d'avoir porté tous ces fruits, ce plan n'en a pas moins provoqué une amertume chez les Chinois et les Indiens, qui se plaignent parfois d'être devenus des « citoyens de seconde zone ».

C'est au milieu du quatorzième siècle que le royaume fraîchement islamisé de Malacca étend son influence à toute la péninsule et au nord de Sumatra. Quand ils s'installent à la fin du dix-huitième siècle, les Britanniques trouveront sur place un ensemble de sultanats qui cohabitent aujourd'hui au sein de la fédération avec deux Etats situés sur l'île de Bornéo, le Sarawak et le Sabah. La Malaisie est une monarchie constitutionnelle dont le trône est occupé, à tour de rôle, par les sultans des sept Etats de la péninsule. L'islam est la religion officielle de la fédération.

En revanche, seuls les Bumiputras, qui sont tenus d'être musulmans, sont justiciables des tribunaux musulmans. L'acquisition de terres leur est pratiquement réservée.

Thaïlande : 55 millions d'habitants, 2 500 000 musulmans (4,5 %).
Philippines : 59 millions d'habitants, 5 millions de musulmans (8 %).
Singapour : 2 500 000 habitants, 425 000 musulmans (17 %).
Indonésie : 175 millions d'habitants, 140 millions de musulmans (80 %).
Malaisie : 17 millions d'habitants, 9 millions de musulmans (53 %).
(Estimations 1989.)

vée, et un organe officiel, la banque Bumiputra, a pour objet d'aider leurs entreprises commerciales et industrielles. La coalition au pouvoir est dominée par leur principal parti politique, l'UMNO-Baru, présidé par le premier ministre, le docteur Mahathir. Cette formation, notamment parce qu'elle s'est associée à des partis non musulmans, est fatalement poussée à la surenchère religieuse avec un parti musulman intégriste, le Pan Malayan Islamic Party (PMIP).

C'est en Malaisie que l'islam militant est le plus sensible. Ces dernières années, y compris dans les universités, un mouvement très net s'est manifesté en faveur du port de tchador pour les femmes, du respect du jeûne pendant le ramadan et, en règle générale, de l'application de la charia. Cette tendance reste plus sensible dans les campagnes que dans les villes. La politique malaysienne recouvre, cependant, des accents anti-occidentaux, comme si la quête d'une identité culturelle venait renforcer le camp des intégristes musulmans.

Dans ce contexte, le pouvoir ne peut être que défensif. Se proclamant bon musulman, il s'efforce de contenir la montée de l'intégrisme. Pour Saliman Rushdie, cela s'est traduit par la condamnation ferme et l'interdiction de son livre jugé blasphématoire. Kuala-Lumpur a même interdit la mise en vente de deux hebdomadaires anglophones - *Newsweek* et la *Far Eastern Economic Review* - parce qu'ils contenaient des extraits des *Verets sataniques*.

Dans l'ensemble, cependant, l'islam du monde insulindien demeure encore bien tropical, même quand l'intégrisme pose un réel problème en Malaisie et que perdurent des foyers de musulmans orthodoxes. A Java - une centaine de millions de musulmans, donc nettement plus de la moitié de la communauté musulmane de la région, - la tolérance l'emporte encore de loin. Aucune loi n'interdit la consommation d'alcool, le port de vêtements occidentaux ou le non-respect du jeûne du ramadan. Certes, les liens se resserrent avec le monde arabo-

musulman, ainsi qu'en témoigne, par exemple, l'augmentation des demandes de pèlerinage à La Mecque ou l'aide fournie par des Etats du Proche-Orient à la construction de mosquées. Mais un vieux fonds animiste et le mysticisme ont leur place chez les Javanais.

L'Asie du Sud-Est ignore les lois économiques de l'islam et, à l'exception du tchador, qui a également fait son apparition dans certaines écoles de Djakarta, les femmes n'y portent jamais le voile. Cependant, pour mieux contrecarrer, entre autres choses, la montée de l'intégrisme religieux, les Etats à majorité musulmane ont tendance à tenir en laisse les masses, quand ils ne les contrôlent pas. Ils rejettent les valeurs occidentales même quand, avec l'expansion économique, elles attirent des classes moyennes de plus en plus influentes. En Indonésie, les bouffées d'intolérance religieuse sont parfois interprétées comme la conséquence d'une « démocratie » sous étroite surveillance. Comme il est vrai que toute crise politique ou économique fait généralement l'affaire des mouvements fondamentalistes.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) De nombreux exemples sont tirés du très riche dossier publié en deux tomes par la revue *Archipel* (L'islam en Indonésie, n° 29 et 30, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Les deux volumes 148 F), dont le *Monde* a rendu compte dans ses éditions datées 14-15 septembre 1986.

Demain

L'islamisme en Turquie et en Albanie

- Dans la série « L'islam en fièvre », le *Monde* a publié : I. - Allah contre Satan (4 avril) ; II. - Egypte, Soudan, Arabie saoudite, Bahreïn (5 avril) ; III. - Irak, Syrie, Oman (6 avril) ; IV. - Israël et les territoires occupés (7 avril) ; V. - Maghreb : de la clandestinité au légalisme (8 avril) ; VI. - Saïel : tentations intégristes (9 avril) ; VII. - Sous-continent indien : toujours, l'éclatement de l'Empire (11 avril).

La Chine sur ses gardes

PÉKIN de notre correspondant

En surface, les quinze millions de musulmans que compte officiellement la République populaire (1) sont d'un calme quasi complet. Les *Verets sataniques* n'ont pas été diffusés en Chine, et aucune manifestation de condamnation de leur auteur n'a été enregistrée. La presse officielle chinoise a rendu compte largement de l'agitation dans le monde contre le livre, mais plutôt sous l'angle de l'actualité internationale, comme pour évoquer un théâtre dont la Chine serait absente.

Toutefois, la population musulmane chinoise est traversée de courants souterrains qui la relient, même de façon lointaine, à ses coreligionnaires du reste de la planète et qui, de toute évidence, suscitent une attention accrue du régime de Pékin.

L'apparente sérénité des musulmans chinois tient à plusieurs facteurs. D'une part, seule la branche sunnite est représentée en Chine. L'islam chinois se répartit en deux grands sous-groupes ethniques. D'un côté les Hui, khatins descendants des marchands arabes et perses venus par la Route de la soie au cours de la dynastie Tang (septième au dixième siècle), qui se fixèrent en Chine et épousèrent des Chinoises. Ce sous-groupe est très fortement assimilé aux Chinois de souche, les Hui, sur le plan linguistique en particulier. L'autre sous-groupe est composé des peuples intégrés récemment par conquêtes militaires à l'univers chinois, une dizaine d'ethnies

d'Asie centrale dont les Ouïgours du Xinjiang. Ils vivent beaucoup plus mal leur assimilation à la « mère patrie » chinoise, qui qu'en dise le régime.

Unité multiraciale

Le choc psychologique de la révolution culturelle a été, paradoxalement, un autre facteur de calme, pendant les années qui ont suivi le retour progressif à la normale, après la mort de Mao Zedong. Les musulmans ont particulièrement souffert des troubles politiques de l'ère Mao et des persécutions infligées aux fidèles de toutes les religions. Des troubles graves ont secoué les provinces de l'Ouest où vivent une grande partie d'entre eux. Le retour à une certaine liberté religieuse avait été naturellement accueilli avec soulagement. Mais, convaincus ou résignés à la suprématie politique des Hui, ces populations n'ont pas immédiatement retrouvé dans la pratique islamique une source d'opposition envers un Etat longtemps parvenu comme tout-puissant.

Cette situation commence à évoluer. D'une part, à la faveur de la libéralisation économique. Dans les régions majoritairement chinoises, les musulmans hui commencent à constituer un secteur économique prospère. A Pékin même, les commerces privés ou semi-privés musulmans se distinguent souvent par un certain faste dans leur apparence - vêtements rutilants, néons tapés à l'œil. Il y a là, cela se voit, de l'argent qui circule.

L'ouverture générale de la Chine, qui favorise les contacts

avec le reste du monde islamique, a également contribué à l'accroissement de cette différence, qu'avait tenté de nier le maoïsme. On signale en particulier dans l'Extrême-Ouest chinois une poésie très nette du persan, indicatrice d'une plus grande communication avec l'extérieur.

Par ailleurs, le gouvernement de Pékin a semblé s'inquiéter ces derniers temps d'une nouvelle détérioration des relations entre Hui et peuplades non chinoises. Mais les manifestations de cette détérioration, comme par exemple les défilés de protestation de Ouïgours qui ont eu lieu il y a environ deux ans à Shanghai, présentent un caractère essentiellement nationaliste, et la religion n'a pas paru y jouer pour le moment un rôle important.

Quoi qu'il en soit, les autorités chinoises - qui ont à l'occasion dénoncé la main d'agents de l'extérieur dans des troubles locaux - se sont efforcées de prendre des mesures pour freiner ce phénomène, en renforçant en particulier l'accent mis dans sa propagande sur l'unité multiraciale de la Chine. Ce trait est particulièrement sensible dans le traitement de l'information sur les troubles du Tibet à destination des autres minorités nationales. Pékin ne se sent pas encore véritablement menacé d'intégrisme et d'appels à la charia, mais, visiblement, reste sur ses gardes.

FRANCIS DERON.

(1) Selon des sources islamiques non chinoises, cette estimation officielle serait largement inférieure à la population musulmane réelle.

Asie

JAPON : l'affaire Recruit

La mémoire défaillante de M. Takeshita

TOKYO
de notre correspondant

« J'assume la responsabilité politique et morale de l'affaire Recruit, et je veillerai à ce que l'enquête soit éclaircie tant sur le plan pénal que sur le plan politique », a déclaré M. Takeshita, mardi 11 avril, devant la commission des finances de la Chambre basse. Mais les éclaircissements que le premier ministre était supposé donner sur les rapports de son propre clan avec la société Recruit ont paru un peu courts. Il a reconnu que Recruit lui a versé 95 millions de yens, mais nié que les bénéfices (28 millions) réalisés sur la vente des 12 000 actions acquises par ses secrétaires soient allés dans sa poche.

En réponse à une question d'un député socialiste qui l'accusait d'avoir « menti » devant la commission des finances, en octobre dernier, en déclarant qu'il n'avait jamais reçu d'argent de Recruit, le premier ministre s'est contenté de dire : « Je n'ai pas la mémoire d'un dieu, il est possible que j'aie oublié encore quelque chose », laissant entendre qu'il pourrait bien « découvrir » demain de nouvelles lacunes dans sa mémoire...

Avec son air habituel d'enfant pris en faute, M. Takeshita a surtout esquivé les questions embarrassantes. Quelle était la contrepartie des largesses de Recruit ? « Les donations politiques sont faites pour le bien d'un

homme politique et du peuple... Je ne m'en suis pas servi comme argent de poche... » « Non, je n'ai pas de reçu des sommes versées, celles-ci étant sur la base d'une confiance mutuelle. »

10 millions par-ci, 5 par-là, 20 qui ont bien été versés mais dont on ne sait pas où ils sont passés, 30 qui relevaient d'autres activités : le débat entre les députés de l'opposition et le premier ministre s'est rapidement enlisé dans une marée de chiffres, de dates, de noms d'organisations reconnues comme comités de soutien de M. Takeshita et d'autres qui ne le sont pas mais contribuent à le financer, ce qui a obscurci plus qu'il n'a éclairci la situation.

En acceptant de venir « s'expliquer », le premier ministre voulait ne pas se dérober, mais aussi inciter son prédécesseur, M. Nakasone, à suivre son exemple. L'opposition bloquera en effet le vote du budget tant que l'ex-premier ministre n'acceptera pas de venir témoigner devant le Parlement.

Il paraît désormais clair que les libéraux-démocrates ne protégeront plus l'ex-premier ministre. Les déclarations faites samedi par l'ancien ministre de l'éducation, M. Fujio (le Monde du 11 avril), sur les pots-de-vin qui auraient été versés à des hommes politiques japonais et américains se situent dans le cadre de ce « lâchage » de M. Nakasone.

PHILIPPE PONS.

CORÉE DU SUD

Les relations avec les pays communistes : après l'euphorie, la prudence

TOKYO
de notre correspondant

Bien que le gouvernement sud-coréen ait décidé de maintenir la réunion avec des représentants de la Corée du Nord prévue mercredi 12 avril à Panmunjom, mais que les Nord-Coréens viennent de reporter sans explication au 26 avril la politique d'ouverture du président Roh Tae-woo tant à l'égard de Pyongyang que des pays socialistes marqués par le pas. Après une période d'euphorie et d'initiatives spectaculaires (reconnaissance diplomatique de la Hongrie, ouverture à Séoul et à Moscou de représentations commerciales, échanges commerciaux embryonnaires avec le Nord), la prudence est désormais à l'ordre du jour.

Le report soudain de la visite à Moscou d'une importante mission du patronat coréen, annoncé lundi, est significatif de ce refroidissement. Selon la presse coréenne citant une source patronale, la mission a été ajournée à la demande du gouvernement. Composée d'une quarantaine d'industriels, elle devait se rendre à Moscou, Vladivostok et

Nakhodka pour examiner des possibilités d'investissements et des projets de développement de la Sibirie.

La récente visite non autorisée du pasteur contestataire Moon Il-hwan à Pyongyang semble avoir été le prétexte attendu par les adversaires de M. Roh pour attaquer sa politique d'ouverture vers le bloc de l'Est. Actuellement à Tokyo, le pasteur Moon sera arrêté pour avoir enfreint les lois sur la sécurité nationale dès qu'il posera le pied sur le sol coréen. Cette visite, faite à l'invitation du président Kim Il-sung, est en effet contraire à la politique de Séoul qui vise à contrôler les rapports avec le Nord.

Le durcissement de l'attitude des adversaires de M. Roh et sans doute aussi le faible écho qu'a eu à Pyongyang sa politique d'ouverture paraissent avoir contraint celui-ci à la reconsidérer. Cette nouvelle orientation s'est traduite, dimanche, par la saisie de la plupart des publications contestataires, accusées de diffuser l'idéologie nord-coréenne. Neuf maisons d'édition et dix-sept librairies de Séoul ont été perquisitionnées et un millier de livres saisis.

Ph. P.

Amériques

HAÏTI : après la tentative de coup d'Etat

« Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus » déclare le général Avril

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

« Nous avons passé le cap difficile. Mais le problème ne sera entièrement résolu que quand toutes les troupes accepteront l'autorité hiérarchique due au commandement des forces armées d'Haïti », a déclaré, lundi 10 avril, le président Prosper Avril, dont le pouvoir a été menacé la semaine dernière par une tentative de coup d'Etat et la rébellion de deux des principales unités de l'armée haïtienne. Au cours d'une conférence de presse, boycottée par l'Association des journalistes haïtiens - qui protestait contre la censure et le sabotage de quatre stations de radio - le général Avril a réaffirmé sa volonté de poursuivre le processus de démocratisation.

Le président était entouré du sergent Joseph Hébreux, leader du mouvement des soldats qui l'a porté au pouvoir le 17 septembre dernier, et d'un groupe de militaires de la garde présidentielle en tenue de combat. « C'est précisément parce que le gouvernement a voulu faire des élections qu'il a subi cet assaut, a-t-il expliqué en affirmant ne pas vouloir rester au pouvoir. »

Il a toutefois dit ne pas être en mesure de fixer une date pour ces élections, « ne sachant de quel demain sera fait ». De la salle du palais national - endommagée par les obus - où se déroulait la conférence, on pouvait distinguer les traces de la bataille qui mit fin samedi à la rébellion des casernes

Dessalines. Insistant sur sa volonté d'éviter, tout au long de la crise, que le sang ne coule « entre frères d'armes », le général Avril a souligné que le bilan des combats s'élevait à six morts, dont un civil et soixante-quinze blessés dont trente-cinq civils. Les journalistes haïtiens et étrangers estiment, pour leur part, qu'une quarantaine de personnes ont été tuées et cent autres blessées.

Reconnaissant que « de nombreuses armes étaient éparpillées à travers la capitale », le général Avril a appelé les soldats des casernes Dessalines à se présenter au quartier général des forces armées où le haut commandement étudiera le manège de les utiliser. « Dans ce combat, il n'y a ni vainqueurs ni vaincus », a-t-il dit. A propos du sabotage de quatre stations de radio, le général Avril a laissé entendre qu'il n'était pas impossible que cela soit l'œuvre de soldats de la garde présidentielle, étant donné la « grande confusion ». « Tant que je serai là, la liberté de la presse sera respectée », a-t-il ajouté, en présentant ses excuses aux directeurs des radios à qui il a offert une indemnisation. Alors que l'activité a repris normalement lundi à Port-au-Prince, deux soldats des casernes Dessalines, en civil, ont été arrêtés par des missionnaires nord-américains, l'obligeant à se rendre à Miami où ils ont été arrêtés.

JEAN-MICHEL CAROIT.

CANADA : élection d'un gouvernement « régional »

Première étape vers l'autonomie des Inuits

MONTREAL
de notre correspondante

Les quelque 6 000 Inuits (autrefois appelés Esquimaux) du Nouveau-Québec, dispersés sur un territoire aussi vaste que la France, au nord du cinquante-cinquième parallèle, ont établi un précédent, lundi 10 avril, en franchissant une première étape vers l'autonomie.

Environ 65 % des 3 524 électeurs inscrits (regroupés dans quatorze villages dispersés le long du littoral de la baie d'Inuit et de la baie d'Ungavik) se sont rendus aux urnes pour élire six représentants chargés de rédiger, d'ici à 1991, la constitution d'un « gouvernement régional » défini comme une structure intermédiaire entre les municipalités du Grand Nord et le gouvernement de la province du Québec. Le nouveau texte sera soumis à la population Inuit lors d'un référendum.

Le principe d'un certain degré d'autonomie avait déjà été admis au moment de la signature, en 1975, de la convention de la baie James. Les Inuits - tout comme les Indiens Cris et Naskapis - ont alors cédé leurs territoires au gouvernement québécois, qui a ainsi pu réaliser un gigantesque complexe hydroélectrique dans la région. En guise de dédommagement, ils ont reçu environ 93 millions de dollars canadiens (environ 480 millions de francs). Cette manne a littéralement précipité les Inuits dans le vingtième siècle : construction d'écoles, de dispen-

saires, de logements : création de plusieurs entreprises, dont la compagnie d'aviation Air Inuit. Si la chasse et la pêche constituent toujours les principales activités de ce peuple, les motoneiges ont remplacé les traîneaux à chiens et la télévision (arrivée en 1981) occupe souvent les soirées. Ces rapides bouleversements ont eu de douloureuses conséquences. L'alcool fait toujours plus de ravages, et les jeunes (près des deux tiers de la population ont moins de vingt-cinq ans) ont découvert les drogues du Sud.

Les Inuits veulent reprendre leur sort en main et décider plus librement de leur avenir. Ils sont les premiers à tenter de le faire sans contester la légitimité des pouvoirs fédéral et provincial du Canada. Leur marche vers l'autonomie et leurs premières expériences de « démocratie à l'occidentale » sont suivies avec le plus grand intérêt par les autres communautés autochtones du Canada.

MARTINE JACOT.

● BRÉSIL : dix morts lors d'une mutinerie. — La police a mis fin lundi 10 avril à la mutinerie déclenchée la veille dans la prison de Cuiabá (capitale du Mato-Grosso, au centre du pays). 10 personnes ont été tuées, 4 policiers et 6 prisonniers, lors de l'assaut donné par les forces de l'ordre pour déloger 40 insurgés qui tenaient en otage 150 personnes. — (AFP.)

Afrique

SOUDAN

Le Parlement ajourne « sine die » les débats sur l'instauration de la charia

Le Parlement soudanais a adopté lundi 10 avril une motion demandant l'ajournement des débats sur l'application des lois islamiques (charia) en attendant la convocation d'une conférence constitutionnelle chargée de débattre des grands problèmes nationaux. Cette décision a provoqué la démission du président de l'Assemblée constituante, M. Mohamed Yousef Mohamed, membre du Front national islamique (FNI) qui réclame la mise en application immédiate de ces lois. En signe de protestation, tous les membres du groupe parlementaire du FNI ont quitté le Parlement au cri de « la allah ilallah » (« il n'y a pas d'autre dieu qu'Allah ») et « pas d'alternative à la charia ».

La conférence constitutionnelle doit en principe se réunir après l'instauration d'un cessez-le-feu dans le Sud et la levée de l'état d'urgence, selon l'accord d'Addis-Abeba signé en novembre par le Mouvement de libération du peuple du Soudan (MPLS) et le Parti démocratique uniiste (PDU), et approuvé par le nouveau gouvernement de M. Sadek El Mahdi fin mars.

A ce propos, les discussions commencées vendredi à Addis-Abeba entre des représentants du MPLS et des membres du gouvernement soudanais se sont achevées lundi après-midi sans résultat. Selon un communiqué publié à l'issue des discussions, les deux parties sont convenues d'organiser une réunion « dans les délais les plus appropriés » entre le MPLS et le comité ministériel de paix, créé récemment par le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi.

A Paris, le Quai d'Orsay a annoncé lundi que « devant l'urgence de la situation alimentaire au sud du Soudan et pour répondre à une demande de M. James Grant directeur général de l'UNICEF, la France et la RFA ont décidé de mettre conjointement à la disposition de l'ONU et du CICR, pour une durée d'au moins quatre semaines, quatre avions Transall ». Le pont aérien qui doit en principe commencer le 14 avril acheminera dans les prochaines semaines des secours aux populations du sud du Soudan menacées de famine. (AFP.)

NAMIBIE : placé sous le contrôle des Nations unies

Le refluxement vers l'Angola des maquisards de la SWAPO durera une dizaine de jours

Depuis lundi 10 avril, dans l'extrême-nord de la Namibie, des appels radio sont lancés toutes les demi-heures à l'adresse des guérilleros de l'Organisation pour le Sud-Ouest africain (SWAPO), les invitant à se regrouper en vue de leur envoi en Angola (le Monde du 11 avril). Les messages, diffusés en anglais et en afrikaans, énumèrent un certain nombre de points de rassemblement et précisent que les combattants qui s'y rendront seront escortés jusqu'à la frontière angolaise par les « bœufs bleus » du GANUPT (Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition), chargés de superviser le processus d'indépendance de la Namibie.

Les appels en anglais sont lancés par M. Marti Amissari, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU dans ce territoire en voie de décolonisation, tandis que M. Louis Pienaar, l'administrateur général sud-africain, les diffuse en langue afrikaans.

A partir de mardi midi, les points de rassemblement désignés auront hissé le drapeau bleu des Nations unies de façon à pouvoir être clairement identifiés par les guérilleros. Ceux-ci seront alors escortés jusqu'à la frontière par des détachements du GANUPT assistés par les forces de sécurité territoriales (encadrées par les Sud-Africains) et l'armée angolaise.

Selon un porte-parole de l'ONU, les effectifs du GANUPT amenés d'urgence dans cette région nord s'élevaient lundi à quelque cent

treinte observateurs militaires, plus un détachement logistique et un « petit » bataillon d'infanterie, soit entre deux cents et trois cents hommes au total.

A partir de la frontière nord de la Namibie, l'escorte angolaise des maquisards de la SWAPO est censée les refouler au-delà du seizième parallèle, situé à 160 kilomètres à l'intérieur de l'Angola, limite qu'ils n'étaient pas autorisés à franchir selon les accords conclus dès l'an dernier.

Le communiqué rendu public dimanche à l'issue de la réunion entre Angolais, Cubains et Sud-Africains, donnait aux mille neuf cents guérilleros de la SWAPO - ou ce qu'il en reste après le bain de sang de la semaine dernière - six jours pour se regrouper en vue de leur expulsion vers l'Angola. Mais lundi, à Windhoek, M. Amissari et Pienaar ont annoncé que « pour des raisons d'ordre pratique », ce délai s'étendrait sur « une période initiale de dix jours ».

D'ici au 15 avril, a estimé un porte-parole de M. Pienaar, on devrait en revenir à la situation qui était censée prévaloir à partir du 1^{er} avril. Mais ce retard de quinze jours dans l'application de la résolution 435 « ne nous fera pas dévier de notre objectif initial concernant la date des élections, fixées au 1^{er} novembre », a-t-il précisé, avant de conclure : « Nous devons simplement travailler un peu plus dur pour rattraper le temps perdu. » — (AFP.)

Selon un rapport de l'UNICEF

La moitié des enfants noirs souffrent de malnutrition

GENÈVE
de notre correspondante

En Namibie, avant l'indépendance, sur mille enfants, trois cents mouraient avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Conséquence de la politique d'apartheid et de la guerre, la différence est immense entre enfants blancs et noirs. Les familles noires végètent au-dessous du seuil de survie absolue, soit avec moins de 450 dollars par an. La moitié des enfants noirs souffrent de malnutrition, alors que le revenu moyen des ménages blancs s'élève à 9 000 dollars par an.

L'UNICEF a mis sur pied des programmes destinés notamment à faire fonctionner un régime de soins de santé primaire dont le coût est estimé à 100 millions de dollars par an. C'est sur la communauté internationale, qui, à son sens, a une lourde dette envers la Namibie, que l'UNICEF compte pour réunir cette somme.

Mais c'est en faveur de tous les enfants qui ont eu le malheur de naître dans les pays dits « de la ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe, soit soixante-dix millions d'habitants) que l'UNICEF se doit d'œuvrer sur les plans tant nutritionnel et sanitaire qu'éducatif.

Un rapport qui vient d'être rendu public indique que la mortalité infantile ne cesse d'y augmenter. Ainsi dénombre-t-on dans le seul Mozambique plus de cinq cent mille enfants errants, traumatisés, orphelins.

En Angola, le taux d'analphabétisme atteint la moitié de la population. Les combats ont fait depuis 1980 plus d'un million de morts. Ils ont contraint onze millions d'Angolais et de Mozambicains à quitter leurs villages. Pour agir dans les pays de la ligne de front, l'UNICEF a besoin de 1 milliard de dollars par an.

ISABELLE VICHNIAC.

A TRAVERS LE MONDE

Djibouti

Retour progressif à la normale après les inondations

Djibouti, où le soleil est revenu lundi 10 avril, panse ses plaies après des pluies torrentielles qui se sont abattues sur le pays, trois jours durant. (Le Monde du 11 avril). Dans la capitale, la situation se normalise progressivement. Mais les tâches sont nombreuses : réparer les routes, remettre en état de marche les liaisons téléphoniques urbaines et assurer les quartiers populaires dont les habitations traditionnelles en planches ont énormément souffert.

Dix sapeurs-pompiers de la région parisienne et dix marins-pompiers de Marseille sont venus prêter main forte aux Djiboutiens pour une dizaine de jours. Des aides provenant des grands commerçants et des particuliers ne cessent de parvenir à la cellule de crise chargée de coordonner les secours.

La France a envoyé, lundi, par avion, 30 tonnes de nourriture, a annoncé un communiqué du ministère de la coopération et du développement. Des médicaments destinés notamment à la stérilisation de l'eau ainsi que des antibiotiques compléteront ce dispositif. De son côté, la

mairie de Paris a décidé une aide immédiate de 500 000 francs. — (AFP, AP.)

★ Des dons peuvent être envoyés au Secours populaire français, 9-11, rue Froissant - 75003 Paris ; CCP 23 33 S Paris ; référence : « Djibouti ».

États-Unis

Plan anti-drogue à Washington

Le responsable américain de la lutte anti-drogue, M. William Bennett, a présenté lundi 10 avril un plan d'urgence destiné à la capitale fédérale. Accompagné par l'attorney général (ministre de la justice), M. Dick Thornburgh, par le secrétaire d'État au logement, M. Jack Kamp, et en l'absence remarquée du maire de Washington, Marion Barry, de plus en plus critiqué, M. Bennett a détaillé les mesures prises en soulignant l'échec de la municipalité. Une force spéciale anti-drogue de cinquante-sept personnes sera créée, à laquelle participeront des agents du FBI (la sûreté fédérale) et du DEA (principal organisme de lutte anti-drogue) ; deux nouvelles prisons seront construites. L'une de 500 places pour les détenus préventifs, l'autre de 700 places pour les condamnés. Un projet de développement du sport sera aussi mis en

place. Les fonds alloués à ce programme représentent une somme globale de 80 millions de dollars (environ 480 millions de francs). — (AFP, Reuters, UPI.)

Israël

Un extrémiste juif soupçonné du meurtre d'un Palestinien

La police israélienne poursuivait ses recherches, mardi 11 avril, pour retrouver l'homme qui a tué, lundi, un Palestinien et en a blessé trois autres près de la porte de Jaffa, une des entrées de la vieille ville de Jérusalem. Cet homme, que l'on croit être un extrémiste juif, portait un uniforme de l'armée israélienne et était armé d'un pistolet-mitrailleur Uzi, habituellement confié aux réservistes.

La radio nationale israélienne et celle de l'armée ont reçu des appels téléphoniques d'interlocuteurs anonymes se réclamant d'un groupe-culte d'extrême droite, les Sicari, et revendiquant cette attaque, « menée en représailles contre des agressions commises par des Arabes ». Vendredi, des manifestants palestiniens à la mosquée El-Aqsa avaient jeté des pierres contre des juifs qui priaient au Mur des lamentations, en contrebas. Le commandant de la

police de Jérusalem n'a cependant pas exclu que l'attaque de la porte de Jaffa ait eu pour origine des motifs crapuleux, les quatre hommes visés étant connus, selon lui, pour des délits liés à la drogue.

D'autre part, un Palestinien a été tué lundi soir par des tirs de soldats israéliens à Hébron, en Cisjordanie. — (Reuters, AFP.)

Sri Lanka

Colombo décrète un cessez-le-feu

Les troupes sri-lankaises et indiennes observent un cessez-le-feu d'une semaine à partir du mercredi 12 avril pour tenter de mettre fin à la violence politique dans l'île, a annoncé lundi à Colombo le vice-ministre de la défense. Une amnistie sera accordée aux rebelles nationalistes tamouls du LTTE (ou Tigres) et aux extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple) qui se rendront aux autorités pendant ce temps. Ils seront reçus dans 228 « centres d'accueil » ouverts dans tout le pays, où ils seront aidés « pour s'intégrer aux activités sociales, économiques et politiques normales du pays », seront protégés, nourris, vêtus et recevront une formation professionnelle, a précisé le ministre. — (AFP, Reuters.)

Jp 11/10/89

Politique

Après les élections municipales

La fausse conversion de l'Alsace au socialisme

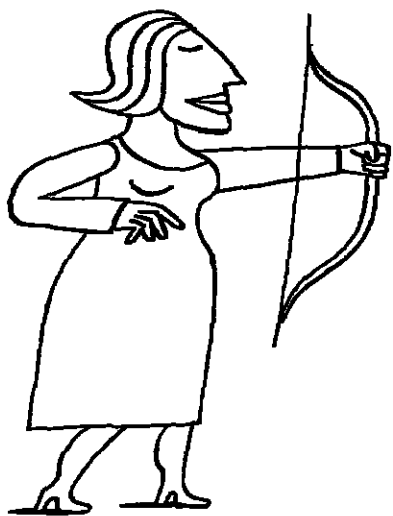
(Suite de la première page.)

Les Alsaciens refont l'histoire des grandes marées et finissent par se demander si tout ce remue-ménage des éléments n'était pas, au fond, inscrit lisiblement depuis longtemps dans leur ciel.

Que cette victoire ait été celle de la jeunesse, on l'a dit et répété ; c'est vrai ici comme ailleurs. Le nouveau couple de l'Alsace Catherine Trautmann la Strasbourgeoise - Jean-Marie Bockel le Mulhousien, soixante-dix ans à eux deux ! M. Gilbert Estève, le nouvel échelon de Sélestat, a quarante et un ans. M. Jean-Pierre Beaumier, le vainqueur de Thann, quarante ans. Tous de la génération de mai 68 !

En face, des notables centristes fiers de l'être, qui n'avaient qu'une ambition : le rester, se montrant préoccupés de faire marcher au pas les jeunes qui, étouffant derrière eux, pouvaient prétendre aller plus vite que leur musique. Malgré son titre d'ancien ministre, M. Adrien Zeller, redevenu député de Saverne, a fini par se réfugier, de guerre lasse, dans sa circonscription. Il a quarante-neuf ans. « Depuis quinze ans, ironise-t-il, je suis le plus jeune député du Bas-Rhin ». Son collègue strasbourgeois, M. Marc Reynmann, cinquante et un ans, est député depuis 1986. Il n'eût droit dans l'équipe Radloff qu'à un poste d'adjoint à l'état-civil et... aux cimetières. A trente-trois ans, le jeune conseiller général de Strasbourg, Hervé Bussé pouvait symboliser la relève centriste ? Recalé de la liste Radloff pour crime de jeunesse ! M. Emile Koehl, soixante-sept ans, le tireur local des ficelles centristes avait parlé... Exécution !

Autant d'exemples qui pourraient être multipliés par dix mais qui font passer pour extraordinaire la démission, à l'automne dernier, du sénateur Henri Goetschy, qui avait abandonné de son plein gré, nonobstant ses soixante-deux ans, son fauteuil de président du conseil général du Haut-Rhin au profit du nouveau député



centriste Jean-Jacques Weber, de vingt-deux ans son cadet.

Personne ne conteste non plus que cette victoire ait été également l'image d'un socialisme nouveau sur des centristes qui ne donnaient aux Alsaciens que l'image de leurs propres certitudes. La victoire d'un parti de militants sur un parti de gestionnaires, celle du dynamisme et de l'enthousiasme sur un camp sans âme et sans message. « Il était fatal, admet le président du CDS, M. Pierre Melchior, que l'affaiblissement des convictions conduise au dépeuplement ». Un mal que pourtant la direction de ce parti n'a jamais pu ou osé enrayer.

Les caciques du centriste alsacien étaient fiers. Quoi ! Un maire de Strasbourg recevait la leçon du maire de Vitry ! Ils étaient sûrs, aussi, de leur bon droit puisqu'ils avaient beaucoup d'argent et que, bons princes, ils reversaient régulièrement leurs deniers à Paris. Leur système était au point. Des cartes mais plus de militants. En 1986, à Metz, au sixième congrès national du CDS, le Bas-Rhin, faute d'inventaire de ses adhésions, n'avait pu prendre part aux votes. Des moyens mais plus d'ambitions. Les centristes alsaciens se sont endormis, vivant comme au bon temps de la période flamboyante du MRP, pensant, forts de leur histoire, que confortablement installés dans leurs rentes rien de préjudiciable ne pouvait véritablement les ébranler. Le siège du CDS de Strasbourg est sans doute le plus coquet de France : 250 mètres carrés en plein centre ville, place du Temple-Neuf. Vaste mais vide. Personne ne se souvient non plus de la dernière réunion départementale de la fédération CDS du Bas-Rhin.

Le contentieux électoral

Un recours sur fond(s) d'HLM...

M. Alain Astresse, tête de la liste « Union Gentilly entente » (divers droite) a déposé un recours en annulation de l'élection municipale de Gentilly (Val-de-Marne) devant le tribunal administratif. Il fonde son recours sur ce qu'il considère être une pratique frauduleuse située en amont du scrutin des 12 et 19 mars.

En dénonçant l'utilisation du fichier et des fonds de l'Office public intercommunal d'habitations à loyer modéré (OPIHLM) d'Arcueil et de Gentilly au profit de la liste de l'Union de la gauche, conduite par M. Camille Leroux (PCF), ce recours met l'accent sur un facteur qui n'a pas souvent été pris en compte dans les contentieux électoraux. Les communes d'Arcueil et de Gentilly gèrent un OPIHLM commun présidé par M. Gaston Doiselet, ancien conseiller municipal d'Arcueil, qui, après trente ans de mandat, ne se représente pas aux municipales ainsi qu'il le rappelait aux habitants des HLM dans une lettre datée du 9 mars.

Dans cette missive à l'entête de l'OPIHLM, dont M. Doiselet est vice-président, M. Doiselet invitait les « locataires-désintéressés » à voter pour la liste de gauche à Arcueil comme à Gentilly. Après avoir annoncé l'octroi de subventions pour équilibrer le budget, il concluait : « C'est le seul chemin aujourd'hui pour garantir des logements confortables et sociaux (...) ».

M. Astresse considère que « le président de l'Office, à l'aide des deniers publics, a mis les listes concurrentes dans l'impossibilité de répondre puisque sa lettre est non seulement arrivée le jour de la clôture de la campagne mais que, de surcroît, elle était adressée à des destinataires déterminés par le fichier de l'Office auquel seule la liste de gauche avait accès ». Selon lui, « les résultats par bureau démontrent que dans les secteurs non touchés par la lettre-circulaire, les listes d'opposition dépassent la majorité absolue alors qu'elles enregistrent un très net retrait dans les secteurs victimes de la manœuvre ».

Le plaignant affirme que, à Gentilly, « sur 9 774 inscrits, 3 000 foyers environ ont reçu cette lettre, ce qui est de nature à modifier le résultat », puisque l'écart entre les deux listes n'est que de 1 460 voix.



liste. Non, l'Alsace n'a pas changé. C'est le centriste qui a changé.

Plus que la délimitation d'un terrain de chasse politique, le centriste alsacien a toujours été en réalité avant tout un état d'esprit, un comportement marqué dans ses gènes par une volonté de modération. « Historiquement, relève un observateur de la vie politique locale, le centriste regroupe les gens qui s'étaient ni des patriotes tricolores, comme les gaullistes, ni des séparatistes, ni des gens de gauche. Etre centriste, en Alsace, c'est aussi une volonté d'être français avec un caractère alsacien qui ne veut pas se cacher ».

C'est tout le mérite, sans doute, des socialistes alsaciens d'avoir assimilé ce fait essentiel. L'Alsace n'a jamais été terre de droite. Avant-guerre, les sociaux-démocrates ont régné en maîtres. Après la guerre un MRP à vocation européenne et sociale a pris le relais.

L'Alsace n'a jamais été non plus terre de gauche. Si Mulhouse a échappé pendant longtemps au centre traditionnel, c'est parce que se trouvaient à sa tête M. Emile Muller, qui avait claqué la porte de la SFIO, et son héritier naturel, M. Joseph Klifa, étiqueté PSD.

La fibre de la légitimité

Qu'est-ce qui distinguait jadis un centriste alsacien d'un socialiste alsacien ? Qu'est-ce qui rendait « impensable » la prise de pouvoir socialiste ? L'économie bien sûr, dans cette région imprégnée par le modèle libéral allemand. Le tournant de 1983 fit sauter ce verrou. La culture longtemps jacobine du PS, mal perçue dans cette région farouchement accrochée à son identité. Ce verrou-là aussi a sauté après 1981 avec les lois de décentralisation de Gaston Defferre. Enfin, tout naturellement dans cette région très chrétienne, la laïcité. Ce troisième verrou est tombé en 1984 avec la fin de la guerre sociale. Dès lors, le terrain idéologique s'est trouvé soudainement déglacé. La réélection, l'an dernier, de M. François Mitterrand a fait vibrer

la fibre de la légitimité, solide chez l'Alsacien. Les hommes ont ensuite fait le reste.

Par un curieux phénomène de vases communicants, on a vu les notables centristes préoccupés de satisfaire sur leur droite le RPR, et dans le Bas-Rhin le PR. On a vu aussi les trois députés centristes de ce département refuser d'adhérer au nouveau groupe parlementaire de l'UDC. Tandis qu'en face les socialistes se mettaient, au contraire, à l'heure du rocardisme et du socialisme d'ouverture. Le dynamisme, l'authenticité, l'esprit social, l'ouverture ont changé de camp.

Une évolution parfaitement symbolisée par les parcours de M. Catherine Trautmann et de M. Jean-Marie Bockel. Elle est protestante ; il est catholique. Tous deux, au début de leur vie militante, ont tenté d'approcher les rangs centristes, ont compris qu'il n'y avait pas de place pour les jeunes dans ce système et retenu, du coup, tout ce qu'il ne fallait pas faire. Tous deux se disent aujourd'hui parfaitement à l'aise au centre. Pour M. Catherine Trautmann, « l'Alsace est une terre propice à l'application du rocardisme ».

M. Jean-Marie Bockel s'accroche, lui, à son postulat, « le socialisme central », ce qui est bien en soi tout un programme. Il n'hésite pas à se présenter comme un héritier naturel du MRP. Qu'est-ce qui pourrait alors le distinguer des vrais centristes alsaciens ? Rien ou si peu. « Il est clair, répond M. Daniel Hoffel, qui a sans doute été le plus lucide sur la dégénérescence politique de ses amis centristes, que la formation centriste n'a plus le monopole de l'expression du centriste en Alsace ». M. Marcel Radloff déjà, avant sa défaite, voyait lui une différence « de style de vie, de manière de parler, de génération et de formation. La seule différence, concédait encore un autre responsable centriste, « ce sont les encouragements ».

Peu de choses en tous cas, puisque les électeurs ne s'en sont guère souciés. A Strasbourg comme à

Mulhouse, ce sont les bourgeois et les commerçants qui ont aussi basculé. Voter socialiste ne fait plus peur. Ce vote s'est banalisé au centre. Les socialistes, qui pendant des décennies étaient assimilés par l'Alsacien au « parti de l'étranger », font désormais partie, comme les cigognes, du décor régional. Ceux qui ont hésité à franchir le pas aux municipales ont voté pour les Verts, ce qui explique en partie le bon score de ces derniers dans cette région. Un dernier vote d'attente.

Un homme aussi n'aura pas peu contribué à cet acte de contrition générale : M. Théo Braun, centriste historique, patron d'un influent réseau de mutuelles, incarnation du centriste pragmatique, social et tolérant. Son entrée au gouvernement, le printemps dernier - on l'avait mal mesuré à l'époque, - a été comprise sur place comme l'ultime preuve que les socialistes étaient définitivement devenus fréquents.

De ce point de vue, ce qui s'est passé en Alsace est sur beaucoup de points comparable à l'évolution politique de la Bretagne.

Condamnés à l'ouverture

De quoi sera fait l'avenir politique de cette région en passe de devenir ainsi le laboratoire politique de l'Hexagone, le parfait réceptacle des épreuves de l'ouverture ? « S'ils ne font pas de bêtises », comme disait jadis M. Alain Peyrefitte à propos des gaullistes, M. Catherine Trautmann, M. Jean-Marie Bockel et les autres quadragénaires socialistes sont en place pour un certain nombre d'années. Mais ils vont devoir agir, et tout le monde les attend au tournant. En étant, par leurs scores aux élections municipales, condamnés à l'ouverture. Laquelle ?

Avant le rendez-vous municipal, M. Jean-Marie Bockel avait tenté de dérouler le tapis rouge devant le CDS mulhousien en sollicitant des ralliements personnels, façon Mitterrand. Cela a failli marcher. Si les centristes n'ont rien fait, s'ils ne tentent pas de surmonter au plus vite leur échec, ils seront fatalement livrés à un phénomène de pompage vers la gauche. M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, en convient : « Il faudra de la part de nos amis une volonté politique forte. Après une défaite comme celle-là, soit on se met à l'abri, soit on ressort avec son pavillon. Dans les difficultés, il faut réaffirmer ses convictions ». Plus facile à dire qu'à faire.

Dans l'immédiat, ces centristes préfèrent tabler sur les erreurs des nouveaux gouvernements. Car comment, après des années de démission, retrouver du nerf sans pouvoir faire valoir de différences essentielles avec les socialistes ? Comment maintenir des barrières qui finissent par apparaître de plus en plus artificielles aux yeux des électeurs ? Le CDS, dans le Bas-Rhin, sort de l'épreuve dans un piteux état. Il a mieux résisté dans le

Haut-Rhin, autour du président du conseil général, M. Jean-Jacques Weber.

Avec le concours de son ami Adrien Zeller, celui-ci veut tenter de relancer la machine de coordination : « Alsace en marche ». But : redonner cohésion et dynamisme à chaque composante de l'opposition traditionnelle. Une démarche classique qui apparaît plutôt comme un euphémisme sur une jambe de bois. Le risque est grand, en réalité, pour ces centristes de se voir dépossédés totalement de leurs fonds de commerce traditionnels : pour aboutir à une situation « à l'espagnole » avec un centre extrêmement large et puissant, à côté d'une opposition dure prise en main par le Front national, qui s'est incrusté dans les terres alsaciennes.

Pour M. Théo Braun, le CDS alsacien n'est pas près de se relever. Selon lui, les Alsaciens ont définitivement compris que la compétence et le dynamisme sont passés de l'autre côté. « Qu'importe, dit-il. Que les gens du centre adhèrent au PS ! ». Tout le reste, à ses yeux, ne doit viser « qu'à la victoire des compétences ». Sur les grands projets d'avenir de la région, au moment où vont sonner les douze coups de l'Europe de 1993, il pense qu'une nouvelle stratégie européenne peut être construite, regroupant socialistes et centristes autour de la même table de travail. Il est prêt à lancer prochainement « un centre de recherche et d'application » regroupant tous les Alsaciens de bonne volonté pour traiter de ces réalités concrètes.

M. Daniel Hoffel, croit-on savoir, est dans la confiance. « Aujourd'hui, plaide le sage Théo Braun, il ne s'agit pas de faire quelque chose de nouveau, mais de faire quelque chose ». L'Alsace unie avant la France unie : ce laboratoire-là peut receler quelques nouveaux secrets politiques.

DANIEL CARTON.

M. Antoine Waechter refuse un poste d'adjoint à Mulhouse

Chief de file de la liste des Verts aux élections municipales à Mulhouse (Haut-Rhin), M. Antoine Waechter a refusé, mardi 10 avril, un poste d'adjoint à l'environnement dans cette ville mais l'a accepté pour M. André Hassler, deuxième de la liste écologiste. Le 19 mars, la liste des Verts avait obtenu 9,61 % des voix et deux élus, dont M. Jean-Marie Bockel (PS) avait conquis la mairie. Ancien candidat des Verts à l'élection présidentielle, conseiller régional d'Alsace, M. Waechter, qui conduira une liste des écologistes aux élections européennes, a décliné l'offre de M. Bockel pour « ne pas cumuler les mandats électifs ».

M. Raymond Janot (UDF) nouveau président du conseil régional de Bourgogne

M. Raymond Janot, soixante-deux ans, membre honoraire du Conseil d'Etat, conseiller général de l'Yonne, a été élu, lundi 10 avril, président du conseil général de Bourgogne, en remplacement de M. Marcel Lucotte (UDF-PR). Vice-président du Sénat, réélu en mars maire d'Auxais (Saône-et-Loire), qui s'est ensuite démis de son mandat régional en application de la loi anticumul. Il a recueilli, au premier tour du scrutin, 29 voix contre 20 au candidat du PS, M. Eugène Teissière (Nièvre), et 5 à M. Marcel Yaneff (PCF, Côte-d'Or).

[Né le 9 mars 1917, à Paris, licencié en droit et lettres, diplômé de l'Ecole libre de sciences politiques, M. Janot a fait l'essentiel de sa carrière au Conseil d'Etat où il est devenu sous-secrétaire en 1949. Il fut successivement conseiller juridique de la présidence de la République (1947-1951), conseiller aux affaires économiques du haut-commissariat de France en Indochine (1951-1952), directeur du ministère des relations avec les Etats associés (1952-1953), secrétaire général du Conseil d'Etat (1956-1959).]

En 1958, il avait été appelé au cabinet du général de Gaulle, alors président du conseil, pour participer à l'élaboration de la Constitution de la Ve République.

M. Janot fut également directeur général de la RTP de 1960 à 1962, puis, de 1967 à 1973, député général et vice-président délégué de la Chambre syndicale nationale des fabricants de produits pharmaceutiques.

Après avoir présidé le conseil administratif supérieur de la commune et du département de Paris, il a pris sa retraite de conseiller d'Etat en 1986. Elu municipal de Serfontaine, localité proche de Sens (Yonne), il est conseiller général de Sens depuis 1959.]

A Sélestat

Gilbert Estève, ou la fin d'une habitude

SÉLESTAT de notre envoyé spécial

En 1983, déjà, à Sélestat, pour les élections municipales, ce ne s'est pas « bien » passé. Entendez : comme d'habitude, comme dans cette Alsace qui avait encore l'air « éternelle » quand tant d'autres provinces jouaient sérieusement depuis longtemps à la région-qui-bouge. Ces traumatismes-là ne sont jamais sans conséquence.

C'est la faute à Léotard (Francois). Au lieu de laisser faire Hens, Erckmann-Chatrian, le courroux, les gens, voilà notre politicien vaillant qui décide qu'après « le » Maurice Kubler, maire pendant dix-huit ans, et sous prétexte qu'il avait été un peu RPR puis giscardien bon teint, il fallait à Sélestat, encore, toujours, pour changer l'affaire en perpétuité et la ville en bastion léotardien, un maire RPR pur sucre.

Ce sera là docteur François Kretz, qui, bravant la colère de centristes alors sûrs d'eux (et déjà un peu présomptueux), s'imposera, en dépit d'une triangulaire - une spécialité localement très appréciée - plutôt rude.

Ce sera aussi, pour cette « majorité alsacienne » réputée aussi solide que le vieux château du Haut-Koenigsbourg, le commencement de la fin. La zizanie ne cessera plus. Le docteur Kretz, réputé cassant avec tous et méprisant avec « les anciens », déplaît

dans son camp. Il meurt brusquement, à la fin de 1987, et la fausse

bonne idée léotardienne se répète en se caricaturant : l'Eugène Griesmar est peut-être RPR (gaulliste, en vérité, autant qu'on peut l'être en Alsace), mais c'est le plus ancien dans le grade municipal le plus élevé : la mairie lui revient de droit.

Un oukase d'appareil en décide autrement : après le PR, le PR. Ainsi Robert Weber devient le maire en janvier 1988, non sans acheter en hâte la carte du parti qu'il n'a pas encore. Ainsi tombera-t-il un an plus tard lorsqu'il prétendra renouveler sérieusement le bail, pour six pleines années.

Car Sélestat, comme le reste de l'Alsace, a bougé, tout doucement, sans le dire, entre-temps. En sa sagesse, le socialiste local (et presque le seul de son espèce pendant longtemps), Louis Scitz, sentant qu'il n'y arrivera jamais, s'est souvenu d'un jeune du pays qui a réussi à Paris, dans la politique qui plus est.

Il le fait venir, l'adapte : Gilbert Estève, quarante et un ans aujourd'hui, va en six ans graver la rampe qui mène à la mairie, pendant que la droite descend l'autre versant. L'enfant assagi et méthodique du PSU et de Sélestat pose ses jalons, se fait connaître, fait habilement valoir sur place sa situation : chef du cabinet de Jack Lang de 1981 à 1986, puis secrétaire général de l'association Allons z'idées de son paton,

chargé de mission auprès du

médiateur de la République. Robert Weber ne verra pas venir ce Sélestatien mal intentionné, bientôt conseiller régional, qui le bat en 1988 aux élections cantonales, qui arpent la ville en tout sens et se fane de 6 000 interventions en un an, pendant que le maire en place, aujourd'hui bien déprimé, ne cherche pas à surmonter son « horreur du porte-à-porte ».

La vengeance du pompier Hihn

Les mérites de Gilbert Estève, amplifiés par la vague « rose alsacien », suffisaient-ils à eux seuls à rendre inéluctable le cours des choses ? L'un des nouveaux adjoints, l'ancien pompier Camille Hihn pas un sou de vernis socialiste sur la vieille carapace de catholisme social et de vague centriste « apolitique », ne se risquerait pas à évoquer un tel sujet. C'est trop de modestie.

Car il est une part - une courte part peut-être, mais Gilbert Estève a emporté la mairie avec 203 voix d'avance, - qui n'appartient ni au PS ni vraiment du nouveau maire, mais à son habile récupération de la vengeance du commandant Hihn.

Une fameuse vengeance, en vérité. Quand on s'appelle Camille Hihn, quand on a fait le pompier puis été le chef des pompiers, et par surcroît quand on a préparé les mixtures pharmaceutiques de tout un chacun pendant trois

décennies et demie, on n'a pas besoin de carte de visite auprès de 16 000 sélestatiens.

En 1986 pourtant, bien que tout cela sautât aux yeux, le docteur Kretz a commis l'erreur de sa vie : au pompier Hihn, devenu pompier professionnel sur le tard il a refusé deux ans de carrière supplémentaires. C'était dit : le Camille Hihn lui ferait payer cela.

Mais le docteur Kretz mourut et Robert Weber, pour lui succéder, passa sur le ventre de l'Eugène Griesmar, ami de toujours de Camille Hihn, héritant du même coup de la malédiction.

En février 1988, Camille Hihn, présent aux deux tours d'une élection cantonale partielle, détenteur d'un bon quart des suffrages, fera battre Robert Weber... et dire Gilbert Estève. Ce n'est pas assez : il se laissera plus tard facilement convaincre de figurer sur la liste « ouverte » de Gilbert Estève.

Ombien judicieusement ouvert ! La ferme du pasteur (une maison très égliseuse, surtout dans le domaine centriste) est là. Le président du foyer Saint-Georges et d'autres représentants du catholicisme associatif et social sont là, tout comme le fils de l'ancien député centriste Georges Klein.

Voilà comment, le 19 mars, à Sélestat, ce n'est encore moins passé comme d'habitude, une habitude qui, ici, s'était installée il y a plus de cinquante ans.

MICHEL KAJMAN.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

ÉDUCATION

M. Chapis annonce des mesures pour l'enseignement technique aux Antilles

M. Robert Chapis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a annoncé une série de mesures destinées à améliorer la situation de ce secteur aux Antilles, lors d'une visite en Guadeloupe et en Martinique, du 5 au 10 avril. Il a constaté que l'enseignement technique, qui est fréquenté par plus de la moitié des lycéens antillais (contre un tiers environ en métropole), souffre de nombreux maux, comme la saturation de la capacité d'accueil des établissements, la vétusté des locaux, le retard dans les travaux et

la formation très insuffisante de certains professeurs. Le secrétaire d'Etat a décidé la mise en place d'un plan de formation initiale et continue des enseignants, le développement de l'enseignement de la technologie dans les collèges, l'équipement de machines à commande numérique de deux lycées professionnels, l'attribution d'un poste de conseiller en formation continue pour l'académie des Antilles-Guyane, et la création d'une filière de classe préparatoire menant au diplôme d'expertise comptable. — (Correspondance.)

POINT DE VUE

Le ravaudage de la « loi Pasqua »

par Dominique Tricaud
avocat, membre de SOS-Racisme

Il existe un singulier décalage entre la communication du conseil des ministres du 23 mars 1988 annonçant l'abrogation de la loi du 9 septembre 1986 dite Pasqua et l'avenant projeté par M. Pierre Joxe qui abroge tout au plus quatre articles de la loi pour les remplacer par des dispositions rarement satisfaisantes. On ne saurait donc parler d'abrogation mais de simple ravaudage.

François Mitterrand avait notamment dit à l'occasion du colloque récemment organisé à la Sorbonne sur le thème des « nouvelles solidarités » : « Il faut qu'il y ait un certain nombre d'étrangers qui — en raison du temps passé parmi nous, des raisons pour lesquelles ils sont venus vivre parmi nous — ne soient pas expulsables. Je veux dire qu'ils soient traités comme s'ils étaient des citoyens français même s'ils ne le sont pas [...] et ceux qui commettraient la faute, par voie de déqualification, de s'écarter des intérêts de notre pays doivent subir la loi que subissent tout Français dans la même situation mais non point avec une exclusion supplémentaire. »

Le président a précisé les catégories d'étrangers auxquels il voulait ainsi conférer une protection absolue : les étrangers arrivés très jeunes en France (« qui sont venus à cinq ans, six ans et sept ans ») ; les étrangers qui ont séjourné un grand nombre d'années en France (« les étrangers qui se trouvent parmi nous, même s'ils sont venus plus tard et là depuis plusieurs décennies »).

Or, l'ordonnance telle qu'elle ressortit des modifications apportées par l'avenant ne confère de véritable droit au séjour à aucune catégorie d'étrangers.

Certes l'article 15 prévoit que la carte de résident est délivrée de plein droit aux différentes catégories d'étrangers dont il est désormais admis qu'ils doivent faire l'objet d'une protection particulière ; mais il subordonne ce droit à l'absence de menace éventuelle pour l'ordre public, c'est-à-dire qu'il le soumet, en fait, à la discrétion de l'administration. En outre, les difficultés rencontrées dans l'application de ce texte au cours des dernières années montrent que l'automatisme apparent est toute théorique.

L'administration refuse de prendre en compte des situations de fait et tire argument de la situation administrative des personnes concernées pour limiter le nombre des bénéficiaires d'une carte de résident. Par exemple, il est spécifié d'écarter que la carte de résident est délivrée de plein droit aux conjoints étrangers d'un ressortissant français lorsque l'on sait que l'administration refuse la bénéfice d'un tel titre au conjoint étranger qui a pénétré irrégulièrement en France ou qui n'était pas en situation régulière au jour de sa

demande de titre de séjour, et que cette position a été confirmée par la jurisprudence du Conseil d'Etat. La protection accordée par l'article 15 est d'autant plus illusoire que la nouvelle combinaison des articles 25 et 26 permet l'expulsion de tous les étrangers hormis les mineurs, quelle que soit l'ancienneté de leur séjour en France.

On observera à ce propos que les nouvelles dispositions sont en recul par rapport à celles de la loi du 9 septembre 1986 : la loi dite Pasqua adjoignait, pour que puisse être prononcée une expulsion dérogatoire aux articles 23 et 25, que soient réunies simultanément une situation d'urgence absolue et une menace pour l'ordre public d'une particulière gravité.

Le nouveau texte prévoit que la sûreté de l'Etat ou la sûreté publique doivent être compromises mais l'urgence absolue, en l'absence de tout autre facteur, suffit à permettre l'application de l'article 26.

Il faut par ailleurs observer qu'une condamnation pénale à une peine d'une durée supérieure ou égale à un an suffit à anéantir toute protection, quelle que soit l'ancienneté du séjour de l'étranger concerné. Cette disposition est parfaitement contradictoire avec les propos du président de la République.

L'expérience des permanences juridiques des mouvements anti racistes permet de constater qu'un grand nombre d'étrangers appartenant aux catégories protégées rencontrent en fait des difficultés pour obtenir un titre de séjour ou son renouvellement.

Les principales causes en sont les suivantes : défaut de demande d'un titre de séjour au 16^e anniversaire ; condamnation pénale ; étranger rentré en France au cours de sa minorité sans qu'ait été respectée la procédure de regroupement familial ; absence du territoire français pendant plus de douze mois.

Force est de constater que le nouveau texte n'apporte aucune amélioration notable à ces différentes situations.

Il faudrait ajouter un titre à l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui pourrait être intitulé « Du droit au séjour de certaines catégories d'étrangers ».

La liste fixée par l'article 15 modifiée par l'avenant semble satisfaisante. Il pourrait toutefois être ajouté qu'une protection identique est accordée à l'étranger justifiant avoir résidé dans les conditions de durée prévues à l'article 15-12 de l'ordonnance dans notre pays pour éviter que l'échec d'un « retour au pays » n'entraîne l'impossibilité de revenir en France. Les catégories d'étrangers susceptibles de bénéficier d'un titre valable sans limitation de durée et ne pourraient faire l'objet d'aucune mesure d'expulsion fondée sur les articles 23 à 26 de l'ordonnance.

Ces étrangers ne pourraient pas non plus faire l'objet d'une peine d'interdiction du territoire, qu'elle soit fondée sur l'article L. 630-1 du code de la santé publique (stupéfiants), ou sur tout autre motif.

Dans ces conditions seulement, le texte du gouvernement pourrait traduire la volonté d'intégration des jeunes issus de l'immigration manifestée par le président de la République.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 7 juillet 1987, par le Tribunal de Grande Instance de Paris, confirmé par arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 24 mars 1988, M. Jimmy GOLDSMITH et M. Michel LEGRIS ont été déclarés coupables du délit de diffamation publique envers M. Pierre Laval, conseiller national à la Cour des comptes, alors président de l'ORSTOM, commis lors de la parution dans le numéro 1844 de l'hebdomadaire « L'EXPRESS » daté du 7 au 13 novembre 1986, d'un article intitulé « Dévoilement de mission ». Ils ont été condamnés à payer une amende de 3 000 F chacun et, sur l'action civile, ils ont été condamnés solidairement à payer à M. Pierre LAVAU, partie civile, 15 000 F à titre de dommages et intérêts. POUR EXTRAIT Jean Jacques LETU, avocat à la Cour.

RELIGIONS

Le malaise entre les théologiens catholiques et le Vatican

Quand l'Eglise ferme ses volets...

Le malaise semble s'étendre entre des théologiens contestataires et le Vatican. Un « Appel au dialogue dans l'Eglise catholique », lancé par l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, a recueilli en quinze jours quatre mille signatures de prêtres et de laïcs. En outre, après les réactions de l'archevêque de Bourges et du Père Congar (*le Monde* du 31 mars et du 7 avril), douze directeurs de revues dominicaines viennent d'exprimer leur solidarité avec le Père Paul Valadier, jésuite, récemment écarté de la direction de la revue *Etudes* (*le Monde* du 29 mars).

Les lampions du dixième anniversaire du pontificat de Jean-Paul II étaient à peine éteints, l'autonomie d'ailleurs, que commençait dans l'Eglise catholique l'une de ces vagues de turbulence qui, à intervalles réguliers, font tanguer le navire. Celle-ci est sérieuse. Sans préjuger de sa durée, elle ébranle le consensus qu'avait semblé réaliser un pape médiatique qui, à l'apogée d'un itinéraire de la justice et des droits de l'homme, plus soucieux du grand large que des bruits de la route.

Pour en rester au cas de la France, la crise qui vient d'éclater dans la Compagnie de Jésus et à la revue *Etudes* n'est pas la première. Le Père Valadier, son directeur, n'est pas non plus le premier théologien dévoté par sa hiérarchie. Mais, ajoutée à la contestation montante de clercs, de religieux, de professeurs d'université, de laïcs ordinairement discrets, la sanction qui vient de le frapper (niée par ses supérieurs) est symptomatique de la dégradation d'un climat où refléussent les chapelles, les divisions, les pétitions.

L'épiscopat français pouvait invoquer des raisons extérieures et involontaires dans le cumul de ses inter-

ventions qui, en plein hiver, avaient rallumé une petite flamme d'anticléricalisme dans une France laïque endormie. Cette fois, les accusations d'intransigeance, d'autoritarisme, de sectarisme, surgissent des rangs mêmes de l'Eglise. Déjà, des observateurs impartiaux rappellent la fin du règne de Pie XII, marquée par la condamnation de l'expérience des prêtres-ouvriers et la mise à l'écart de théologiens d'avant-garde comme les Pères de Lubac, Congar et Chenu, qui peu de temps après, pourtant, allaient devenir les coquelichos du concile Vatican II.

Crise interne à la Compagnie de Jésus ou crise plus large ? Certains ont fait peser sur le Père Valadier et la revue *Etudes*, accusées de partialité, la responsabilité d'un déclin du dynamisme de la Compagnie en France. Or si les jésuites n'échappent pas au vieillissement général des ordres religieux, ils sont loin de l'effondrement. Les entrées au noviciat se sont stabilisées depuis une dizaine d'années (1). Les *Etudes* sont depuis longtemps une sorte de fleuron de la pensée catholique française, et l'orthodoxie de son directeur n'a jamais pu être suspectée.

Deux lectures de la société

Le nœud est donc ailleurs. Plus que l'affaire Gaillot, qui touchait au droit d'un évêque d'exprimer des opinions personnelles sur des sujets de société, l'affaire Valadier ramène au vieux débat qui, à nouveau, divise l'Eglise, comme au siècle dernier sur les rapports du catholicisme avec le monde moderne, sur la place du fait religieux dans la société, et sur la compatibilité possible entre la foi et la raison.

En fait, la querelle entre les « traditionalistes » et les « progressistes », les pro-conciliaires et les anticonciliaires, a fait son temps. Le fossé d'incompréhension, qui se creuse

avec la démission contrainte d'un Paul Valadier oppose deux lectures du concile et des événements qui l'ont suivi.

La tendance actuellement dominante, qui s'exprime dans la revue *Communio*, fondée dans les années 70 par le cardinal Ratzinger, ou dans le *Choix de Dieu* du cardinal Lustiger, s'inspire d'une vision plutôt pessimiste des sociétés libérales et du monde moderne. Celui-ci a perdu ses points de repère, ses modes de régulation traditionnels, que n'a pas remplacés la philosophie des Lumières... Face à la sécularisation croissante, l'Eglise a d'abord à accomplir sa mission spirituelle et morale et à enseigner la société.

Centralisme

L'autre considère qu'il s'agit là d'un retour à une sorte d'utopie chrétienne, inadaptable aux sociétés libérales d'Occident. Pour Paul Valadier, par exemple, l'Eglise est par nature toujours « en procès » avec son temps (2). Mais procès veut dire délibération et non condamnation. Un dialogue est possible, sans supériorité ni conformisme béat, entre l'Eglise et la société. Pour y parvenir, le modèle doit être celui d'une Eglise qui cherche mais ne sanctionne pas, d'une Eglise qui énonce sa vérité, mais pas les certitudes toutes faites des groupes charismatiques et conservateurs, actuellement en pointe.

Voilà un beau débat, mais qui, en fait, sauf par livres, articles, interviews et conférences interposés, n'a jamais été officiellement ouvert dans l'Eglise. La disparition de grandes tribunes en France comme les Semaines sociales, la Semaine des intellectuels catholiques, où des laïcs prenaient la parole, aujourd'hui monopolisée par les clercs (évêques et théologiens), est-elle l'effet du temps ou d'une volonté d'étouffer les éventuelles fausses notes ?

Le désaveu du Père Valadier conforte ceux qui pensent que

l'Eglise a peine à sortir d'un modèle de contre-société, créant des lieux de recherche, de dialogue, de liberté. A dire vrai, le procès intenté à Jean-Paul II, et plus exactement à la Curie romaine, de « centralisme » et d'« autoritarisme » ne date pas d'aujourd'hui. La marge de manœuvre des théologiens, des ordres religieux, des évêques, a fait depuis longtemps l'objet de corrections.

Qu'on se souvienne de la mise au pas de théologiens comme Hans Küng, Edward Schillebeeckx, Leonardo Boff, Charles Curran. Dès le début du pontificat, le pape était directement intervenu dans le fonctionnement de la Compagnie de Jésus lors de la succession du Père général Arrupe, ouvrant une crise sérieuse avec ses plus fidèles lieutenants. La responsabilité personnelle des évêques avait été aussi rappelée énergiquement lors du synode extraordinaire de Rome en 1985, au détriment des conférences épiscopales, toujours suspectes, comme au Brésil, aux Etats-Unis, hier en France, de vouloir faire cavalier seul.

Si la crise éclate au grand jour, c'est parce que pendant longtemps elle avait été masquée par la séduction personnelle de Jean-Paul II. L'effet d'accoutumance va désormais jouer à ses dépens. En outre, la réaffirmation de cette autorité n'a jamais été aussi explicite qu'aujourd'hui. Le changement imposé par le Vatican au chapitre de Cologne des règles du scrutin pour la désignation, comme archevêque, du candidat pape a choqué beaucoup de catholiques en Allemagne fédérale et en France, de même que les compromis passés avec les intégristes ex-lefbvristes.

Dès 1985, le tournant du pontificat avait été marqué par la mise en cause des « dérives » du concile Vatican II, justifiant selon le cardinal Ratzinger une certaine « restauration » dans l'Eglise. Depuis, la ligne n'a cessé de s'affermir, jusqu'à la dénonciation de la « révolte des gravissimes » des médiateurs catholiques, universitaires et prêtres, récalcitrants malgré l'interdiction par le Vatican, de toute forme de procréation médicalement assistée ; jusqu'à la rédaction d'un « serment de fidélité » qui devra être prêt désormais par tous les enseignants de théologie et même de philosophie dans les séminaires, et par les recteurs d'universités catholiques (*le Monde* du 6 avril) ; jusqu'à la réquisition récente du cardinal Ratzinger, quelques jours avant la mise à l'écart du Père Valadier, visant des théologiens « qui se substituent aux évêques dans leur rôle de maîtres de doctrine ».

On a souvent comparé la grande masse des catholiques français « conciliaires » à une sorte de ventre mou, coincé entre des extrêmes démonstratifs et bruyants (les « chrétiens de gauche » hier, les traditionalistes ou les charismatiques aujourd'hui). Le recensement idéologique et politique qui s'opère en France va sans doute libérer dans le catholicisme une sensibilité militante — hier disqualifiée — associative, soucieuse de débat, de démocratie et d'autonomie, la même qui vient de s'exprimer sur le terrain municipal. Se reconnaissant volontiers dans les idées d'un Paul Valadier, elle est aux antipodes des courants dominants aujourd'hui dans l'Eglise. Sa réaction dans la crise actuelle pourrait bien signifier le réveil d'une force du catholicisme qu'on croyait assoupi.

HENRI TINCO.

(1) La Compagnie de Jésus a compté huit entrées au noviciat en 1988, pour une moyenne de six chaque année depuis dix ans.

(2) « L'Eglise en procès : catholicisme et société moderne », écrit par le Père Valadier (*le Monde* du 21 novembre 1987).

Le monastère du Barroux réintègre l'ordre bénédictin. — Le monastère traditionaliste Sainte-Madeleine du Barroux (Vaucluse), rattaché à Rome le 25 juillet dernier après sa rupture avec Mgr Lefebvre, a régularisé sa situation à l'égard de l'ordre des Bénédictins, dont il avait été exclu en 1975. Dom Gérard Calvet, prieur du Barroux, a en effet reçu, samedi 8 avril, la bénédiction abbatiale, en présence du supérieur général de l'ordre, Dom Victor Damerz, et de l'évêque d'Avignon, Mgr Bouchet, avec l'accord du cardinal Malier, chargé au Vatican de l'accueil des intégristes repentis, lui-même bénédictin et qui avait exclu les moines du Barroux il y a treize ans.

EN BREF

● Un cyclone en Nouvelle-Calédonie. — Pour la troisième fois depuis le début de l'année, la Nouvelle-Calédonie — notamment la côte est et les îles Loyauté — a été soumise aux assauts d'un cyclone dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 avril. Le vent soufflant en rafales, à près de 150 kilomètres à l'heure, a totalement paralysé l'île durant une douzaine d'heures, déracinant des arbres et arrachant des toitures. En outre, les routes ont été coupées par de très fortes pluies, mais on ne déplore aucune victime. — (AFP.)

● La marée noire en Alaska. — Un navire soviétique va se joindre à la flottille qui tente depuis deux semaines de récupérer une partie du pétrole répandu par le tanker *Exxon Valdez* sur les côtes de l'Alaska. L'Union soviétique vient d'annoncer cet acte de coopération écologique alors que le bilan de la catastrophe s'alourdit. Une baleine grise de douze mètres a été retrouvée morte dans la zone souillée par la marée noire. Celle-ci a déjà tué des milliers d'oiseaux dont plus d'une centaine de tourter de mer. — (AP.)

Le Monde
de la
Révolution
française
au sommaire du n° 4

Le Monde
N°4
RÉVOLUTION
française
EXTRAORDINAIRE A PARIS LE 28 AVRIL 1789
300 MORTS

L'ALMANACH DE 1789 :
Avril 1789, au jour le jour. Société : l'émeute Réveillon fait plus de 300 morts. Le peuple affamé par la guerre des farines. Politique : les élections à Paris. L'homme du jour : le Père Gérard, cultivateur et député du Tiers breton.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :
La terre et la propriété. Le droit de propriété : ses origines, la vente des biens nationaux, la propriété paysanne. Portrait : Gracchus Babeuf, l'homme qui exige l'abolition de la propriété patriligne.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :
Débat : les dissonances de la commémoration. Entretiens avec Montherlant et Pierre Chenu. Le Bicentenaire en Amérique latine. Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

AVRIL 1989
30 F - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Société

« Bavures », immobilisme, revendications

Inquiétudes policières

Il arrive encore que, dans des commissariats français, des personnes interpellées « tombent dans l'escalier ». Sans doute trop éculé, le scénario a parfois même été amélioré. Ainsi un jeune avocat parisien connu d'office a pu lire récemment, dans le procès-verbal d'interrogatoire d'un voleur à main armée, ce passage : « L... est pris d'un violent accès de violence lors duquel ses ébats l'amènent à renverser une machine à écrire. Assisté de nos collègues, nous maîtrisons le prévenu par l'usage de la force strictement nécessaire. »

Selon le rapport médical, les dégâts causés par la machine à écrire sont variés : ecchymoses à la face, plaie non suturée au dos d'un pied ainsi que sur un doigt de pied. Quelques instants plus tard, au cours du même interrogatoire, L... aura l'élégance de déclarer spontanément : « rembourser la machine que j'ai renversée ce matin », ajoutant : « J'espère que ça jouera en ma faveur. » Et, évidemment, il signera...

Le jeune avocat qui confie cette histoire en connaît bien d'autres. Certes, ses clients ne sont pas des enfants de chœur. Certes, quand ils se plaignent d'avoir été « tabassés » après leur arrestation — en général mouvementée mais, dans ce cas précis, le client y a mis volontiers du sien, — quant ils montrent des dents cassées ou réclament des examens médicaux, il faut y regarder à deux fois. Certes, comment oublier que les policiers qui les ont arrêtés travaillent pour la « bonne cause », dans des conditions souvent artisanales, sans recourir sur leur peine : ne dit-on pas qu'en « planque » les inspecteurs de la BRB (brigade anti-terrorisme de la police judiciaire parisienne) doivent « pisser dans des bouteilles » afin de ne pas donner l'alerte par des mouvements suspects ?

Dossiers disciplinaires en hausse

Néanmoins, ce jeune avocat ne comprend toujours pas pourquoi il a tant de mal à obtenir de ses interlocuteurs magistrats qu'ils instruisent aussi ces faits-là : « Le plus souvent, ils font comme si ce qui s'était passé après l'arrestation ne les concernait pas. Alors que cela a évidemment pesé sur les procès-verbaux, sur les aveux, et que cela pèsera sur le comportement de certains témoins. La justice ne bouge vraiment que si on se constitue partie civile, que si le client, qui évidemment a des délits à se reprocher, est prêt à se bagarrer aussi sur le terrain des violences policières. »

Les « bavures » existent toujours. Pas seulement des erreurs, commises par des policiers maladroits ou novices, mais des excès, commis par des policiers oubliant toute déontologie. Les statistiques de l'Inspection

générale des services (IGS), la police des polices parisiennes, témoignent d'une augmentation des dossiers disciplinaires : en 1987, année la plus récente pour laquelle les chiffres sont disponibles, 1 217 dossiers ont été ouverts et 1 306 ont été réglés (parmi lesquels des dossiers antérieurs). Ce sont, à quelques unités près, les chiffres de... 1982 : 1 285 et 1 323. Durant la période qui sépare ces deux années, la baisse avait été très nette, jusqu'à atteindre des chiffres exceptionnellement bas en 1984 (737 et 833) et en 1985 (873 et 613). En moyenne, un quart de ces dossiers concernent les comportements hors service. De plus, l'IGS souligne que le taux de saisine directe par des particuliers « va croissant » (20,3 % en 1987 contre 13,9 % en 1984), alors que les enquêtes diligentées sur la demande de la justice ont diminué (29 % en 1987 contre 38,8 % en 1984).

Le discours et les actes

1982-1987. Entre ces deux dates, un paradoxe : c'est justement durant cette période que le discours des politiques sur la police a changé et, surtout, que celui des policiers eux-mêmes sur leur métier a évolué. Les polémiques électoralistes sur la sécurité se sont apaisées, la nécessité de la prévention est devenue une référence obligée, un code de déontologie a été édicté en mars 1986, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été affichée dans tous les locaux de police et placée en exergue du Mémento du gardien de la paix. Symbole, en quelque sorte, d'une police qui ne serait plus l'arrière-salle honteuse de la République, certes nécessaire mais peu fréquentable.

Durant la même période, les responsables du ministère de l'Intérieur mais aussi les principaux syndicats de police ont commencé à réfléchir sur les critères professionnels — de compétence, de formation, de maîtrise de soi, etc. — requis par un métier sans cesse bouleversé par l'évolution, ballotté d'un imprévu à l'autre, multiforme et insaisissable. Charte de la formation, plan de modernisation, loi de programmation 1986-1990 étalant sur cinq ans un effort notable de l'Etat : le sous-développement matériel, technique, humain de la police nationale allait désormais régresser à bon train.

Or, il faut en convenir, entre les discours et les actes, entre les intentions et la réalisation, entre les textes de loi et la pratique sur le terrain, la distorsion reste encore énorme. C'est ce qu'a voulu souligner de manière spectaculaire Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier, en faisant, à tort ou à raison, de la mésaventure vécue par l'un de ses amis un cas exemplaire (le

Monde des 8 et 11 avril). M. Belorgey peut se permettre de parler d'autorité : en janvier 1982, son « rapport sur les réformes de la police », qui fit pratiquement l'unanimité des personnels, fut fondateur d'une démarche nouvelle.

On sortait enfin du lieu commun déjà épinglé par Gustave Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues* : « Police : a toujours tort. » On discutait d'un métier, de ses risques et de ses contradictions. La bonne conscience et l'hygiène de la police se trouvaient « mal nécessaire » à l'abandonnée au profit d'une réflexion sans complaisance sur la mission sociale de la police, sur son contrôle par les citoyens, sur sa professionnalisation, etc.

A propos des « incidents de police », par exemple, le rapport Belorgey, tout en reconnaissant le « droit à l'erreur » dans une profession « reposant, pour une large part, sur l'exercice d'un pouvoir de contrainte », plaide pour la création d'une « Commission d'information sur les activités des services de police », qui, par son indépendance, garantirait une relative transparence et répondrait à la demande d'information du public.

Sur ce point, comme sur d'autres, M. Belorgey dit sa déception. Celle-ci est partagée par certains hauts responsables policiers. L'immobilisme de l'institution, ses résistances au changement, les pesanteurs hiérarchiques, les réticences des régionales, les « bavures », confie l'un d'eux, c'est simple : quand les gardiens sont mécontents de leur boulot, ils se payent sur la bête. Et c'est le client qui déguste. Selon eux, ces incidents sont les voyants rouges d'un malaise plus général.

Charge accrue de travail

Ces derniers mois, la charge de travail des policiers, notamment à Paris, s'est accrue. Centres de tri des PTT, dépôts du RER, grèves du nettoyage dans le métro, manifestations corvées : à nouveau, les mouvements sociaux ont entraîné une mobilisation policière dont la dynamique inquiète les syndicalistes, soucieux de ne pas donner l'image d'une police « brisée de grèves ». Les festivités du Bicentenaire et le sommet des pays industrialisés de Paris en juillet obligent à maintenir l'effort : durant cette période, le pourcentage de congés autorisés passera de 40 % à 10 %. Les tâches induites — certes réduites ces dernières années — et surtout les gardes statiques — notamment depuis l'affaire Rushdie — continuent de démotiver des policiers qui, aujourd'hui de plus en plus diplômés, ont le sentiment d'être employés à des activités dénuées d'intérêt et quelque peu vaines.

Enfin, les problèmes d'affectation géographique sont toujours présents, les provinciaux affectés en région parisienne multipliant les demandes de mutation, qui s'accroissent.

Très sensibles aux pulsions de leur base, les syndicats de police sentent monter cette exaspération. Toutes tendances confondues, de manifestation d'inspecteurs en meeting de policiers en tenue, ils commencent à monter au créneau. Ils le font d'autant plus que l'exemple de la fonction publique est contagieux : les policiers, qui depuis leur statut spécial de 1947, n'ont pas le droit de grève, ont été habitués par les ministres de l'Intérieur successifs à ce que cette « infirmité » soit compensée par des avantages obtenus avant d'être accordés à d'autres catégories de fonctionnaires.

Pour le budget 1989, ils ont à nouveau joué ce jeu, obtenant des mesures catégorielles lors d'une négociation préalable à la loi de finances. Or voilà qu'à chaud, infirmières, médecins, éducateurs, gardiens de prison, enseignants, fonctionnaires corvées font, s'ils ne font pas céder le gouvernement, l'aménagement du moins à réviser son credo d'austérité. Pourquoi ne seraient-ils pas tentés de faire de même, surtout quand ils s'aperçoivent que la « mise en muséum » réglementaire des avantages obtenus au budget 1989 est toujours au point mort ?

Car l'autre voyant rouge se situe au ministère de l'Intérieur lui-même. La popularité de Pierre Joxe, qui a associé son nom au plan de modernisation adopté en 1985, semble toujours intacte. Mais, depuis son retour place Beauvau, le ministre de l'Intérieur a paru privilégier la dimension politique du poste plutôt que son aspect professionnel. Or la police exige, au plus haut niveau, une thérapie de tous les instants. Les prédécesseurs de M. Joxe, MM. Paequet et Pandraud, avaient résolu la contradiction par une division du travail. Mais M. Joxe, qui n'a pas voulu rééditer ce biphéisme, est venu à découvert par l'impopularité croissante du directeur général de la police nationale, Ivan Barbot, nommé en janvier 1987, auquel les syndicalistes reprochent de se consacrer en priorité à ses activités internationales de président d'Interpol plutôt qu'aux états d'âme de la police française.

M. Joxe aurait-il mangé son pain blanc ? Pourtant les policiers espèrent encore de lui une ambition réformatrice qui, en s'attaquant au dédale des divisions catégorielles, à l'imbroglio des structures territoriales, au conservatisme d'une partie de la hiérarchie et à l'opacité de l'institution, réduise le fossé qui se creuse à nouveau entre eux et la société. Le plus tôt sera le mieux.

EDWY PLENEL

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marie-Dominique et Michel BERDAH-DÉTERRE ont la joie d'annoncer la naissance de Clément,

le 6 avril 1989.

27, rue Mertens, 92270 Bois-Colombes.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Henri CADOU, créateur du groupe Trompe-l'œil-réalité, vice-président du Salon Contemporain et du Salon du dessin.

survenu dans son atelier de la Cité fleurie, à Paris, le 6 avril 1989.

— Le président Et les membres de l'Association française des experts scientifiques du tourisme, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre DEFERT, fondateur et président d'honneur de l'AFEST, survenu brutalement, à Ouzargues, le 8 avril 1989.

— Soeann.

M^{me} Jacques Dochtermann, Emmanuel, Olivier, ses enfants, Gilbert et Tatienne, M. et M^{me} Jacques Foisier, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Dochtermann, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Thoprieux, et leurs enfants, M. et M^{me} André Dochtermann, et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques DOCHTERMANN, survenu le 8 avril 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Soeann.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, avenue de Verdun, 92330 Soeann.

— Le Crouzet.

M^{me} Louis Faure, ses enfants, Petits-enfants, Parents Et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis FAURE, croix de guerre 1914-1918, titulaire de la médaille Bene Merenti, chevalier de la Légion d'honneur, ancien communiste social,

retrouvé à la maison du Père, le 9 avril 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 12 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Eugène du Crouzet.

Priez avec lui.

143 a, rue du Maréchal-Foch, 71200 Le Crouzet.

— Beate et Serge Klarsfeld Et l'association Les Filles et Filles des déportés juifs de France (FFDJF), ont l'immense chagrin de faire part du décès, le 9 avril 1989, dans sa soixante et onzième année, de

M^{me} Léa FELDBLUM, veuve Klarsfeld.

Les obsèques ont eu lieu le 10 avril, en Israël.

[Léa Feldblum était la seule survivante des sept enfants et des quarante-quatre enfants nés par le Ghetto de Lodz, au foyer d'enfants juifs d'Israël, le 6 avril 1944. Au camp de Drancy, quand elle apprit que les enfants allaient être déportés le 15 avril, Les Feldblum arrêta avec la femme juive de Marie-Louise Danneberg, révéla son vrai nom et se porta volontaire pour être déportée avec les enfants. Elle était à bord le lendemain. Elle seule survécut. Elle avait perdu le plupart des membres de sa famille à Auschwitz et son mari et ses deux enfants pendant la guerre de 1948. La déposition de Léa Feldblum avait été particulièrement émouvante lors du procès de Klaus Barbie à Lyon.]

— Miette et Roland Formentelli, Line et André Marchal, Elina Formentelli-Ferrari et Achille Ferrari, Jean, Evelyn, Pierre, Serge, Hélène, ont la douleur d'annoncer la mort de

Désiré FORMENTELLI, leur père, beau-père, grand-père.

Les obsèques ont eu lieu à Agon, le 8 avril 1989.

17, rue Véron, 75018 Paris, 23, Via per Piazza, Vicoforte (Cuneo), Italie.

— Jeanne Leis, ses enfants, Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 3 avril 1989, de

René LELU, écrivain, journaliste, professeur-traducteur aux Editions Gallimard.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Dominique GRIMALDI, ancien directeur des postes et télécommunications, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, médaille de la Résistance « Libé-Nord ».

L'incinération a eu lieu le mardi 11 avril 1989, à Mérignac, dans la plus stricte intimité.

De la part de M^{me} Lucienne Grimaldi, son épouse et de ses enfants, M. et M^{me} Nicolas Grimaldi, M. et M^{me} Pierre Rouchette, M. et M^{me} André Grimaldi.

— Geneviève Schneggenburger, Françoise Schneggenburger, ses proches cousins, Claire Lesage, Françoise Chadenier, petites-filles de M^{me} Charles Rattou, ont la grande douleur d'annoncer que

Jeanne MARLAND

s'est éteinte dans la paix du Seigneur, le 8 avril 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le 12 avril, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris-9^e.

«... et la lumière fut dans les ténèbres et les ténèbres n'ont pu l'atteindre. » Prologue de l'Evangile selon saint Jean.

48, boulevard de Strasbourg, 94130 Nogent-sur-Marne.

— Jeanne OLIVIER

nous a quittés le 21 mars 1989.

Elle a été incinérée dans la plus stricte intimité à Orange et repose auprès de Jacques, son mari, décédé le 26 mars 1987.

De la part de ses enfants, Yann et Jérôme, Et de toute sa famille.

Les Sables, Arthonnay, 26260 Saint-Donat.

— M^{me} Jacques Pozzo, son épouse, M. et M^{me} Nabil, Thérèse Morgane, Valérie, Raphaël, Florence, M. et M^{me} Philippe Pozzo, Christophe, Olivier, M. et M^{me} Daniel Pozzo, Andrew, Alistair, M. et M^{me} Gilles Pozzo, Gregory, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Paule Chenderovitch, M^{me} Pierre Pozzo et ses enfants, Les familles Haulot, Ando et Pozzo, font part du décès de

Jacques POSZO, ingénieur chimiste ICL, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

décédé le 10 avril 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 avril 1989, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Pérotti, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly.

36, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

— Le président :

Pierre-Edme FLANDIN

aurait cent ans aujourd'hui.

A tous ceux qui l'ont connu, il est demandé une pensée ou une prière.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 10 et mardi 11 avril 1989 :

UN DÉCRET
N° 89-210 du 10 avril 1989 relatif aux indemnités de transport et d'hébergement de certains stagiaires de la formation professionnelle.

UN ARRÊTÉ
Du 5 avril 1989 fixant le nombre d'épreuves admissibles à l'entrepreneuriat des études de masso-kinésithérapie en application de l'article L. 510-9 du code de la santé.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Réalisations de prestige
Cartes de luxe

le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

FAITS DIVERS

Dans la Drôme

Vingt-deux morts dans l'accident d'un Fokker-27

Un bi-turbopropulseur Fokker-27 de la compagnie EAS, affrété par la compagnie EAS, de provenance de Paris-Orly, s'est écrasé, dans la soirée du 10 avril, sur les contreforts du Vercors alors qu'il était en approche de l'aérodrome de Valence-Chabeuil. Il n'y a aucun survivant parmi les dix-neuf passagers et les trois membres d'équipage, dont les corps ont été placés dans une chapelle ardente à l'église de la commune de Léoncel (Drôme).

En gare de Cassis

Mort de cinq militaires happés par un train

Alors qu'ils descendaient à contrevoile, cinq militaires ont trouvé la mort, happés par un train, dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 avril en gare de Cassis (Bouches-du-Rhône).

Les victimes, des appelés basés au centre d'instruction des armes blindées et de cavalerie (CIABC) de Carpiagne (entre Cassis et Marseille) revenaient vraisemblablement d'une permission à Marseille. L'accident s'est produit vers une heure au moment où les permissionnaires descendaient de l'omnibus Marseille-Toulon. Au lieu d'emprunter le passage souterrain, ceux-ci, pour gagner du temps, ont tenté de franchir les voies lorsque le Vintimille-Marseille est entré en gare lancé en pleine vitesse. Trois des militaires sont morts sur le coup, les deux autres, grièvement blessés, sont décédés dans les minutes qui ont suivi l'accident.

A. F.

Après son internement dans un hôpital psychiatrique

La vieille dame de Voiron est de retour sur « la terre de ses ancêtres »

Internée contre son gré à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Egrève (Isère) après une tentative de suicide (le Monde du 6 avril), Mme Madeleine Falque, soixante-seize ans, agricultrice à la retraite, est rentrée chez elle, samedi 8 avril, dans sa propriété installée sur les hauteurs de la ville de Voiron.

Le 22 mars, elle avait tenté de se donner la mort en absorbant des comprimés de barbituriques et ouvrant le robinet à gaz de son habitation parce qu'elle ne voulait pas céder à la municipalité de Voiron 2 hectares de terrain sur lesquels la ville souhaitait étendre le plateau d'accueil pour les industries et les services de la région.

Une rame du RER A (Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Leger), qui circulait à vide, est entrée en collision avec une autre rame qui stationnait à la gare de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Sept blessés légers ont été dénombrés dans le train tamponné, dont quatre ont été conduits à l'hôpital Henri-Mondor. Le conducteur de la rame tamponnée a déclenché le freinage d'urgence et sauté de sa cabine avant le choc.

Collision entre deux rames

Sept blessés légers dans le RER à Fontenay-sous-Bois

On ignore si cet accident est dû à un mauvais fonctionnement des signaux, à un freinage défectueux ou à une erreur d'appréciation du conducteur.

L'un des trains ayant déraillé, la circulation est fortement perturbée sur la ligne car le trafic s'effectue sur une seule voie. La RATP pensait rétablir un fonctionnement normal en direction de Boissy-Saint-Leger en milieu de journée.

150421

ARCHITECTURE

Richard Hunt et la tradition française à l'hôtel de Sully

Un piédestal pour les beaux-arts

Premier architecte américain à avoir été formé en France, Richard Hunt est aussi l'un des grands noms de la construction américaine au dix-neuvième siècle. Une exposition à l'hôtel de Sully présente l'œuvre de cet artiste éclectique mais puissant.

Une bonne nouvelle ne vient jamais seule. Tandis que s'achève l'exposition Claude Perrault, portrait épatant de l'auteur présumé de la colonnade du Louvre, la Caisse nationale des monuments historiques vient d'ouvrir une deuxième exposition, moins ambitieuse en termes d'espace, mais bigrement instructive, sur l'architecte américain Richard Morris Hunt (1827-1895). Hunt est, en effet, l'un des maîtres historiques de l'architecture aux États-Unis, même s'il n'a pas la stature héroïque d'un Sullivan ou d'un Wright, pour s'en tenir aux deux plus célèbres personnalités de Chicago. C'est d'ailleurs à l'image envahissante de Chicago (1) et à sa fameuse école, qu'il doit, comme la plupart des maîtres d'œuvre new-yorkais, d'avoir été passablement éclipsé de l'histoire de l'architecture, du moins telle que la représentent les Européens. Étrange paradoxe.

Car Hunt, qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme et presque exact contemporain, le peintre William Holman Hunt (1827-1910), mérite notre reconnaissance à plus d'un titre. On lui doit d'avoir imaginé et construit, en 1886, le socle et le piédestal monumental de la statue de la Liberté. Certes, le Musée des arts décoratifs (2) ne l'a pas oublié lorsqu'on a fêté, il y a trois ans, le centenaire de ce volume-cadeau de la France aux États-Unis. Mais le malheureux piédestal n'a pas vraiment fait le poids à côté de notre illustre et national Bartholdi.

On doit surtout à Hunt d'avoir, pour le meilleur et pour le pire, exporté de France aux États-Unis ce fameux style beaux-arts qui est au classicisme ce que la gonflette est au sport et, qui ne trouvant guère la place pour s'exprimer dans l'architecture, s'est réfugié dans les intérieurs des vieilles villas européennes, allant trouver sa pleine expression, sa magnificence et sa grandiloquence sur le sol américain.

Hunt naît à Brattleboro, ville du Vermont, en Nouvelle-Angleterre,

dans une famille des plus prospères. Pas précisément le Far-West. Son père est avocat et membre du Congrès. C'est donc à Paris que le jeune homme de bonne famille part, en 1846, faire ses études d'architecture, et, pendant près de dix ans, il « planchera » à l'École des beaux-arts, dans l'atelier de Lefuel, Lefuel,

Deux ans plus tard, il construit sa première maison pour le peintre Thomas Rossiter. Passons sur la maison. Mais son son ses conséquences : elle va en effet donner à Hunt l'occasion de connaître la justice américaine autrement que par son père, et de défendre avec succès la rétribution des architectes améri-

che, et soit chargé du bâtiment de l'administration, la plus visible des constructions. Pourtant, l'œuvre et la carrière de Hunt sont nettement moins bêtes que ce qu'un tel engrenage pourrait laisser supposer.

L'homme est intelligent, cultivé, et même savant. Il est en outre généreux. En attendant d'en découvrir l'humanité dans un catalogue qui, aux dernières nouvelles, n'est toujours pas paru, on se pliera à la lecture exclusive mais passionnante de l'œuvre, telle que nous la propose l'exposition, un peu à l'étré dans une salle de l'hôtel Sully. Il est vrai que ce n'est pas tout à fait du sur-mesure puisqu'elle nous vient de l'Octagon Museum - merveilleux petit musée de l'architecture américaine qu'il ne faut pas oublier lors d'un séjour à Washington - et du Metropolitan Museum de New York - dont il convient de souligner qu'il est, tout au moins pour son époque, central, signé Richard Hunt.

Un architecte de la maison américaine

L'œuvre de Richard Hunt est sans doute une transcription de son esprit : imaginative, complexe, et même parfois bisouille. Mais elle est aussi, comme lui, généreuse, voire dispendieuse. Au début de sa carrière, on le voit remporter un franc succès mondain dans un genre qui fera date : le Stick style, dont Hunt coupe l'origine à la fin des années 1870, et dont on retrouvera d'assez exacts équivalents sur les côtes normandes. Un type, pardon un archétype de la maison américaine, normalement asymétrique, plein de toits pointus, de vérandas, de tours et de « chiens assis », tirailé entre le colombeau normand, le gothique, l'air du large et les vertus du ballon-franc (3).

La guerre de Sécession passée, Hunt continue dans le genre « maison individuelle ». Mais, le porte-feuille de sa clientèle ayant singulièrement évolué, cette unité se rapproche de l'ordinaire de la « culture » ordinaire des châteaux. 225 pièces à Biltmore House (1895), construit pour George Vanderbilt à Asheville dans le style Renaissance française... Renaissance, on gothique, médiéval ou victorien, le style Hunt est, lui, impossible à fixer. Eclectique, à l'image de ce qu'il s'invente au même moment l'Europe, mais avec la dimension américaine, avec la liberté que procure l'éloignement du modèle, avec une singulière habileté à marier les genres les plus éloignés.

Hunt, bien sûr, participe à l'aventure grandiose et des grands immeubles de bureaux : le Tribune building, construit en 1876, fut un moment le plus haut immeuble commercial de New-York. Mais, comme le triomphe du style beaux-arts allait être l'exposition de Chicago, c'est à Chicago, dans les bureaux de William Jenney que se trouvent dès lors la véritable aventure des gratte-ciels et les bases techniques de l'architecture « moderne ». Hunt, qui meurt en 1895, n'était pas un précurseur, et c'est bien ainsi : il faut aussi des génies pour clore les époques.

FREDÉRIC EDELMANN.

* La Tradition française en Amérique : Richard Morris Hunt, architecte (1827-1895), Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Commissaire pour la version française de l'exposition : François Loyer. Catalogue à paraître.

(1) On s'en tiendra à rappeler : « Chicago, 150 ans d'architecture, 1833-1983 », ensemble de huit expositions organisées par l'Art Institute de Chicago et présentées par le Musée d'Orsay en 1987.

(2) « La Statue de la Liberté. L'exposition du Centenaire », Musée des Arts décoratifs, 1986. Un chapitre exhaustif sur le travail de Hunt et la construction du piédestal, chapitre écrit par Susan R. Stein, reste consultable dans le catalogue de cette exposition.

(3) « Considérations techniques » : Il s'agit ici de l'Eastern Stick Style, dont le vogue dure de 1860 à 1890 pour être alors relayée sur la côte californienne par le Western Stick Style, plus horizontal, plus calone, plus protecteur et ombragé.

Le « Balloon frame » est une méthode de construction rapide à base de planches cloutées.



L'un des projets de Hunt concernant le socle de la statue de la Liberté.

qui lui donnera aussi son premier travail sur le chantier du nouveau Louvre. Hunt aura ainsi porté le grade éminent d'inspecteur de cinquième classe dans l'élaboration du pavillon de la Bibliothèque. La richesse familiale et l'Europe sont, en outre, l'occasion de multiples voyages, habitude qu'il conservera durant toute sa existence. On peut trouver là la source et de l'éclectisme qui caractérise son œuvre, et de la contamination du Vieux Continent par les modèles américains.

Hunt revient aux États-Unis en 1855 et s'installe à New-York avec toute l'assurance que donne l'association de la fortune, de solides études et d'un caractère énergique.

cains. Pionnier sur ce terrain, il l'est aussi sur celui de l'enseignement puisqu'il fonde dès son retour sa propre école d'architecture sur le modèle parisien, et, selon un schéma moins théorique, il construit, en 1858, sur la 10^e rue, le premier ensemble d'ateliers de la ville, le Studio Building, où il établit ses propres bureaux.

La carrière de l'architecte new-yorkais apparaît alors toute tracée. Et l'on ne s'étonne pas qu'à la fin du siècle, en 1893, lors de l'Exposition colombienne de Chicago - un festival de colonnes, de frontons et de colonnes que Sullivan qualifie d'« épouvantable calamité », Richard Hunt dirige le bureau des concepteurs de cette « ville blan-

connu depuis le dix-huitième siècle. Il fut même étudié par celui qui est considéré comme le premier archéologue de France, le savant Du Caylus, qui fut informé de la découverte de la borne militaire en 1757. Des traces d'occupation néolithique ont été relevées. En 1985, une nécropole gallo-romaine avait déjà disparu sous les coups de pelle de la même entreprise de matériaux.

Depuis le mois de février, les archéologues, aidés par des bénévoles de l'armée, livrent une course contre la montre, déboulant une dizaine de sépultures par jour qui sont schématisées dans un dépôt à Bourges.

Venu sur le site, le directeur des Antiquités historiques de la région Centre a dû faire face à cent vingt Berichons en colère. Lors du dernier scrutin municipal, après avoir déposé leur bulletin dans l'urne, les habitants de la commune ont signé une pétition déposée à proximité de l'isolat. Deux lettres ont été adressées à François Mitterrand et à Jack Lang. La commune pleure sur ses projets de tourisme culturel autour du priuré roman d'Allichamps, proche du site, qu'elle vient de restaurer. Instigateur de la « révolte » des habitants de Bruère, M. Jean-Yves Hugoniot, conservateur du Musée de Saint-Amand-Montrond, estime que le rôle des services de l'archéologie « est certes de fouiller mais

aussi de protéger et de mettre en réserve des sites, surtout quand ils sont aussi notoire ».

Directeur des Antiquités historiques du Centre, M. Michel Clément, est catégorique : « Le site est intéressant, mais pas exceptionnel. Toutes les précautions sont prises sur le plan scientifique. La préservation des vestiges in situ ne se justifie pas. Sous prétexte d'une émotion locale légitime... et nous recommandons un manque d'information... nous ne pouvons remettre en question une politique basée sur la prévention ». Un accord extemporaire, en effet, a été signé entre la Direction régionale des antiquités historiques (DRAH) du Centre et le maître d'œuvre de l'autoroute A 71. Précédant les scrupules sur le tracé, les archéologues ont fait une abondante moisson.

Plus de 400 000 F ont été « arrachés » par la DRAH pour mener cette seule fouille d'Allichamps à l'entreprise de matériaux, aujourd'hui montrée du doigt par la population d'Allichamps. « Chaque négociation est une partie de bras de fer », plaide Michel Clément. « C'est là le danger », répond J.-Y. Hugoniot. Certes, c'est le danger qui paye. Mais du coup, l'Etat se désengage. N'assistait-on pas alors à une privatisation de l'archéologie ?

RÉGIS GUYOTAT.

ARCHÉOLOGIE

La nécropole et l'autoroute

Colère à Allichamps (Cher) : le « champ des morts » - une site mérovingien - est condamné par la construction de l'A 71.

Célèbre pour sa borne militaire, qui marque, dit-on, le centre de la France, le petit village de Bruère-Allichamps (Cher), six cent trente-huit habitants, s'oppose à la destruction d'une nécropole mérovingienne située sur la commune.

Les archéologues sont en train de procéder à une fouille de sauvetage, avant de livrer le site, le 24 avril, à un carrier. La construction de l'autoroute A 71 reliant Orléans à Clermont-Ferrand, toute proche, nécessite des matériaux. Un exploitant de carrière, travaillant à proximité, a jeté son dévolu sur ce site archéologique qui recèle de mille à trois mille tombes. Les archéologues restent fous sur la densité du gisement. Néanmoins, cinquante sarcophages ont été répertoriés. Le préfet du Cher devrait prendre dans les tout prochains jours un arrêté permettant à l'exploitant d'engloutir le « champ des morts », comme on l'appelle dans la commune.

Le site d'Allichamps (traduction en langue d'oïl d'Aliscamps) est

ARTS

Les œuvres récentes de François Bouillon

« Se ipsum pinxit... »

D'un artiste peu connu encore, des travaux elliptiques, qui cachent la densité sous la dérision.

François Bouillon se montre peu. Et quand il se montre, il ne joue ni la facilité ni la séduction. Ses dessins et peintures sur carton et papier récents peuvent déconcerter, ne serait-ce que par leur variété. Il y a là une suite d'images de femmes - plus signes que figures, - une autre qui prétend représenter sept limaces de taille décroissante et des séries de dessins intitulés *Se ipsum pinxit* martelant son ombre, qui sont et ne sont pas des autoportraits. La technique est assez simple, ou du moins le paraît : du crayon, des taches de couleur brune posées avec le doigt, quelques rares rehauts de gouache ou d'aquarelle sur des cartons rigides ou des feuilles de papier de petite qualité. Pauvreté avouée, prudence de qui se méfie de la couleur et du métier, souvenir de primitivisme ? Sans doute.

Cette simplicité de moyens n'est point cependant purement critique, même si certaines œuvres, dont celle aux limaces, relèvent d'un goût de la dérision et du jeu de mots qui a beaucoup servi en peinture depuis le début du siècle. Elle doit aussi, quelquefois, assurer à l'œuvre sa densité en la garantissant contre tout soupçon de maniérisme et de séduction. L'efficacité est à ce prix, et les sacrifices parfois récompensés. Grâce à

ce dépouillement, les formes et les « objets » que Bouillon dessine en gris sur blanc ont de la force. Ils existent, ils imposent leur volume et leur poids. Ils pourraient même passer pour des esquisses de sculpteur, ce qui ne surprendrait pas de la part de Bouillon.

Les « *Se ipsum...* » témoignent de l'équivoque de l'œuvre. A l'origine de chaque série, il y a une plaque de métal martelée assez grossièrement. L'artiste, en frottant son crayon sur une feuille posée sur la plaque, obtient une forme vaguement ovale qui ressemble à un visage sommairement résumé. De cette tête imparfaite, il déduit ses variations en gommant, en ajoutant des formes et des symboles. L'autoportrait, qu'annonce le titre, est plus juste, étant multiple, dérisoire s'il le faut, ironique, à peine allusif et changeant, que ne le serait une effigie unique et posée.

Que Bouillon « bricole » avec un genre noble sans respect ni méthode visible ne l'empêche pas de suggérer à demi-mot la mortalité, le vieillissement et la fragilité de l'auteur, de lui-même. Il se pourrait qu'il y ait dans ces œuvres une méditation intime et peut-être une crainte qui se fassent jour peu à peu et leur donnent une qualité expressive inattendue. Et que François Bouillon se soit engagé dans une évolution remarquable.

PHILIPPE DAGEN.

* Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, jusqu'au 6 mai.

Enrico Donati à Paris

Nostalgie du surréalisme

Tardive découverte : celle des œuvres surréalistes d'un Italien de New-York dont Breton saluait le « message d'harmonie ».

« La crise à peu près totale de l'esprit critique qui caractérise au mental le temps de guerre n'est pas sans affecter au premier chef le développement des arts et le jeu des idées qu'il entraîne ». Ainsi commente la préface par laquelle André Breton présentait, en janvier 1944, un peintre nommé Enrico Donati, Milanais de trente-cinq ans. Cela se passait à New-York, refuge et seconde capitale du surréalisme chassé d'Europe par le nazisme. Le texte tout entier est puissant et net, du meilleur Breton, péripatétique et éloquent, style légèrement rhétorique et pensée tranchante. Il y a en 1944, suggère le poète, deux peintures en lutte, l'une qui maintient « le contact direct avec le monde extérieur » et l'autre qui y renonce. Autrement dit, d'une part, le surréalisme « classique » des héritiers d'Ernst et Tanguy et, de l'autre, l'abstraction encore incertaine de Gorky et de Kooning, inspirée de Masson et Miró.

Dans cette querelle, Donati a choisi de ne pas épouser une cause. S'il se range plutôt parmi les fidèles de la figuration onirique, il lui arrive d'accorder quelques concessions aux infidèles. « Message d'harmonie » en conclut Breton. On s'interroge en être d'accord et découvrir dans les toiles de Donati des années 40, à peu

près inconnues à Paris jusqu'ici, une œuvre singulière et poétique. Mais l'harmonie s'obtient ici un peu trop par juxtapositions de procédés, additions et non fusions. Que l'artiste soit habile, nul doute là-dessus. Qu'il mérite de figurer dans les anthologies du surréalisme, nul doute non plus. Reste que la *Méditation de l'air et les Cordes du vent* renvoient à leurs modèles avec une franchise presque excessive.

Ces perspectives fuyantes, n'est-ce pas Dalí qui les mit à la mode ? Ces monstres, végétaux humains et mollesques minéraux, est-on bien sûr que Bosch, Redon, Tanguy et Ernst ne les avaient pas suscités auparavant ? Et les parallélogrammes et trapèzes de couleur flottant dans l'espace dont Donati se servait pour construire ses compositions et les circonscrire, Matta n'en avait-il pas montré toute l'efficacité précédemment ? Tout cela n'aurait pas d'importance - quel peintre est sans prédécesseur ? - si la généalogie surréaliste n'était chez Donati si visible qu'elle laisse peu de place à l'invention. On peut donc admirer la facture et la légèreté de ces variations rêveuses, mais leur thème vient d'ailleurs.

L'artiste lui-même, en dépit des éloges de Breton, s'en est vite lassé : dès la fin des années 40, il expérimentait calligraphie et gestualité dans un esprit proche de l'expressionnisme abstrait.

Ph.D.

* Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, jusqu'au 13 mai.

ATHENÉE LOUIS JOUVET

PROLONGATION
JUSQU'AU 15 AVRIL

« Callas »
par Elisabeth Macocco

« La Macocco, superbe tragédienne, s'immole en Callas comme Callas en Opéra. TELERAMA »

« Il fallait bien que Callas devienne un personnage de théâtre et dise le malheur du triomphe. » LE MONDE

47 42 67 27
AGENCES FRAC CROUS 3615 BILLET

A PARTIR DE CE SOIR 20 h 30
En raison du succès.
PROLONGATION

BOUFFES PARISIENS

LA PRESSE UNANIME
Il y a bien longtemps que l'on attendait un moment si tonique au théâtre. A. Heliot

LE FOYER

Jacques André François
DANQUINE SINGALIA LALANDE

MADE IN SCENE: Régis GUYOTAT
C) Bravo L'Espresso C) Il faut absolument voir le Foyer Paris-Match C) Une soirée tonifiante C) Elle C) Ecrit au vitifol C) Bitch C) Superbe spectacle C) Télérama C) Un moment, découvrez VERT C) Une excellente soirée C) Telle 7 Jours C) Un coup de maître LE MONDE C) Tout va appeler le succès LE Figaro

LOCATION 42 96 60 24

Locations: OLYMPIA, 3 FNAC, TOUTES AGENCES, NUGGETS, VIRGIN MEGASTORE, BILLETTEL.

Par téléphone: 47 42 25 49
Collectivités: 47 42 82 45
Par Minitel: 36 15 COM 21

REGGIANI

A AL OLYMPIA BRUNO COQUATRIX

DU 14 AU 23 AVRIL

France inter

20 ans tremas

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

CHATELET
Dimanche
18 avril
16 heures
(p.a. Valse, Grégoire)

De la continuité dans
la musique du XX^e s.
Solistes de l'ensemble
INTERCONTEMPORAIN
Sol. ANNA
STEIGER
soprano
MOZART, WEBER
SCHOENBERG

CHATELET
Lundi
17 avril
12 h 45
(p.a. Valse)

LES MOMENTS MUSICAUX
ELEANOR OLDHAM
soprano
IRINA KATARYA
BRITTEN, DEBUSSY
POULENC

Théâtre
ATHÈNE
L. JOUVEY
Lundi
17 avril
20 h 30
(p.a. Valse, O. et C.)

Hermann
PREY
Philippe
BIANCONI
SCHUBERT

CHATELET
Lundi
17 avril
20 h 30
(p.a. Valse, O. et C.)

GUSTAV MAHLER
Le Chant de la Terre
SCHOENBERG
La Nuit transfigurée
LONDON SYMPH. ORCH.
Sol. Pierre BOULEZ
FASSBAENDER
ARAIZA

NOUVEAU
THÉÂTRE
BOUFFEYARD
73, r. Buffeuyard
75006
Loc. 43-31-11-88
Mardi 18 avril
20 h 30
(p.a. Valse, O. et C.)

Françoise
POLLET
soprano
LIEDER et MÉLODIES
FRANÇAISES

CHATELET
Mardi
18 avril
20 h 30
(p.a. Valse)

ILEANA
COTRUBAS
soprano
THÉÂTRE
PARASKEVESCO
DEBUSSY, RAVEL
BERG, ENESCO

THÉÂTRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 18 avril
20 h 30
(p.a. Valse, Mistinguett)

LES MOMENTS MUSICAUX
de l'ATHÈNE
SHIRLEY
VERRETT
soprano
WARREN GEORGE
WILSON
photo
SCHUMANN, J. MEN
DIAMOND, S. BARBER
D.W. GLUCK, VERDI

ÉGLISE
ST-SEVERIN
Dimanche
23 avril
14 h 30
Loc. Lib.
17, r. Petit-Pont
Café
St-Séverin
3^e F^{rac}
(Mistinguett)

ORCHESTRE ET CHORALE
KUENTZ
BACH
Pension selon
SAINT MATTHIEU
K. BECKER, G. POHL, L. HANDEL
P. LANGSTADT, P. LKA

THÉÂTRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 18 avril
20 h 30
(p.a. Valse)

Maria-José
PIRES
MOZART, BEETHOVEN
SCHUBERT

GERARD
CAUSSÉ
JACQUES
MERCIER
ORCHESTRE
NATIONAL
D'ILE DE
FRANCE

LI DOWS
BEETHOVEN
OUVERTURE D'EGMONT

NO-1
BARTOK
CONCERTO POUR ALTO

NO-2
BERLIOZ
HAROLD EN ITALIE

NO-3
SALLE PLEYEL
-SAMEDI 13 AVRIL 1989 20 h 30
-EN ILE DE FRANCE
-FONTENAY LE FLEURY (78)
MARDI 18 AVRIL 21H00
-SAINT GERMAIN EN LAYE (78)
MERCREDI 19 AVRIL 21H00

LOCATION
SALLE PLEYEL 45 63 88 73
VENAC SPECTAMATIC
PDS MATIC

Le Monde
PUBLI-TELEVISION-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

PHOTO

Bernard Birsinger
au CAC de Belfort

Hommage
aux monuments

A la fois jeu de piste,
constat topographique
et enquête documentaire,
un relevé méthodique
des lieux de la mémoire.

Le sculpteur alsacien Frédéric-Auguste Bartholdi, l'auteur de la statue de la Liberté, savait ce qu'il faisait lorsqu'il choisit comme décor la falaise qui surplombe Belfort pour son Lion, symbole de la défense héroïque de la ville. Posé sur la hauteur, ce fauve monumental de vingt-deux mètres de haut tire sa superbe d'avoir été conçu en harmonie avec la majesté du site.

Bernard Birsinger ne disposait pas de tels atouts lorsque Alain Buttard, directeur du Centre d'art contemporain local, lui proposa de dresser un inventaire photographique de toutes les formes de monuments commémoratifs qui peuplent les cent une communes du territoire de Belfort.

Originaire de la région, Birsinger a relevé le défi. En un an, il a accompli un périple de 7 000 kilomètres, en se pliant à la règle qui lui était imposée : montrer au moins un mémorial par commune. Pas plus qu'il ne s'adonne à une critique du paysage social, le photographe ne vise à commémorer l'histoire. Le monument, cadré sans affectation, est présenté à un recensement dénué d'émotion.

L'auteur inventorie une à une ces stèles anonymes qui jalonnent et ponctuent la campagne. Le monument, repéré sur la carte, contraind le photographe à choisir un point de vue. Il l'oblige à comprendre sa signification, et plus encore sa position au sein du paysage. Ainsi l'absence de « vrais, grands et nobles monuments » se mue-t-elle contre toute attente en atout. Figure spatiale et temporelle, le monument restitué dans son cadre transforme le sol le plus ingrat en contrée archéologique.

Les héros figés de ce théâtre de pierre, anges, vierges, madones et troupes acquiescent à une majesté royale. A force d'objectivité, ces vus planes et descriptives finissent par paraître irréelles, inventées, presque rêvées. L'absence de tourments de l'histoire, elles se tiennent d'une étrange poésie qui échappe à l'intention de celui qui les a prises.

Birsinger a réalisé ce reportage comme on fait l'école buissonnière. Avec malice et gravité, il montre sans démonstration la solidité de son travail s'inscrit dans l'action menée en faveur de la photographie par le CAC de Belfort.

PATRICK ROEGERS.
* « Monuments », photographies de Bernard Birsinger, Gravit-CAC. Nouveau Théâtre de Belfort, Maison des arts, 3, Faubourg-de-Montbéliard, à Belfort. Jusqu'au 17 mai.

RECTIFICATIF. — Dans l'enquête sur les jeunes chorégraphes (le Monde du 7 avril), il fallait lire que la subvention de 75 000 francs, que reçoit Charles Cré-Ange « représente 5 % de son budget » et non 1/5%, comme il a été indiqué par erreur.

Culture

OPÉRA

Création d'« Annapurna » à Tours

La chair de l'émotion

Un opéra de femme
rend hommage
aux héros de l'Himalaya
et s'interroge
sur le sens
de leur action.

Près de quarante ans plus tard, la conquête de l'Annapurna, « premier 8 000 » de l'histoire de l'alpinisme, a revêtu sur la scène du Grand Théâtre de Tours, en présence de Maurice Herzog, très ému. C'est une femme, Adrienne Clostre, la compositrice de *Julien l'Apostat* et de *Nietzsche* entre autres, qui a voulu ressusciter cette aventure à la gloire de la montagne et de l'homme. Et, plus que dans un film peut-être, cette action poignante a réellement pris chair sur cette scène étroite, en quelques tableaux qui ne dépassaient pas une heure et demie, parce que c'étaient des hommes qui, devant nous, vivaient, triomphaient, souffraient horriblement.

Force du théâtre pour retracer une aventure bien réelle, alors même que les voix des chanteurs rappelaient les actualités cinématographiques de l'époque, dans un scénario d'images d'Épinal. Mais l'adaptation du livre si intense de Maurice Herzog (1) par Adrienne Clostre tenait parfaitement la distance, dans des décors schématiques mais suggestifs de Jean-Baptiste Manessier, avec de beaux éclairages de Richard Créveur.

L'ascétisme et le dramatisme de la partition conviennent assez bien à cette rude épopée où la trompette exalte la pureté de la montagne, tandis que toutes les péripéties de l'expédition, la marche d'approche, le train-train des corvées, l'ascension de plus en plus pénible, la victoire, la tempête, l'avalanche, utilisent les ressources d'un petit orchestre de vingt solistes, des bois qui fouaillent, des cordes qui gémissent, une per-

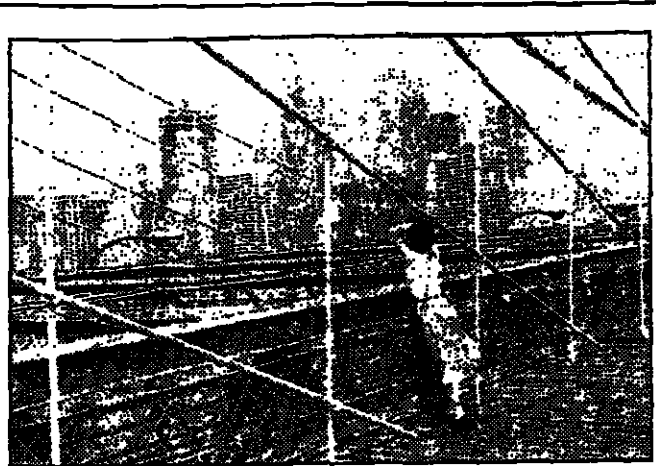
cussion qui flagelle et un piano d'excitation ou d'épouvante...

La difficulté, comme toujours en pareil cas, est de faire chanter les personnages des mois de tous les jours, et le style saccadé, atonal, de ce « récit » n'est guère convaincant en général. Au contraire, le quatuor très lyrique des alpinistes pris dans la glace et la présence assez constante d'un petit chœur qui « ruse une action spirituelle parallèlement à l'action des hommes » ont une réelle force et une musicalité prenante, comme la voix d'un haut-contre soliste (Jean Mirouet), bien qu'on ne comprenne rien des paroles.

Adrienne Clostre a voulu ainsi confronter discrètement valeurs d'Orient et d'Occident : « Pourquoi aller jusqu'au sommet de la montagne, disent les moines tibétains, puisque nous sommes la montagne ? » Deux scènes, au début et à la fin, la présence silencieuse d'un lama et celle, trop fugitive, des sherpas, symbolisent cette antinomie, tandis que quelques sonorités orientales colorent délicatement l'atmosphère du drame.

Ivan Mathiak (Lachenal), Bernard Deletré (Terry), Christophe Mortagne (Rébuffat) et surtout Jacques Bouteiller (Herzog) saisissent, ont en le mérite de nous faire croire à leurs personnages, fortement caractérisés par la mise en scène de Michel Jarry ; ce dernier, directeur du Théâtre de Tours, se montre aussi fidèle à la création lyrique qu'il est un des seuls à soutenir avec tant de ténacité. Les chœurs et l'orchestre ont, fort bien joué leur rôle dans cette première, sous la direction de Daniel Chabrun, tout dévoué à la musique contemporaine.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Annapurna*, premier 8 000, Ed. Arthaud, livre de poche.

New-York, 1982

Portrait du bonheur

A soixante-six ans, Boubat se flatte de n'avoir rien appris. C'est oublier que le bonheur a rarement été si bien photographié. Palpebris, évanescence, instantané, et pourtant aussi peu saisissable que la lumière elle-même est changeante.

Les éditions Contrejour ont la bonne idée de rééditer sa monographie complète parue en 1983 qui réunit en cent soixante-quinze images noir et blanc quarante années de son travail.

* *Paroles d'Edouard Boubat*, textes de l'auteur et de Claude Nori, 185 p., 350 F.

Rasi au Studio 666

Un architecte de l'ombre

La plongée
dans les ténèbres
d'un opérateur
attachant et discret.

Braque déclarait que l'obsession de la toile blanche était un mirage pour le peintre puisque aussi bien le tableau était déjà peint lorsqu'il s'installait devant son chevalet, le travail de l'artiste consistant à faire ressortir les couleurs, les volumes et les formes qui s'y trouvent enfoncées.

C'est exactement le point de vue qu'épouse, avec de plus en plus de rigueur et d'émotion, le Laotien Rasi. Réfugié en France depuis 1972, ce photographe de cinquante et un ans poursuit ses recherches sur la lumière. Fouillant l'obscurité au plus profond, il guette dans le sable, la vase ou le goudron les traces et les empreintes d'une calligraphie savante. Rasi y détecte les cicatrices de sa propre histoire. A l'image du corps d'un oiseau mort, aux ailes déployées, tournoyant dans la glauque méditation sur la mort et le mouvement, est marquée au cœur par le dessin de l'exil.

Entre Twombly et Paul Klee, Rasi se livre à un compte rendu minimaliste sur la perception. Confiante dans l'extrême subtilité de ses tirages, il en élimine toute sorte de figuration. De gris dégradés en gris cendré, la valeur abstraite du noir devient la matière même de l'image. La lumière est une sensation pure dont l'œil explore à l'infini les nuances.

Rasi utilise à plein cette vertu propre à la photographie qui consiste à

faire surgir de l'obscurité l'image des choses. A force de tailler la noirceur, la perte de vue qui s'opère au premier abord se transforme en clarté. Celle-là même qui faisait dire à Boudin, devenu quasiment aveugle sur la fin de sa vie, qu'il voyait plus clair et plus net qu'il n'avait jamais vu.

P.R.

* Rasi et Francis Richard, Studio 666, 6, rue Maître-Albert, Paris (9^e), jusqu'au 6 mai.

VENTES

« Ma Tante » fait peau neuve

Le monde des ventes publiques en France n'en finit plus de prévoir la date fatidique de 1993. Après deux siècles d'existence, le Crédit municipal essaye à son tour de se placer sur un marché de l'art en pleine expansion. Son but : développer ses ventes publiques tout en préservant sa spécificité, le prêt sur gage.

Il aura fallu le succès de la vente des bijoux de Roberto Polo en juillet dernier pour finalement convaincre l'administration que les ventes du 55, rue des Francs-Bourgeois pouvaient devenir aussi profitables que le secteur bancaire. Les pierres mises « au clou » contre un prêt de 12,5 millions de francs ont été vendues pour 21 millions de francs. « A l'époque, nous avions encore des complexes pour disperser des objets de qualité internationale. Nous avons préféré louer une salle à Drouot car à Taiwan ou au Japon personne ne connaissait le Crédit municipal », se souvient M. Alain Vimard, directeur des prêts sur gage.

Aujourd'hui, les doutes ont fait place aux certitudes. Et, même si la valeur moyenne d'un objet vendu tourne toujours autour de 3 800 francs, le Crédit municipal a désormais des ambitions plus élevées. Même si ses 50 millions de francs de chiffre d'affaires pour les ventes de l'année dernière paraissent bien modestes en comparaison des trois milliards de francs de Drouot. Depuis le mois de janvier dernier, « Ma Tante », outre ses deux cents ventes annuelles, organise une fois par mois une vente où sont regroupés ses plus beaux objets. Fait

nouveau, ils sont exposés au préalable et présentés dans des catalogues illustrés.

Le Crédit municipal s'attaque désormais au marché de la peinture, de la sculpture et des objets d'art moderne. Ont été adjugés le mois dernier, pour 457 901 F, *l'Âge de Plébeia* ; pour 593 788 F, *l'Âge d'airain* de Rodin et pour 42 250 F un vase à décor de bulbes de roses de Gallé.

Pour le moment, la qualité des œuvres proposées n'est pas encore à la hauteur de celles que l'on peut s'offrir à Drouot (à l'exception peut-être des bijoux). Aussi l'orientation nouvelle du Crédit municipal « inquiète » apparemment pas M. Millon, président de la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris, qui estime que la vocation du Crédit municipal n'est pas de développer son secteur commercial mais de continuer à jouer le rôle d'une banque. « Si ce n'était pas le cas, cela nous gênerait beaucoup », fait-il remarquer. Et d'ajouter : « D'ailleurs ce sont les commissaires-priseurs de Drouot qui y officient. » Une manière diplomatique de rappeler à l'ordre celui qui aurait des désirs d'émancipation.

A en juger par le dynamisme de son directeur des ventes, le Crédit municipal, sous Louis XVI pour lutter contre l'usure, a encore de belles années devant lui. Peut-être un peu trop belles au goût de certains fidèles : « Les bonnes affaires sont de plus en plus rares car les marchands sont eux aussi dans le coup maintenant. »

ALICE SEDAR.

Le conflit
au Centre Beaubourg

L'ensemble des personnels du Centre Pompidou a décidé lundi de ne se prononcer sur une éventuelle reconduction de la grève que le mercredi 12 avril. Les personnels qui observent lundi un arrêt de travail de vingt-quatre heures en solidarité avec les agents de la sécurité, en grève depuis deux semaines (le Monde du 9 avril), attendent les résultats de l'entrevue que la présidente du Centre Beaubourg, M^{me} Hélène Ahrweiler, devait avoir mardi avec un représentant du ministère de la culture.

Sursis
pour la Boule d'or
de Versailles

La plus ancienne auberge versaillaise, la rôtisserie de la Boule d'or, sera peut-être prochainement classée. M. Jack Lang, ministre de la culture, a, en effet, signé, le 5 avril dernier, une instance de classement en sa faveur. Cette décision, dont le restaurant parisien Fouquet's avait déjà bénéficié il y a quelques mois, vise à protéger ce haut lieu de la gastronomie, témoin de la période pré-révolutionnaire, contre une éventuelle réaffectation envisagée par le nouveau propriétaire.

L'instance de classement est une mesure d'urgence qui permet à tout immeuble de jour, pendant un an, de tous les effets du classement au même titre qu'un monument historique. Ce sursis permet de consulter les diverses commissions avant de prendre une décision définitive sur son avenir.

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Métro : Montparnasse-Bienvenue

NOUVELLE FORMULE

Le Monde
ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

RÉCITAL EXCEPTIONNEL 19 AVRIL 1989

MONTSEBRAT CARALLE

accompagné au piano par MICHEL ZARETTI

MERCREDI 19 AVRIL à 21 h

ESPACE MICHEL SIMON - MONT-LEGRAND

36, avenue de la République

Tél. : 48-31-42-42

PRIX DES PLACES : 220 F.

MARDI 18 AVRIL
SALLE GAVEAU 20 h 30

JERZY MAKSYMUK
direction
JEAN-YVES THIBAUDET
piano
HAYDN MENDELSSOHN PROKOFIEV

ORCHESTRAL
DE PARIS
LOCATION
ET RENSEIGNEMENTS
NUMÉRO VERTI 05.42.67.57

SALLE PLEYEL
Un événement à ne pas manquer
ALBERT SARFATI
présente

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DE LENINGRAD

"Cet orchestre ne peut se comparer qu'aux Philharmoniques de Berlin ou de Vienne."

LE MONDE

vendredi 28 avril 20 h 30

soliste

MARISS JANSONS / NIKOLAI PETROV

ROSSINI: La Pie Voleuse "ouverture"

PROKOFIEV: Concerto N° 3 - TCHAIKOWSKY: Symphonie N° 4

samedi 29 avril 20 h 30

avec le concours de

YOURI TEMIRKANOV / VLADIMIR SPIVAKOV

MOUSSORGSKY: La Khovanchchina "ouverture"

TCHAIKOWSKY: Concerto pour violon

MOUSSORGSKY: RAVEL: Tableaux d'une exposition

LOCATION OUVERTE

Salle Pleyel, Agences FNAC et par tel. 45 63 88 73 / 45 61 06 30

Communication

Mondadori lance une OPA sur le groupe Espresso

M. De Benedetti devient le premier éditeur de la presse italienne

Les éditions Mondadori ont pris le contrôle du groupe de presse Espresso en rachetant les parts détenues par M. Carlo Caracciolo (35 %) et Eugenio Scalfari (10,6 %). M. Carlo De Benedetti, qui contrôle Mondadori et possédait déjà 18,3 % du groupe Espresso, devient, par cette opération, le premier éditeur de presse en Italie. Le nouveau groupe ainsi constitué devrait afficher un chiffre d'affaires consolidé de 2 400 milliards de lire (près de 10 milliards de francs) et rassembler, entre autres publications, le quotidien *la Repubblica* et les hebdomadaires *Espresso* et *Panorama*.

L'accord annoncé par les deux partenaires, lundi 10 avril, a mis fin à plusieurs semaines de rumeurs et de spéculations. Le communiqué précise que Mondadori lancera une offre publique d'achat pour tous les autres actionnaires du groupe Espresso. Quelques heures avant, la Consob, équivalent italien de la Commission des opérations de Bourse, avait suspendu la cotation des titres des deux groupes. Le montant de l'opération n'a pas été divulgué, mais on estime, en Italie, que M. De Benedetti devra trouver plus de 400 milliards de lire pour la mener à bien et qu'il lui faudra, pour cela, vendre une partie des papeteries Cartiera di Ascoli.

M. Caracciolo et Scalfari devraient réinvestir le montant de la vente de leurs actions en achetant 10 % des actions de Mondadori, ce qui leur permettrait de siéger au conseil d'administration du futur groupe. Le rachat a été mal accueilli par les journalistes de *la Repubblica*, contrôlée jusqu'à présent à égalité

par Mondadori et le groupe Espresso. La rédaction du quotidien (trois cents journalistes) s'est mise en grève à partir de mardi pour obtenir des garanties. M. Scalfari, fondateur et directeur de *la Repubblica*, a tenté de rassurer les journalistes en affirmant que le quotidien conserverait son indépendance. Selon lui, M. Caracciolo, président du conseil d'administration de l'*Espresso*, deviendrait, pour les six ans à venir, président de Mondadori.

M. Carlo De Benedetti avait profité l'an dernier des discussions au sein de la famille Mondadori pour prendre le contrôle de la société d'édition milanaise. Sa société holding CIR contrôle 33,3 % du capital de Mondadori aux côtés des héritiers et de M. Silvio Berlusconi. M. De Benedetti n'avait pas caché son intention de réunir sous son contrôle les groupes Mondadori et Espresso pour former une grande société de taille européenne.

Outre une partie de l'influent quotidien romain *la Repubblica*, les éditions Mondadori contrôlent de nombreux magazines dont *Epoca* (180 000 exemplaires diffusés), *Guida TV* (475 000), *Panorama* (374 000), des magazines féminins comme *Confidenze* (363 000), *Grazia* (360 000), *Dolly* (198 000) ou des journaux pour enfants comme *Topolino* (480 000).

Le groupe Espresso contrôle, sa part, outre l'hebdomadaire *l'Espresso* (400 000 exemplaires environ), une quinzaine de quotidiens locaux comme la *Nuova Sardegna*, de Sassari (21 000), *Il Tirreno*, de Livourne (24 100), trois quotidiens de Venétie (la *Nuova Venezia*, *Il Mattino*, *la Tribuna*, qui vendent environ 20 000 exemplaires), *Il Centro*, à Pescara (5 300), *Alto Adige*, de Bolzano, *Il Lavoro*, de Gênes, *la Provincia Pavesa*, de Pavie, etc. Le groupe Espresso avait racheté il y a deux mois les cinq quotidiens locaux des éditions Mondadori (la *Gazzetta di Carpi*, la *Nuova Ferrara*, la *Gazzetta di Mantova*, la *Nuova Gazzetta*, de Modène, et la *Gazzetta di Reggio*, 16 700 exemplaires au total).

Grâce à l'opération de rachat de l'*Espresso* lancée par Mondadori, ces titres reviennent dans le giron de la maison d'édition.

J.-F. L. et Y.-M. L.

Société des lecteurs du « Monde »

La direction du Théâtre de Chaillot ayant dû annuler les représentations du *Bourgeois gentilhomme*, la Société des lecteurs du Monde est contrainte d'annuler les invitations adressées à ses actionnaires des Hauts-de-Seine et du seizième arrondissement de Paris pour le 11 avril.

Elle les prie de bien vouloir excuser de ne pouvoir, étant donné les délais, les prévenir individuellement.

Un entretien avec Patrick Poivre d'Arvor

« La concurrence a donné une vraie liberté à l'information »

Patrick Poivre d'Arvor a fêté la semaine dernière sur TF1 ses dix ans d'information télévisée. Autocélébration du présentateur-vedette orchestrée par la logique commerciale d'une télévision privée ? Sans doute. Mais l'événement consacre aussi un talent qui a su résister aux alternances politi-

ques, aux bouleversements du paysage audiovisuel et qui règne sur le journal le plus populaire de France. Aux yeux de Patrick Poivre d'Arvor, la privatisation de TF1 et la concurrence entre les chaînes ont plus apporté à l'indépendance de l'information qu'à la qualité des programmes.

« En dix ans, le journalisme à la télévision a-t-il changé ?

— Beaucoup. La première évolution est d'ordre technique : le tournage en vidéo, la transmission par satellite, ont accéléré le rythme de l'information, amélioré sa fraîcheur. Autrefois, il fallait attendre des jours les images des événements du Congo. Aujourd'hui, nos correspondants en Alaska ou à Beyrouth nous envoient instantanément leurs reportages, qui peuvent être intégrés dans le journal quelques minutes à peine avant 20 heures. Le deuxième changement fondamental, c'est la rupture du lien structurel entre la télévision et le pouvoir. Ne plus avoir de PDG nommé en conseil des ministres nous a donné une vraie liberté. Une liberté de ton incontestable et, dans le cas spécifique de TF1, une liberté économique puisque la privatisation a sensiblement accru les moyens dont dispose l'information.

— De quand datez-vous cette rupture avec le pouvoir ?

— Elle s'est faite par étapes. Je garde un souvenir très mitigé de 1981 : une époque de coupeurs de

têtes où, comme toujours, les machettes ont volé d'importance et ont atteint des gens de qualité. La liberté a fait des progrès en 1982 avec la création de la Haute Autorité. On a été soulagé de voir que 1986 n'aurait pas un retour radical en arrière, encore plus soulagé de voir que 1988 n'a eu pratiquement aucune conséquence sur les responsables et les journalistes de l'audiovisuel. Le balancier étant à chaque fois allé un peu moins loin, il me semble qu'on ne peut plus revenir en arrière.

— Grâce au CSA ?

— Bouclier ou édreton, les commissions indépendantes nous protègent des tentations du pouvoir. Mais la meilleure garantie, c'est la concurrence entre les chaînes. Que le gouvernement essaie de reprendre en main l'information sur les télévisions publiques, et cette fantastique régression serait immédiatement sanctionnée par les téléspectateurs qui se tourneraient vers les télévisions privées.

— Vous vous sentez plus libre sur une chaîne privée ?

— J'ai connu trois élections présidentielles : en 1974, sur France-Inter, en 1981, sur Antenne 2, en 1988, à TF1. La dernière était de loin la plus facile à vivre. Savoir que votre patron restera quel que soit le résultat du vote, que votre avenir personnel n'est pas engagé, apporte beaucoup de liberté et de sérénité. Nous sommes passés d'un gouvernement de droite à un gouvernement de gauche, et aucun journaliste de TF1 n'a été victime d'une chasse aux sorcières. C'est un formidable progrès.

— Est-ce à dire que les pressions n'existent plus ?

— Le pouvoir peut encore avoir des tentations, mais nous avons la possibilité d'y résister. Naguère, lorsque l'un des ministres désirait passer à l'antenne, sa proposition amicale avait toujours une nuance menaçante : « N'oubliez pas que je suis un peu votre patron... ». Il y a moins d'une heure, un ministre m'a téléphoné pour proposer une intervention dans le journal de ce soir. J'ai bien vu son intérêt ; je n'ai pas vu le mien. J'ai refusé, et cela n'aura pas de conséquences sur nos relations futures. Même dans les situations critiques, la pression du pouvoir a quasiment disparu. Nous avons traversé la crise des otages et l'affaire Pechiney sans l'ombre d'une difficulté avec Matignon ou l'Elysée.

Pas de pression de la direction

— La logique commerciale, la recherche de l'audience maximale pèsent-elles sur la conception de l'information ?

— Pour le moment non. Personne ne m'a demandé d'ouvrir le journal avec le météo et le tiercé plutôt qu'avec le Liban ou une interview de M. Buto en anglais. Il est absurde de croire qu'un choix de sujets racoleurs peut garantir l'audience. La direction de TF1 n'a pas ce type de raisonnement. Je n'aimerais pas non plus qu'on épiluche mon journal minute par minute à l'aide de l'audimat en me faisant remarquer que la présence à l'écran de M. Le Pen attire davantage le public que celle

de M. Marchais ou le contraire. Je n'imagine pas qu'on puisse un jour en arriver là.

— Et les interventions des annonceurs publicitaires ?

— Il n'y en a jamais eu. Si cela devait arriver un jour, on m'entendrait. J'avais une seule inquiétude en arrivant dans une chaîne commerciale : quelle serait l'attitude de Francis Bouygues sur l'information concernant ses propres activités ? Or nous n'avons jamais eu de problèmes pour parler des travaux publics, du pont de l'île de Ré ou même de la situation en Algérie où notre actionnaire principal a tant de gros chantiers. Je n'ai sollicité qu'une seule fois l'avis de la direction. Il s'agissait de l'envoie en Bourse des cours de l'action Bouygues. Patrick Lelay m'a confié ce qu'il savait et a ajouté : « Tu traites cela comme tu le veux, tu es le patron de ton journal ».

— A vous entendre, c'est le paradis !

— Je ne suis pas angélique. Je sais très bien que rien n'est définitivement acquis. L'indépendance de ton, la liberté des moyens se gagnent par un combat quotidien. J'ai la chance d'avoir, avec Michèle Cotta et Jean-Claude Paris à la tête de la rédaction, une équipe qui sait se battre pour nous donner ce confort de travail.

75 % des téléspectateurs choisissent l'information

— Si tout se passe bien c'est sans doute parce que les propriétaires de TF1 ont compris que la qualité de l'information avait une part importante dans l'image et l'audience d'une chaîne de télévision. Chaque soir à 20 heures, les Français ont le choix entre trois programmes d'information et trois programmes de divertissement. 75 % d'entre eux choisissent l'information. C'est rassurant, non ? S'il devait nous arriver d'être battu par un feuilleton ou un jeu, il faudrait alors sérieusement commencer à s'inquiéter.

— Le vedettariat qui entoure les présentateurs a parfois quelque chose d'irritant...

— Sans doute mais c'est un phénomène incontournable. Le public et une bonne partie de la presse écrite reportent sur les gens de télévision l'intérêt qu'ils retiennent aux stars de la politique ou du cinéma. A nous d'éviter les dérapages, de rester le simple porte-parole d'une rédaction, d'éviter la confusion entre la nouvelle et le porteur de nouvelles.

— Les hommes politiques en profitent parfois pour nous avec vous des rapports de star à star. Comment réagissez-vous quand on vous donne du « mou cher Patrick » à l'antenne ?

— Je préfère encore cette complaisance à l'effrayante déférence que nous avions, il y a quelques années, vis-à-vis des personnalités politiques et qui limitait plus gravement notre indépendance. Aujourd'hui, je peux dire à Chirac : « Alors, tous ces jeunes, ça vous donne un sacré coup de vieux » ou confronter Rocard à une séquence du *Bébé Show* qui le ridiculise.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

« Entrez dans « la Pléiade » et nous nous occuperons du reste »

1 Du communisme à Breton

Pour qui ne connaissait pas le « vie » de Gracq, ce qui frappe dans la chronologie de Boile-la Pléiade, c'est l'époque 1934-1937, d'ailleurs mise en évidence par l'éditeur. Après avoir été reçu, à vingt-quatre ans, cinquième à l'agrégation d'histoire et de géographie, Louis Poirier fait son service militaire à l'école de Saint-Maixent avec le grade de sous-lieutenant. Il retrouve Georges Pompidou et René Billères. « Au printemps 1935, un télégramme du ministère de la guerre l'expédie brusquement au lycée militaire de La Flèche pour y remplacer le professeur d'histoire Pierre George, mort à cause de ses engagements au Parti communiste. » Ce ministre de la guerre énergique qui bouscule l'avancement du futur Gracq, c'était le maréchal Pétain. La mutation de Pierre George au printemps 1935 est vraiment une question de date. A un ou deux mois près, elle n'aurait pas eu lieu. Effectivement, Pierre Poirier, qui remplace Fléand, signe avec l'URSS le pacte d'assistance mutuelle. Aussitôt, la nécessité d'une armée française forte apparaît comme une évidence pour tout bon militant du PC, un gage de paix.

A l'issue de son service militaire, Louis Poirier, qui a été nommé professeur d'histoire au lycée de Nantes, où il enseigna d'octobre 1935 à juillet 1936, c'est-à-dire sous Laval et sous Blum, participe dans cette ville à des réunions électorales en faveur du Front populaire. « Il nous des rapports d'amitié avec un collègue historien, Jean Bruhat, militant actif du Parti communiste. A la fin de l'année, au moment de quitter Nantes, il adhère au Parti communiste. » C'est avec conviction que ce jeune homme de vingt-six ans s'engage le pas. Par amour pour l'Union soviétique, il songe à préparer une thèse de géographie physique sur la Crimée. Son maître Emmanuel de Méritonne, qui s'est occupé de l'Europe centrale dans la rédaction de la *Géographie universelle* — pas la mienne, celle de Vidal de La Blache, — accepte de la diriger. Pour mieux préparer sa thèse, il semble que le camarade Poirier veuille aller sur place. Et, pour ce faire, il demande avec un certain aplomb « un congé pour convenances personnelles », qu'il obtient. Il part pour Paris étudier la russe à l'Ecole des langues orientales de la rue de Lille. Elle était charmante, cette école, en 1949 ; qu'est-ce que ça devait être en 1936 !

Dans le même temps, il demande un visa d'entrée pour l'URSS, 1936-1937, ce sont des années saignantes là-bas. Procès, purges, exécutions se succèdent, et, quand on ne s'appelle pas Gide, ou Malraux ou Aragon, les étrangers qui pensent ou qui regardent, on ne tient pas tellement à les accueillir. L'URSS n'est pas M. Jean Zay, le ministre de l'Instruction publique du Front populaire. Tant mieux pour son visa à Louis Poirier. Tant mieux pour tant pis : c'est été curieux d'avoir les impressions de Crimée de Julien Gracq.

Pendant ses trois ans de Parti communiste (de vingt-six à vingt-neuf ans), Louis Poirier n'est pas un militant pour rien. Il participe aux meetings, aux réunions de section, à la mise en page du journal local, la *Bretagne*. Au lycée de Quimper, il est secrétaire du syndicat CGT. En décembre 1936, « il participe, seul au lycée, à la grève illégale, ce qui est sanctionné d'une suspension de traitement temporaire ».

Ce ne manque pas d'intérêt. Louis Poirier n'est pas Julien Gracq. Quand il prend des risques, il n'est pas soutenu par une renommée

même vague. Il n'avait pas du tout la position du jeune Malraux quand ce dernier, pour se refaire un peu d'argent de poche après avoir joyeusement dilapidé celui de Clara, son épouse, prélevait quelques fragments d'un temple à Banteel-Srey, à la grande fureur des fonctionnaires de l'Ecole française d'Extrême-Orient, qui n'aimaient pas que l'on touchât à leurs réserves, même s'ils n'en faisaient rien. Poirier ne pouvait compter sur ses camarades du parti, ce qui n'était pas négligeable, d'ailleurs.

Ce qui va interrompre définitivement cette activité politique, et désormais toute activité politique de quelque nature que ce soit, on le sait, c'est l'annonce à la fin du mois d'août 1939 du pacte germano-soviétique. Poirier, déjà Gracq, renvoie sa carte (je ne crois pas qu'on puisse dire que l'on démissionne du parti, ce n'est pas prévu dans le contrat de mariage) en même temps qu'il est mobilisé comme lieutenant du 137^e régiment d'infanterie. Rappelons aussi que deux ans auparavant, mécontent à profit ses trois mois de vacances, Louis Poirier avait commencé *Au château d'Argol*, roman qui n'allait pas dans le sens du « réalisme socialiste », qu'en janvier 1939 son livre paraît chez Corti muni de sa nouvelle identité. Julien n'est pas Louis et Gracq n'a rien d'un Poirier. Le ravalement de façade change son homme. Dernier élément et non des moindres pour expliquer cette rupture, Gracq a envoyé *Au château d'Argol* à Breton, qui lui écrit une lettre qui compte dans la vie d'un jeune auteur : « J'ai lu un seul trait, sans pouvoir une seconde m'en détacher, *Au château d'Argol*, et votre livre m'a laissé sous l'impression d'une communication d'un ordre absolument essentiel ».

2 Une vie d'intérieur

Le Parti communiste et André Breton, voilà ce qui frappe dans la vie du jeune Gracq, du Gracq qui n'a pas encore trente ans. André Breton, il le rencontrera pour la première fois au mois d'août 1939 à l'Hôtel de Vendée à Nantes, qui existe toujours. Dans le Michelin 1989, avec ses deux maisons, il est considéré comme un hôtel de bon confort. Il y a quatre-vingt-quatre chambres dont les prix varient entre 215 et 300 F. L'ascenseur, bien sûr, la télévision et le téléphone dans les chambres, avec une ligne directe avec l'extérieur. Pas de restaurant, ce qui est parfois un avantage. L'hôtel est situé près de la gare, du canal Saint-Félix, du Jardin des plantes, du château ducal, de la cathédrale Saint-Pierre et des musées. Tant que j'y suis, je vous donne l'adresse : 8, allée du Commandant-Charcot, tél. : 40-74-14-54. J'espère que le syndicat d'initiative, l'office du tourisme m'en seront reconnaissants. Dans la même allée Charcot, vous pourrez aller vous restaurer au *Coq Hardi* sans changer de trottoir.

Dans le recueil de préfaces, de conférences, d'hommages et d'émissions radiophoniques qui fut publié chez Corti en 1961 sous le titre *Préférences* et qui figure dans notre « Pléiade », cette rencontre est évoquée avec beaucoup de simplicité dans la préface à une édition de *Béatrix* de Balzac (on peut le trouver par exemple dans l'édition Garnier-Flammarion de ce roman). Elle date de 1951. *Béatrix* est l'un des romans de Balzac les moins « Vautrin » qui soient. Par *Béatrix*,

Séraphite, *Ursule Mirouet*, Balzac aurait pu être considéré comme un surréaliste d'honneur, au sens où l'entendait Breton. Mais c'était une Légion d'honneur dont il pouvait se passer, et Vautrin n'avait pas besoin de porter le domino de Fantômas pour avoir ses entrées dans notre vingtième siècle.

« Au mois d'août 1939, à Nantes, je rencontrai pour la première fois André Breton, nous dit Gracq. Presque dès les premiers mots, j'étais amené, je ne sais pourquoi, à faire allusion à *Béatrix*, que Breton n'avait pas lu. Assez intrigué, il tira de sa poche un anneau de clé qu'il avait quelques jours auparavant ramassé sur une plage, tout frais abandonné par la mer. Un nom s'y lisait, à demi rongé : *Béatrice ou Béatrix*. » L'admiration, l'amitié pour Breton durera jusqu'à la mort de ce dernier (le 28 septembre 1966), et au-delà bien sûr. C'est dans le *Monde* daté du 30 septembre qu'on pourrait lire l'article de Gracq « Après la mort d'André Breton : « Un recours obscurément disponible ». On notera le mot « recours » avec sa connotation gaullienne qui aurait sans doute enchanté Breton !

Hors le communisme et Breton, je retiendrais du Gracq d'avant Gracq l'intérêt pour la lecture, le *Rouge et le Noir*. En octobre 1921, Louis Poirier entre en sixième au lycée Clemenceau à Nantes comme interne, et interne il le restera jusqu'à l'été 1935. Ses cahiers après Clemenceau s'appelleront successivement *Henri-IV*, *Normale Sup* et *Saint-Maixent*. Il n'est pas donné à tout le monde de vivre de l'âge de onze ans à l'âge de vingt-cinq ans sous les drapeaux de la discipline. L'uniforme, Gracq ne le quittera pour ainsi dire jamais. Il y aura la guerre, les camps de prisonniers, le lycée Claude-Bernard où il restera professeur de janvier 1947 à sa retraite le 29 juin 1970. Et dès le lendemain, comme si le liou lui manquait, il s'envole vers les Etats-Unis où, à l'université de Madison dans le Wisconsin, il donne comme *visiting professor* un cours sur le roman français après 1945 et dirige un séminaire sur André Breton. Après, c'est une cavalcade de conférences dans le monde entier, d'entretiens les plus divers, d'émissions à France-Culture. Il assiste souvent au tournage de films tirés de ses récits. Et, depuis qu'en 1956 il s'est acheté une voiture, ses voyages ont pris une dimension importante. Je me demande si, dans le nombre de kilomètres avertis, il n'a pas battu Simone de Beauvoir, qui pourtant dans ce domaine ne craignait personne. (A suivre.)

3 Le gris-caviar

« La Pléiade » sera donc l'ultime uniforme de cet écrivain attachant qui toute sa vie aura vécu avec l'internet et la caserne. A propos de cette collection, j'ai reçu un mot très gentil de Simone Gallimard : « Cela m'ennuie de penser que les couleurs que tu aimes sont déjà prises. Il serait bien que tu prennes tes précautions en indiquant tes préférences pour le vingt et unième siècle. Décide-toi entre le rouge, le noir ou le gris ? » Oh ! c'est le gris. Le gris-caviar. Mais il faudra que les Gallimard aillent chez Petrossian (!) chercher quelques boîtes pour que je leur indique la nuance exacte.

(1) Epicerie de luxe du 7^e, où l'on trouve les meilleurs caviars russes de Paris.

SUP. DE. CO LILLE

VOUS INVITE A UN GRAND DÉBAT PUBLIC sur :

LE POUVOIR DES JOURNALISTES

INFORMATION - DÉFORMATION - ETHIQUE - MANIPULATION

Animé par Claude BEAUFORT

Avec la participation de :

Paul LEFEVRE

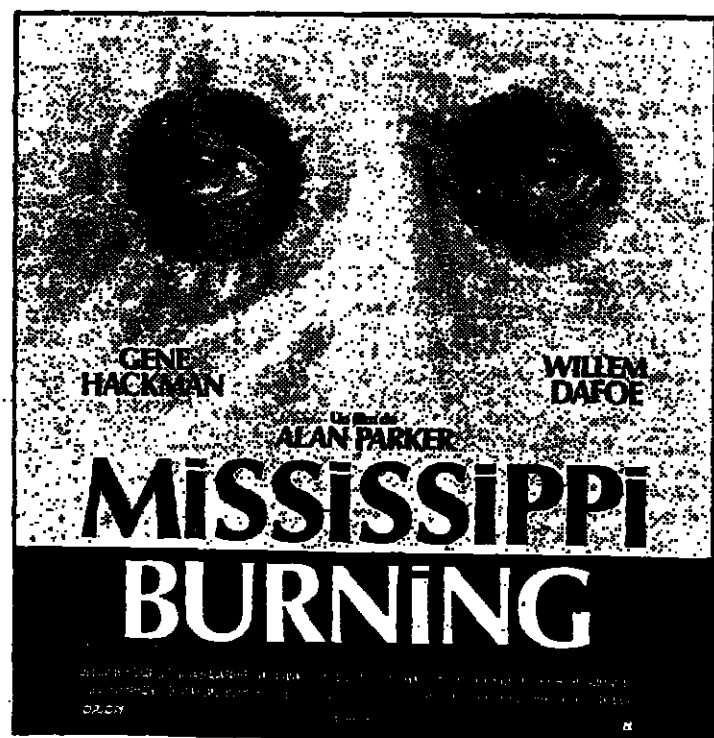
● Alain DENVERS

● Laurent JOFFRIN

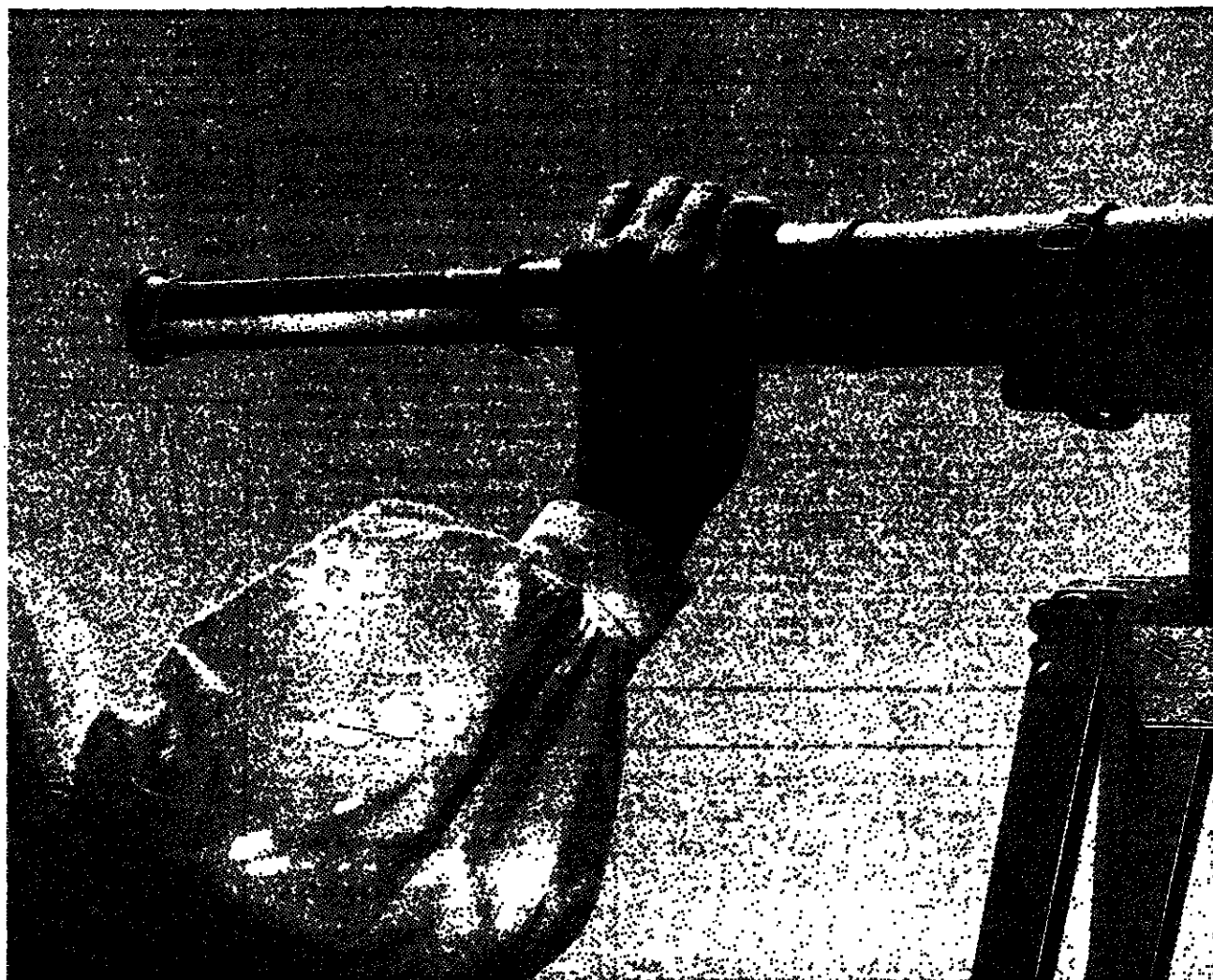
● Philippe ALEXANDRE

Le 12 avril, 19 h.

LILLE Palais des Congrès.



SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



Galilée, inventeur de la lunette et astronome

SLIGOS, CONCEPTEUR ET EXPLOITANT DE SYSTÈMES

"On n'excelle jamais que dans ce qu'on pratique": la maxime de Montaigne est toujours d'actualité. Et dans l'informatique plus qu'ailleurs. Bien concevoir un système informatique, c'est aussi prendre des options techniques qui auront un effet déterminant sur son exploitation, donc sur son efficacité. On le fait mieux quand on a l'expérience de l'exploitation. De même pour être un bon exploitant de services informatiques, il faut aussi avoir une expérience étendue de concepteur. Concepteur et exploitant, SLIGOS réalise la synthèse de l'ingénierie de haut niveau et de l'exploitation de moyens informatiques à la pointe de la technologie. Cette double compétence apporte à ses clients une inégalable garantie d'efficacité.

S SLIGOS

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de la semaine. Signification des symboles : **P** Signifié dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à évaluer **On** peut voir **M** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 11 avril

TF 1
20.40 Cinéma : le Dernier Métro **M** Film français de François Truffaut (1980). Avec Gérard Philipe, Michel Blanc, Sophie Desreux. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine : Stars à la barre. Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Patrick Bruel. 0.30 Journal et Météo. 0.40 Magazine : L'ère des médias. De Joseph Poli et Jacques Duquesne. 0.50 Série : Dilemme d'histoires. Intrigues : Enlèvement demandé.

A 2
20.35 Cinéma : Marche à l'ombre **M** Film français de Michel Blanc (1984). Avec Gérard Philipe, Michel Blanc, Sophie Desreux. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine : Stars à la barre. Présenté par Daniel Balian. 23.20 Informations : 24 heures sur la 2. 23.40 Météo. 23.45 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 23.55 Séquence seconde. Hubert Reeves. 0.00 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3
20.35 Soirée spéciale : Compagnon fumeur ? Émission de l'ARC contre le cancer, un ticket pour la vie. Présentée par Philippe Desautels, avec Jacques Crozemarie, président de l'ARC, le professeur Léon Schwartzberg, le professeur Lucien Israël. 22.15 Journal. 22.40 Télévision régionale.

CANAL PLUS
20.30 Football. Championnat de France : Marseille-Monaco. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : A la recherche de la quatrième rose. O Film américain de Blake Edwards (1982). Avec Peter Sellers, David Niven, Herbert Lom (v.o.). 0.15 Cinéma : Nomads. Film américain de John McTiernan (1984). Avec Pierce Brosnan, Lesley Ann Down, Anna-Maria Montecelli. 1.45 Les superstars du catch.

LA 5
20.30 Cinéma : Fast pas pousser **F** Film italien de Michele Lupo (1980). Avec Bud Spencer. 22.30 Magazine : Club Carré (rediff.). 22.40 Téléfilm : L'appel de la gloire. De Thomas Carter. 0.00 Journal de midi. 0.05 L'actualité de la gloire (suite). 0.30 L'inspecteur Derrick (rediff.). 1.35 Un

jeu, un film (rediff.). 2.40 Boulevard et compagnie (rediff.). 3.00 Tendresse et passion (rediff.). 3.25 Vive la vie ! (rediff.). 3.35 Journal de la nuit. 3.40 Série : Une vie. 4.25 Voisin, voisine (rediff.). 5.25 Tendresse et passion (rediff.). 5.50 Clip musical.

M 6
20.35 Téléfilm : Propos de chair. De John Quinn, avec Betty Russell, Liff Garrett. 22.05 Série : L'homme de fer. 22.55 Six minutes d'informations. 23.00 Magazine : Turbo (rediff.). 23.25 Magazine : Adventure (rediff.). 23.50 Les dessous du ciel (rediff.). 0.20 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Quand la science mène l'enquête (rediff.). 2.55 Le glaive et la balance (rediff.). 3.20 Magazine : Destination santé (rediff.). 4.15 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.35 Magazine : Adventure (rediff.). 5.00 Magazine : Quand la science mène l'enquête (rediff.). 5.50 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 6.10 Les dessous du ciel (rediff.). 6.40 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE
20.30 Archipel méditerranéen. Dossier : Les cycles du soleil. 21.30 Le Grand Paris. Bilan et utopies. 22.40 Notes magiques. Les choses de la vie. 0.05 Du jour au lendemain. 0.30 Musique : Code. Néo-géo.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 20 mars au Grand Auditorium) : Achille, de Xenakis ; Cassiope, de Maché ; Socrate (drame symphonique avec voix : Mort de Socrate, 3 parties, de Salié ; Nahum, de Maché, par le Chœur et l'Ensemble instrumental de l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Yves Prin, sol. Marie Kobayashi (mezzo-soprano). 21.30 Le gala des traditions. 22.07 Club d'archives : Ernest Bour, à partir des symphonies de Beethoven. Symphonie n° 7 en la majeur op. 92, de Beethoven ; Valse noble et sentimentale, de Ravel ; Symphonie n° 5 en ré majeur op. 107, Mendelssohn ; Concerto da camera pour flûte, cor anglais et orchestre de chambre, de Honegger. 1.00 Hugo Wolf.

Mercredi 12 avril

TF 1
14.30 Club Dorothée après-midi. 17.55 Série : Les rues de San-Francisco. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La rose de la fortune. 19.50 Trépas du Tac-O-Tac. 20.00 Journal, Météo et Top 50. 20.40 Trépas du Tac-O-Tac. 20.50 Journal, Météo et Top 50. 21.00 Trépas du Tac-O-Tac. 21.10 Trépas du Tac-O-Tac. 21.20 Trépas du Tac-O-Tac. 21.30 Trépas du Tac-O-Tac. 21.40 Trépas du Tac-O-Tac. 21.50 Trépas du Tac-O-Tac. 22.00 Trépas du Tac-O-Tac. 22.10 Trépas du Tac-O-Tac. 22.20 Trépas du Tac-O-Tac. 22.30 Trépas du Tac-O-Tac. 22.40 Trépas du Tac-O-Tac. 22.50 Trépas du Tac-O-Tac. 23.00 Trépas du Tac-O-Tac. 23.10 Trépas du Tac-O-Tac. 23.20 Trépas du Tac-O-Tac. 23.30 Trépas du Tac-O-Tac. 23.40 Trépas du Tac-O-Tac. 23.50 Trépas du Tac-O-Tac. 0.00 Trépas du Tac-O-Tac. 0.10 Trépas du Tac-O-Tac. 0.20 Trépas du Tac-O-Tac. 0.30 Trépas du Tac-O-Tac. 0.40 Trépas du Tac-O-Tac. 0.50 Trépas du Tac-O-Tac. 1.00 Trépas du Tac-O-Tac. 1.10 Trépas du Tac-O-Tac. 1.20 Trépas du Tac-O-Tac. 1.30 Trépas du Tac-O-Tac. 1.40 Trépas du Tac-O-Tac. 1.50 Trépas du Tac-O-Tac. 2.00 Trépas du Tac-O-Tac. 2.10 Trépas du Tac-O-Tac. 2.20 Trépas du Tac-O-Tac. 2.30 Trépas du Tac-O-Tac. 2.40 Trépas du Tac-O-Tac. 2.50 Trépas du Tac-O-Tac. 3.00 Trépas du Tac-O-Tac. 3.10 Trépas du Tac-O-Tac. 3.20 Trépas du Tac-O-Tac. 3.30 Trépas du Tac-O-Tac. 3.40 Trépas du Tac-O-Tac. 3.50 Trépas du Tac-O-Tac. 4.00 Trépas du Tac-O-Tac. 4.10 Trépas du Tac-O-Tac. 4.20 Trépas du Tac-O-Tac. 4.30 Trépas du Tac-O-Tac. 4.40 Trépas du Tac-O-Tac. 4.50 Trépas du Tac-O-Tac. 5.00 Trépas du Tac-O-Tac. 5.10 Trépas du Tac-O-Tac. 5.20 Trépas du Tac-O-Tac. 5.30 Trépas du Tac-O-Tac. 5.40 Trépas du Tac-O-Tac. 5.50 Trépas du Tac-O-Tac. 6.00 Trépas du Tac-O-Tac. 6.10 Trépas du Tac-O-Tac. 6.20 Trépas du Tac-O-Tac. 6.30 Trépas du Tac-O-Tac. 6.40 Trépas du Tac-O-Tac. 6.50 Trépas du Tac-O-Tac. 7.00 Trépas du Tac-O-Tac. 7.10 Trépas du Tac-O-Tac. 7.20 Trépas du Tac-O-Tac. 7.30 Trépas du Tac-O-Tac. 7.40 Trépas du Tac-O-Tac. 7.50 Trépas du Tac-O-Tac. 8.00 Trépas du Tac-O-Tac. 8.10 Trépas du Tac-O-Tac. 8.20 Trépas du Tac-O-Tac. 8.30 Trépas du Tac-O-Tac. 8.40 Trépas du Tac-O-Tac. 8.50 Trépas du Tac-O-Tac. 9.00 Trépas du Tac-O-Tac. 9.10 Trépas du Tac-O-Tac. 9.20 Trépas du Tac-O-Tac. 9.30 Trépas du Tac-O-Tac. 9.40 Trépas du Tac-O-Tac. 9.50 Trépas du Tac-O-Tac. 10.00 Trépas du Tac-O-Tac. 10.10 Trépas du Tac-O-Tac. 10.20 Trépas du Tac-O-Tac. 10.30 Trépas du Tac-O-Tac. 10.40 Trépas du Tac-O-Tac. 10.50 Trépas du Tac-O-Tac. 11.00 Trépas du Tac-O-Tac. 11.10 Trépas du Tac-O-Tac. 11.20 Trépas du Tac-O-Tac. 11.30 Trépas du Tac-O-Tac. 11.40 Trépas du Tac-O-Tac. 11.50 Trépas du Tac-O-Tac. 12.00 Trépas du Tac-O-Tac. 12.10 Trépas du Tac-O-Tac. 12.20 Trépas du Tac-O-Tac. 12.30 Trépas du Tac-O-Tac. 12.40 Trépas du Tac-O-Tac. 12.50 Trépas du Tac-O-Tac. 13.00 Trépas du Tac-O-Tac. 13.10 Trépas du Tac-O-Tac. 13.20 Trépas du Tac-O-Tac. 13.30 Trépas du Tac-O-Tac. 13.40 Trépas du Tac-O-Tac. 13.50 Trépas du Tac-O-Tac. 14.00 Trépas du Tac-O-Tac. 14.10 Trépas du Tac-O-Tac. 14.20 Trépas du Tac-O-Tac. 14.30 Trépas du Tac-O-Tac. 14.40 Trépas du Tac-O-Tac. 14.50 Trépas du Tac-O-Tac. 15.00 Trépas du Tac-O-Tac. 15.10 Trépas du Tac-O-Tac. 15.20 Trépas du Tac-O-Tac. 15.30 Trépas du Tac-O-Tac. 15.40 Trépas du Tac-O-Tac. 15.50 Trépas du Tac-O-Tac. 16.00 Trépas du Tac-O-Tac. 16.10 Trépas du Tac-O-Tac. 16.20 Trépas du Tac-O-Tac. 16.30 Trépas du Tac-O-Tac. 16.40 Trépas du Tac-O-Tac. 16.50 Trépas du Tac-O-Tac. 17.00 Trépas du Tac-O-Tac. 17.10 Trépas du Tac-O-Tac. 17.20 Trépas du Tac-O-Tac. 17.30 Trépas du Tac-O-Tac. 17.40 Trépas du Tac-O-Tac. 17.50 Trépas du Tac-O-Tac. 18.00 Trépas du Tac-O-Tac. 18.10 Trépas du Tac-O-Tac. 18.20 Trépas du Tac-O-Tac. 18.30 Trépas du Tac-O-Tac. 18.40 Trépas du Tac-O-Tac. 18.50 Trépas du Tac-O-Tac. 19.00 Trépas du Tac-O-Tac. 19.10 Trépas du Tac-O-Tac. 19.20 Trépas du Tac-O-Tac. 19.30 Trépas du Tac-O-Tac. 19.40 Trépas du Tac-O-Tac. 19.50 Trépas du Tac-O-Tac. 20.00 Trépas du Tac-O-Tac. 20.10 Trépas du Tac-O-Tac. 20.20 Trépas du Tac-O-Tac. 20.30 Trépas du Tac-O-Tac. 20.40 Trépas du Tac-O-Tac. 20.50 Trépas du Tac-O-Tac. 21.00 Trépas du Tac-O-Tac. 21.10 Trépas du Tac-O-Tac. 21.20 Trépas du Tac-O-Tac. 21.30 Trépas du Tac-O-Tac. 21.40 Trépas du Tac-O-Tac. 21.50 Trépas du Tac-O-Tac. 22.00 Trépas du Tac-O-Tac. 22.10 Trépas du Tac-O-Tac. 22.20 Trépas du Tac-O-Tac. 22.30 Trépas du Tac-O-Tac. 22.40 Trépas du Tac-O-Tac. 22.50 Trépas du Tac-O-Tac. 23.00 Trépas du Tac-O-Tac. 23.10 Trépas du Tac-O-Tac. 23.20 Trépas du Tac-O-Tac. 23.30 Trépas du Tac-O-Tac. 23.40 Trépas du Tac-O-Tac. 23.50 Trépas du Tac-O-Tac. 0.00 Trépas du Tac-O-Tac. 0.10 Trépas du Tac-O-Tac. 0.20 Trépas du Tac-O-Tac. 0.30 Trépas du Tac-O-Tac. 0.40 Trépas du Tac-O-Tac. 0.50 Trépas du Tac-O-Tac. 1.00 Trépas du Tac-O-Tac. 1.10 Trépas du Tac-O-Tac. 1.20 Trépas du Tac-O-Tac. 1.30 Trépas du Tac-O-Tac. 1.40 Trépas du Tac-O-Tac. 1.50 Trépas du Tac-O-Tac. 2.00 Trépas du Tac-O-Tac. 2.10 Trépas du Tac-O-Tac. 2.20 Trépas du Tac-O-Tac. 2.30 Trépas du Tac-O-Tac. 2.40 Trépas du Tac-O-Tac. 2.50 Trépas du Tac-O-Tac. 3.00 Trépas du Tac-O-Tac. 3.10 Trépas du Tac-O-Tac. 3.20 Trépas du Tac-O-Tac. 3.30 Trépas du Tac-O-Tac. 3.40 Trépas du Tac-O-Tac. 3.50 Trépas du Tac-O-Tac. 4.00 Trépas du Tac-O-Tac. 4.10 Trépas du Tac-O-Tac. 4.20 Trépas du Tac-O-Tac. 4.30 Trépas du Tac-O-Tac. 4.40 Trépas du Tac-O-Tac. 4.50 Trépas du Tac-O-Tac. 5.00 Trépas du Tac-O-Tac. 5.10 Trépas du Tac-O-Tac. 5.20 Trépas du Tac-O-Tac. 5.30 Trépas du Tac-O-Tac. 5.40 Trépas du Tac-O-Tac. 5.50 Trépas du Tac-O-Tac. 6.00 Trépas du Tac-O-Tac. 6.10 Trépas du Tac-O-Tac. 6.20 Trépas du Tac-O-Tac. 6.30 Trépas du Tac-O-Tac. 6.40 Trépas du Tac-O-Tac. 6.50 Trépas du Tac-O-Tac. 7.00 Trépas du Tac-O-Tac. 7.10 Trépas du Tac-O-Tac. 7.20 Trépas du Tac-O-Tac. 7.30 Trépas du Tac-O-Tac. 7.40 Trépas du Tac-O-Tac. 7.50 Trépas du Tac-O-Tac. 8.00 Trépas du Tac-O-Tac. 8.10 Trépas du Tac-O-Tac. 8.20 Trépas du Tac-O-Tac. 8.30 Trépas du Tac-O-Tac. 8.40 Trépas du Tac-O-Tac. 8.50 Trépas du Tac-O-Tac. 9.00 Trépas du Tac-O-Tac. 9.10 Trépas du Tac-O-Tac. 9.20 Trépas du Tac-O-Tac. 9.30 Trépas du Tac-O-Tac. 9.40 Trépas du Tac-O-Tac. 9.50 Trépas du Tac-O-Tac. 10.00 Trépas du Tac-O-Tac. 10.10 Trépas du Tac-O-Tac. 10.20 Trépas du Tac-O-Tac. 10.30 Trépas du Tac-O-Tac. 10.40 Trépas du Tac-O-Tac. 10.50 Trépas du Tac-O-Tac. 11.00 Trépas du Tac-O-Tac. 11.10 Trépas du Tac-O-Tac. 11.20 Trépas du Tac-O-Tac. 11.30 Trépas du Tac-O-Tac. 11.40 Trépas du Tac-O-Tac. 11.50 Trépas du Tac-O-Tac. 12.00 Trépas du Tac-O-Tac. 12.10 Trépas du Tac-O-Tac. 12.20 Trépas du Tac-O-Tac. 12.30 Trépas du Tac-O-Tac. 12.40 Trépas du Tac-O-Tac. 12.50 Trépas du Tac-O-Tac. 13.00 Trépas du Tac-O-Tac. 13.10 Trépas du Tac-O-Tac. 13.20 Trépas du Tac-O-Tac. 13.30 Trépas du Tac-O-Tac. 13.40 Trépas du Tac-O-Tac. 13.50 Trépas du Tac-O-Tac. 14.00 Trépas du Tac-O-Tac. 14.10 Trépas du Tac-O-Tac. 14.20 Trépas du Tac-O-Tac. 14.30 Trépas du Tac-O-Tac. 14.40 Trépas du Tac-O-Tac. 14.50 Trépas du Tac-O-Tac. 15.00 Trépas du Tac-O-Tac. 15.10 Trépas du Tac-O-Tac. 15.20 Trépas du Tac-O-Tac. 15.30 Trépas du Tac-O-Tac. 15.40 Trépas du Tac-O-Tac. 15.50 Trépas du Tac-O-Tac. 16.00 Trépas du Tac-O-Tac. 16.10 Trépas du Tac-O-Tac. 16.20 Trépas du Tac-O-Tac. 16.30 Trépas du Tac-O-Tac. 16.40 Trépas du Tac-O-Tac. 16.50 Trépas du Tac-O-Tac. 17.00 Trépas du Tac-O-Tac. 17.10 Trépas du Tac-O-Tac. 17.20 Trépas du Tac-O-Tac. 17.30 Trépas du Tac-O-Tac. 17.40 Trépas du Tac-O-Tac. 17.50 Trépas du Tac-O-Tac. 18.00 Trépas du Tac-O-Tac. 18.10 Trépas du Tac-O-Tac. 18.20 Trépas du Tac-O-Tac. 18.30 Trépas du Tac-O-Tac. 18.40 Trépas du Tac-O-Tac. 18.50 Trépas du Tac-O-Tac. 19.00 Trépas du Tac-O-Tac. 19.10 Trépas du Tac-O-Tac. 19.20 Trépas du Tac-O-Tac. 19.30 Trépas du Tac-O-Tac. 19.40 Trépas du Tac-O-Tac. 19.50 Trépas du Tac-O-Tac. 20.00 Trépas du Tac-O-Tac. 20.10 Trépas du Tac-O-Tac. 20.20 Trépas du Tac-O-Tac. 20.30 Trépas du Tac-O-Tac. 20.40 Trépas du Tac-O-Tac. 20.50 Trépas du Tac-O-Tac. 21.00 Trépas du Tac-O-Tac. 21.10 Trépas du Tac-O-Tac. 21.20 Trépas du Tac-O-Tac. 21.30 Trépas du Tac-O-Tac. 21.40 Trépas du Tac-O-Tac. 21.50 Trépas du Tac-O-Tac. 22.00 Trépas du Tac-O-Tac. 22.10 Trépas du Tac-O-Tac. 22.20 Trépas du Tac-O-Tac. 22.30 Trépas du Tac-O-Tac. 22.40 Trépas du Tac-O-Tac. 22.50 Trépas du Tac-O-Tac. 23.00 Trépas du Tac-O-Tac. 23.10 Trépas du Tac-O-Tac. 23.20 Trépas du Tac-O-Tac. 23.30 Trépas du Tac-O-Tac. 23.40 Trépas du Tac-O-Tac. 23.50 Trépas du Tac-O-Tac. 0.00 Trépas du Tac-O-Tac. 0.10 Trépas du Tac-O-Tac. 0.20 Trépas du Tac-O-Tac. 0.30 Trépas du Tac-O-Tac. 0.40 Trépas du Tac-O-Tac. 0.50 Trépas du Tac-O-Tac. 1.00 Trépas du Tac-O-Tac. 1.10 Trépas du Tac-O-Tac. 1.20 Trépas du Tac-O-Tac. 1.30 Trépas du Tac-O-Tac. 1.40 Trépas du Tac-O-Tac. 1.50 Trépas du Tac-O-Tac. 2.00 Trépas du Tac-O-Tac. 2.10 Trépas du Tac-O-Tac. 2.20 Trépas du Tac-O-Tac. 2.30 Trépas du Tac-O-Tac. 2.40 Trépas du Tac-O-Tac. 2.50 Trépas du Tac-O-Tac. 3.00 Trépas du Tac-O-Tac. 3.10 Trépas du Tac-O-Tac. 3.20 Trépas du Tac-O-Tac. 3.30 Trépas du Tac-O-Tac. 3.40 Trépas du Tac-O-Tac. 3.50 Trépas du Tac-O-Tac. 4.00 Trépas du Tac-O-Tac. 4.10 Trépas du Tac-O-Tac. 4.20 Trépas du Tac-O-Tac. 4.30 Trépas du Tac-O-Tac. 4.40 Trépas du Tac-O-Tac. 4.50 Trépas du Tac-O-Tac. 5.00 Trépas du Tac-O-Tac. 5.10 Trépas du Tac-O-Tac. 5.20 Trépas du Tac-O-Tac. 5.30 Trépas du Tac-O-Tac. 5.40 Trépas du Tac-O-Tac. 5.50 Trépas du Tac-O-Tac. 6.00 Trépas du Tac-O-Tac. 6.10 Trépas du Tac-O-Tac. 6.20 Trépas du Tac-O-Tac. 6.30 Trépas du Tac-O-Tac. 6.40 Trépas du Tac-O-Tac. 6.50 Trépas du Tac-O-Tac. 7.00 Trépas du Tac-O-Tac. 7.10 Trépas du Tac-O-Tac. 7.20 Trépas du Tac-O-Tac. 7.30 Trépas du Tac-O-Tac. 7.40 Trépas du Tac-O-Tac. 7.50 Trépas du Tac-O-Tac. 8.00 Trépas du Tac-O-Tac. 8.10 Trépas du Tac-O-Tac. 8.20 Trépas du Tac-O-Tac. 8.30 Trépas du Tac-O-Tac. 8.40 Trépas du Tac-O-Tac. 8.50 Trépas du Tac-O-Tac. 9.00 Trépas du Tac-O-Tac. 9.10 Trépas du Tac-O-Tac. 9.20 Trépas du Tac-O-Tac. 9.30 Trépas du Tac-O-Tac. 9.40 Trépas du Tac-O-Tac. 9.50 Trépas du Tac-O-Tac. 10.00 Trépas du Tac-O-Tac. 10.10 Trépas du Tac-O-Tac. 10.20 Trépas du Tac-O-Tac. 10.30 Trépas du Tac-O-Tac. 10.40 Trépas du Tac-O-Tac. 10.50 Trépas du Tac-O-Tac. 11.00 Trépas du Tac-O-Tac. 11.10 Trépas du Tac-O-Tac. 11.20 Trépas du Tac-O-Tac. 11.30 Trépas du Tac-O-Tac. 11.40 Trépas du Tac-O-Tac. 11.50 Trépas du Tac-O-Tac. 12.00 Trépas du Tac-O-Tac. 12.10 Trépas du Tac-O-Tac. 12.20 Trépas du Tac-O-Tac. 12.30 Trépas du Tac-O-Tac. 12.40 Trépas du Tac-O-Tac. 12.50 Trépas du Tac-O-Tac. 13.00 Trépas du Tac-O-Tac. 13.10 Trépas du Tac-O-Tac. 13.20 Trépas du Tac-O-Tac. 13.30 Trépas du Tac-O-Tac. 13.40 Trépas du Tac-O-Tac. 13.50 Trépas du Tac-O-Tac. 14.00 Trépas du Tac-O-Tac. 14.10 Trépas du Tac-O-Tac. 14.20 Trépas du Tac-O-Tac. 14.30 Trépas du Tac-O-Tac. 14.40 Trépas du Tac-O-Tac. 14.50 Trépas du Tac-O-Tac. 15.00 Trépas du Tac-O-Tac. 15.10 Trépas du Tac-O-Tac. 15.20 Trépas du Tac-O-Tac. 15.30 Trépas du Tac-O-Tac. 15.40 Trépas du Tac-O-Tac. 15.50 Trépas du Tac-O-Tac. 16.00 Trépas du Tac-O-Tac. 16.10 Trépas du Tac-O-Tac. 16.20 Trépas du Tac-O-Tac. 16.30 Trépas du Tac-O-Tac. 16.40 Trépas du Tac-O-Tac. 16.50 Trépas du Tac-O-Tac. 17.00 Trépas du Tac-O-Tac. 17.10 Trépas du Tac-O-Tac. 17.20 Trépas du Tac-O-Tac. 17.30 Trépas du Tac-O-Tac. 17.40 Trépas du Tac-O-Tac. 17.50 Trépas du Tac-O-Tac. 18.00 Trépas du Tac-O-Tac. 18.10 Trépas du Tac-O-Tac. 18.20 Trépas du Tac-O-Tac. 18.30 Trépas du Tac-O-Tac. 18.40 Trépas du Tac-O-Tac. 18.50 Trépas du Tac-O-Tac. 19.00 Trépas du Tac-O-Tac. 19.10 Trépas du Tac-O-Tac. 19.20 Trépas du Tac-O-Tac. 19.30 Trépas du Tac-O-Tac. 19.40 Trépas du Tac-O-Tac. 19.50 Trépas du Tac-O-Tac. 20.00 Trépas du Tac-O-Tac. 20.10 Trépas du Tac-O-Tac. 20.20 Trépas du Tac-O-Tac. 20.30 Trépas du Tac-O-Tac. 20.40 Trépas du Tac-O-Tac. 20.50 Trépas du Tac-O-Tac. 21.00 Trépas du Tac-O-Tac. 21.10 Trépas du Tac-O-Tac. 21.20 Trépas du Tac-O-Tac. 21.30 Trépas du Tac-O-Tac. 21.40 Trépas du Tac-O-Tac. 21.50 Trépas du Tac-O-Tac. 22.00 Trépas du Tac-O-Tac. 22.10 Trépas du Tac-O-Tac. 22.20 Trépas du Tac-O-Tac. 22.30 Trépas du Tac-O-Tac. 22.40 Trépas du Tac-O-Tac. 22.50 Trépas du Tac-O-Tac. 23.00 Trépas du Tac-O-Tac. 23.10 Trépas du Tac-O-Tac. 23.20 Trépas du Tac-O-Tac. 23.30 Trépas du Tac-O-Tac. 23.40 Trépas du Tac-O-Tac. 23.50 Trépas du Tac-O-Tac. 0.00 Trépas du Tac-O-Tac. 0.10 Trépas du Tac-O-Tac. 0.20 Trépas du Tac-O-Tac. 0.30 Trépas du Tac-O-Tac. 0.40 Trépas du Tac-O-Tac. 0.50 Trépas du Tac-O-Tac. 1.00 Trépas du Tac-O-Tac. 1.10 Trépas du Tac-O-Tac. 1.20 Trépas du Tac-O-Tac. 1.30 Trépas du Tac-O-Tac. 1.40 Trépas du Tac-O-Tac. 1.50 Trépas du Tac-O-Tac. 2.00 Trépas du Tac-O-Tac. 2.10 Trépas du Tac-O-Tac. 2.20 Trépas du Tac-O-Tac. 2.30 Trépas du Tac-O-Tac. 2.40 Trépas du Tac-O-Tac. 2.50 Trépas du Tac-O-Tac. 3.00 Trépas du Tac-O-Tac. 3.10 Trépas du Tac-O-Tac. 3.20 Trépas du Tac-O-Tac. 3.30 Trépas du Tac-O-Tac. 3.40 Trépas du Tac-O-Tac. 3.50 Trépas du Tac-O-Tac. 4.00 Trépas du Tac-O-Tac. 4.10 Trépas du Tac-O-Tac. 4.20 Trépas du Tac-O-Tac. 4.30 Trépas du Tac-O-Tac. 4.40 Trépas du Tac-O-Tac. 4.50 Trépas du Tac-O-Tac. 5.00 Trépas du Tac-O-Tac. 5.10 Trépas du Tac-O-Tac. 5.20 Trépas du Tac-O-Tac. 5.30 Trépas du Tac-O-Tac. 5.40 Trépas du Tac-O-Tac. 5.50 Trépas du Tac-O-Tac. 6.00 Trépas du Tac-O-Tac. 6.10 Trépas du Tac-O-Tac. 6.20 Trépas du Tac-O-Tac. 6.30 Trépas du Tac-O-Tac. 6.40 Trépas du Tac-O-Tac. 6.50 Trépas du Tac-O-Tac. 7.00 Trépas du Tac-O-Tac. 7.10 Trépas du Tac-O-Tac. 7.20 Trépas du Tac-O-Tac. 7.30 Trépas du Tac-O-Tac. 7.40 Trépas du Tac-O-Tac. 7.50 Trépas du Tac-O-Tac. 8.00 Trépas du Tac-O-Tac. 8.10 Trépas du Tac-O-Tac. 8.20 Trépas du Tac-O-Tac. 8.30 Trépas du Tac-O-Tac. 8.40 Trépas du Tac-O-Tac. 8.50 Trépas du Tac-O-Tac. 9.00 Trépas du Tac-O-Tac. 9.10 Trépas du Tac-O-Tac. 9.20 Trépas du Tac-O-Tac. 9.30 Trépas du Tac-O-Tac. 9.40 Trépas du Tac-O-Tac. 9.50 Trépas du Tac-O-Tac. 10.00 Trépas du Tac-O-Tac. 10.10 Trépas du Tac-O-Tac. 10.20 Trépas du Tac-O-Tac. 10.30 Trépas du Tac-O-Tac. 10.40 Trépas du Tac-O-Tac. 10.50 Trépas du Tac-O-Tac. 11.00 Trépas du Tac-O-Tac. 11.10 Trépas du Tac-O-Tac. 11.20 Trépas du Tac-O-Tac. 11.30 Trépas du Tac-O-Tac. 11.40 Trépas du Tac-O-Tac. 11.50 Trépas du Tac-O-Tac. 12.00 Trépas du Tac-O-Tac. 12.10 Trépas du Tac-O-Tac. 12.20 Trépas du Tac-O-Tac. 12.30 Trépas du Tac-O-Tac. 12.40 Trépas du Tac-O-Tac. 12.50 Trépas du Tac-O-Tac. 13.00 Trépas du Tac-O-Tac. 13.10 Trépas du Tac-O-Tac. 13.20 Trépas du Tac-O-Tac. 13.30 Trépas du Tac-O-Tac. 13.40 Trépas du Tac-O-Tac. 13.50 Trépas du Tac-O-Tac. 14.00 Trépas du Tac-O-Tac. 14.10 Trépas du Tac-O-Tac. 14.20 Trépas du Tac-O-Tac. 14.30 Trépas du Tac-O-Tac. 14.40 Trépas du Tac-O-Tac. 14.50 Trépas du Tac-O-Tac. 15.00 Trépas du Tac-O-Tac. 15.10 Trépas du Tac-O-Tac. 15.20 Trépas du Tac-O-Tac. 15.30 Trépas du Tac-O-Tac. 15.40 Trépas du Tac-O-Tac. 15.50 Trépas du Tac-O-Tac. 16.00 Trépas du Tac-O-Tac. 16.10 Trépas du Tac-O-Tac. 16.20 Trépas du Tac-O-Tac. 16.30 Trépas du Tac-O-Tac. 16.40 Trépas du Tac-O-Tac. 16.50 Trépas du Tac-O-Tac. 17.00 Trépas du Tac-O-Tac. 17.10 Trépas du Tac-O-Tac. 17.20 Trépas du Tac-O-Tac. 17.30 Trépas du Tac-O-Tac. 17.40 Trépas du Tac-O-Tac. 17.50 Trépas du Tac-O-Tac. 18.00 Trépas du Tac-O-Tac. 18.10 Trépas du Tac-O-Tac. 18.20 Trépas du Tac-O-Tac. 18.30 Trépas du Tac-O-Tac. 18.40 Trépas du Tac-O-Tac. 18.50 Trépas du Tac-O-Tac. 19.00 Trépas du Tac-O-Tac. 19.10 Trépas du Tac-O-Tac. 19.20 Trépas du Tac-O-Tac. 19.30 Trépas du Tac-O-Tac. 19.40 Trépas du Tac-O-Tac. 19.50 Trépas du Tac-O-Tac. 20.00 Trépas du Tac-O-Tac. 20.10 Trépas du Tac-O-Tac. 20.20 Trépas du Tac-O-Tac. 20.30 Trépas du Tac-O-Tac. 20.40 Trépas du Tac-O-Tac. 20.50 Trépas du Tac-O-Tac. 21.00 Trépas du Tac-O-Tac. 21.10 Trépas du Tac-O-Tac. 21.20 Trépas du Tac-O-Tac. 21.30 Trépas du Tac-O-Tac. 21.40 Trépas du Tac-O-Tac. 21.50 Trépas du Tac-O-Tac. 22.00 Trépas du Tac-O-Tac. 22.10 Trépas du Tac-O-Tac. 22.20 Trépas du Tac-O-Tac. 22.30 Trépas du Tac-O-Tac. 22.40 Trépas du Tac-O-Tac. 22.50 Trépas du Tac-O-Tac. 23.00 Trépas du Tac-O-Tac. 23.10 Trépas du Tac-O-Tac. 23.20 Trépas du Tac-O-Tac. 23.30 Trépas du Tac-O-Tac. 23.40 Trépas du Tac-O-Tac. 23.50 Trépas du Tac-O-Tac. 0.00 Trépas du Tac-O-Tac. 0.10 Trépas du Tac-O-Tac. 0.20 Trépas du Tac-O-Tac. 0.30 Trépas du Tac-O-Tac. 0.40 Trépas du Tac-O-Tac. 0.50 Trépas du Tac-O-Tac. 1.00 Trépas du Tac-O-Tac. 1.10 Trépas du Tac-O-Tac. 1.20 Trépas du Tac-O-Tac. 1.30 Trépas du Tac-O-Tac. 1.40 Trépas du Tac-O-Tac. 1.50 Trépas du Tac-O-Tac. 2.00 Trépas du Tac-O-Tac. 2.10 Trépas du Tac-O-Tac. 2.20 Trépas du Tac-O-Tac. 2.30 Trépas du Tac-O-Tac. 2.40 Trépas du Tac-O-Tac. 2.50 Trépas du Tac-O-Tac. 3.00 Trépas du Tac-O-Tac. 3.10 Trépas du Tac-O-Tac. 3.20 Trépas du Tac-O-Tac. 3.30 Trépas du Tac-O-Tac. 3.40 Trépas du Tac-O-Tac. 3.50 Trépas du Tac-O-Tac. 4.00 Trépas du Tac-O-Tac. 4.10 Trépas du Tac-O-Tac. 4.20 Trépas du Tac-O-Tac. 4.30 Trépas du Tac-O-Tac. 4.40 Trépas du Tac-O-Tac. 4.50 Trépas du Tac-O-Tac. 5.00 Trépas du Tac-O-Tac. 5.10 Trépas du Tac-O-Tac. 5.20 Trépas du Tac-O-Tac. 5.30 Trépas du Tac-O-Tac. 5.40 Trépas du Tac-O-Tac. 5.50 Trépas du Tac-O-Tac. 6.00 Trépas du Tac-O-Tac. 6.10 Trépas du Tac-O-Tac. 6.20 Trépas du Tac-O-Tac. 6.30 Trépas du Tac-O-Tac. 6.40 Trépas du Tac-O-Tac. 6.50 Trépas du Tac-O-Tac. 7.00 Trépas du Tac-O-Tac. 7.10 Trépas du Tac-O-Tac. 7.20 Trépas du Tac-O-Tac. 7.30 Trépas du Tac-O-Tac. 7.40 Trépas du Tac-O-Tac. 7.50 Trépas du Tac-O-Tac. 8.00 Trépas du Tac-O-Tac. 8.10 Trépas du Tac-O-Tac. 8.20 Trépas du Tac-O-Tac. 8.30 Trépas du Tac-O-Tac. 8.40 Trépas du Tac-O-Tac. 8.50 Trépas du Tac-O-Tac. 9.00 Trépas du Tac-O-Tac. 9.10 Trépas du Tac-O-Tac. 9.20 Trépas du Tac-O-Tac. 9.30 Trépas du Tac-O-Tac. 9.40 Trépas du Tac-O-Tac. 9.50 Trépas du Tac-O-Tac. 10.00 Trépas du Tac-O-Tac. 10.10 Trépas du Tac-O-Tac. 10.20 Trépas du Tac-O-Tac. 10.30 Trépas du Tac-O-Tac. 10.40 Trépas du Tac-O-Tac. 10.50 Trépas du Tac-O-Tac. 11.00 Trépas du Tac-O-Tac. 11.10 Trépas du Tac-O-Tac. 11.20 Trépas du Tac-O-Tac. 11.30 Trépas du Tac-O-Tac. 11.40 Trépas du Tac-O-Tac. 11.50 Trépas du Tac-O-Tac. 12.00 Trépas du Tac-O-Tac. 12.10 Trépas du Tac-O-Tac. 12.20 Trépas du Tac-O-Tac. 12.30 Trépas du Tac-O-Tac. 12.40 Trépas du Tac-O-Tac. 12.50 Trépas du Tac-O-Tac. 13.00 Trépas du Tac-O-Tac. 13.10 Trépas du Tac-O-Tac. 13.20 Trépas du Tac-O-Tac. 13.30 Trépas du Tac-O-Tac. 13.40 Trépas du Tac-O-Tac. 13.50 Trépas du Tac-O-Tac. 14.00 Trépas du Tac-O-Tac. 14.10 Trépas du Tac-O-Tac. 14.20 Trépas du Tac-O-Tac. 14.30 Trépas du Tac-O-Tac. 14.40 Trépas du Tac-O-Tac. 14.50 Trépas du Tac-O-Tac. 15.00 Trépas du Tac-O-Tac. 15.10 Trépas du Tac-O-Tac. 15.20 Trépas du Tac-O-Tac. 15.30 Trépas du Tac-O-Tac. 15.40 Trépas du Tac-O-Tac. 15.50 Trépas du Tac-O-Tac. 16.00 Trépas du Tac-O-Tac. 16.10 Trépas du Tac-O-Tac. 16.20 Trépas du Tac-O-Tac. 16.30 Trépas du Tac-O-Tac. 16.40 Trépas du Tac-O-Tac. 16.50 Trépas du Tac-O-Tac. 17.00 Trépas du Tac-O-Tac. 17.10 Trépas du Tac-O-Tac. 17.20 Trépas du Tac-O-Tac. 17.30 Trépas du Tac-O-Tac. 17.40 Trépas du Tac-O-Tac. 17.50 Trépas du Tac-O-Tac. 18.00 Trépas du Tac-O-Tac. 18.10 Trépas du Tac-O-Tac. 18.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les excès de « l'autre » ozone

S'il s'amenuise à haute altitude, l'ozone apparaît trop abondant dans les basses couches de l'atmosphère. Avec, peut-être, des conséquences plus graves encore pour l'avenir de la planète.

LES spécialistes de l'ozone n'ont pas fini de se tourmenter. Pour réduire la déchirure observée, depuis quelques années, à plusieurs dizaines de kilomètres au-dessus de l'Antarctique, dans ce bouclier protecteur qui préserve la Terre de l'agression des rayons ultraviolets, des centaines de scientifiques et d'industriels sont aujourd'hui mobilisés dans le monde. Et l'on peut penser, sans être trop optimiste, que le problème, s'il est encore loin d'être réglé, est du moins considéré à sa juste valeur. Il n'en est pas de même, en revanche, pour l'autre ozone : celui de la troposphère, la couche inférieure de l'atmosphère, dont dépend également la survie de la planète, et qui commence elle aussi à inquiéter sérieusement la communauté scientifique.

Laboratoire volant

Jusqu'au début des années 80, la plupart des spécialistes pensaient que l'ozone troposphérique — soit 10 % de l'ozone total, situé entre 0 et 12 kilomètres d'altitude — provenait de simples échanges avec la stratosphère. Aujourd'hui, tandis que l'on se penche avec une inquiétude croissante sur l'augmentation de la teneur de l'air en gaz carbonique émis par nos activités industrielles, les chimistes de l'atmosphère découvrent que tous ces composés polluants, oxydes de carbone, d'azote et autres hydrocarbures, participent activement à la formation de l'ozone troposphérique. Et que l'augmentation régulière de ce « super-oxygène » (1) pourrait avoir des conséquences plus graves encore que le trou d'ozone observé au-dessus de l'Antarctique, quelques kilomètres plus haut.

Au début du siècle, la teneur en ozone troposphérique, mesurée au

parc Montsouris, à Paris, était de 15 ppb (parties par milliard). Aujourd'hui elle atteint 50 ppb. Aux Etats-Unis, les mesures effectuées par l'Agence pour la protection de l'environnement

de la CNRS à l'université Paul-Sabatier de Toulouse, ce spécialiste des basses couches atmosphériques sait de quoi il parle. Depuis quelques années, son laboratoire est en effet au carrefour d'une série d'études sans précédent visant à cerner le phénomène à l'échelle planétaire, qui fournissent à la communauté scientifique internationale l'ensemble de mesures le plus cohérent, le plus complet... et le plus alarmant jamais réalisé sur le cycle de l'ozone troposphérique.

« Dès le début des années 80

pour permettre de confirmer véritablement cette théorie.

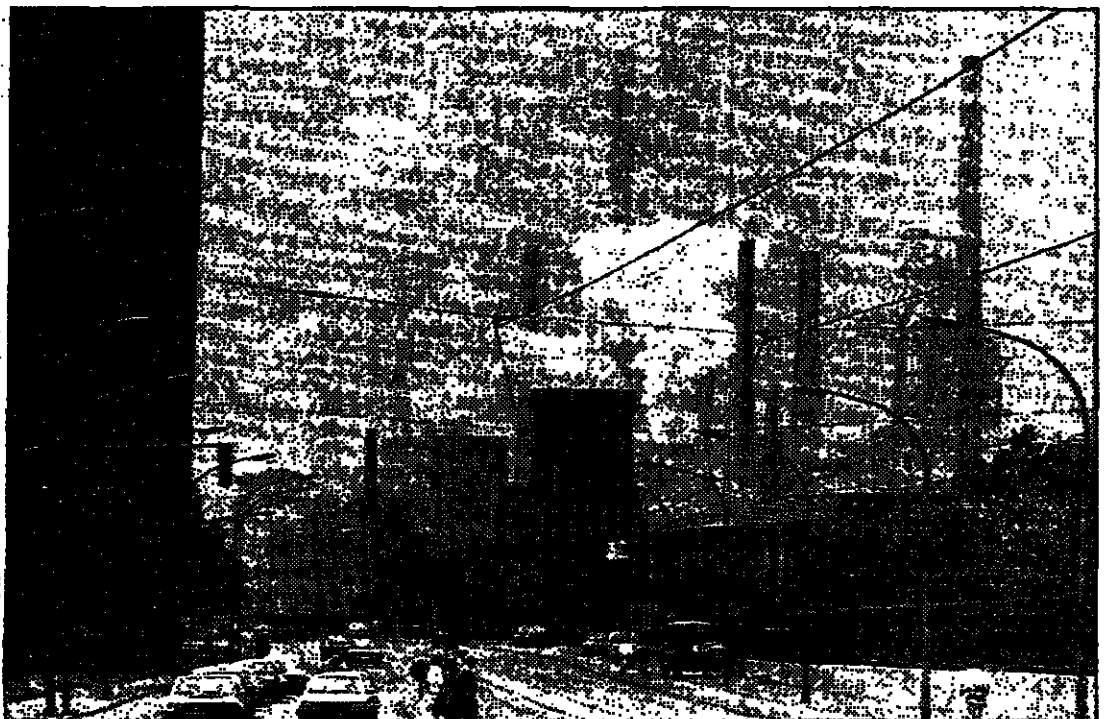
En juin 1984, une première campagne d'exploration par avion est organisée par le laboratoire d'aérologie de Toulouse, en collaboration avec la Météorologie nationale et les laboratoires allemands de chimie de l'atmosphère de Julich et de Francfort. Baptisée *Stratos*, l'expédition se déroule dans une Caravelle 116 du centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge. Un véritable laboratoire volant équipé de tous les appareils nécessaires à la

de l'Afrique : vingt et une étapes au total, soit des milliers de données chimiques enregistrées entre 0 et 12 km d'altitude. « Dès les premières analyses des résultats, nous avons constaté que les teneurs en ozone troposphérique étaient nettement plus élevées dans l'hémisphère Nord, résumé M. Marengo. A peu près le double aux latitudes moyennes, correspondant aux régions les plus peuplées et industrialisées. » Preuve supplémentaire de la prépondérance des réactions photo-

chimiques, les avions reniflèrent des scientifiques ont aussi permis de mettre en évidence d'autres phénomènes, plus ponctuels. En Afrique, notamment, où les feux de brousse constituent une source locale importante de pollution.

CATHERINE VINCENT.
(Suite page 21.)

(1) L'ozone est une molécule formée de trois atomes d'oxygène.
(2) Les spécialistes parlent alors de réactions « photochimiques ».



montrent que le taux d'ozone a augmenté de 5 % de 1986 à 1987, et de 15 % supplémentaires l'année dernière. Au point qu'une liste de 120 propositions visant à réduire le taux de pollution vient d'être énoncée par la ville de Los Angeles, capitale américaine de la pollution.

« L'évolution de l'ozone dans la troposphère est sans aucun doute, aujourd'hui, le problème le plus important de tous ceux posés en chimie troposphérique », affirme M. Alain Marengo. Responsable du laboratoire d'aérologie

des mesures effectuées à partir de l'observatoire du pic du Midi (Hautes-Pyrénées), à 3 000 mètres d'altitude, sur la concentration en ozone et en oxyde de carbone dans l'atmosphère libre, laissent penser que les polluants d'origine naturelle et humaine, combinés à l'action de la lumière (2), interviennent pour une large part dans la formation de l'ozone troposphérique », précise M. Alain Marengo. Mais les études restent pendant plusieurs années encore trop dispersées et de portée trop limitée

mesure en continu de l'ozone et de ses précurseurs, à bord duquel les chercheurs font en trois semaines le tour du monde, du Groenland à la Terre de Feu. Objectif : comparer la répartition de l'ozone troposphérique dans les deux hémisphères et estimer ainsi la participation de l'activité humaine dans ce bilan. L'hémisphère Nord ayant, à lui seul, le triste privilège de concentrer 90 % de la pollution industrielle.

Nord-Canada, Antilles, côte ouest de l'Amérique du Sud, Patagonie, retour par la côte ouest

SAUVER L'AMAZONIE

VEU pieux destiné à apaiser l'opinion ou réelle volonté politique ? A l'heure où la pression des Verts s'accroît un peu partout dans le monde et où vingt-quatre Etats appellent à la mise en place d'une autorité mondiale pour la protection de l'atmosphère du globe (le Monde du 14 mars), le président brésilien José Sarney vient en tout cas d'annoncer la mise en œuvre d'un programme sans précédent, *Nossa natureza* (Notre nature), destiné à sauvegarder la forêt amazonienne.

Qualifiant les accusations de destruction des écologistes de « cruelles et injustes », le président Sarney, lors de la présentation de ce projet, a affirmé haut et fort que la préservation de la forêt tropicale, « patrimoine souverain du Brésil », figure désormais parmi les priorités de son pays.

Mercurio

Les chiffres, pourtant, parlent d'eux-mêmes : sur les quelque 4 millions de kilomètres carrés que recouvre le plus grand « poumon » de la planète, plus de 10 millions d'hectares — soit un cinquième du territoire français — disparaissent chaque année, au profit des surfaces cultivées et des pâturages. A tel point que les plus pessimistes prédisent, si ce rythme devait se maintenir, la disparition pure et simple de la plus grande surface boisée du monde d'ici à un demi-siècle.

Avec dix-sept décrets présidentiels et sept projets de loi prochainement présentés au Parlement, le programme *Nossa natureza* ne manque pas d'ambi-

tion. Outre la création de nouvelles réserves forestières et le maintien des interdictions sur l'exportation de bois, il prévoit notamment le contrôle de la vente et de l'utilisation par les chercheurs d'or du mercure, dangereux polluant employé pour extraire le précieux métal ; la création d'une unité de police pour la surveillance des incendies de forêt ; la détermination de zones « agro-écologiques », susceptibles d'être exploitées commercialement sans pour autant menacer l'environnement. Ainsi, bien sûr, que le maintien de la suspension des incitations fiscales à l'élevage décidées en octobre 1988, ces dernières étant considérées comme le principal facteur de déforestation de la ceinture verte amazonienne au cours des dix dernières années.

Reste l'essentiel, sur lequel s'accrochent aujourd'hui tous les experts : dans un pays où l'inflation dispute le premier rôle à la dette extérieure, aucun projet écologique, aussi drastique soit-il, n'est actuellement à même de sauver la forêt amazonienne s'il ne s'accompagne d'importantes mesures économiques. Des solutions existent, que d'autres pays d'Amérique latine se sont résolus à accepter. Ainsi, les pays créanciers de la Colombie ou de l'Equateur utilisent-ils une partie de l'argent qui leur est dû dans des actions ponctuelles de sauvegarde. Estimant qu'il en va de sa « souveraineté nationale », le Brésil, jusqu'ici, s'est toujours refusé à ce type de compromis. Pourra-t-il soutenir longtemps une telle intransigeance ?

Ca. V.

Pollution à domicile

A l'intérieur des locaux, la pollution est souvent plus forte qu'à l'extérieur. Des mesures de prévention sont à l'étude.

LA pollution n'est plus ce qu'elle était. Longtemps considérée comme la plus dangereuse des sources de pollution, l'atmosphère urbaine est aujourd'hui reléguée au second plan des nuisances atmosphériques. Alertés par les mesures qui montrent l'importance des polluants à l'intérieur des locaux professionnels et des habitations, les spécialistes tirent aujourd'hui le signal d'alarme et mettent en garde contre leurs éventuelles conséquences sur la santé.

Il n'existe pas une mais des pollutions atmosphériques. Un ensemble complexe de toxiques qui se combinent au gré du temps, des lieux et des conditions météorologiques et dont il est bien difficile d'apprécier les effets biologiques sur l'homme tant les études épidémiologiques sont longues et compliquées. Avec la crise de l'énergie qui, par souci d'économie, a progressivement incité les constructeurs et les usagers à limiter la ventilation et à renforcer l'isolation, la pollution des locaux, où une grande partie de la

population passe souvent plus de vingt heures par jour, est devenue inquiétante. A la suite des auteurs nord-américains et canadiens, contraints par la rigueur de leur climat à une prise de conscience rapide de ces problèmes, les spécialistes français commencent enfin, non sans un certain retard, à se préoccuper du phénomène.

Tabagisme passif

Trois sources essentielles — les polluants venus de l'extérieur, ceux qui résultent de l'activité des occupants et les nuisances engendrées par les matériaux de construction des locaux — contribuent à la pollution intérieure. Dans l'atmosphère confinée des habitations et des bureaux, on retrouve à une concentration supérieure la quasi-totalité des polluants extérieurs. Les gaz et les particules d'impuretés en suspension dans l'air s'infiltrent dans les locaux et s'ajoutent aux sources intérieures de ces mêmes polluants : le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone qui pro-

vient des appareils de chauffage, des cuisinières et du tabac, le plomb apporté de l'extérieur sur les vêtements et les chaussures et retrouvé dans l'alimentation, les oxydes d'azote et l'ensemble des particules en suspension dans l'air ambiant. Cet air, dont nous respirons 15 mètres cubes par jour sur une surface pulmonaire de 80 mètres carrés, menace en premier lieu l'appareil respiratoire et, pour certains toxiques comme l'oxyde de carbone responsable de quatre-vingts décès par an en France, le système nerveux central, ou, pour d'autres, comme le plomb, les cellules sanguines et les reins.

Avec ses trois mille composants identifiés à ce jour et ses cinq milliards de particules par cigarette, la fumée du tabac est incontestablement la plus redoutable des polluants liés à l'activité humaine. Alors que ni les effets cancérigènes reconnus du tabac ni les maladies chroniques ou les maladies cardio-vasculaires liées au tabagisme ne parviennent à dissuader les fumeurs, le problème de la pollution tabagique se pose aujourd'hui en termes de tabagisme passif. Les études s'attachent à reconnaître chez les non-fumeurs un risque objectif inhérent à l'atmosphère tabagique. « Il faut distinguer les enfants et les adultes, explique le professeur Stéphane Fréchet (ser-

vice d'écologie respiratoire à l'hôpital Cochin de Paris). Chez les enfants des gros fumeurs comme chez les allergiques et les asthmatiques évoluant dans une atmosphère tabagique, on constate une augmentation certaine des maladies pulmonaires et des infections respiratoires. En revanche, les études sur le risque cancérigène lié au tabagisme passif sont contradictoires et l'ampleur de ce risque doit être précisée. » D'autre part, la fumée du tabac joue un rôle de catalyseur sur l'ensemble des autres polluants.

Les enfants particulièrement touchés

Parmi ceux-ci, les nuisances relevant des travaux de bricolage et d'entretien des habitations occupent une place grandissante. Ces activités conduisent à introduire dans les habitations des produits ou des matériaux générateurs de gaz, de vapeurs ou de particules susceptibles de polluer l'air ambiant. Cette forme de pollution atmosphérique constitue, avec le monoxyde de carbone, la principale cause d'intoxication par voie respiratoire en milieu domestique.

BÉATRICE BANTMAN.
(Lire la suite page 21.)

DDP



DU 8 AU 16 AVRIL
ON NE FERA JAMAIS
ASSEZ DE PLACE
AU NOUVEAU MONDE
ELECTRONIQUE.

Toutes les nouveautés Hi-Fi Technics
et vidéo Panasonic
sont présentées en exclusivité
au Virgin Megastore,
52-60 avenue des Champs-Élysées, Paris.



Panasonic et Technics sont les marques commerciales du groupe Matsushita.

Les hôpitaux en mal d'urgences

Six millions de personnes sont, chaque année en France, admises en urgence dans les hôpitaux publics. Un rapport officiel dénonce l'aspect « kafkaïen » de ce système et plaide pour une politique nationale.

Un rapport du Conseil économique et social rédigé sous l'autorité du professeur Adolphe Steg (CHU de Cochin, Paris), et rendu public mardi 11 avril (1), fournit une radiographie précise et particulièrement accablante du fonctionnement des services d'urgence en milieu hospitalier. Il vient fort utilement compléter un récent document de la Commission nationale d'anesthésiologie, présidée par le professeur Louis Lareng (CHU de Toulouse), qui dressait aussi un constat sans complaisance de la situation des services hospitaliers spécialisés dans l'accueil des malades admis en urgence (Le Monde du 10 août 1988).

A la différence des cliniques privées, les hôpitaux publics garantissent l'accès aux soins de tous. « Le recours à l'hôpital en cas d'urgence médicale est, de nos jours, peut-on lire dans le rapport, considéré comme allant de soi et est devenu un véritable réflexe. C'est vers l'hôpital que convergent les ambulances des SAMU, des SMUR, les véhicules de la police, de la gendarmerie, des pompiers, de la Croix-Rouge, etc., lui amenant blessés, accidentés et grands états de détresse. Mais c'est aussi à l'hôpital que se retrouvent les patients qui, après avoir été adressés par leur médecin, la plupart des patients qui se trouvent, ou qui ont le sentiment de se trouver, dans une situation d'urgence. Cette préférence est le meilleur témoignage de la confiance que la population place dans les hôpitaux publics tant pour le traitement des affections urgentes graves que pour l'accueil permanent vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».

« Kafkaïen »

Or, il y a ici un important paradoxe. Car si, effectivement, tout le monde reconnaît l'efficacité du système dès lors qu'il prend en charge des malades ou des accidentés en danger de mort, c'est aussi l'accueil des urgences qui pose, d'une manière générale, le plus de problèmes, et qui soulève le plus de critiques dans l'ensemble du fonctionnement hospitalier. « Des très nombreuses enquêtes qui portent sur les services d'urgence, qu'elles aient été effectuées auprès des usagers, des médecins, des infirmières ou des directeurs d'hôpitaux, se dégage une insatisfaction quasi unanime sur l'état et le fonctionnement actuel de ces services, dont on souligne parfois des défaillances sérieuses, explique le rapport. Certes, des progrès indiscutables ont été accomplis dans l'organisation et l'humanisation de l'accueil, mais celui-ci apparaît comme globalement insatisfaisant ».

On estime que, chaque année, en France, plus de six millions de malades se présentent ou sont traités dans ces services. Qui sont-ils ? Selon le rapport du professeur Steg, 600 000 d'entre eux sont des « urgences extrêmes », c'est-à-dire des situations qui exigent une réanimation immédiate, ou des urgences « lourdes », qui mettent en jeu la vie même du malade (polytraumatisés ou brûlés graves, par exemple). Mais le plus grand nombre des malades vus dans les urgences ne présentent, en réalité, que des troubles banals qui n'exigent qu'un contact médical, un rapide bilan, un traitement simple et un apaisement psychologique. Beaucoup d'entre eux auraient pu être traités par les praticiens en dehors de l'hôpital et, souvent même, en dehors du contexte d'urgence.

Autre chiffre important : 25 % des urgences médicales sont d'origine psychiatrique ou sociale. Selon le rapport, « 60 % à 70 % des malades vus aux urgences ne nécessitent pas d'hospitalisation : ils sont soignés et non admis à l'hôpital. Beaucoup de malades n'ont d'autre motif d'admission que leur vieillesse et leur solitude. A Paris, 30 % des patients

vus aux urgences ont plus de soixante-dix ans ». Constat accablant : « Les couches les plus défavorisées de la population, faute souvent de pouvoir accéder aux consultations médicales, se présentent plus fréquemment aux urgences ». Près d'un tiers des malades ne restent hospitalisés que moins de vingt-quatre heures.

Face à ce constat général, le rapport propose une analyse et une classification des critiques dont font l'objet, parfois de manière très virulente, ces services. Ces critiques sont de trois ordres :

● L'insuffisante médicalisation des urgences

Il s'agit à la fois d'une insuffisance quantitative concernant les effectifs du personnel de garde et d'une insuffisance qualitative, du fait de l'hétérogénéité de ce personnel. « Il n'est pas rare que le petit nombre de médecins inscrits sur le tableau de garde rende très difficile, voire impossible, malgré un rythme de garde déraisonnable, d'assurer la permanence et la disponibilité vingt-quatre heures sur vingt-quatre ».

● L'insuffisante qualité de l'accueil

Le reproche majeur est l'attente excessive, note le rapport. De fait, celle-ci se compte en heures, elle est très mal vécue et prend parfois un côté kafkaïen quand, en l'absence d'explication et d'apaisement, le malade attend on ne sait ni qui, ni quoi, ni pourquoi, ni pour combien de temps... 7 % à 13 % des hôpitaux ne disposent pas de locaux individualisés pour l'urgence. Surtout, un hôpital sur deux ne dispose pas d'installations radiologiques aux urgences. De façon plus précise, les malades déplorent l'inconfort des installations, la promiscuité entre blessés et malades, l'absence d'insonorisation et aussi les lourdeurs, et parfois le caractère déshumanisé, des formalités administratives. Les transferts entre hôpitaux, par manque de constat ou par absence dans l'établissement d'une discipline dont relève le malade, sont toujours très mal vécus. Enfin, il convient de souligner qu'on observe actuellement une tendance à l'accroissement des plaintes ayant trait aux soins médicaux et paramédicaux.

● L'insatisfaction des personnels médicaux et paramédicaux

Celle-ci n'est certes pas spécifique aux services d'urgence. Elle porte toutefois plus particulièrement sur les mauvaises conditions de travail, l'insuffisance des rémunérations des gardes, la disparité entre les centres hospitaliers généraux et les centres hospitalo-universitaires, ces derniers attirant la quasi-totalité des internes nommés au concours.

La pénurie de chirurgiens

Afin d'améliorer une situation aussi critique que critiquable et tout en prenant en compte « l'extraordinaire diversité » des structures en cause, le rapport du professeur Steg formule un certain nombre de propositions qui, comme l'a montré le récent rapport du professeur Lareng, ne manqueront pas de susciter de nombreuses réactions. En particulier, tout comme ce dernier document, celui du Conseil économique et social estime indispensable la participation des médecins libéraux aux urgences des hôpitaux publics. Cette participation devrait concerner à la fois les chirurgiens et les médecins généralistes. « Il n'est pas rare en effet, indique le rapport, que, dans bien des villes où une équipe hospitalière réduite a de la peine à assurer la permanence des gardes dans des conditions satisfaisantes, existent plusieurs praticiens libéraux, tous issus des hôpitaux publics, qui pourraient être associés aux tours de garde ».

Cette formule originale, mais souvent très critiquée, imposerait

des compensations financières avec des adaptations statutaires permettant d'intégrer les chirurgiens libéraux dans les équipes hospitalières. Sur ce point, le Conseil économique et social tient à attirer l'attention sur la redoutable crise du recrutement chirurgical : actuellement 30 % des postes de chirurgie ne sont pas pourvus par des titulaires et, au terme des récents concours d'Internat, un pourcentage très faible des postes mis au concours ont été choisis par de futurs chirurgiens. Les besoins sont très insuffisamment couverts, en particulier en chirurgie orthopédique et en gynécologie-obstétrique. Les généralistes aussi devraient, selon le rapport, être étroitement associés à l'activité hospitalière. Pour intéressante qu'elle soit, on peut penser que cette proposition est quelque peu paradoxale, sinon irréalisable, dans la mesure où, bien souvent, ce sont précisément des médecins généralistes qui adressent leurs patients aux services d'urgence.

Une autre série de propositions concerne les internes (création de stages de formation, comme le fait l'Assistance publique, sélectivité accrue concernant le diplôme interuniversitaire de spécialité), les gardes et les astreintes (poursuite de l'amélioration des indemnités), les « médecins seniors » (effectifs insuffisants, revalorisation de leur rémunération) ainsi que le personnel paramédical. Une grande partie du rapport Steg est aussi consacrée aux divers moyens permettant d'améliorer l'accueil du malade, qu'il s'agisse de l'environnement matériel ou humain (amélioration de l'information du malade, de sa famille, ainsi que de la formation du personnel, amélioration des formalités d'admission qui devraient être brèves, personnalisées, discrètes et informatisées).

Menaces

L'objectif prioritaire dans ce domaine vise à réduire les délais d'attente. « Les expériences réalisées dans un certain nombre d'hôpitaux, peut-on lire dans le rapport, démontrent que cet objectif peut être atteint, certes en élargissant l'équipe de garde mais aussi par un effort d'organisation. La présence d'un médecin sur place, libéré de toute autre activité, est indispensable, en particulier pour la chirurgie : pendant qu'un interne opère, il est nécessaire qu'un de ses collègues soit disponible sur place ».

Enfin, au chapitre de l'organisation et du financement, le rapport Steg demande l'individualisation du fonctionnement des services dans le budget global hospitalier. Il considère « que, devant le grave problème de santé publique que pose le fonctionnement actuel de beaucoup de services, et devant la véritable transformation que suppose sa réforme avec les importants investissements humains et matériels qu'elle implique, il n'est pas envisageable que son financement puisse être assuré par un simple redéploiement interne. En conséquence, c'est une véritable politique nationale des urgences qu'il convient de mettre en œuvre. Elle devrait se traduire par des dotations budgétaires spécifiques aux établissements auxquels serait demandé en priorité un effort particulier dans l'accueil des malades ».

Au total, ce document important ne fait qu'illustrer deux des menaces graves qui pèsent sur l'hôpital public : la sous-médicalisation en raison de la désaffection des médecins pour les hôpitaux publics, et la dégradation des conditions de travail médical. Deux menaces réelles que l'on retrouve, sous-jacentes, dans l'ensemble des mouvements sociaux qui agitent le monde hospitalier et qui justifient amplement que le prochain conseil des ministres du 12 avril soit consacré à l'hôpital et à la santé. Deux menaces qui ne disparaîtront pas tant que l'on n'aura pas clairement défini la part du budget national que la collectivité entend consacrer à la santé de ses membres.

JEAN-YVES NAU.

(1) L'avant-projet d'avis sur « L'urgence à l'hôpital », rédigé sous la direction du professeur Adolphe Steg, doit être rendu public en présence de M. Claude Evain, ministre de la santé, le mardi 11 avril, avant d'être voté par le Conseil économique et social.

Controverse spatiale à Moscou

L'échec de la mission Phobos amène un chercheur soviétique à contester, dans la « Pravda », la politique spatiale de son pays. Voici le texte.

Le double échec de la mission soviétique Phobos, destinée notamment à l'étude du fameux satellite de la planète Mars, vient rappeler que l'exploration du système solaire n'est pas une entreprise facile. Mais, au-delà de cette évidence, la communauté scientifique soviétique se demande si ce douloureux échec n'est pas la conséquence d'un désintérêt prolongé des pouvoirs publics qui, comme le montrent certains extraits de cette tribune libre signée d'un chercheur de l'Institut des recherches spatiales (IKI) et parue dans la Pravda du 25 mars (*), de porter un coup fatal aux missions interplanétaires soviétiques.

DES doutes sont apparus, ces temps derniers, dans l'opinion, quant au bien-fondé des dépenses consacrées à l'espace. On peut dire avec assurance que les appels à économiser « sur les projets spatiaux » touchent (et ils frappent déjà) précisément cet aspect de la science.

Voilà une quinzaine d'années, afin d'étudier « l'espace proche » (autrement dit à des altitudes variant entre 220 et quelques milliers de kilomètres), des satellites de la série des A ou OS ont été élaborés. Les chercheurs soviétiques (conjointement, dans certains cas, avec leurs collègues des pays socialistes et de France) ont procédé, grâce à ces satellites, à toute une série d'expériences physiques. Mais les caractéristiques de ces satellites sont devenues obsolètes, or le Glavkosmos (l'organisme soviétique chargé de la promotion et de la commercialisation des activités spatiales soviétiques) ne prévoit pas, bien que les scientifiques en aient besoin, d'étudier des projets de nouveaux satellites de cette classe, plus modernes.

Si, il y a une vingtaine d'années, les caractéristiques des fameux satellites Prognost satisfaisaient les exigences de la recherche scientifique, aujourd'hui, cependant, ils ne sont plus adaptés à la configuration des engins spatiaux, les

Prognost à l'Académie des sciences responsables des programmes spatiaux scientifiques et refuse de mettre au point un satellite de la Terre plus performant pour des buts analogues. Naturellement, ces propositions sont inacceptables.

(...) Pour de nombreuses raisons (notamment économiques et politiques), la recherche spatiale moderne revêt de plus en plus un caractère international. Afin que l'étude de l'espace dans la banlieue de la Terre ne soit pas totalement interrompue, et que puisse être mise en œuvre une coopération internationale dans ce domaine, l'Institut de recherches spatiales de l'Académie des sciences de l'URSS a pris, dirai-je, une mesure audacieuse : il a tenté de créer un satellite — un petit laboratoire spatial — avec ses propres forces, au sein d'une coopérative, sans la participation des entreprises du Glavkosmos.

Les défauts de Phobos

Le seul et unique nouveau type d'engin spatial élaboré ces dernières années par l'industrie pour l'étude planétaire est la sonde Phobos, dont deux exemplaires ont été lancés l'année dernière à destination de Mars. Mais du point de vue de la disposition des expériences scientifiques, la sonde Phobos présente une série de défauts : il est difficile d'y installer comme il le faudrait les appareils scientifiques ; le volume de l'information scientifique transmissible est faible, de même que le poids des appareils scientifiques, comparativement à celui de l'ensemble de la construction. Ces défauts sont liés aux relations fausses existant entre l'Académie des sciences et l'industrie spatiale. (...)

Durant les années de stagnation, tout cela s'est progressivement modifié. Aujourd'hui, l'IKI se trouve dans la position d'un partenaire de rang inférieur (et presque privé de droits). Les constructeurs de l'industrie déterminent eux-mêmes la configuration des engins spatiaux, les

caractéristiques de leurs systèmes auxiliaires, le poids et la consommation énergétique de leurs appareils scientifiques, puis, les proposent à l'IKI : si vous n'en voulez pas, vous n'aurez rien d'autre. On a l'impression que les constructeurs sont d'autant plus satisfaits que les expériences envisagées par les chercheurs sont moins nombreuses ; la situation est ainsi plus facile à gérer pour eux.

Notons au passage que la perte de la première sonde Phobos (1) est à placer sur le même rang et s'explique par les mêmes raisons que le naufrage du paquebot Andral-Nakhimov. Autrement dit, elle est due au manque de compétence et d'esprit de responsabilité des hommes, et non à ce qu'on ne sait trop quels défauts techniques. L'Académie des sciences doit s'accommoder de cette situation, car elle ne dispose pas de moyens d'action sur l'industrie fabriquant les sondes spatiales. Dans le monde entier, les instituts sont les commanditaires, et les entreprises industrielles les fournisseurs, les premiers paient et commandent aux seconds exactement ce dont ils ont besoin. Chez nous, l'Académie des sciences ne dispose pas de crédits pour élaborer et fabriquer des sondes spatiales : elles les reçoit gratuitement. Naturellement, dans ces conditions, c'est le fabricant qui dicte ses volontés. Si ces crédits étaient accordés à l'Académie des sciences et si le bureau d'études du Glavkosmos était financièrement intéressé à l'exécution des commandes, le niveau technique des sondes spatiales soviétiques et de leur réalisation au sol augmenterait, sans aucun doute, sensiblement.

Des économies discutables

Les sommes totales engagées pour la recherche fondamentale dans l'espace sont relativement faibles, comparées aux dépenses globales de l'industrie spatiale, et économiser sur les missions spatiales automatiques ne contribue guère à enrichir les étalages de nos magasins.

Dans ce domaine, l'élaboration et la réalisation du système lanceur lourd-navette Energia-Bourane ont conduit à surmonter d'énormes difficultés et constituent un succès technique qui soulève l'enthousiasme. Mais je dis bien : technique. Il n'y a aucune raison d'inscrire ces dépenses au chapitre de celles allant à la recherche scientifique fondamentale menée dans notre pays. Et il n'est guère facile d'expliquer pourquoi nous avons besoin, précisément maintenant, de ce système.

Il n'est pas exclu, selon moi, que la principale raison ayant présidé à la création du système Energia-Bourane ait été l'aspiration d'une branche à s'auto-affirmer, et non les besoins réels du pays et de la science. Car lors du Symposium international de Moscou consacré au trentième anniversaire du lancement du premier Spoutnik, a été annoncé pour la prochaine décennie une impressionnante programme soviétique de recherches concernant Mars au moyen de sondes automatiques. Mais sa mise en œuvre s'est engagée avec une incroyable lenteur. (...) Le temps perdu pour le projet Mars-94, qui débouchera sur un affaiblissement de la qualité de la recherche, préoccupe visiblement tout aussi peu l'industrie que le présidium de l'Académie des sciences.

Tout ce qui vient d'être dit permet de considérer que la poursuite de la recherche fondamentale dans l'espace, entreprise avec éclat dans notre pays, suscite aujourd'hui une profonde inquiétude. (...) Aux Etats-Unis, le budget et les programmes de la recherche spatiale sont débattus publiquement et ratifiés par le Sénat. Ce serait une excellente chose que les mêmes dispositions soient introduites par le nouveau Soviet suprême de l'URSS, qui sera élu cette année.

G. GRINGAUZ.

(*) Texte traduit et diffusé par le Bureau soviétique d'information.

(1) La deuxième sonde Phobos a également échoué sur sa mission (NDLR).

DICTIONNAIRE CLINIQUE
DES THERAPIES FAMILIALES SYSTEMIQUES
JEAN-CLAUDE BENOIT, JACQUES-ANTOINE MALAREWICZ
LES EDITIONS ESF

Le premier Dictionnaire clinique des thérapies familiales systémiques... Ce n'est pas du luxe, à une époque où ces techniques se répandent comme une traînée de poudre dans l'Hexagone. «...il était temps que paraisse ce dictionnaire, écrit dans un code socio-culturel familier. »

Medecine et hygiène
«...un élargissement, un renouvellement, une complémentarité qui faisaient défaut...»

Bulletin critique du livre français
«Comptant plus de 900 articles, cet ouvrage est immédiatement utilisable en pratique thérapeutique.»

Impact Médécine
«Un ouvrage de référence...» Vie et Santé

«...important ouvrage... C'est aussi une nouvelle approche de toute situation de souffrance...»

Medecine Pratique
«Ouvrage remarquable de précision et de rigueur...»

«...le Dictionnaire clinique des thérapies familiales et systémiques répond, en 1988, à un besoin...»

L'Inter Courrier
«...s'adresse autant... à des pédagogues, des juges, des travailleurs sociaux ou des médecins généralistes...»

Soins psychiatrie
«...conçu pour aider, dans leur pratique et leur réflexion, les thérapeutes et tout acteur médico-social, éducatif ou social...»

«...les questions abordées sont au plus près de nos préoccupations quotidiennes» Psychologie.

ne bull
de toutes p
vrait en v
américain
le projet
es exc
36 2
L'AFP en accès direct
leur diffusion, en tant
formation indispensable
Putez l'information

Une bulle verte dans le désert

Peut-on créer de toutes pièces un milieu « naturel » où l'homme vivrait en vase clos ? Des chercheurs américains en font l'expérience en Arizona avec le projet Biosphère 2.

La mise en scène, le lundi 13 mars, valait une sortie de capsule spatiale : vêtue d'une combinaison rouge vif — l'uniforme adopté pour le projet Biosphère 2 — Abigail Alling, une biologiste de vingt-neuf ans, surgissait de son module en faisant le V de la victoire. Quelle victoire ? Abigail venait seulement de passer cinq jours confinée en milieu complètement clos, avec quelques légumes en terre, deux poissons en bassin et une batterie de capteurs chargés d'enregistrer toutes les données de l'expérience. C'était la première expérimentation en vraie grandeur du projet Biosphère 2, commencé il y a cinq ans dans le désert de l'Arizona.

Cet ambitieux projet, qui doit déboucher le 21 septembre 1990 sur le confinement « sous cloche » de huit hommes et femmes, capables de vivre pendant deux ans en circuit totalement fermé, n'en est encore qu'aux préparatifs. Biosphère 2, qui se veut la réplique miniature de Biosphère 1, c'est-à-dire de la planète Terre, n'est encore qu'un vaste chantier au pied des monts Catalina, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Tucson (Arizona). Dans ces collines hérissées de cactus et de buissons épineux commence à sortir de terre ce qui deviendra la plus grande serre du monde, ou plus exactement le plus grand terrarium.

Qu'on imagine : sur 1 hectare au sol entièrement étanche — deux couches de béton enveloppant une feuille d'acier inoxydable — va être posée une immense voûte de verre et d'acier, sorte de Pyramide du Louvre haute de 25 mètres, élargie sur une longueur totale de 170 mètres. A l'intérieur de ce vivarium géant, sept milieux vont devoir coexister. Tout en haut, à l'extrémité, une forêt tropicale humide de type amazo-

nien ; juste à côté, une savane tropicale accrochée à une falaise, puis, en contrebas, un marais d'eau saumâtre, débouchant sur un lagon avec récif corallien et finissant dans un bras de mer de plus de 7 mètres de fond ; enfin, tout à l'avant, bordé par une savane épineuse, un désert comme on en trouve en Basse-Californie, c'est-à-dire humidifié par l'air marin. Ces sept milieux « naturels » tels qu'on les trouve à l'état sauvage sur le continent américain abriteront une flore et une faune qui ne compteront pas moins de 3 800 espèces, de la mousse à l'arbre de haute futaie et depuis le moustique jusqu'au daim — nain, tout de même.

Animaux nains

Tous les animaux « de ferme », également, seront nains. Mais les cultures agricoles, pratiquées dans le sixième « biome », selon la terminologie biosphérique, produiront des plantes de belle taille, enrichies aux engrais naturels et dopées par l'effet de serre. Ces plantes et animaux, auxquels il faut adjoindre les poissons du genre tilapia, originaires des lacs de l'Est africain, serviront à l'alimentation des huit habitants du septième « biome », logés dans un immeuble attenant, doté de tout le confort moderne.

Mais pourquoi diable une telle expérience, qui nécessite un investissement de 30 millions de dollars (1) ? « L'opération Biosphère 2 a trois objectifs », explique Kathleen Dyrh, nutritionniste de formation, qui dirige aujourd'hui l'information. *Premièrement, créer des écosystèmes clos afin de les étudier ; deuxièmement, constituer des réserves biologiques pour espèces menacées ; enfin, mettre sur pied des habitats où l'homme puisse vivre en vase clos, que ce soit pour des*

missions spatiales ou la colonisation d'autres planètes.

L'initiateur de l'opération est un nommé Carl Hodges, mathématicien et physicien aujourd'hui converti à l'agronomie tropicale. Comme directeur du laboratoire d'énergie solaire de l'université d'Arizona, depuis 1962, Carl Hodges s'est progressivement intéressé à la culture en zone désertique, notamment aux possi-

produits naturels (céréales, fruits, légumes et poisson).

Tout est fait, dans cette unité, pour étudier la chaîne complète de l'écosystème. Les tilapias, dans leurs bassins, se nourrissent des algues produites par la lumière et la chaleur. A leur tour, ils enrichissent l'eau de leurs déjections, ce qui permet de cultiver des plantes aquatiques comme le riz. Au lieu de déverser des engrais

lement oxygéné par les plantes et filtré par les bactéries du sol. Et ils devront boire l'eau qui aura servi aux poissons ou à leur toilette...

Le plus difficile, cependant, ne semble pas la survie des hommes, dont on connaît parfaitement les besoins alimentaires (2 500 calories par jour dans la bulle) et les exigences en matière d'espace

pour éviter de mettre en danger les feuillages.

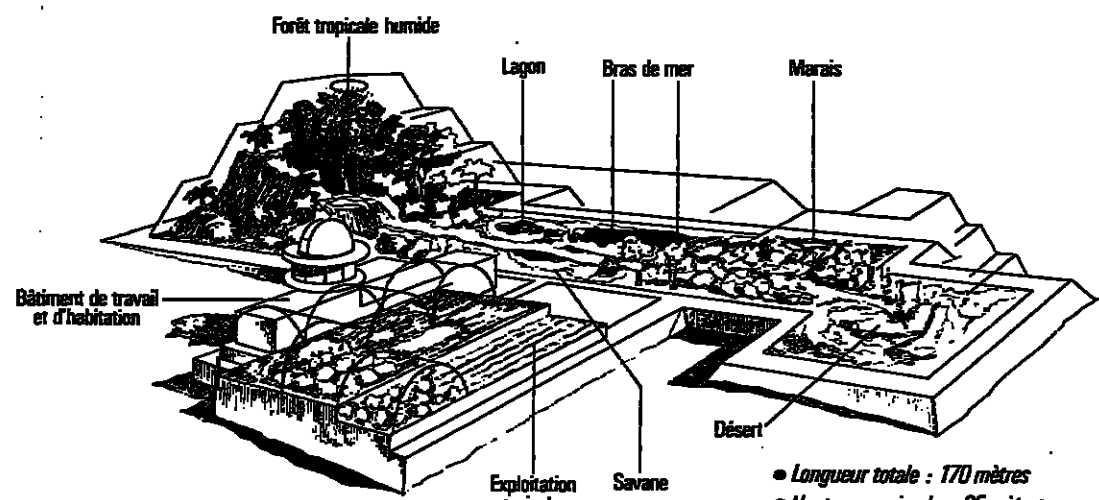
Ce dosage constitue l'obstacle majeur de l'expérience Biosphère 2. Si l'on veut que, pendant deux ans, cohabitent en vase clos, et en milieu entièrement reconstitué, des hommes, des animaux et des plantes, il faut mettre en équation toutes les données biologiques, botaniques, zoologiques, éthologiques et même sociologiques. Redoutable défi, qui suppose de longues recherches préalables — d'où le retard pris par l'expérience de confinement, qui devait à l'origine démarrer cette année.

Mille hectares

Il faut choisir aujourd'hui les matériaux capables de résister à la corrosion pendant un siècle — c'est la durée de vie assignée au vivarium.

Pour l'heure, l'activité la plus fébrile a lieu dans les bâtiments annexes déjà construits, le centre de recherche et de développement biosphérique — qui comprend le module d'essai de confinement, testé en mars dernier, — un insectarium où sont élevés quelque 250 espèces appelées à coloniser la bulle, des serres où sont entreposés les arbres de la future forêt tropicale et une station d'épuration écologique où sont testés les divers procédés possibles. Dispersés dans les collines du Sunspace-Ranch — un terrain de 1 000 hectares acquis par la société Space Biospheres Ventures, qui pilote le projet, — le centre de recherches évoque Sophia-Antipolis, près de Nice. Les chercheurs du futur ont besoin d'une nature calme, apaisée, même si c'est pour en fabriquer une autre, entièrement artificielle, qui sera peut-être un jour catapultée dans l'espace pour accompagner les colons de Mars.

ROGER CANS.



• Longueur totale : 170 mètres
• Hauteur maximale : 25 mètres

biétés d'irrigation de plantes halophytes (résistantes au sel) à l'eau de mer.

En 1967, il crée le laboratoire de recherches environnementales (ERL) au sein de l'université d'Arizona. L'ERL, aujourd'hui, est composé de trois unités principales, regroupées à côté de l'aéroport international de Tucson. La première, consacrée à l'énergie solaire, centre ses recherches sur les systèmes de chauffage et de refroidissement dans l'espace. La deuxième unité est une serre où sont cultivées quelque sept cents plantes halophytes du monde entier.

La troisième est une serre tropicale humide qui concentre toute sa recherche sur le projet Biosphère 2, précisément. C'est là que Carl Hodges et ses assistants (l'ERL emploie une centaine de permanents) étudient les moyens de survie en vase clos à partir de

chimiques azotés pour augmenter le rendement du riz, on cultive une sorte de lentille d'eau (*Azolla pinnata*) qui fournit l'azote dont elle regorge, comme beaucoup de légumineuses. « L'air vicié, chargé de gaz carbonique, est réinjecté à la base des bacs de culture », explique Abed Anouté, un botaniste libanais assistant de recherche. On observe alors comment les bactéries du sol, à travers 1 mètre d'épaisseur, absorbent ce gaz carbonique et les autres polluants de l'air.

Vivarium

Grâce au système clos, on peut suivre à la trace la moindre parcelle d'humidité, le déplacement des gaz et de tous les éléments chimiques. Dans le vivarium de Biosphère 2, les reclus devront respirer toujours le même air, seu-

vital. Les difficultés commencent avec les plantes et surtout la faune sauvage. Combien faut-il introduire de grenouilles, de chauves-souris ou d'oiseaux pour obtenir un équilibre durable sous cloche ? « Pour nourrir un seul couple de colibris, il faut compter trois mille fleurs écloses par jour », observe Margret Augustine, l'architecte canadienne directrice du projet Biosphère 2. Il nous faut donc prévoir une réserve d'eau sucrée au cas où la ressource en nectar viendrait à tarir. Les futurs biosphériques préféreraient cohabiter avec des papillons plutôt qu'avec des moustiques. Les biologistes ont tranché : les moustiques sont utiles à l'alimentation des poissons, par leurs larves. On en mettra donc. Les papillons, en revanche, ont des larves — les chenilles — très gourmandes en chlorophylle. On limitera donc les lépidoptères

(1) Le projet Biosphère 2, lancé en 1984, est financé par Edward Bass, fils d'un milliardaire texan du pétrole. C'est la société SBV (Space Biospheres Ventures) qui est chargée de gérer toute l'opération pendant sept ans, durée supposée de rentabilité. SBV est une société commerciale à but lucratif, qui entend bien vendre ses innovations, en particulier à la NASA.

Les excès de l'ozone

(Suite de la page 19.)

« Contrairement à ce que l'on pouvait croire il y a une dizaine d'années, l'Afrique n'est pas la mémoire de la planète, une seconde Amazonie, naturelle et exempte d'impuretés. C'est au contraire un continent très pollué, où le bois est la principale source d'énergie et où les feux de brousse se pratiquent sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés », explique M. Marengo. En décembre 1987, une campagne aéroportée effectuée au-dessus de l'Afrique de l'Ouest (Congo, Gabon, Cameroun, Côte d'Ivoire et Sénégal) confirme l'importance des émissions de feux de brousse dans la formation d'ozone troposphérique. « démontrant ainsi l'intérêt des expériences régionales en Afrique de l'Ouest en tant que banc d'essais pour l'étude des formations photochimiques à grande échelle à partir de la pollution ».

La prochaine campagne, dont le départ est prévu en décembre 1990, devrait couvrir le même trajet que la campagne Stratos effectuée en juin 1984, mais elle se déroulera cette fois en hiver. « Le principal intérêt de ces études est de disposer de deux hémisphères dissymétriques, à la fois par les conditions chimiques (pollution localisée dans l'hémisphère Nord) et saisonnières », soulignent les chercheurs du laboratoire de Toulouse. Les réactions de photochimie sont en effet

maximales en été, lorsque les jours sont les plus longs. Pour faire la part des variations saisonnières et de la pollution, l'expérience complète nécessiterait donc l'étude simultanée des deux hémisphères dans leurs conditions extrêmes de photochimie. Proposée dans le cadre de l'appel d'offres relatif au programme de recherche internationale d'étude de la géosphère et de la biosphère, Global Change, cette mission rassemblera six laboratoires français et allemands spécialistes de l'atmosphère.

Reste que ces recherches, aussi nécessaires soient-elles pour la compréhension des équilibres atmosphériques, ne laissent guère entrevoir de solution pour tenter d'enrayer le phénomène. Au rythme actuel, soit une augmentation de 1 % à 2 % par an, les spécialistes prévoient que le taux d'ozone dans les basses couches de l'atmosphère doublera dans les cinquante ans à venir. Quand on sait que la concentration dans les pays industrialisés atteint déjà de 40 à 60 ppb, soit près de la moitié des teneurs maximales admissibles (120 ppb), on mesure sans peine les risques encourus.

Risqué, l'ozone contribuant avec le gaz carbonique à retenir le rayonnement infrarouge émis par la Terre, d'un effet de serre accru, ce fameux réchauffement de la planète, auquel les scientifiques attribuent, dès le prochain demi-

siècle, une élévation globale de température de plusieurs degrés au sol (le Monde du 28 décembre 1988). Risqués, également, pour la santé humaine et animale, mais aussi pour les végétaux. Effet dus dans plusieurs laboratoires dans le monde, toutes les études concourent en effet à démontrer que, si les teneurs en ozone venaient à doubler, le rendement de la plupart des céréales diminuerait d'environ 30 %. Et il est fort probable que l'ozone, au côté des pluies acides, intervient également dans le dépérissement des forêts observé au cours de la dernière décennie.

« Le problème de l'ozone troposphérique pourrait devenir d'autant plus crucial que l'on voit mal, contrairement aux accords de réduction des chlorofluorocarbones (CFC) en faveur de l'ozone stratosphérique, quelles mesures prendre pour supprimer à la fois la production de gaz carbonique, de méthane et d'oxyde de carbone », estime M. Marengo. A moins d'imaginer une nouvelle révolution technologique et énergétique... La prise de conscience mondiale, illustrée par les trois réunions internationales qui se sont tenues au mois de mars à Paris, à Londres et à La Haye sur la protection de l'atmosphère (le Monde daté 12-13 mars), permettra-t-elle d'accélérer ce processus ?

CATHERINE VINCENT.

Pollution à domicile

(Suite de la page 19.)

Les matériaux comme les hydrocarbures benzéniques et les pigments de peinture tels que le plomb, le cadmium, le chrome, sont une source de toxicité immédiate pour le système nerveux central, les muqueuses oculaires et respiratoires, d'autant qu'ils sont utilisés sans les précautions recommandées en milieu professionnel et en l'absence de surveillance médicale.

A long terme, leurs effets sont plus incertains, mais ils justifient les limites imposées par les organismes internationaux concernant l'exposition au plomb, au cadmium et au chrome. Quant aux vapeurs de solvants utilisés pour le bricolage ou l'entretien, elles peuvent, à long terme, provoquer des polyneuropathies, même lorsque leurs concentrations ne sont pas très élevées. Des études ponctuelles ont d'ailleurs montré dans les pavillons de banlieue et leur jardin, où les habitants s'adonnent au bricolage, des taux de polluants supérieurs à ceux mesurés dans des appartements situés en plein cœur de Paris.

A l'intérieur des habitations, la cuisine et la salle de bains sont des hauts lieux de la pollution. Les nombreux aérosols de cosmétiques ou de produits d'entretien,

dont on connaît l'effet désastreux sur l'environnement, sont d'autant plus toxiques que les pièces sont souvent très mal aérées. Les minuscules particules de ces aérosols ont la fâcheuse habitude de pénétrer à l'intérieur de l'arbre respiratoire, d'y détruire le revêtement protecteur et de provoquer ainsi, notamment chez les personnes les plus sensibles, des infections respiratoires et des bronchites chroniques. La dernière source de pollution intérieure est liée aux matériaux de construction. Il s'agit du radon, un gaz radioactif émis dans l'air à partir de certains sous-sols ou du gaz naturel et dont certains pensent qu'il pourrait contribuer au développement des cancers pul-

monaires. Il faut également citer les formaldéhydes provenant des bois agglomérés et l'amiante qui peuvent à long terme être à l'origine d'une pathologie pulmonaire grave. Enfin, à cette liste exhaustive des polluants domestiques, il convient d'ajouter les maladies respiratoires infectieuses et allergiques en rapport avec la climatisation des locaux.

En 1987, l'Organisation mondiale de la santé publiait pour l'Europe un recueil de recommandations relatives à la qualité de l'air. La pollution intérieure ne peut plus être méconnue et il est temps que les responsables se préoccupent de ses effets sur la santé auxquels les enfants sont particulièrement sensibles.

BÉATRICE BANTMAN.

Notre Metier
le Recrutement Financier

ERIC BEAUMONT CONSULTANT
8 rue Gudin - 75016 PARIS - Tél. 45.25.60.83+

36 29 36 19, C'EST L'AFP SUR MINITEL.

L'AFP en accès direct sur votre Minitel, sans abonnement ni mot de passe, c'est 700 dépêches quotidiennes dès le lendemain de leur diffusion, en texte intégral, provenant du service général et économique de l'AFP, et remontant jusqu'à 6 mois. Un outil d'information indispensable au développement de l'entreprise. Puisse l'information à la source en tapant le 36.29.36.19. Les professionnels de l'information le font déjà.

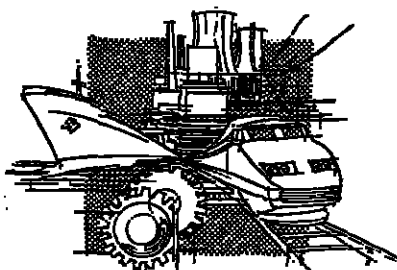
Telesystemes
Questel

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNE INGENIEUR B.E.

CENTRALE, ENSTA, IDN, A.M., ENSI MECANIQUE, INSA, ...



Il prend dans le Service Technique TURBINES, la responsabilité d'une section "Contrôle commandes, Automatismes et Installations" occupant une quinzaine de Techniciens.

Ce poste est particulièrement motivant pour un jeune Ingénieur de fort potentiel "concerné" par la Mécanique, l'Electro-Mécanique, les Automatismes et ayant le goût des responsabilités. Déplacements courts et assez fréquents à l'étranger. Anglais indispensable. (Réf. 7755-M)

ALSTHOM

DIVISION
ELECTROMECHANIQUE
LE PREMIER CONSTRUCTEUR
EUROPEEN DE
TURBO MACHINES
recherche pour l'un
de ses Etablissements en
Région Parisienne (RATEAU)



2 JEUNES INGENIEURS CHANTIERS INTERNATIONAUX

CENTRALE, ENSTA, IDN, A.M., ENSI MECANIQUE, INSA, ...

Débutants ou avec une première expérience chantiers appréciée pour l'un des deux postes.

Après formation sur les matériels conçus et produits par ALSTHOM-RATEAU, ils en assurent le montage et la mise en service tant en EUROPE qu'en ASIE ou AMERIQUES. L'initiative, l'esprit d'entreprise et naturellement une grande mobilité internationale sont indispensables. (Réf. 7756-M)

Pour ces postes intéressantes possibilités d'évolution et de promotion dans l'ensemble du Groupe ALSTHOM.

Merci d'écrire avec CV, détaillé, sous référence du poste à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

La passion de la conquête...

La Division ENGINES TACTIQUES d'aérospatiale, avec son expérience unique dans le domaine des missiles, a su tirer parti des technologies les plus modernes (mises en œuvre pour l'EXOCET, ASTER, ROLAND, AS 30 LASER) et affirme ainsi son premier rang européen parmi les constructeurs. Avec 6 000 personnes, un Centre pour les prototypes, pré-séries et petites séries à CHATILLON et un centre grandes séries à BOURGES, nous mettons en œuvre tous les moyens industriels indispensables à notre tradition de qualité et de savoir-faire.

Rejoignez-nous !
Au sein de nos équipes de CHATILLON,
vous pourrez participer à l'un des projets suivants :

- conception des systèmes d'armes,
- autodirecteurs électromagnétiques et infrarouges,
- guidage inertiel, gyroscopes,
- calculateurs à base de micro-processeurs,
- simulation de vol en temps réel,
- reconnaissance de formes,
- micro-électronique hybride,
- CAO, éléments finis,
- informatique scientifique en temps réel,
- télémesures.

Faites part de vos motivations sous référence ANDE au
Service EMPLOI FORMATION DIVISION ENGINES TACTIQUES
2 rue Béranget - BP 84 - 92322 CHATILLON Cedex.

AEROSPATIALE : L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION



Filiale de Transpac, groupe France Télécom
recrute

Ingénieur commercial HF

Rejoignez un secteur de pointe : Les télécommunications internationales : un domaine en pleine expansion avec la perspective de 1992, dans un environnement compétitif.

Interpac : une société dynamique à taille humaine qui connaît un très fort développement depuis sa création en 1985.

Votre mission : Vous participerez au développement de notre base de clientèle et aurez la responsabilité du suivi de comptes clients, dont beaucoup de "grands comptes".

Vous avez : Une formation supérieure commerciale ou informatique, débutant ou première expérience, un réel tempérament commercial et une motivation pour la vente de services.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour assurer la coordination avec nos correspondants présents aujourd'hui dans 32 pays.

Env. C.V., photo, prétentions et lettre indiquant vos motivations à Interpac, Tour Neptune - cedex 20 - 93086 Paris La Défense.

Association Française de Normalisation.

Dans le cadre d'un projet d'avenir visant à l'information de l'information contenue dans les normes, l'AFNOR recherche

Ingénieur Produits Logiciels

De formation Ingénieur généraliste avec option informatique vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum de la conception d'outils de Génie Logiciel.

Vous aurez la responsabilité de recenser les besoins (pratique d'une méthodologie), créer et réaliser des logiciels adaptés depuis la rédaction du cahier des charges jusqu'au suivi des applications.

Vous assurerez l'interface entre les Services Marketing, Informatique et les Services Normalisation.

Au-delà de la phase d'expérimentation le poste pourra évoluer vers la prise en charge complète de l'animation et de la gestion de cette nouvelle ligne de Produits.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. NR/40 à notre Consultante



Nicole Roger
Elyse Rondet
80, rue de Miromesnil
75008 PARIS

Rejoignez des équipes performantes au sein
de notre Direction des Services Télématiques

INGENIEURS DEVELOPPEMENT DEBUTANTS OU 1^{ère} EXPERIENCE

Dans un environnement IBM grands systèmes (MVS, CICS, DB2), nous développons, sur notre Centre Serveur, des projets importants mettant en œuvre des applications interactives et des systèmes de Bases de données.

Après une période de formation pendant laquelle vous serez intégrés à une équipe de réalisation, vous prendrez vous-même la responsabilité de projets télématiques professionnels.

Votre formation Miage ou Ecoles d'Ingénieurs, votre personnalité ouverte et dynamique nous intéressent.

Postes basés à Paris La Défense.

Envoyez votre CV + lettre manuscrite sous référence 3510 à notre Conseil



FMI RECRUTEMENT
11, rue Liancourt 75014 Paris
Tél. 43.20.69.29

LE CHOIX DECISIF



Construire ensemble l'entreprise de services informatiques du 21^{ème} siècle, c'est ce que vous propose CISI, l'une des toutes premières SSIL. Spécialisée dans les prestations intellectuelles de haut niveau, CISI est réputée pour la qualité de ses prestations et l'étendue des techniques qu'elle maîtrise.

CISI TELEMATIQUE et sa filiale CISI TM CONSEIL, spécialisées dans les domaines SYSTEMES ET RESEAUX : conseil, développements et exploitation, recherchent :

Débutants ou première expérience

Diplômés Grandes Ecoles ou équivalent

La diversité des techniques que vous mettrez en œuvre, complétée par une formation dans les domaines de pointe, vous permettra de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Envoyez dossier de candidature (CV, photo et prétentions), en indiquant la référence TMM 114 à notre Conseil Any Boulade Partners - 33/37, avenue Joffre - 94169 Saint Mandé - Tél. (1) 43.63.09.09.

Any Boulade Partners

Lyon

Notre société, spécialisée dans le développement de systèmes de sécurité et la maintenance de systèmes moniteurs et informatiques recherche un

Ingénieur électronicien

Rattaché au Responsable "Etudes et Développement", vous serez Chef de Projet du Département "électronique".

Votre mission :

- étude, conception et réalisation de prototypes,
- étude, test et adaptation des produits existants sur le marché,
- assistance technique aux autres services,
- encadrement de 4 techniciens supérieurs et assistants.

Des connaissances en informatique sont souhaitées.

Vous avez un diplôme d'ingénieur électronicien et de préférence, une première expérience professionnelle.

Déplacements ponctuels à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MO 177, à Michel Bouly, Solymatic,



5 quai du Commerce,
69336 Lyon Cedex 09.
Tél. 78.83.03.66.

Qui fait
chez M

Ingénieur
"Marine/

Ingénieur
"Défense

Le Monde

ES RENDEZ

SPECIAL

LI
INFORM

lundi 17 do

JP 11/15/89

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Qui fait bouger le profil d'un ingénieur commercial chez Merlin Gerin ? ... le client !

Lorsque notre Direction Commerciale France répond aux besoins émis par la Direction Générale de l'armement en matière d'équipement de bâtiments militaires ; lorsqu'elle soumissionne aux organismes étatiques ou privés, nationaux en Europe, ses ingénieurs d'affaires connaissent ces marchés spécialisés.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons :

Ingénieur affaires "Marine/sous-marin"

Vous prendrez en charge la responsabilité commerciale de cette activité :

- Après avoir recueilli, analysé, synthétisé des informations d'origines diverses, vous élaborerez notre politique commerciale propre à cette activité.
- Vous négociez avec des interlocuteurs de haut niveau dans des situations évolutives à long terme.

Votre formation d'ingénieur Grande Ecole : ENSTA, SUPELEC (Electrotechnique, Electronique, Informatique), une solide expérience de 5 à 10 ans dans le milieu de la Marine, une grande mobilité seront vos principaux atouts.

Bien entendu vous parlez anglais.

Poste basé à PARIS.

Réf. 1 MOND 158

Ingénieur commercial "Défense Exportation"

Vous serez le responsable de nos actions commerciales auprès de l'ensemble des organismes étatiques et privés français impliqués dans les programmes étrangers et à l'exportation. Vous contribuerez ainsi au développement à l'export de notre activité "Défense" ainsi que les activités exportations de notre Département Marine Militaire.

Vous avez une formation d'ingénieur Grande Ecole ENSTA, SUPELEC, en électrotechnique, électronique, informatique ; vous savez acquies une expérience de 5 à 10 ans dans le montage commercial, technique, financier, industriel, de telles affaires.

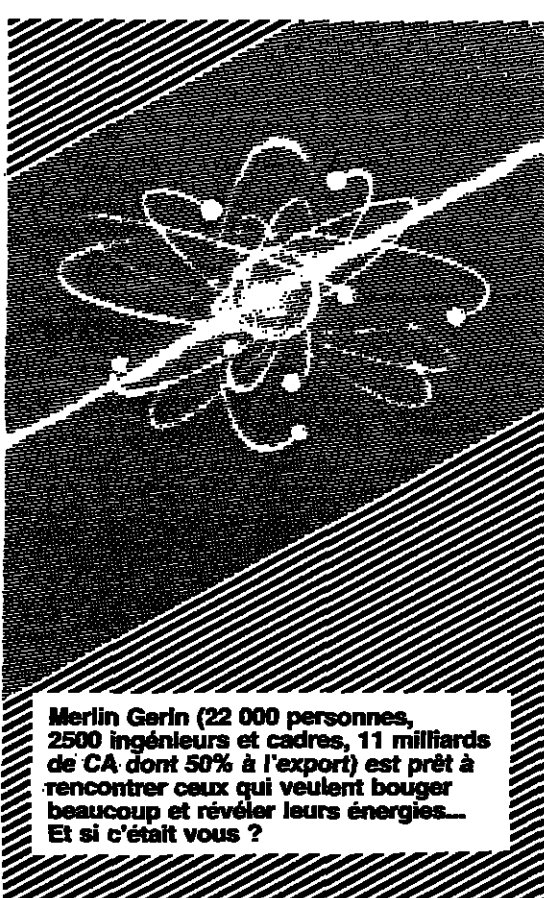
Vous parlez parfaitement l'anglais et êtes disponible pour de nombreux déplacements.

Poste basé à PARIS.

Réf. 1 MOND 159

Issu d'une grande école d'ingénieurs, vous souhaitez :

- participer aux évolutions technologiques et commerciales de Merlin Gerin
- évoluer dans un groupe international.



Merlin Gerin (22 000 personnes, 2500 ingénieurs et cadres, 11 milliards de CA dont 50% à l'export) est prêt à rencontrer ceux qui veulent bouger beaucoup et révéler leurs énergies... Et si c'était vous ?

Sur le marché des systèmes de protection "nucléaire civil", notre filiale de Lamanon occupe une place de tout premier plan.

Ingénieur commercial radioprotection

Vous aurez en charge l'identification des besoins de nos clients, l'anticipation des besoins du marché français, le suivi de l'exploitation de nos matériels et le développement de nos ventes. Ingénieur de formation électronique et instrumentation, vous possédez une expérience significative de la négociation commerciale. Votre connaissance du secteur nucléaire et de cette activité constitue un atout. Vous êtes disponible, impliqué et possédez de réelles aptitudes aux relations humaines, au travail en équipe ainsi que des capacités d'analyse et de synthèse.

Poste basé à PARIS.

Réf. 1 MOND 160

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, à Merlin Gerin - Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise
de l'énergie électrique



MERLIN GERIN

GRUPE SCHNEIDER

Le Monde

ES RENDEZ-VOUS EMPLOI

OPERATION
SPECIALE

SPECIAL SICOB :

**LES
INFORMATIENS**

lundi 17 daté 18 avril 89

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

Schlumberger

Technologies

Le développement de nos activités commerciales est en constante évolution. Nous recherchons des ingénieurs commerciaux pour nos marchés de pointe.

**DES
INGÉNIEURS
COMMERCIAUX
POUR DES
MARCHÉS
DE POINTE**

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise des instruments électroniques de mesure, des équipements de test automatique, des périphériques graphiques, des systèmes de CAO et FAO.

La Division Graphique, au premier rang mondial dans le domaine des périphériques graphiques, souhaite confier le développement et l'animation d'importants secteurs commerciaux (grands comptes et distributeurs) à de

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou ayant une première expérience, vous êtes attirés par des responsabilités commerciales liées aux évolutions techniques en CAO, DAO, PAO...

Vous aimez le terrain et les contacts avec des interlocuteurs de haut niveau, vous êtes capables de vendre et de faire vendre.

Au sein de petites équipes commerciales maîtrisant bien les structures et les besoins d'un marché en pleine expansion, vous soutiendrez et vous orienterez les activités de distributeurs importants. Vous leur apporterez les atouts d'une politique marketing et promotionnelle efficace.

Les évolutions professionnelles au sein de SCHLUMBERGER sont très ouvertes à partir de ces postes, vers des responsabilités de management aussi bien commercial que technique. Une bonne mobilité géographique et une pratique courante de l'anglais sont des atouts importants.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 89/06, à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Division Graphique
21, rue Jean-Lemoine
94015 Créteil

AD.COM.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

à la saison du recrutement...

SYSECA
Paris - Grenoble
Parcours à grande vitesse
pour deux jeunes
INFORMATIENS
diplômés de grandes écoles
ENSIMAG, ENSEEHT, ECP, ESE...

Nous proposons à deux jeunes ingénieurs de participer à des travaux d'études sur les systèmes avancés de gestion de l'information.

Dépendants de l'agence de Grenoble où nous avons constitué la plus importante équipe européenne travaillant sur les bases de données, vous êtes détachés dix-huit mois environ à Paris-Ouest auprès d'équipes universitaires et scientifiques de haut niveau à qui vous apporterez votre concours sur des projets de recherche financés par la Communauté (ESPRIT...).

Vous viendrez ensuite prendre vos fonctions définitives à Grenoble-Meylan où nous vous attendons dans un cadre de travail attractif.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 436
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex

**SYSECA
SELECTION**

SCETAURROUTE
L'Équipement de la Route
Premier Bureau d'Études et de Travaux
Régional et International

des Maîtres d'Ouvre en conception et réalisation
d'infrastructures de transport.

INGENIEURS TRAVAUX
R.M. 5525

INGENIEURS ETUDES
R.M. 5528

**INGENIEURS
CHEFS DE PROJETS**
R.M. 5529

Diplômé d'une grande école (ENPC, MINES, ESTP ou équivalent), vous êtes débutant (réf. 5525 et 5528) ou bien vous justifiez d'une expérience similaire d'environ 10 ans - organisation et suivi d'études générales lors des différentes phases de conception, maîtrise d'oeuvre, travaux... (réf. 5529).

Vous parlez anglais ou espagnol et souhaitez aujourd'hui rejoindre un groupe ambitieux et riche en opportunités de développement.

Ces postes sont à pourvoir dans toutes les régions de France.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions sous référence choisie à notre Conseil ou transmettez-le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.

**Ressources
& Développement**

Spécialisée dans les
EQUIPEMENTS AERONAU-
TIQUES ET DE DEFENSE, la
SFIM depuis plus de 40 ans
maintient le cap de la perfor-
mance et de la compétence.

Dans le cadre
de son évolution, la Direction
de la Production recrute :

**AVEC
LA
PERFORMANCE...**

INGENIEUR RESPONSABLE DE PROJETS

De formation supérieure
(ENSCA ou équivalent), vous
avez une bonne connaissance
en logiciel Temps Réel.

Après une période d'intégra-
tion, vous prendrez en charge
une équipe pluridisciplinaire
de développement dans les
pilotes automatiques
de nouvelle génération.

L'anglais est obligatoire,
l'allemand souhaité.

Que vous soyez
débutant ou fort d'une
première expérience,
nous vous remercions
d'adresser CV + photo
sous la référence RFP/04

sfim

à Françoise HENNEQUIN, SFIM,
Direction des Affaires Sociales,
91344 Massy Cedex
Tél. 69.20.88.90

**...LA
COMPETENCE**

Tioxide France *

Même débutant, si vous acceptez un challenge pour
Plus de 200.000 F/an
Ne lisez pas ce qui suit!

Nous n'avons à vous offrir que des PLUS :

- Une entreprise HYPERFORMANTE utilisant des techniques de pointe.
- Des ouvertures au sein d'un Groupe International, leader sur son marché : les pigments d'oxyde de titane.
- Des avantages sociaux.
- Travailler à CALAIS, la plus grande zone de développement en France. L'Angleterre et la Belgique à moins d'une heure !

INGENIEURS
pour
ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS
gestionnaires d'hommes, de matériel moderne et de budgets importants.

Ça vous intéresse ?

Alors écrivez-nous pour discuter de tout cela : Direction des Relations Sociales, TIOXIDE FRANCE, BP 89 - 62102 CALAIS

**CLUB
GAGNANTS**

Société d'Ingénierie en électronique industrielle
recherche

**Ingénieurs
électroniciens**

Ils seront chargés, au sein d'une équipe motivée, de la réalisation de projets dans des domaines de pointe tels que le Médical, les Télécommunications, l'Aéronautique...

Les candidats auront une bonne connaissance des microprocesseurs, de l'électronique analogique ou de l'électronique de puissance.

Merci d'envoyer votre candidature, à Gilles RENUCCI
185, avenue Charles de Gaulle
92321 Neuilly sur Seine Cedex.

**SINFOR
ELECTRONIQUE**

COMITE フランス-日本工業技術協会
FORME SOCIÉTÉ FRANCO-JAPONAISE
DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

STAGES JAPON, pour sa cinquième année d'activité, le COMITÉ FORME propose huit stages de longue durée aux jeunes ingénieurs et chercheurs salariés d'entreprises françaises dans des entreprises et des centres de recherche japonais.

Deux stages sont réservés à des ingénieurs de PME-PMI pour lesquels sont prévus des subventions de l'État.

PROFIL : Ingénieurs ou chercheurs de haut niveau ayant une première expérience industrielle.

DOMAINE : Sciences et technique appliquées à l'industrie.

DURÉE : 24 à 27 mois. - DÉPART : AUTOMNE 89.

CONTACTER : MARIE-AGNÈS BERG - COMITÉ FORME
11, rue Hemelin, 75783 PARIS CEDEX
Tél. : 47-27-21-67. Téléc. : 611-045F.

intel

Leader mondial des microprocesseurs, nous sommes également solidement implantés sur le marché des systèmes et renforçons notre équipe dans les fonctions suivantes :

INGENIEUR SYSTEME

Spécialisé en informatique temps réel, vous avez 4 à 6 ans d'expérience dans les environnements RMX/Microprocesseurs 80286 - 80386/réseau. Vous avez déjà participé à la réalisation de projets complexes en informatique industrielle ou embarquée. Vous intervenirez en équipe ou seul pour l'assistance conseil auprès de nos clients.

La connaissance de VMS est un atout supplémentaire.

**INGENIEURS
FORMATION CLIENTS**

Débutants ou pouvant justifier d'une première expérience notamment sur les microprocesseurs INTEL ou OS/2 ou UNIX, vous formerez une audience de concepteurs et développeurs confirmés. Vous saurez répondre aux demandes de formation "à la carte" en adaptant les supports existants et participerez à l'élaboration des supports de cours et travaux pratiques sur nos nouveaux produits.

Pour tous ces postes, un sens développé des communications et une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 1104 à la Direction des Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 Saint-Quentin en Yvelines.

Chapman & Co

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

...les oiseaux rares suivent leur instinct



JEUNES INGENIEURS LOGICIELS

Si vous allez d'instinct au plus pointu, si vous avez besoin d'espace et de liberté de mouvement, si vous vous faites une haute idée de la communication, si vos exigences sont élevées...vous faites partie des oiseaux rares qu'il nous faut.

MATRA COMMUNICATION, 2^{ème} pôle français en communication d'entreprise (6.500 personnes, plus de 4 milliards de CA) vous offre la double dynamique d'un groupe pionnier et d'un environnement en pleine mutation technologique : télécommunication, radiotéléphonie, terminaux télématiques... Le terrain n'a jamais été aussi favorable à l'envol. Nous vous proposons de débiter dans la réalisation de logiciels communication pour la radiotéléphonie, les transmissions de données, la commutation temporelle et ses nouvelles fonctionnalités (RNIS, Réseau large bande...).

Nous vous offrons une stratégie : l'excellence technologique. Nous vous offrons surtout de réelles opportunités de développement personnel puisque les passerelles et filières d'évolution sont nombreuses dans notre groupe. Pour ces postes, il est nécessaire de maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence JIL/IM à MATRA COMMUNICATION, Nicole Kamezac, D.E.F., BP 26, rue J.P. Timbaud, 78392 Bois-D'Arcy Cedex.

professionnelle. CA 34 milliards - ce sont des 40 tonnes qui sillonnent l'Europe, des autocars qui relient Paris ou Rome en toute sécurité car ils sont l'œuvre d'experts. Dans notre groupe, la fonction PRODUCTION est au cœur de la réalité.

Un stage ouvrier, un poste de maîtrise puis de Chef d'atelier en fabrication mécanique ou carrosserie vous le feront comprendre. Là, vous animerez des équipes de 50 à 200 personnes. Là, vous intégrerez nos méthodes d'avant-garde et nos technologies de pointe.

Cette première étape, nous vous la proposons à CAEN, en Normandie. Après, le voyage continuera, ailleurs, de responsabilités en responsabilités, vous développerez vos compétences techniques et humaines, évoluant dans la direction qui vous attirera le plus.

Pour entreprendre le voyage avec nous, adressez votre candidature sous réf. TS 25 à Thierry SCHIAFF - Service Recrutement Cadres 129, rue Servient 69003 LYON.

MATRA COMMUNICATION

PAIEMENT ELECTRONIQUE

Notre Division Terminaux et Systèmes conçoit et fabrique, en moyenne série, des équipements performants en particulier dans le domaine de la Monétique. Nous renforçons nos équipes d'études et nous recherchons des

Ingénieurs électroniciens

Vous êtes responsable de la conception de sous ensembles électroniques à base de microprocesseurs. Vous avez une première expérience en micro-informatique industrielle de grande série et des compétences affirmées en électronique numérique et analogique.

(réf. TPE/EL)

Ingénieurs informaticiens

Grâce à votre expérience de quelques années, vous assurez avec maîtrise les spécifications, la conception et la réalisation de logiciels temps réel dans un environnement de micro-informatique industrielle.

(réf. TPE/IN)

Ingénieurs mécaniciens

Débutant ou avec une première expérience, vous participez au sein d'équipes projet pluridisciplinaires, à la conception d'équipements complets de type terminaux.

(réf. TPE/ME)

LES POSTES SONT A POURVOIR A VALENCE.

CROUZET : une Société de 3600 personnes qui maîtrise des technologies de pointe dans un environnement international diversifié.

Envoyez votre dossier de candidature sous la référence concernée au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védines - 26027 VALENCE cedex.



**D'ETAPES EN
ETAPES, VOTRE
VOYAGE DANS
L'UNIVERS DE LA
PRODUCTION VOUS
OUVRIRA TOUS LES
HORIZONS**

Vous êtes diplômé d'ingénieur généraliste pour tout bagage, les yeux grands ouverts sur l'avenir, la tête pleine de projets mais les pieds bien sur terre, vous êtes prêts à vous engager dans la vie professionnelle.

La réalité pour RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS - 34 000 personnes, CA 34 milliards - ce sont des 40 tonnes qui sillonnent l'Europe, des autocars qui relient Paris ou Rome en toute sécurité car ils sont l'œuvre d'experts. Dans notre groupe, la fonction PRODUCTION est au cœur de la réalité.

Un stage ouvrier, un poste de maîtrise puis de Chef d'atelier en fabrication mécanique ou carrosserie vous le feront comprendre. Là, vous animerez des équipes de 50 à 200 personnes. Là, vous intégrerez nos méthodes d'avant-garde et nos technologies de pointe.

Cette première étape, nous vous la proposons à CAEN, en Normandie. Après, le voyage continuera, ailleurs, de responsabilités en responsabilités, vous développerez vos compétences techniques et humaines, évoluant dans la direction qui vous attirera le plus.

Pour entreprendre le voyage avec nous, adressez votre candidature sous réf. TS 25 à Thierry SCHIAFF - Service Recrutement Cadres 129, rue Servient 69003 LYON.



**ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
ESD AUTOMATISMES**

A l'avant-garde de l'étude, du développement des technologies de pointe dans les domaines :

- Télécommunications
- Informatique distribuée
- Informatique bancaire
- Gestion des transports

recherche

pour son département

TRANSACTIONS BANCAIRES et POSTALES

INGENIEURS INFORMATIENS

diplômés Grandes Ecoles d'ingénieurs ou Universitaires - bonnes connaissances de l'environnement PC appréciées, langues Anglaise et/ou Allemande souhaitées.

Dans le cadre du développement des activités bancaires et postales en France et à l'étranger, ils seront chargés de la conception et du développement des logiciels destinés aux automates bancaires.

Réf. 3651 M

Lieu de travail : bonlieux Ouest.

Les dossiers de candidature lettre + C.V. - ss réf. choisie à préciser sur l'env - seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT (qui transmettra)

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

pour son département

TRANSPORTS (Systèmes de billetterie)

INGENIEUR D'AFFAIRES

diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, ayant plusieurs années d'expérience en Etudes et Développement d'Automates. Il aura la responsabilité, en collaboration avec l'équipe technique assurant les études mécaniques, électroniques et de logiciels, du développement et de la gestion d'une ligne de produits, jusqu'à la mise en œuvre chez le client. Son sens et son goût de la compétition lui permettront de réussir et d'évoluer dans un secteur en plein essor tant en France qu'à l'étranger.

Réf. 3652 M

**Des compétences
pointues pour que
ça tourne encore
plus rond !**

INGENIEUR METHODES

LEA 3M, société basée à Abondant (28), à 70 km de Paris, fabrique de l'instrumentation de mesure électronique très performante. Vous participerez à l'industrialisation des nouveaux produits et metrez en application les plans d'amélioration de notre production (qualité/rentabilité). Jeune ingénieur généraliste, vous avez acquis une expérience professionnelle d'environ 3 à 5 ans.

Des connaissances en technique de la Qualité sont nécessaires. Vous possédez les qualités relationnelles indispensables pour encadrer une petite équipe, le sens de l'organisation et un esprit méthodique.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à Mr Renot, LEA 3M, rue de l'Ormette, 28570 Abondant.

l'enthousiasme



**STEIN INDUSTRIE
groupe ALSTHOM**

Etude et Construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales thermiques, tuyauterie nucléaires, recherche

INGENIEUR CALCULS

pour son Département BROYAGE et COMBUSTION

Votre mission : l'étude technique des équipements de Broyage et Combustion, avec présentation auprès des clients. Des déplacements occasionnels sont à prévoir.

Débutant ou avec quelques années d'expérience, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur : ENSAM, INSA, EN ou équivalent.

- ANGLAIS indispensable.

- ALLEMAND apprécié.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et présentations sous référence BC3 à : STEIN INDUSTRIE, Direction des Ressources Humaines 19/21 Avenue Morane Saulnier 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.



Nous sommes la filiale française performante (progression de 20% par an) d'un important Groupe International fabricant des produits pharmaceutiques de haute technologie. Un très important programme d'investissements est planifié sur les 4 prochaines années pour faire face au développement d'activités propres et au transfert d'activités nouvelles. Dans ce contexte, nous recherchons un :

CHEF DE PROJET ENGINEERING

Rattaché au Responsable Engineering, il prendra en charge la responsabilité complète d'un important projet d'investissements : conception et coordination de la réalisation, planning, chantiers, etc... Il intervient tant en Génie Civil qu'en Process ou matériel.

Jeune ingénieur (29 ans environ) de type A&M, TP, Mines, Centrale Lyon, etc. Il a impérativement 3 ans d'expérience en tant qu'ingénieur Projet au sein d'une société d'Engineering ou Industrielle proche (cosmétique, agro-alimentaire...). Il a une bonne pratique de l'anglais.

NOUS RECHERCHONS UN CANDIDAT A FORTE PERSONNALITE ET POTENTIEL POUR EVOLUER VERS DES FONCTIONS ELARGIES.

Le poste est situé à 60 km au Sud-Ouest de Paris (proximité Rambouillet). Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous référence SPE/14 à KEY MEN - 2, avenue de Paris - 45000 ORLEANS.



GRUPE DANIEL FORTE CONSULTANTS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNE INGÉNIEUR G^{de} ÉCOLE

Ayant 3 à 5 ans d'expérience ÉTUDES & RÉALISATIONS TRAVAUX NEUFS

DANS UNE INDUSTRIE LOURDE À FEU CONTINU
(Type Pétrochimie, Raffinerie, Papeterie, Verrerie, Cimenterie, Sucrerie, etc...)
OU dans une INGÉNIEURIE réalisant ou modernisant ce type d'usines
AVEC OBLIGATION DE RÉSULTAT

Voulant valoriser sa polyvalence et ses capacités d'initiative
en participant activement à des travaux d'envergure

Peut trouver un poste évolutif avec responsabilités (Techniques, Humaines, Financières)

Chez **AUSSEDA REY**

En secondant le **CHEF DE SERVICE ÉTUDES TRAVAUX NEUFS**

De l'usine de SAILLAT : LEADER EUROPÉEN du Papier pour REPROGRAPHIE

QUI VA DOUBLER SA CAPACITÉ DE PRODUCTION

Si vous voulez compléter votre information sur la Société et le poste offert
AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT

Demandez une documentation à F. DOZOL (16)-1-45 31 42 42

RHÔNE-ALPES

Société à taille humaine (200 personnes, 100 MF de CA dont 30 % à l'export), nous concevons, produisons des composants, des sous-ensembles électroniques de pointe, des interfaces d'automatismes numériques et analogiques et des appareillages électriques de forte puissance, nous recherchons un

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN RESPONSABLE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Vous dirigerez l'activité de nos BE (18 personnes + CAO), définirez les priorités, répartirez les charges et suivrez l'activité de nos sous-traitants. A l'écoute de nos commerciaux, vous superviserez développements, mises au point et tests des produits de nos futurs marchés. Ingénieur diplômé (Sup Elec, ISEP, ISEN, Sup Télécom, etc...), votre expérience d'études, d'encadrement d'équipes vous permet de prendre en charge cette fonction très opérationnelle, porteur de notre développement et de votre carrière (référence 703 L 169 M).

INGÉNIEUR ELECTROTECHNICIEN ETUDES

Interlocuteur privilégié des clients de notre département électrotechnique (40 pers. - 30 MF de CA), vous managez le bureau d'études (6 personnes), définissez les procédures de réponses aux appels d'offres et aidez à la conclusion des affaires, puis fournissez des dossiers opérationnels à la fabrication que vous superviserez à terme. Ingénieur (ISE, INSA, ENSAIS, ESIM, IEC, ESME, EMI, etc...) après une première expérience acquise en BE ou en tant qu'ingénieur d'affaires, venez élargir vos compétences en participant à notre informatisation (calculs et DAO) et en prenant en charge la diversification de cette ligne de produits (référence 703 L 170 M).

Notre conseil JOËL BERNARD traitera votre dossier adressé sous référence choisie en toute confidentialité.

centor 17, rue Louis Galien
69626 VILLEURBANNE CEDEX

PARIS 42 69 15 55 LYON 78 69 37 16 MULHOUSE 69 66 55 00

INGÉNIEURS RECHERCHE MOTEURS

GRANDES ÉCOLES

De formation, plus particulièrement orientée vers la mécanique, vous participerez aux études théoriques et réalisations de prototypes en collaboration avec l'industrie automobile.

Dotés d'outils performants (logiciels de calculs et moyens d'essais), vous assurerez le suivi et l'interprétation d'expérimentations sur bancs d'essais moteurs et sur véhicules.

Un goût marqué pour la recherche appliquée et le sens de l'innovation seront particulièrement appréciés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à D. Lacabane - Service Recrutement - IFP - 1/4 avenue du Bois Préau - 92506 RUEIL MALMAISON.

Institut Français du Pétrole



LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recherche

ingénieur en métrologie (H/F) débutant accepté

Pour assurer le développement des moyens et des essais en métrologie des forces, il conduit l'étude et la réalisation des moyens de références, leur automatisation, leur qualification et la mise en œuvre des procédures d'étalonnage des capteurs de force et des machines d'essais.

Des connaissances en mécanique, mesures physiques, automatisation et anglais sont indispensables.

Lieu de travail : PARIS réf. 89/542

Merci de nous envoyer un dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à :
LNE - SRH, 1, rue Gaston Boissier - 75015 PARIS.

ingénieur mécanicien (H/F) débutant accepté

(INSA, ENSI, ENSAM ou équivalent) Il a en charge la définition, la réalisation et la conduite d'essais dans le domaine de la fatigue des matériaux et structures.

Connaissances nécessaires en hydraulique, systèmes asservis et résistance des matériaux.

Ses qualités d'autonomie et son aptitude à la relation lui permettront d'animer et de gérer son équipe.

Lieu de travail : TRAPPES réf. 89/564

Un jeune chef de projet informatique pour les ressources humaines

La Société Française EXXON CHEMICAL (1300 personnes, dont 370 cadres) recherche un(e) jeune ingénieur informaticien pour sa Direction des Ressources Humaines.

Dans un contexte industriel et international très motivant, il devra prendre en main de façon autonome plusieurs projets de pointe en coordination avec l'informatique de la Société et les prestataires de service.

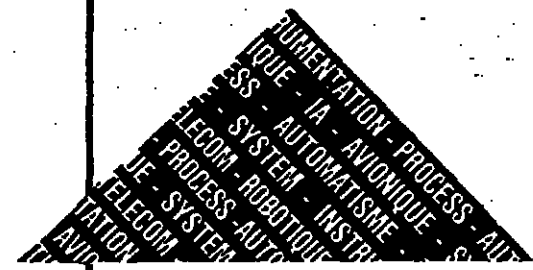
Diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'une Maîtrise d'Informatique, il aura eu l'occasion de

mettre en pratique, dans le cadre d'un projet d'envergure, une méthode d'analyse, un système de gestion de base de données et un langage de programmation. Pour réussir dans ce poste, de réelles qualités de communication sont exigées ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais. Poste basé à Notre-Dame-de-Gravenchon, à 40 km du Havre.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à Olivier Giraud, S.F. EXXON CHEMICAL, BP 52, 76330 NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON.

**EXXON
CHEMICAL**

LA PASSION



DES DEFIS

Nous vous attendons. Adressez votre dossier de candidature (réf. M70 à DERTEC, 84 rue La Fayette 75010 Paris).

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES CONFIRMES

Société de services en informatique, spécialisée dans les Techniques de Pointe appliquées à l'Industrie, nous recherchons pour nos Centres de Compétence TEMPS REEL ET TELECOMMUNICATION

2 INGÉNIEURS CONCEPTEURS

- C, ASM 68020 et 68030
- VAX, SUN, SGI, UNIX
- ETHENET

Votre haute technicité ainsi que votre expérience d'environ 3 ans vous permettront d'intervenir sur des projets industriels importants.

A terme des possibilités d'évolution comme Chefs de Projets pourront être proposées.



Nous sommes un des leaders des services à Valeur ajoutée en France. Notre forte croissance nous amène à étoffer notre Direction des Services Télématiques

JEUNES CHEFS DE PROJETS

Rejoignez-nous

Dans le cadre du développement des activités sectorielles (grande distribution, assurance, industrie chimique), vous prendrez en charge, la globalité des projets de télématique professionnelle qui vous seront confiés, (de la définition des besoins, au management d'équipes de réalisation et au suivi des clients).

Pour ces projets souvent stratégiques pour nos clients (systèmes d'information, gestion commerciale), vous utiliserez notre centre serveur et son réseau qui comporte plusieurs milliers d'accès.

Votre formation supérieure (Ecole d'Ingénieur, MIAGE) et votre expérience du développement de projets de gestion dans un environnement IBM grands systèmes (MVS, CICS, DB2) vous permettront de manager avec autonomie des groupes de projets.

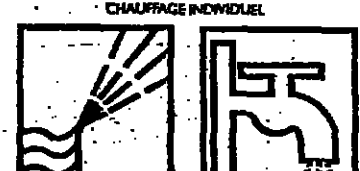
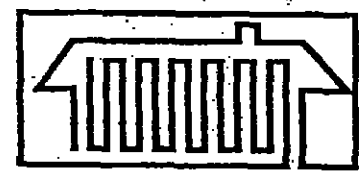
Vous aurez ainsi tous les atouts pour évoluer dans une structure conviviale et performante. Postes basés à Paris La Défense.

FMI

Envoyez votre CV + lettre manuscrite sous réf. n 3515 à notre Conseil

FMI RECRUTEMENT
11, rue Liancourt 75014 Paris. Tél. 43.20.69.29

Pompes Salmson



- 650 personnes
- CA 88 : 460 millions
- CA export : 40%
- Usine à Laval
- 1 250 000 prod/an

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous encourage de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 904 665 LM

RESPONSABLE PLATE-FORME D'ESSAI

Une large autonomie opérationnelle au sein du Service Recherche et Développement, des contacts nombreux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, un vaste champ d'expérimentation technologique (électro-technique de petite puissance, asservissement, régulation, acoustique, mécanique et hydraulique) et des travaux variés (recherche appliquée, homologation, investissements d'équipements d'essais), telles sont les perspectives que nous proposons à un jeune ingénieur diplômé d'évoluer vers une responsabilité d'animation et de gestion. Cette fonction implique une expérience en micro-informatique (acquisition et traitement de mesure), la connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand, des qualités confirmées d'animateur (équipe de 4 personnes) et de créativité. Poste basé à Laval.

ORION
l'homme et l'entreprise

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNE INGÉNIEUR

Électricien
Électronicien
Instrumentiste

Ayant 3 à 5 ans d'expérience de l'automatisation des fabrications dans
L'INDUSTRIE LOURDE À FEU CONTINU
(Chimie, Raffineries, Cimenteries, Centrales Thermiques, Papeteries, Verreries, Sidérurgie, etc...)

Ayant acquis cette expérience dans :

- Le service TRAVAUX NEUFS d'une telle usine
- Une Ingénierie à service complet (obligation de résultat)
- Le département Ingénierie d'un constructeur

Peut trouver poste évolutif avec responsabilités (Techniques, Humaines, Financières)

Chez : **AUSSEDAT REY**

En secondant le CHEF DE SERVICE ÉLECTRICITÉ/INSTRUMENTATION

De l'Usine de SAILLAT Leader Européen du papier pour reprographie qui double sa capacité de production

Si vous voulez compléter votre information sur la Société et le poste offert
AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT

Demandez une documentation à F. DOZOL ☎ (16) 1-45 31 42 42

JEUNE INGÉNIEUR Gde ÉCOLE

Ayant 3 à 5 ans d'expérience de la PRODUCTION
DANS UNE USINE À FEU CONTINU

L'ayant amené à participer à des programmes d'investissement de productivité (ou à les conduire) ainsi qu'à des études de réduction des coûts, d'optimisation ou automatisation des fabrications, etc.....

Peut valoriser cet acquis dans le contexte particulièrement favorable du poste
d'INGÉNIEUR PROCÉDÉ que lui propose :

AUSSEDAT REY

pour son usine de SAILLAT leader Européen du papier de qualité en ramettes pour la reprographie

Si vous voulez compléter votre information sur la Société et le poste offert
AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT

Demandez une documentation à F. DOZOL ☎ (1) 45 31 42 42

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT
PREMIÈRE BANQUE D'ARBITRAGE FRANÇAISE

Recherche

Ingénieur Economiste confirmé R.E. MIDVED
(ENSAE, CENTRALE...)

Mission : Chargé de suivre et d'analyser l'évolution des grands marchés financiers, vous réaliserez en particulier des études prévisionnelles directement appliquées par l'équipe opérationnelle à laquelle vous serez intégré.

Profil : Passionné par l'analyse macro-économique, vous avez conservé de votre formation en grande école scientifique le goût de l'analyse quantitative. Vous maîtrisez parfaitement les techniques de l'analyse conjoncturelle et les méthodes de prévision les plus avancées. Vous disposez impérativement d'une expérience professionnelle minimale de 2 ans acquise de préférence dans un établissement financier.

Vous avez le goût des contacts, une bonne aisance rédactionnelle, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Nous vous offrons :
Une rémunération motivante et de fortes possibilités d'évolution. Dans un contexte performant, vous aurez la possibilité d'exprimer pleinement votre potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite

et votre CV + photo à :
BIP - Direction Des Ressources Humaines & de la Communication
108, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Assistant Support Système

De formation BAC + 4 informatique complétée par une expérience professionnelle d'environ 2 ans, nous vous proposons de valoriser votre connaissance de l'univers micro-informatique en rejoignant notre Direction Produits.

Vous serez chargé d'assurer l'interface et la connexion de nouveaux produits bureautiques avec les univers mini/micro-informatiques et vidéo, tant au niveau matériels que logiciels (DAO/CAO). Vous serez également responsable des liaisons avec les fabricants de matériels et développeurs de logiciels.

Enfin, vous assurerez une mission de formation auprès de nos cadres commerciaux et techniques.

Votre bonne connaissance des périphériques, votre esprit d'analyse et de synthèse et votre excellent sens du contact vous permettront de réussir pleinement dans cette fonction et d'allier informatique et marketing en toute compatibilité. Poste basé au siège.

Merci d'adresser votre candidature sous
Référence AS/M.11 à CANON FRANCE,
Direction des Ressources Humaines,
Service Ressources et Développement,
93154 Le Blanc-Mesnil Cedex.

Canon

**Ingénieurs électroniciens,
décollez avec le leader
des calculateurs embarqués**

SFENA, filiale de l'Aérospatiale, a doublé ses résultats en un an et devance largement ses concurrents. Elle met son avance technologique, sa maîtrise de l'avionique et des tests automatiques au service des plus grands projets : Lanceur Ariane V, électronique de bord AIRBUS A340...

**RESPONSABLES
CALCULATEURS
EMBARQUÉS**

En charge du développement d'un calculateur, vous êtes expert en conception électronique numérique et analogique. Vous définissez l'architecture du matériel, en spécifiez les sous-ensembles et êtes responsable de l'intégration et de la validation. Votre rôle de coordinateur sera déterminant. Réf. E1

**CONCEPTEURS CARTES
ELECTRONIQUES**

Chargé de l'étude et du développement des fonctions électroniques dans les calculateurs embarqués, vous êtes spécialiste en conception de matériel

numérique et analogique. Votre dynamisme, votre goût pour le travail en équipe et votre esprit de synthèse seront primordiaux et vous permettront d'animer une équipe d'ingénieurs de techniciens. Réf. E2.

**INGENIEURS
ELECTRONICIENS HW/SW**

En charge de la spécification des tests du matériel de nos calculateurs embarqués, vous participez au développement des logiciels de tests et coordonnez les activités de nos sous-traitants. Réf. E3

Sur ces postes, votre expérience de conception en environnement IAO et votre maîtrise de la langue anglaise seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à SFENA, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy Villacoublay Cedex.

INGENIEUR DE PROJET

Chargé de mener à bien un projet industriel dans ses différentes phases : évaluation technique, devis, planning, dimensionnement global, coordination et gestion de la réalisation du projet (coût, délai).

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école, parlant anglais débutant ou ayant une première expérience en conception, mise en service de machines tournantes. Des connaissances en électronique numérique et une appréhension des phénomènes mécaniques seraient de précieux atouts.

**INGENIEUR DE
MISE AU POINT**

Chargé d'assurer la mise au point d'une suspension sur paliers magnétiques actifs (vérifications, réglages, modifications) pour permettre le bon fonctionnement et l'obtention des performances.

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école, débutant ou ayant une première expérience en recherche et développement en électronique, conception et réalisation d'installations, dépannage.

Les postes sont basés à Vernon (27).
Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature en précisant le poste de votre choix à :
Michelle CHERSTOT - Société de Mécatronique Magnétique
21, Vernon-Saint-Marc, B.P. 2382, 27950 Saint-Marc.

Nous sommes une jeune P.M.E. en pleine croissance (+5 % par an).

Nos actionnaires sont la S.E.P., S.A.E., SHAO. Nous avons une filiale aux U.S.A. et une filiale au Japon.

Nous développons un produit de haute technologie en mécanique et recherchons un ingénieur de projet et un ingénieur de mise au point.

SZM

Leader mondial du palier magnétique actif

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION EXPLORATION-PRODUCTION
ETABLISSEMENT DE PAU

INGENIEURS EN SIMULATION NUMERIQUE H/F

Issus d'une Grande Ecole d'ingénieur, ayant une formation ou une première expérience en analyse numérique.

Vous aurez à conduire des actions de modélisation mathématique dans le domaine de l'Exploration, Production pétrolière (propagation des ondes, écoulements polyphasiques en milieu poreux, calcul de structures...).

Ces fonctions vous ouvrent de nombreuses opportunités d'évolution de carrière dans un grand groupe international.

Les postes nécessitent une bonne pratique de l'anglais.

Envoyez votre candidature (lettre, CV, photo et prêt.) s/réf. 89C04/M à SNEA (P) DPRS - Carrières Recrutement - 28 avenue des Lilas - 64000 PAU.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Martin
GROUPE BOBST

800 p. - 700 MF de CA, à Lyon.

Leader mondial incontesté en conception et en fabrication de machines pour l'industrie du carton ondulé, nous voulons optimiser la fiabilité de nos machines et créer dans notre BE mécanique le poste de :

jeune ingénieur calculs-mesures

Venez mettre en place des systèmes de mesure de vibration, de bruit et réaliser des calculs de résistances des matériaux, vibrations.

Ingénieur A&M ou équivalent, vous disposez d'une première expérience de la fonction acquise en entreprise industrielle ou en laboratoire de recherche et maîtrisez donc l'utilisation d'instruments de mesure et, si possible, un langage de programmation. Devenez notre spécialiste en la matière pour, prendre en charge d'autres responsabilités, dans quelques années.

Notre consultante, Mme F. JOUISHOMME, vous remercie de lui écrire (réf. 1435 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

Peindre le futur
avec talent

Jeunes ingénieurs généralistes

FRAMATOME vous propose de rejoindre sa Direction des Services Nucléaires à un moment où son activité Maintenance connaît un nouvel essor. Vous pourrez valoriser vos compétences dans de grands programmes d'intervention en centrales, fondés sur de nouveaux défis technologiques.

Votre mission : Conduire des opérations de maintenance spécialisée et diriger des équipes opérationnelles.

Vous planifiez, coordonnez les interventions, vous êtes l'interlocuteur du client. Les maîtres-mots de votre activité sont : sécurité, qualité.

Vous êtes ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous avez moins de 30 ans et une bonne pratique de l'anglais. Nous offrons une rémunération particulièrement attractive pour cette fonction qui exige mobilité.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à FRAMATOME, 10 rue Juliette Récamier, 69006 LYON, en précisant la référence SB/4499.



FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

INGENIEUR ROUEN CONSEIL QUALITE

Important prestataire de services techniques, nous recherchons un INGENIEUR CONSEIL QUALITE.

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans la Direction d'un établissement industriel ou dans le conseil en organisation et management. Vous êtes autonome, persuasif et convaincu de l'importance de la qualité dans l'organisation des entreprises.

Vous serez chargé de développer l'activité conseil en organisation d'entreprise, en gestion de production et en qualité totale.

Ce poste basé à Rouen nécessite une grande disponibilité et des déplacements fréquents. Rémunération motivante pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo stér. 5956 à



53, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS qui transmettra



QUAKER FRANCE

QUAKER
OATS
FRUIT
FLAKES
Crispi
MIDWEST
Cap'n
CORN
FLAKES
Deliat
SIDO
Costello
félix

Filiale d'un important groupe américain en France, nous sommes présents sur des marchés porteurs de l'alimentation animale et des céréales pour petits déjeuners (1 milliard de francs de CA). Notre développement ambitieux nous amène à rechercher pour le département industriel, un

Responsable Assurance Qualité

Quimperlé
Finistère Sud

Il est le garant de la mise en œuvre et du respect des procédures - Assurance Qualité - intégrées dans les différentes fonctions : recherche et développement, marketing, process, logistique, fournisseurs. Il est en relation avec ses homologues étrangers pour toutes les fabrications confiées aux filiales européennes ou réalisées pour leur compte.

Profil : Ingénieur agro-alimentaire + 5 ans d'expérience dans un département Qualité. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) en précisant la référence 91832 LM à :

QUAKER FRANCE - André TURINI - 40, Bd de Dunkerque, 13002 MARSEILLE.

Jeunes ingénieurs
grandes écoles

Des projets d'envergure internationale

Nous sommes leader mondial dans un secteur de pointe.

Grâce aux moyens les plus performants, nos équipes Lyonnaises développent des projets de grande envergure, au sein d'unités souples et autonomes.

Jeune ingénieur Grande Ecole généraliste ou à dominante mécanique, vous êtes attiré par des fonctions d'études ou de conception, alliant haute technologie et travail d'équipe.

Vous souhaitez valoriser votre potentiel en profitant des nombreuses opportunités de carrière qu'offre un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation à FRAMATOME, 10 rue Juliette Récamier, 69006 LYON, sous la référence BC04.



FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

Le groupe GTI INFORMATIQUE, spécialisé en prestations intellectuelles auprès de grands comptes recherche pour sa filiale GTI INGENIERIE son :

DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous aurez principalement à développer la stratégie de développement de cette activité, en organisant des actions de marketing (sectoriels et globales) et apportant vos solides compétences techniques en informatique et gestion pour renforcer l'équipe commerciale et également participer au recrutement des informaticiens et à leur suivi en clientèle.

De formation supérieure (ingénieur informaticien), âgé de 35 ans environ, vous avez une expérience réussie dans l'encadrement, le conseil et le suivi de grands projets en environnement IBM - BULL - VAX. Votre goût pour les contacts, associé à rigueur et créativité, sont des qualités indispensables pour aborder les aspects techniques et financiers des projets.

Béatrice BIENVENU étudiera votre candidature en toute confidentialité et vous remercie d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. D 102 à :

GTI INFORMATIQUE
32, boulevard de Vaugirard
75015 PARIS



L'informatique en action

CMI
CMI INGENIERIE

CMI INGENIERIE réalise des études, du logiciel et des systèmes dans les secteurs scientifique, technique et industriel. Pour participer à notre expansion dans les domaines armement, aéronautique, espace, nucléaire, nous recherchons :

Ingénieur Commercial

Bordeaux

Mission : Dans un environnement lié aux technologies de pointe :
• Prospecter et développer la clientèle sur la région Adourque.
• A terme évolution vers une responsabilité d'agence.

Profil :

- Fort tempérament commercial
- 5 ans d'expérience minimum de vente de services
- Connaissances en informatique générale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence CIB 1104 à ANY BOULADE PARTNERS - 35/37, avenue Joffre 94169 SAINT-MANDE. Tél. (1) 43.65.09.09.

ABP

Any Bouleade Partners



Venez renforcer l'expertise de notre Equipe...

Partenaire des secteurs de pointe (aéronautique, espace, télécom, informatique...), SAFT occupe une position de tout premier plan dans le domaine de l'électrochimie et des systèmes associés.

Nous développons ainsi les meilleures adéquations de nos produits aux besoins des intégrateurs de sources d'énergie.

Nous recherchons pour notre Branche «GENERATEURS SPECIAUX», située à ROMAINVILLE (93)



CIGIE

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE

Sous l'autorité directe du Chef de Service, nous vous confierons la responsabilité de la qualité d'un groupe de produits.

Dans ce cadre, vous établirez, mettez en place et suivrez les méthodologies et procédures de développement et d'amélioration des produits. Vous serez le garant de notre qualité jusqu'à la livraison, dans un souci constant de sécurité.

De formation Ingénieur (A.M. ou Chimie), vous avez acquis une expérience confirmée de 3 à 5 ans de l'assurance qualité dans le domaine de la chimie, de la mécanique, de l'électricité ou de l'électronique. De plus votre sens relationnel vous permet d'établir de bons contacts tant externes (clients, fournisseurs) qu'internes (études, production, achats).

La maîtrise de l'anglais technique et courant est nécessaire.

La dimension de notre groupe permet d'envisager de réelles possibilités d'évolution.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence IA/LM à notre Conseil SOCCORMA - BP 229 - 6 avenue Gustave Eiffel - 78051 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX qui vous garantit une totale confidentialité.

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Jeune ingénieur
productique**

Paris. Le Bureau Informatique de la Direction des Constructions Navales (DCN) a un rôle pilote en informatique pour ses différents établissements industriels. Il recherche un jeune ingénieur productique.

Il prendra en charge des études en CFAO et GFAO dans le cadre du schéma directeur et selon la stratégie productique. Il assurera des missions de conseil auprès des utilisateurs (établissements industriels) et les assistera afin de valider les choix techniques. Le candidat, de formation Bac + 5 (école d'ingénieur ou université), a une première expérience en méthodes d'analyse et de conception appliquées à la productique. Si nécessaire, un complément de formation sera assuré. Ce poste requiert de la disponibilité, le goût de l'autonomie et des qualités d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manus., photo et prêt sous réf. L.119/M. à Bernard BEAUNOIR, SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTRouGE CEDEX.

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

**Peindre le futur
avec talent**



**Jeunes ingénieurs qualité
mécaniciens, électromécaniciens, instrumentistes**

La qualité FRAMATOME ? C'est la clé de voûte de l'ensemble de nos activités.

En intégrant la Direction Qualité, et après formation alternée, théorique et pratique durant les premiers mois, vous serez chargé en tant qu'inspecteur :

■ Soit de surveiller la fabrication et les contrôles effectués dans les usines de nos fournisseurs.

■ Soit de surveiller les montages, contrôles et essais sur les sites.

Débutant ou riche d'une première expérience, en fonction de vos intérêts, vous serez affecté dans un des établissements de Paris, Lyon ou du Nord, ou sur un des sites nucléaires.

Vous serez amené à vous déplacer en France ou à l'étranger : l'anglais est indispensable.

Votre dynamisme, votre sens des responsabilités, votre goût pour les contacts humains, vous permettront de réussir pleinement dans votre fonction et d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. BS, à FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle et Recrutement, Tour Fiat Cedex, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

**Ingénieurs
Informaticiens**

**EXPRIMEZ VOS
TALENTS dans des
techniques de pointe**

TEMPS REEL

Aéronautique, télécom, RNIS...

CALCUL SCIENTIFIQUE

Analyse numérique, automatique...

Ecrire à S31 - Immeuble International, 2 rue Stephenson, 78181 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX

Cui

CISI INGENIERIE

CISI INGENIERIE réalise des études, du logiciel et des systèmes dans les secteurs scientifique, technique et industriel. Pour participer à notre expansion dans les domaines armement, aéronautique, espace, nucléaire, nous recherchons :

Ingénieurs Grande Ecoles

Région Parisienne

Mission : Développer et valider des méthodes numériques dans des codes de calcul de mécanique des fluides.

Profil :

- Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent
- Connaissances FORTRAN et Analyse Numérique (différences finies, éléments finis)
- Méthodes de résolution des équations de la mécanique des fluides
- Débutant à deux ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence C.I.1104 à ANY BOULADE PARTNERS - 35/37, avenue Joffre, 94169 SAINT-MANDE, TÉL (1) 43.65.09.09.

Any Boulade Partners

CRAY
RESEARCH FRANCE

recherche :

- **UN ANALYSTE SYSTÈME** ayant une bonne expérience du système d'exploitation CDC NOS/VE.
Lieu de travail : région parisienne.
- **UN ANALYSTE SYSTÈME** maîtrisant le système d'exploitation UNIX.
Lieu de travail : région Rhône-Alpes dans un premier temps.
- **UN INGÉNIEUR APPLICATION** connaissant bien les problèmes d'analyse numérique et de vectorisation.
Lieu de travail : région parisienne.

CES POSTES NÉCESSITENT :

- une formation supérieure,
- 2 à 5 ans d'expérience,
- une pratique de l'anglais.

Adresser lettre + curriculum vitae à :

CRAY RESEARCH FRANCE
7, rue de Tilsitt, 75017 PARIS.

A TOULON, le Centre d'études et de recherche d'un organisme de 8000 personnes intègre un

**JEUNE DIPLOME
ENSTB-ESE-ENSI-ISEP-INT**

Option électronique ou transmissions
(Diplôme de Docteur Ingénieur apprécié)

A la tête d'une équipe projet (2 pers.), vous serez chargé pour le compte de la Marine Nationale, d'études et d'expérimentations de systèmes de protection aux champs électro-magnétiques. Débutant ou première expérience, inventif, fortement motivé par la recherche, les expériences scientifiques et le travail d'équipe, venez nous rejoindre en adressant votre dossier de candidature et prétentions sous réf. DC2 à notre conseil.

LGP - 38, rue Marbeuf - 75008 Paris.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
recherche un

**Chef de groupe
informatique**

- chargé de l'informatisation d'une des grandes directions du Ministère.
- responsable des études réalisées par une vingtaine d'informaticiens sur DPS7 et systèmes UNIX ou MS-DOS.

Poste basé à Paris avec missions occasionnelles à l'étranger. Salaire IHT proche du secteur privé (contrats de 2 ans renouvelables).

Ingénieur ou maîtrise avec 10 ans d'expérience.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service MFI/SAC - 23, rue Le Peuouse, 75775 PARIS Cedex 16.

ALFARMA

PRODUITS CHIMIQUES A USAGE PHARMACEUTIQUE
ALTIRCH (Haut-Rhin) - (35 personnes)
recherche

INGENIEUR CHIMISTE

- minimum 30 ans.
- Ayant une expérience d'au moins 5 années de la production dans la chimie organique fine.
- Allemand souhaité.
- Résidence souhaitée à ALTIRCH.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. MO à ALFARMA - B.P. 5 - 68130 ALTIRCH

**Peindre le futur
avec talent**



Ingénieur fabrication

Les établissements industriels de Framatome situés en Bourgogne développent la fabrication de composants lourds pour centrales nucléaires. Aujourd'hui, notre présence sur les marchés étrangers nous amène à mettre en oeuvre une organisation de production plus performante.

Ingénieur généraliste débutant ou 1^{re} expérience, vous souhaitez mettre en pratique vos connaissances en soudage et mécanique.

Assurer la globalité de l'assistance technique en atelier, réduire le coût de la non-qualité en chaudronnerie, soudage et usinage, seront vos deux principaux domaines d'activité. A cette fin, vous détecterez des axes d'amélioration, définirez les plans d'actions en découlant et assurerez leur mise en oeuvre.

Vous encadrerez une équipe d'une dizaine de techniciens d'atelier. Homme de contact, dynamique et rigoureux votre esprit d'ouverture vous permettra de vivre une carrière riche et passionnante et d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. FAB à Valentine TRABUT, FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle et Recrutement, Tour Fiat Cedex 16, 92084 Paris La Défense.

FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

BP CHEMICALS

Important Groupe Chimique spécialisé dans la fabrication de matières plastiques, recherche pour l'un de ses Centres de Production situé dans le Nord de la France (à proximité de LILLE)

**INGENIEUR
DIPLOME
D'ECOLE
SUPERIEURE**

de formation Automaticien, mois une candidature disposant d'une formation Génie Chimique avec une expérience de 2 à 3 ans en conduite de procédés sera également étudiée.

Il participera aux projets d'automatisation des unités de fabrication et aux projets d'informatisation des services.

Anglais courant nécessaire.

Merci d'envoyer votre candidature, CV, photo et prêt. s/réf. 28614 à Contesse Publicité - 6-8, rue des Jardins - 59800 LILLE, qui transmettra.

**INGENIEUR
PROJETS**

En synergie avec le groupe KONE d'envergure internationale, VERLINDE a créé une division autonome pour la fabrication et la commercialisation de ponts roulants. Fabrication qui, chez nous bénéficie de l'apport de hautes technologies.

Dans ce contexte novateur et motivant nous recherchons un jeune ingénieur généraliste de formation ou d'expérience, capable d'assumer toutes les tâches techniques afférentes à l'aboutissement d'un projet (coordination des études et de la sous-traitance, organisation du montage, de l'après-vente, etc.).

Responsable de projets importants (1 à 10 millions de francs) vous travaillerez en collaboration étroite avec l'ensemble des services techniques du groupe et notre centre de production. Une grande facilité de contact et une parfaite maîtrise de la langue anglaise sont donc nécessaires. Ce poste est basé en Métropole Lilloise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) à Mr. Etienne POLLET - VERLINDE SA - 19, rue Danton - B.P. 19 - 59374 LOOS cedex.

KONE PONTS ROULANTS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

STERNICE

Intégré à VISHAY (Groupe international, 10 000 personnes) STERNICE SA (1000 personnes, 300 MF), leader européen des composants résistifs recherche pour une de ses divisions situées à NICE (06).

Chef de production

Votre mission sera d'être directement responsable de l'organisation de la production (25 millions de pièces/an), du personnel (120 personnes), de la qualité et de la gestion de votre centre de coût. Ce poste évoluera s'adressant à un ingénieur diplômé, de 30 ans minimum ayant une expérience réussie en production de composants grande série et en atelier hautement automatisé. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'envoyer votre dossier (lettre + CV) en précisant vos prétentions et la référence 3 C.J.O.S LM à notre conseil J.J. PERRIN, A.J.C.R. 44, La Canebière 13001 MARSEILLE. Téléphone 91.54.05.38. Tél. 91.33.68.97.

Dans le cadre du renforcement des effectifs de sa direction informatique

LE CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION

recherche

TROIS INGÉNIEURS

Grande école, ayant une expérience professionnelle d'au moins deux ans acquise dans l'un des domaines suivants : télécom, bureautique, informatique de gestion. Le poste est basé à Saint-Denis (Réunion), une connaissance du milieu réunionnais serait appréciée.

Ils seront amenés à participer aux projets de l'informatique interne du conseil régional de la Réunion ou aux projets de développement informatique supervisés par la région.

Ecrire personnellement à M. FIAT à l'adresse suivante : 63 bis, avenue du Général-Leclerc, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis près de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en maintenant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion « déchargés des obligations militaires » libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo, sous réf. M 1104, à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEURS SUPPORT A LA VENTE

Le leader européen de la communication informatique sur ethernet crée sa filiale française en Ile de France sud.

Support technique d'une cellule de marché vous serez l'homme des applications clients. Votre connaissance des architectures et techniques des réseaux (spécialement ethernet) vous permettra de former et de conseiller les utilisateurs de nos produits, de valider les propositions commerciales et de créer et maintenir une documentation technique.

Débutant ou expérimenté vous maîtrisez l'anglais écrit et parlé.

Pour nous rejoindre adressez votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à :

Didier Bourgeot
Spider Systems SA
8 rue Camille
75116 PARIS

SPIDER SYSTEMS

Le Monde CADRES

Lyon

Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône

La CSIMR renforce son Service Développement Industriel : gestion prévisionnelle des emplois, formation, accompagnement de ses adhérents dans leurs choix de politique industrielle.

Ce service recherche 2 personnes :

Ingénieur en gestion et développement industriel
(Réf. GDI)

- Il travaille avec les adhérents pour contribuer à optimiser les choix techniques en intégrant les aspects humains.
- Il apporte un appui concret pour la mise en place des solutions. Il anime des réunions avec des responsables techniques : production, qualité, sécurité.

Profil : Ingénieur, 30 ans minimum, vous avez exercé une fonction technique (fabrication, GPAO, méthodes, qualité, sécurité).

Votre expérience a été acquise en entreprise et/ou en site de services.

Vos motivations : être dans une organisation ayant une approche concrète et globale de l'entreprise / un environnement interne et externe enrichissant / autonome au sein d'une équipe.

Intervenant en gestion prévisionnelle des emplois
(Réf. GPE)

- Il contribue à l'élaboration de projets de formation nécessaires par le projet industriel de l'entreprise.
- Il apporte un appui concret pour la mise en forme de ces projets.

Profil : Études supérieures, 30 ans minimum, H/F.

Vous êtes entraîné à poser des problèmes d'adaptation et à réfléchir à moyen terme. Vous avez montré votre intérêt pour l'emploi, la formation et les ressources humaines.

Votre expérience a été acquise sur le terrain en site de services et/ou en entreprise.

Merci d'envoyer lettre de motivation + CV + photo et salaire actuel à Gérard SCHNEIDER, 55 montée de Choolans, 69323 Lyon Cedex 05, qui assure à votre démarche une stricte confidentialité.

AREA

Autoroutes... et Technologies Informatiques - Lyon

AREA, Société d'Autoroutes en Rhône-Alpes est reconnue pour ses innovations technologiques : paiement électronique, assistance, sécurité et bientôt FINIS.

Chef de projets, vous étudiez la faisabilité informatique des choix société, assurez leur coordination et leur mise en œuvre. Vous proposez des solutions nouvelles à l'écoute des exploitants et du marché.

Ingénieur Informaticien temps réel, vous avez au moins 3 ans d'expérience de conception et développement en milieu industriel ou tertiaire technique (réseaux locaux, gestion centralisée d'automates, télécom...). Vous êtes autonome, pragmatique et ouvert au travail en équipe. Alors écrivez sous référence 508.02.M aux Conseils en Recrutement Associés - 1, avenue Georges-Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon cedex 03.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIÉS

CE RA

JEUNE CHARGE DE RECRUTEMENT

Evoluez vers une fonction riche et diversifiée.

Notre groupe pharmaceutique (1000 personnes, 750 MF de C.A.) en forte croissance, tant en France qu'à l'étranger, recherche un chargé de recrutement.

De formation supérieure, vous avez une première expérience réussie de la fonction (1 à 3 ans), acquise au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.

Rejoindre la Direction des Ressources Humaines du groupe Jouveinal, c'est l'opportunité d'apporter toutes vos compétences à un service en plein développement. C'est aussi la possibilité d'accéder à une mission riche en contacts et en responsabilités.

Vous anticiperez les besoins, choisirez les bonnes stratégies de recrutement pour mettre en place des candidats à fort potentiel. Vous participerez également au suivi de leur évolution professionnelle.

Avec la Direction des Ressources Humaines, votre souci constant sera d'adapter vos prestations à un groupe dont les exigences sont ambitieuses et évoluent très vite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 14/MO à :

JOLIVEINAL
DRH
BP 100 - 94265 FRESNES.

jouveinal

CHEF DE SERVICE

MISE SOUS FORME PHARMACEUTIQUE

Ce poste pourrait convenir à un **INGÉNIEUR** ARTS ET METIERS, ECAM ou équivalent ayant quelques années d'expérience, fortement motivé par la gestion industrielle, l'automatisation et possédant une forte capacité de travail en équipe.

Le poste est à pourvoir à Lyon.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 6054 à O.R.C. 12, rue Pdt Carnot 69002 LYON qui transmettra.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES

RESPONSABLE DU MARCHE EUROPEEN

Leader mondial dans notre domaine, nous concevons et fabriquons des équipements électroniques O.E.M. pour tracteurs et engins agricoles.

Ingénieur électro-technicien ou électronicien, vous avez 30 ans environ et une personnalité indéniable pour vous permettre de négocier au plus haut niveau avec les Constructeurs, de la phase d'identification des besoins à celle de la concrétisation, en liaison avec le bureau d'études.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Votre connaissance de l'allemand est un plus. Vous avez une expérience du domaine des applications électroniques sur les biens d'équipement type T.P. et Mécanisme agricole.

Basé en proche banlieue Ouest de Paris, vous vous déplacerez fréquemment en Europe et aux U.S.A. où votre formation sera assurée. La rémunération comporte un salaire fixe et un intéressement à vos résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 030389 à notre conseil.

Bailly Conseil
15, rue de la Paix, 75002 PARIS

L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE DE BOURGES

pour son

CENTRE TECHNIQUE ARMES ET MUNITIONS

INGENIEUR

Vous possédez :

- un esprit de synthèse et de coopération
- une maîtrise parfaite de l'anglais
- une grande disponibilité pour les déplacements
- de bonnes qualités d'organisation

Votre rôle :

- Vous serez chargé du suivi technique de programmes d'armement internationaux dans leurs phases d'étude et de fabrication.

Libéré des obligations militaires. Nationalité française exigée.

Lieu de travail : BOURGES (18)

Envoyer curriculum-vitae avec photo et prétentions sous réf. 89/02 à :

Etablissement Technique de Bourges
Service du Personnel-Ressources Carrefour de Zéro Nord
Rte de Guerry BP 712 - 18015 Bourges Cedex

Chiffre 150

هناك الكثير

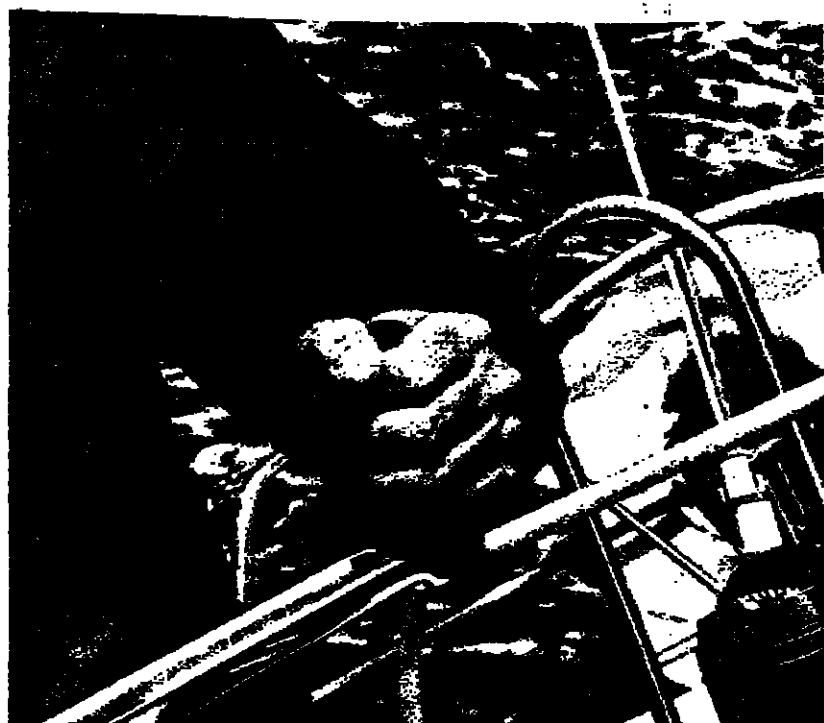
REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde • Mercredi 12 avril 1989 33

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES



JEAN-YVES TERLAIN, ARCHITECTE NAVAL ET SKIPPER

Après une formation supérieure (Bac + 4 ou 5) vous avez une première expérience réussie de la vente dans les métiers de l'Informatique. La Division Conseil et Ingénierie de SLIGOS recherche des Ingénieurs commerciaux pour contribuer au développement de ses activités (Expertise - Conception - Assistance technique - Intégration de systèmes...) dans les grands comptes de l'Industrie, de la Banque et de l'Administration. Après un stage de formation à nos activités, vos responsabilités s'exerceront dans des Départements d'une cinquantaine de spécialistes informatiques et vous participerez, en première ligne, au développement de la 2^e SSII française. Les postes sont principalement à pourvoir en région parisienne, quelques-uns en province (Lyon, Orléans, Toulouse). Les perspectives de carrière que vous offre SLIGOS sont très ouvertes et sont à la mesure de son développement : + 29,5 %/an sur les 5 dernières années, 2 milliards de CA et un effectif de 3400 personnes à fin 1988.

Merci d'adresser votre dossier avec vos prétentions sous Réf. DCI/04 à :
SLIGOS Direction des Ressources Humaines
3, place de la Pyramide - Cedex 49
92067 Paris la Défense ou de téléphoner à :
Michel PERRA Division Conseil et Ingénierie au 49 00 93 34.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

SLIGOS

BANQUE - Quartier OPÉRA

Vous êtes l'adjoint du Responsable du Service Organisation d'une Banque de dimension moyenne. Vous avez une expérience dans la fonction de 4 à 5 années. Vous souhaitez devenir, à court terme, le Responsable de Service. Nous vous offrons cette possibilité dans notre Banque. Nous vous proposons un poste de

CADRE

rattaché directement à la Direction générale, avec une rémunération motivante et des perspectives d'évolution au sein de notre entreprise performante, constituée d'une équipe jeune et dynamique.

Envoyez C.V. détaillé + photo s/n° 8 284
Le Monde Publiété, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

PRINCIPIA

Société d'ingénierie scientifique recherche pour ses établissements de

SOPHIA ANTIPOLIS (06)
LE PLESSIS-ROBINS (92)
LA SEYNE-SUR-MER (83)

INGÉNIEURS
DES ÉCOLES EN :

CADRE

Mécanique des fluides
hydrodynamique
mécanique des structures
aéronautiques
ayant expérience de la
modélisation informatique.
Électronique
hyperfréquences
ayant des connaissances
informatiques.
Envoyer C.V. à :
PRINCIPIA
BP 22
06561 VALBONNE CEDEX
Sté distribution aérospatiale
Magasin de proximité
recherche

INSPECTEUR DE VENTE

EXPÉRIENCE EXIGÉE.
Salaire annuel 155.000 F.
Véhicule de service.

Envoyer C.V. et photo à :
COOP PROVENCE
515, rue de la République
94300 CAVAILLON CEDEX.

IMPORTANTES STÉ

recherche
Ancien élève école cadre ou
maître de droit ou sciences
éco. ou sciences po. pour
situation évolutive. Con-
naissance approfondies de
l'anglais indispensable.
Adr. lettre manuscrite, C.V.
+ photo à :

S.A. FRANÇAISE DE RESSOURCES

34, bd de Courcelles,
75007 PARIS.

ASSOCIATION

DIRECTEUR/TRICE
D'ÉTABLISSEMENT
35 ans minimum
pour promouvoir, gérer et
accueillir un domicile collectif
d'accueil de personnes
âgées dépendantes avec
section de cure médicale
(50 logements).
Expérience et réflexion
généralistes exigées.
Adressez C.V., photo et pré-
tentions sous n° 8295,
LE MONDE PUBLIÉTÉ,
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

PRESSE IMMOBILIÈRE

recherche

JOURNALISTE PLEIN TPS

pour thèmes immo et déco.

Envoyer C.V. à S.D.P.F.,
8, rue du Général-Leduc,
75011 PARIS.

Stages Internats
TECHNIQUES DE STAGE
DU JOURNALISME
du 15 mai au 21 juillet
SECURITAT
DE REDACTION
du 22 mai au 22 juillet
MAQUETTE/PAO
du 22 mai au 30 juin

C.F.D.
8, rue du Dahomey,
75011 PARIS.
Tél. : 43-55-76-05.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ingénieur ECP

30 ans, expérience ateliers
flexibles, schéma directeur
de grande entreprise, mar-
keting, recherche mission de
1 à 2 ans au JAPON, ou
antenne asiatique.
Entre sous n° 8285,
à Contes, 20, av. de
l'Opéra, 75040 PARIS
CEDEX 01.

EXPERT COMPTABLE

45 ans, bases comptables, audit
et fiscalité, rech. emploi
dans cabinet d'audit ou de
rech. hab. région paris.
Entre sous le n° 8250
LE MONDE PUBLIÉTÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

INGÉNIEUR MÉGOCIAUTEUR

20 ans, d'exp. au niveau natio-
nal et international, collabor.
avec entreprises, dynamisme
et motivation pour créer ou
développer un service export
hors Europe.

CADRE HAUT NIVEAU

42 ans, exp. 22 ans, exp. en
AFRIQUE DU NORD et de
l'OUEST, T.B. introduit.
Connaissances approfondies de
l'export vers ces pays.
Habit. régime litige. Après
crist. de sa propre sté
prop. ses services en qualité
de consultant. Exp. 01 ou
propositions.
Tél. : 49-55-02-50.

J.F. 28 ans, 3 ans d'expé-

rience, 22 ans d'exp. en
collaboration dans DÉPARTE-
MENT FISCAL d'un cabi-
net de conseil juridique et
fiscal français.

Ch. poste DIRECTEUR

MAISON DE RETRAITE DE
SON STANDING. Paris.
rég. paris., + de 15 ans
(18) 33-43-43-08 sp. 18 h.

J.F. cherche poste emplaç.

PHILOSOPHE DÉP. -
MATOULI, 3, rue Racine,
95140 GARGES.

REDACTEUR exp.

cherche
travail de rédaction en econ-
TECHNIQUE. 49-70-93-02.

J.H. 25 ans CHAUFFEUR

DE DIRECTION, sérieux
m., bon présent, très
disponible, angl. parlé,
emploi comme tel ou autre.
Tél. : 49-55-02-50.

TRANSLATRICE diplômée

de l'EST : ALL., FRANÇ.,
ANGL., ch. poste stable ou
traductions en free-lance.
Domaines connus : automo-
biles, informatique, bâtiment
et travaux publics, méca-
nique, etc. Grande capacité
d'adaptation.
Tél. : 39-82-71-46.

J.F. RUSSSE et BULGARE

parlées, écrite à la perfec-
tion. ALLEM., ANGL. courant.
Mobile, rendement
considérable, profil rare
pour exp. ch. emploi.
Tél. : 87-65-74-81 H.R.

Homme 45 ans, célibataire,

25 ans d'expérience en gros
commerce, recherche situation
responsable de changer en
définitive, genre civil,
expatriation envisageable.
Libre rapidement.
Entre à M. G. MERGOT,
123, rue du Général-Leduc,
95130 Francville ou
tél. le soir au 34-13-10-82.

Ingénieur ECP

Spécialisé dans le recou-
pement téléphonique de
clients, suivi des comptes
clients, contact direct avec la
clientèle, ch. poste similaire.
Libre suite.
Tél. : 60-05-33-63, répond.

J.F. 24 ans, réceptionniste,

3 ans exp., conn. angl./all.,
ch. emploi dans un cabi-
net de conseil juridique et
fiscal français.

1^{er} SECRÉTAIRE

DE REDACTION
MAQUETTISTE
(en habi.), 22 ans exp.
presse impr., travail informé,
résumé, emploi équiv. ou D.A.,
rech. habi. région paris.
Entre sous le n° 8285
LE MONDE PUBLIÉTÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

Fin 35 ans. Respons. Res-

sources humaines, exp.
résumé recr. format.
social, droit du travail, psy-
chologie rech. poste équiv.,
rech. habi. région paris.
Entre sous le n° 8285
LE MONDE PUBLIÉTÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

M. JULES-JOFFRIN

Imm. récent, 3 p., entrée,
cuis., s. de b., w.c., balcon
62 m², 84.000 F. Immo
Marcadet, (1) 42-52-01-82.

appartements

Recherche 2 à 4 p. PARIS,
préfér. RIVE GAUCHE avec
ou sans travaux.
PAIE CPT chez nous.
(1) 48-73-48-07 même soir.

RECHERCHE 1, 2, 3 P.

même à rénover. Paris ou
provenç. Tél. : 42-52-01-82.

locations

non meublées
offres

Paris

MÉTRO LES COBELINS
de imm. neuf de stég. 2 p.,
65 m², 84.000 F + 520 F
ch., 3 p., 84 m², 8.200 F
+ 672 F ch., loque poss.
POG : 48-57-71-00 le met.

FAISANDERIE, dans bel

imm. moderne s/jerd.,
9^e ét., asc., 2 p. ch. +
belle terrasse, 5.000 F +
ch. 950 F Tél. matin :
SECECO, 45-22-89-92.

locations

non meublées
demandes

Région parisienne

ST-MAURICE à 400 m bois
Vincennes, M^e Charenton-
le-Pont, 8, rue des Bureaux,
Cie d'assurance loue ds
imm. neuf de qual. jardi-
habité, appt de 2 à 5 p.
Vis. mer-mett., 17 h-18 h.
Sem.-dim., 14 h-17 h.

L'IMMOBILIER

appartements

ventes

6^e arrdt

LUXEMBOURG
DOUBLE LIVING
+ CHÈRE, ASCENSEUR.
2.250.000 F. 46-33-25-45.

7^e arrdt

M^e DUROC
Imm. p. de t., endg, dble
réception, 2 ch., 2 bains,
services. 5.700.000 F.

15^e arrdt

VAUGIRARD
Très clair, asc., dble sv.,
+ belle chère, bain, 70 m²,
1.450.000 F. 42-50-04-28.

18^e arrdt

PRÈS RUE RAYMONDARD
bel imm. p. de t., 3 p., t. ch.,
r.-de-ch., idéal profession-
nel. 170.000 F. Immo
Marcadet, (1) 42-52-01-82.

18^e arrdt

M^e JULES-JOFFRIN
Imm. récent, 3 p., entrée,
cuis., s. de b., w.c., balcon
62 m², 84.000 F. Immo
Marcadet, (1) 42-52-01-82.

appartements

achats

RECHERCHE 1, 2, 3 P.

même à rénover. Paris ou
provenç. Tél. : 42-52-01-82.

locations

non meublées
offres

Paris

MÉTRO LES COBELINS
de imm. neuf de stég. 2 p.,
65 m², 84.000 F + 520 F
ch., 3 p., 84 m², 8.200 F
+ 672 F ch., loque poss.
POG : 48-57-71-00 le met.

FAISANDERIE, dans bel

imm. moderne s/jerd.,
9^e ét., asc., 2 p. ch. +
belle terrasse, 5.000 F +
ch. 950 F Tél. matin :
SECECO, 45-22-89-92.

locations

non meublées
demandes

Région parisienne

ST-MAURICE à 400 m bois
Vincennes, M^e Charenton-
le-Pont, 8, rue des Bureaux,
Cie d'assurance loue ds
imm. neuf de qual. jardi-
habité, appt de 2 à 5 p.
Vis. mer-mett., 17 h-18 h.
Sem.-dim., 14 h-17 h.

bureaux

Locations

Domiciliation depuis 50 F/m²
PARIS 1^{er}, 8^e, 9^e, 12^e, 15^e, 17^e.
Constitution SARL, 1.000 F HT.
INTER DOM 12^e, 43-40-31-46.
CREADOM 17^e, 43-47-05-98.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

BOMILICATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Déclaration et sous serv.
Perman. - Téléphoniques.
43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télér.
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC, 42-93-50-50 +.

DOMICILIATION S^e

BUREAU TÉLÉ. TELECOPIE.
AGECO 42-94-95-28.

locaux

commerciaux

Ventes

CHANTILLY
Excel. rapport. 150 m² burc.
propr. hippod. bel château.
8 part. État neuf.
Bail 9 ans. 150.000 F/an.
2.000.000 F. 30-35-03-50.

Locations

LOCAUX PROFESSIONNELS
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
LOUP - CLERMONT
FERRAND, rue Ernest-
Renan, centre ville (sta-
dance Vivendi), emplacement
exceptionnel au rez-de-
chaussée d'un immeuble
récent comportant :
- local entièrement équipé
pour accueil clientèle,
d'une superficie utile de
483 m² ;
- 16 parkings.
Bail de 9 ans à caractère uni-
quement professionnel, à
l'exclusion de tout bail
commercial.
Envoi du dossier de consul-
tation sur demande. Tél. :
73-34-52-53 (hors de bur.)
avant le 28 avril 1989.

boutiques

Locations

EMPLACEMENT N°1
Face Printemps Malin
500 m², avec ou sans pds de
vente. Tous commerces.
Cau. délab. 42-60-78-25.
Dir. papais.

pavillons

SAINT-OUEN

Pavillon brique, terrain
191 m², 106 m² au 2^e niv. à
rénov. + garage + s.-sol.
900.000 F. Immo Marcadet
(1) 42-52-01-82.

Economie

SOMMAIRE

■ M. Hubert Prévot, chargé d'un rapport sur le service public des postes et télécommunications, pose la question du statut (lire ci-dessous).

■ Les « cadets de l'industrie » ont eu, lundi 10 avril, une dure journée. M. Tristan Vieljeux, soixante-cinq ans, a

refusé l'offre d'association de M. Vincent Bolloré, trente-sept ans, qui a révélé qu'il contrôle 16 % de la Financière Delmas Vieljeux. Par ailleurs, la cour d'appel de Paris a donné raison à M. Racamier, soixante-dix-sept ans, contre M. Arnault,

quarante ans, dans la bataille autour de LVMH (lire ci-dessous).

■ S'il reste considéré comme une monnaie forte, le franc suisse poursuit néanmoins sa glissade par rapport au deutschemark et au franc français (lire page 38).

Alors que M. Tristan Vieljeux a refusé son offre

M. Bolloré annonce qu'il contrôle 16 % de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux

Rompant avec le silence qu'il observait depuis plusieurs semaines, M. Tristan Vieljeux, président de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux (CFDV), a, le 10 avril, expliqué la position du groupe maritime qu'il dirige dans la partie de bras de fer engagée avec M. Vincent Bolloré et il a opposé une fin de non-recevoir polie mais ferme aux prétentions du jeune manager. « Je suis assés à considérer que l'on cherche à justifier par des raisons dites industrielles ce qui n'est en fait qu'une opération purement financière pratiquée de longue date », a-t-il déclaré.

Confirmant les négociations engagées avec M. Bolloré, M. Vieljeux, entouré de ses principaux collaborateurs, a dit qu'il était disposé à envisager un regroupement de la Société commerciale d'affrètement et de commissions (SCAC) de M. Bolloré avec ses propres activités maritimes dans le but d'accroître les synergies, mais à condition que l'entrée de cette société se fasse au niveau de la filiale Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux (SNCDV) et non au niveau de la holding de tête, la Compagnie financière Delmas-Vieljeux.

Pour M. Vieljeux, toutefois, un tel rapprochement ne représente pas que des avantages, bien au contraire. La SCAC, en effet, est surtout une entreprise de transit, très endettée au demeurant, alors

que le groupe Delmas-Vieljeux est propriétaire de quarante-cinq navires et de trente et un mille conteneurs. Pour lui, « l'intérêt véritablement industriel » d'un rapprochement est encore à démontrer sous bénéfice d'inventaire, d'autant que Delmas-Vieljeux cherche depuis plusieurs années à diversifier ses activités maritimes ailleurs qu'en Afrique de l'Ouest, alors que c'est dans cette partie du monde que la SCAC est la mieux implantée.

En ce qui concerne le capital de la CFDV, le groupe familial des héritiers des fondateurs, constitué en syndicat, détient 32 % des actions et 46 % des droits de vote sans compter les parts que M. et M^{me} Palazzolo (née Delmas) — qui se sont rangés, eux, aux côtés de M. Bolloré — contrôlent (1). D'autre part les actionnaires alliés du groupe familial et l'autocontrôle représentent pour leur part 10 % des actions et 9 % des droits de vote. Enfin, la Compagnie du Midi, que préside M. Bébér et dont M. Vieljeux « n'a aucune raison de douter de l'appui et de la loyauté », détient 36 % des actions et 32 % des droits de vote. Précision importante apportée par M. Vieljeux : le groupe familial et le Midi sont liés par un pacte de préemption. Si l'un des deux piliers de l'actionnaire veut vendre, l'autre est prioritaire pour acheter le paquet d'actions s'il le souhaite.

Bref, selon le principal armateur privé français (5 850 salariés, un chiffre d'affaires de 4,2 milliards, une marge brute d'autofinancement de 612 millions en 1988), « l'action-

nariat actuel est solide. Quel rôle pourrait donc avoir un troisième actionnaire de référence sinon créer le mécontentement et déstabiliser le fonctionnement du groupe ? Affaiblir et disperser notre entreprise ».

Une entreprise qui — dans le secteur maritime — devrait annoncer prochainement une opération de nature à renforcer sa dimension de leader européen.

Des intentions « pacifiques »

M. Vincent Bolloré a immédiatement réagi en affirmant, d'abord, que la SCAC était un partenaire valable en plein redressement, pesant d'une perte de 50 millions de francs, lorsqu'il l'avait achetée en 1986, à 70 millions de francs de bénéfices en 1988, pour s'établir à 140 millions de francs en 1989, avec le rétablissement du dividende et, peut-être, 200 millions de francs en 1990. M. Tristan Vieljeux avait comparé la marge brute de son groupe, 612 millions de francs en 1988, avec celle de la SCAC (141 millions de francs) dont l'endettement, selon lui, représente 6,5 années de marge brute (922 millions de francs) contre 1,3 année pour la seule Navale Delmas-Vieljeux.

M. Bolloré conteste ce point en précisant que, sur les 922 millions de francs d'endettement de la SCAC, 500 millions de francs sont constitués d'obligations à bons de souscription d'actions transformables en 1991. Il conteste également que la SCAC soit à vendre, comme

l'affirme M. Vieljeux, précisant qu'il venait de refuser une offre de 1,3 milliard de francs présentée par la firme britannique LAP, à 50 % au-dessus du prix actuel.

M. Bolloré proteste de ses intentions « pacifiques » vis-à-vis de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, indiquant, toutefois, que son groupe en détient déjà plus de 14 % et 16,3 % avec ses alliés, soit 0,98 % acquis en Bourse par la SCAC, le reste par l'intermédiaire du groupe Rivaud (3,14 %) et de la famille Delmas-Palazzolo, qui a racheté pour plus de 160 millions de francs les 8 % détenus auparavant par la Financière de Suez. Investissement total atteignant 500 millions de francs. M. Bolloré préférerait augmenter sa participation jusqu'à 20 % du capital de la CFDV, pour bénéficier des règles de la consolidation, mais avant cinq ans pour des raisons fiscales et dont le PDG, M. Claude Bébér, est un ami personnel de M. Bolloré.

F. G. et F. R.

(1) Le groupe Delmas-Vieljeux a été créé en 1964 à La Rochelle.

La bataille autour de Louis-Vuitton

La cour d'appel désavoue M. Arnault dans le conflit qui l'oppose à M. Racamier

Les juges ont infligé à M. Bernard Arnault, le PDG de LVMH (Louis-Vuitton-Moët-Hennessy), sa première défaite. En infirmant, le 10 avril, la décision du tribunal de commerce de Paris, la cour d'appel a donné raison à M. Henry Racamier, PDG de Louis-Vuitton sur l'inopportunité d'une assemblée générale extraordinaire de cette société. Le débat que M. Arnault voulait y mener sur la transformation des structures juridiques est donc reporté. Comme un communiqué de LVMH l'indiquait à la suite du jugement, « les mesures nécessaires seront donc prises pour clarifier les structures managériales de Louis-Vuitton SA et d'assurer son intégration effective au sein du groupe lors de l'assemblée générale du 5 juin 1989 ».

Car l'arrêt de la cour d'appel ne règle pas le conflit qui oppose depuis plusieurs mois les deux hommes. Tout au plus leur impose-t-il une trêve. Dans l'immédiat, les magistrats, suivant en cela le législateur de l'avocat général Lapi, ont estimé qu'il n'y avait pas urgence. En considérant que « rien ne démontre en l'état que la transformation des structures de Louis-Vuitton corresponde à l'intérêt de cette société qui

ne se confond pas avec celui de LVMH, ni davantage à une nécessité dictée par la politique du groupe telle qu'elle est définie par son règlement intérieur actuel », les juges n'ont pas arbitré sur le fond la querelle de pouvoir et les divergences entre les deux hommes sur la manière de gérer le numéro un mondial du luxe.

La répartition des pouvoirs

Etrange situation d'ailleurs que ces batailles et ces querelles qui se déroulent dans les coulisses d'un groupe dont la vitrine brille de tous ses feux. En effet, les bagages, champagnes, cognacs et parfums ne sont jamais si bien vendus, et permettent à LVMH d'enregistrer des résultats remarquables. Avec 16,4 milliards de francs, le chiffre d'affaires progressé de 24 % entre 1987 et 1988, et le résultat net a augmenté de 49 % atteignant 2 milliards de francs. Une jolie performance dans laquelle l'activité bagages, maroquinerie et accessoires remporte la palme avec 50 % d'augmentation du chiffre d'affaires et 69 % de progression des résultats.

La publication de ces chiffres a bien évidemment ravi M. Racamier, qui en tire argument de sa bonne gestion. Il ne faut, en revanche, qu'accroître l'exaspération de M. Arnault d'être tenu à l'écart des activités de cette société. Car c'est bien dans cette répartition des pouvoirs que se trouve le noeud du conflit qui agite le groupe LVMH. Certes, M. Arnault et M. Racamier ne s'aiment guère. Entre le financier quadragenaire à la réussite fulgurante et le septuagénaire qui a découvert les charmes de l'entreprise familiale et le succès des produits de luxe après trente années passées dans l'univers ingrat des actions spéculatives, il y a plus que de l'incompatibilité d'humeur. Les deux hommes ont en effet une conception radicalement différente de la gestion d'un groupe. Pour le premier, être majoritaire dans le capital, donne le pouvoir. Pour le second en revanche, la fusion des sociétés ne doit pas empiéter sur l'autonomie de chacune. Résultat : l'impasse. M. Arnault supporte mal les cachotteries de M. Racamier. Et la création d'un parfum, le rachat de Givenchy Couture, la prise de participation dans Andréux ou le recrutement de directeurs sont autant

d'occasions d'affrontements entre les deux hommes.

Une chose est sûre : chacun présentera sa thèse lors de l'assemblée générale de LVMH qui devrait se tenir à la mi-juin. Les actionnaires devront alors arbitrer et choisir entre ces deux stratégies. L'attitude des deux groupes qui détiennent une grande partie des actions sera alors déterminante. D'un côté, Guinness avec près de 18 % du capital renforce son influence. En récupérant la semaine dernière les 16,8 % détenus par le Crédit lyonnais dans Christian-Dior, le groupe britannique a donné un nouveau coup de main à M. Arnault en finançant ainsi une de ses sociétés. L'autre groupe important d'actionnaires (12 % du capital) est composé des familles Moët-Hennessy plutôt discrètes sur la querelle qui agite la direction du groupe. Mais certains pensent que si la Commission des opérations de Bourse (COB) se montre sévère sur certaines opérations menées par M. Arnault, les représentants de ces grandes familles pourraient bien en être choqués. Chez LVMH, le suspense n'est pas fini.

FRANÇOISE CHIROT.

■ Dix-huit Airbus et dix-huit Boeing pour Gulf Air — Gulf Air, propriété des Émirats de Bahreïn, de Qatar, d'Oman et d'Abou-Dhabi, a passé commande de douze Airbus A-320 ferme et six en option ainsi que de six Boeing-767 ferme et douze en option. Ces commandes viennent s'ajouter aux quatre Boeing-767 récemment achetés.

Jean-Marie Chauvier

URSS : Une société en mouvement

Un guide très vivant avec lequel on aimera discuter. Bernard FERON, *Le Monde*. Un livre remarquable. Georges MONYON, *T.C.* 420 p., 139 F.

éditions de l'aube

Un rapport de M. Hubert Prévot

La nécessité d'une mutation en douceur des Télécoms

Chargé par M. Paul Quilès, ministre des postes et des télécommunications, d'orchestrer un débat national sur « la place du service public de la poste et des télécommunications », M. Hubert Prévot a dévoilé, mardi 11 avril, un pré-rapport, fruit d'une première série d'auditions sur ce sujet. Un véritable numéro de funambule, dont l'ancien commissaire au Plan se sort fort bien, montrant le faisceau de contraintes qui s'exercent sur les PTT et leurs conséquences pour le personnel et le statut de l'administration.

Ce document, d'une trentaine de pages, est organisé en trois grandes parties. « Le rôle et les missions du service public » sont étudiés en premier, sous l'angle des particuliers et sous celui des entreprises. Dans une deuxième partie, « Concurrence, monopole et réglementation », M. Prévot analyse les modifications de l'environnement réglementaire des télécommunications d'abord, de la poste ensuite, avant de faire la liste des problèmes que ces mutations posent à France Télécom et à la poste. La troisième partie du rapport étudie « Les conditions d'un service public entrepreneur », posant la question de la formation des agents du service public et celle de l'autonomie de gestion des postes et télécommunications. Cette dernière partie sera évidemment la plus commentée, puisqu'elle soulève le problème de l'évolution du statut de la « maison PTT ». En tout le monde connaît la sensibilité, voire la susceptibilité des syndicats sur ce thème.

Des frontières en débat

Une lecture attentive du texte montre que la démarche de M. Prévot repose sur un certain nombre de postulats, en fait des exclusions, qui marquent bien les frontières dans lesquelles le débat public se déroulera. Ainsi, l'hypothèse d'un deuxième opérateur dans les télécommunications est écartée, comme est repoussée celle d'un maintien du monopole sur le seul téléphone. Autre schéma écarté : calquer le fonctionnement du service public sur celui des entreprises privées. Enfin, last but not least, la transformation de l'administration des postes et télécommunications en société nationale est également exclue.

Ces points devraient rassurer les organisations syndicales, comme devrait également les satisfaire la grande prudence dont fait preuve le conseiller-maître à la Cour des comptes sur tout ce qui touche au volet social du dossier : un de ses grands mérites est de montrer clairement à quel point les attentes de tous les utilisateurs (particuliers ou entreprises) sont contradictoires et de souligner les interrogations que cela suscite chez les agents des PTT : « Beaucoup de problèmes sont liés à la double nature des P et T, c'est-à-dire d'une administration d'Etat, soumise à toutes les règles fixées par la loi pour ce type d'administration, et d'un service public à vocation industrielle et commerciale, qui ne peut ignorer les lois du marché », peut-on lire sous la plume de M. Prévot, qui note aussi que « la demande la plus souvent formulée (NDLR : par les agents) est celle d'une clarification des missions et des méthodes ».

Un des autres mérites de M. Prévot est de montrer les bouleversements du paysage réglementaire dans lequel baignent aussi bien la

poste que les télécommunications : il dépeint bien les conséquences du mariage entre les technologies de l'informatique et celles des télécommunications, ainsi que les problèmes de coopération et parfois de délimitation des fonctions et des responsabilités induits. Il met également le doigt sur l'explosion des budgets consacrés par les entreprises à leurs télécoms et, corrélativement, sur leur souci de se rapprocher de la vérité des coûts dans ce domaine : elles « cherchent à obtenir une diminution des tarifs qui les concernent particulièrement et pensent que la concurrence devrait les y aider ». Simultanément, l'émergence d'un marché en forte croissance attire les convoitises des grands constructeurs et des sociétés de services informatiques mondiaux ainsi que celles des grandes sociétés dotées de leurs propres réseaux de transmissions, réservés jusqu'ici à leurs besoins particuliers (EDF, SNCF...). La concurrence est donc partout.

Autonomie de gestion

De fil en aiguille, l'auteur du rapport amène son lecteur à explorer les deux grandes voies possibles pour aboutir à « une plus grande autonomie de gestion » des postes et télécommunications : « La première consiste à faire évoluer les services publics des P et T avec les autres grandes administrations, ce qui suppose un retour à l'esprit de la loi créant les P et T. La deuxième consiste à appliquer au service public un statut qui le rapproche de celui des autres grandes entreprises publiques » par l'octroi de la personnalité morale. « Cette évolution », note M. Prévot, revient à la création d'une ou de plusieurs entreprises publiques ayant, par exemple, le statut d'établissement public industriel et commercial, doté d'un budget autonome, et qui pourraient être gérées par des conseils tripartites et dont les personnels auraient le statut de la fonction publique, soit un statut légal, ce qui leur assurerait les garanties des dispositions du titre I et du titre II du statut général des fonctionnaires et la préservation de leur statut. » Soulignant qu'« aucune solution n'est exempte de difficultés » et que « personne ne défend l'immobilité », l'ancien commissaire au Plan dit bien l'indivisible : les postes et télécommunications doivent évoluer en douceur. Tout pousse en ce sens. La grande question étant que cette nécessaire mutation ne doit pas se faire au détriment du personnel.

FRANÇOISE VAYSSE.

■ Deux experts pour étudier l'évolution de l'industrie textile. — M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, vient de demander un rapport sur « les perspectives d'évolution et les facteurs de progrès de l'industrie du textile-habillement ». Cette mission, dont les conclusions devraient être déposées avant l'automne, a été confiée à M. Georges Jollès qui a récemment quitté la présidence du directeur de Biotrans SA et à M. Jean Bourin-Cabot, déjà ancien avec M. François Dalle de deux rapports sur l'industrie automobile et l'emploi. Après les mesures prises en décembre 1988 pour pallier les difficultés immédiates de ce secteur, cette décision correspond à une démarche à plus long terme. Les rapporteurs devraient, en effet, travailler dans une perspective à cinq ou dix ans, notamment dans les domaines des relations avec la distribution et l'évolution des technologies.

AVIS D'APPEL A PROMOTEURS

1. SOCIÉTÉ ORGANISANT LA CONSULTATION :

Société immobilière de Kourou (SIMKO)

GUAYANE FRANÇAISE

2. CANDIDATS CONCERNÉS - CONDITIONS DE PARTICIPATION :

Le présent avis d'appel à promoteurs a pour but de retenir un à trois promoteurs susceptibles de réaliser des opérations immobilières d'au moins 40 logements à Kourou.

3. OBJET DE LA CONSULTATION :

La consultation porte sur :
• une opération de logements, commerces et bureaux sur trois terrains viabilisés de 9 947 m² de surface totale (quartier de l'ANSE 3). La surface hors œuvre nette maximale constructible est de 7 210 m².
• une opération de 42 logements et commerces de 3 500 m² de SHON totale. Le projet architectural a d'ores et déjà été retenu sur concours ouvert de concepteurs (quartier Brault).

• une opération d'environ 38 logements et 17 commerces et bureaux de 5 000 m² de SHON totale. Le projet architectural a d'ores et déjà été retenu (quartier Cabelou).

4. PRINCIPES DE LA CONSULTATION :

Les opérations devront faire l'objet d'offres séparées.
A) CALENDRIER :
• Lancement de la consultation : à compter du présent avis.
• Date de remise des dossiers aux candidats à compter du :
— 17 avril 1989 pour l'ANSE 3.
— 02 mai 1989 pour Brault et Cabelou.
• Date limite de remise des offres pour tous les quartiers :
— 29 mai 1989 (12 heures heure locale) à la SIMKO.

B) PRINCIPES :
A compter de la publication du présent avis, les promoteurs intéressés pourront, dans un premier temps, adresser leur demande de participation à la SIMKO accompagnée d'un chèque de 500 F (cinq cents francs) par opération. A partir du 17 avril 1989 ou du 2 mai 1989 (selon le cas), la SIMKO fera parvenir aux participants ou tiendra à leur disposition les dossiers de consultation destinés à l'établissement des offres.
La SIMKO ne pourra, en aucun cas, être tenue pour responsable des conditions et des délais d'achèvement des dossiers.
Les dossiers de consultation et les remises des offres peuvent être retirés ou être déposés au siège social de la SIMKO.
Dans un deuxième temps, les promoteurs éligibles et retenus leur offres avant le 29 mai 1989.

5. RENSEIGNEMENTS :

SIMKO : Société immobilière de Kourou-GUYANE
33, avenue Jean-Jaurès - BP 812 - 97388 KOUROU
Tél. : (05) 594 32 10-34 - Secrétariat du Groupe Aménagement.
Télécopie : (05) 594 32 29-35

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue la Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 20 AVRIL à 14 h 30

APPARTEMENT à PARIS-17^e

6, RUE ROGEE-BACON, quartier des Ternes, 4^e étage dr. amén., salle à manger,

salon, ch. à coucher, salle de bain, cuis., w.-c. CAVES n^o 2

Mise à prix 200 000 F S'adr. M^{re} H. MANSION, avocat

24, Avenue Victoria à PARIS-17^e - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au tribunal de MEAUX, le Jeudi 27 avril 1989 à 10 heures

VASTE PROPRIÉTÉ

à LA CHAPELLE-MOUTIÈS (77)

de 10 ha 28 a 96 ca

comportant : MAISON PRINCIPALE

+ 3 maisons annexes - Occupées par les propriétaires

DEPENDANCES PARCELLES BOISÉES

Mise à prix : 500 000 F

Renseignements : SCP PINSON SÈGERS DAVEAU, avocats à MEAUX (77)

9, cours Raoul. Tél. 60-25-40-40

JP 11/10/150

Économie

ÉTRANGER

Les Américains méfiants et les Allemands séduits

La Trilatérale opte pour un soutien conditionnel à M. Mikhaïl Gorbatchev

Soutien conditionnel à la perestroïka de M. Mikhaïl Gorbatchev, bilan quelque peu désabusé sur la « gestion internationale de l'interdépendance financière » : les deux rapports soumis à la commission trilatérale, et qui ont marqué les débats du 7 au 11 avril à Paris, ont permis à l'organisation, où se retrouvent des personnalités de quatorze pays d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon, d'apporter quelques propositions sur des thèmes majeurs.

Le « style Gorbatchev » a trop séduit et inquiété les Occidentaux pour que le rapport signé par Valéry Giscard d'Estaing, Henry Kissinger et l'ancien premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone, ne retienne pas l'attention. Dans l'esprit des auteurs, une « réconciliation à long terme » avec l'Est passe par une coopération sélective et soigneusement conditionnelle. Appelant l'Ouest à ne pas être réduit « à la défensive » par le « sens de l'initiative surprise » du numéro un soviétique, ils préconisent un mélange « de coopération et de confrontation ». Opposés à l'injection massive de crédits en URSS, les auteurs plaident pour la promotion de sociétés mixtes destinées à la production de biens de consommation dont Moscou a le plus urgent besoin pour rendre crédible sa politique de réformes auprès de la population. De telles sociétés pourraient bénéficier du « même degré de garantie que les ventes de biens d'équipement », cette garantie pouvant être apportée « partiellement par une institution spécialisée au sein de la CEE ou de l'OCDE ». De même, soutien de nouvelles institutions chargées, en URSS, de la formation, des petites entreprises, des services ou de l'agriculture privée leur paraît constructif. Dernière proposition, l'URSS devrait obtenir le « statut d'observateur au sein du GATT et du Fonds monétaire international » pour mieux en connaître les règles et pratiques. A mi-chemin entre l'opposition américaine à l'idée d'une adhésion de Moscou aux grandes organisations multilatérales et la tentation d'ouverture rapide à l'Est de certains Européens, le rapport opte pour une avancée à petits pas.

Si les relations avec l'Est avaient dominé les discussions du lundi

10 avril, l'économie et les finances avaient constitué le point fort des rencontres, dimanche 9. Le rapport élaboré par le vice-gouverneur de la Banque du Japon, M. Shijuro Ogata, le directeur de l'Institut international de finances, M. Horst Schulmann et M. Richard Cooper, professeur à Harvard et vice-président de la Réserve fédérale de Boston, traitait d'un sujet mieux cerné, puisqu'il constituait l'essentiel des discussions économiques, à deux, cinq ou sept, des principaux pays industriels.

De nouveaux moyens d'intervention

Tirant la leçon des retards pris par les Etats-Unis pour réduire leurs déficits du budget et de la balance des paiements courants, soucieux de la persistance de profonds déséquilibres mondiaux, les auteurs du rapport reconnaissent « avec regret » que la seule issue, hors une inaction néfaste, reste la politique monétaire concertée. Mais s'ils reconnaissent les vertus provisoires des interventions monétaires, s'ils acceptent de ce fait même le bien-fondé de taux de références pour les monnaies, les auteurs du rapport se refusent à sauter le pas d'une réforme profonde du système monétaire international.

Une position qui n'a pas fait l'unanimité. Directeur de l'Institut inter-

national sur l'économie, M. Fred Bergsten estime même que la recherche d'un système de « zones cibles » alliant « les avantages des accords de Bretton-Woods dont les taux fixes sont devenus trop rigides et ceux des taux flottants devenus ingérables », une tâche un temps chère à la France, commence à réunir un certain consensus. Nul doute que le président François Mitterrand, qui devait recevoir mardi 11 avril les dirigeants de la Trilatérale, cherchera à en mesurer l'ampleur. Comme il s'intéressera à la répartition remarquable des droits de tirage spéciaux dans le rapport présenté à la commission sur l'économie. Pour les auteurs, il s'agit, en allouant de nouveaux DTS (1), d'aider à la correction des déséquilibres en offrant de nouveaux moyens d'intervention sur les marchés monétaires aux Etats-Unis, en permettant aux autres nations industrielles d'alléger leurs réserves monétaires en dollars et en ouvrant au tiers-monde de nouveaux moyens pour financer des opérations de réduction de dette. Une proposition qui se rapproche du plan Mitterrand sur la dette et remet au point du jour l'unité de compte du FMI, en dépit des réticences britanniques ou néerlandaises.

F.C.

(1) 1 DTS = 8,20 FF.

La Commission de Bruxelles va assouplir certaines de ses propositions fiscales

M^{me} Christiane Scrivener, commissaire européenne à la fiscalité, a annoncé, lundi 10 avril, à Strasbourg, devant les députés européens, un « assouplissement » des propositions de Bruxelles sur l'harmonisation des taux d'accises (taxes perçues sur le tabac, les alcools et l'essence) dans la CEE.

M^{me} Scrivener a, d'autre part, affirmé qu'elle « souhaitait éviter toute solution trop bureaucratique » à propos du système de compensation qui devra corriger les déséquilibres dans la perception de la TVA par les Etats de la CEE après 1993.

La Commission européenne propose d'harmoniser les taux de TVA et les taux d'accises pour éviter que

les différences d'imposition trop grandes qui existent aujourd'hui ne faussent la concurrence à l'intérieur du grand marché de 1993.

M^{me} Scrivener, qui est en poste à Bruxelles depuis le début de l'année, a reconnu devant le Parlement européen que « l'unanimité des Douze était difficile à recueillir » à partir des propositions élaborées par son prédécesseur, le Britannique lord Cockfield, en matière de taux d'accises. Le commissaire français a précisé qu'« un seul Etat », qu'elle n'a pas nommé, « était vraiment acquis » aux propositions actuelles.

M^{me} Scrivener a indiqué qu'elle proposerait un assouplissement de ces propositions le mois prochain.

Elle a estimé que le rapprochement des taux devrait être « plus grand » pour l'essence que pour les alcools et le tabac.

M^{me} Scrivener a affirmé qu'« il n'était pas question de renoncer » au rapprochement des fiscalités indirectes dans la CEE, « sauf si les gouvernements le décident au plus haut niveau ». « Mais ils devront l'expliquer directement à leur opinion publique », a-t-elle averti.

L'harmonisation de la fiscalité indirecte est un des principaux dossiers de l'Europe de 1993 qui restent en souffrance, beaucoup d'Etats étant réticents à l'idée d'abandonner une partie de leurs prérogatives dans ce domaine. — (AFP.)

« Les Banques centrales ont contenu les poussées inflationnistes » estime M. Poehl

M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, qui venait de présider à Bâle — au siège de la Banque des règlements internationaux — la réunion mensuelle de coordination des gouverneurs des banques centrales du G 10 (1), a déclaré, lundi 10 avril, que le « problème principal » au centre de l'intérêt de toutes les banques centrales, était de savoir si « nos politiques sont suffisantes pour contenir l'inflation et les poussées inflationnistes ». Alors que ces derniers mois, M. Poehl se montrait inquiet sur ce point, il a pour la première fois laissé entendre lundi que les politiques anti-inflationnistes mises en œuvre portaient leurs fruits.

M. Poehl a qualifié de « très calmes » les marchés monétaires, ajoutant qu'il espérait qu'ils le demeureraient. Le président de la Bundesbank a indiqué que la perspective d'une hausse des taux d'intérêt était pour l'heure une question « très hypothétique », et qu'elle n'avait pas été évoquée lors de la réunion. — (AFP.)

(1) Le groupe des Dix comprend les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Grande-Bretagne, la RFA, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et la Suède.

La politique monétaire de la Grande-Bretagne pourrait encore être durcie

« Il n'est pas encore sûr » que la politique monétaire ait été suffisamment restrictive, a déclaré, lundi 10 avril le chancelier de l'Echiquier Nigel Lawson devant une commission de la Chambre des Communes (Treasury and Civil Service Select Committee).

M. Lawson a cité le ralentissement de la progression de la masse monétaire et la baisse des prix des logements dans le sud-est du pays comme des signes de décelération de l'économie britannique. « Il est tout à fait ridicule de prétendre qu'aucun changement n'a eu lieu », a-t-il dit.

Le chancelier de l'Echiquier a toutefois déclaré que le taux d'infla-

tion actuel (7,8 % en rythme annuel selon les chiffres du mois dernier) était « inacceptable » et répété que les taux d'intérêt resteraient « aussi élevés que nécessaire aussi longtemps que nécessaire ».

Les déclarations de M. Lawson, après celles du gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, la semaine dernière devant la même commission, en faveur d'un relèvement éventuel des taux d'intérêt si la situation l'imposait, devraient renforcer les spéculations sur une hausse des taux de base de 13 % à 14 % qui se sont développées récemment dans les milieux financiers londoniens. — (AFP.)

La plus importante bataille boursière à la City

Gold Fields rejette la nouvelle offre de Minorco

Nouvel épisode dans la plus importante bataille boursière qu'ait jamais connue la Grande-Bretagne : les dirigeants du groupe (mines d'or) britannique Consolidated Gold Fields ont rejeté, lundi 10 avril, la nouvelle et dernière offre de l'attaquant, le groupe Minorco, une holding luxembourgeoise contrôlée par des intérêts sud-africains.

Au cours du week-end, Minorco avait annoncé qu'il améliorerait une nouvelle fois le prix de son offre publique d'achat, se proposant d'acquiescer les actions de Gold Fields à 15,5 livres l'unité, ce qui valoriserait l'ensemble du capital de Gold Fields à 3,5 milliards de livres (plus de 38 milliards de francs). Les responsables du groupe britannique s'opposent tou-

jours à cette offre. « Nous continuerons à résister à Minorco avec la vigueur la plus déterminée », a déclaré l'un d'eux à Londres.

Minorco, qui détient déjà un peu plus de 30 % du capital de Gold Fields arrivera-t-il à devenir majoritaire ? A la City de Londres, la nouvelle offre a déçu : le cours de l'action a perdu 60 pence dans la journée. Mais surtout, pour l'instant, Minorco est bloqué dans ses achats de titres supplémentaires par une décision de la justice américaine — les deux sociétés étant exportatrices aux Etats-Unis — qui lui interdit de renforcer sa position dans le capital de Gold Fields tant que les implications en matière de concurrence n'auront été évaluées précisément.

(Publicité)

SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 17 et mardi 18 avril 1989 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

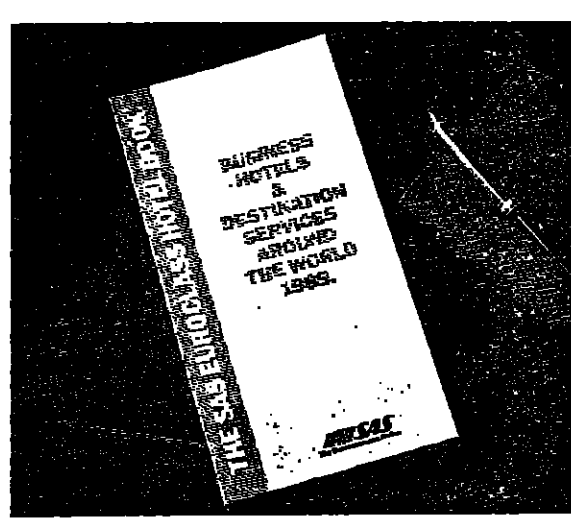
— Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.

— Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 42-33-21-89 - POSTE 175. M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE

29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

Nos innovations en classe affaires changent la vie des hommes d'affaires.



Voici un petit guide édité pour vous. Il donne la liste de tous les services que nous avons imaginés pour vous aider dans vos voyages d'affaires. La plupart d'entre eux sont totalement gratuits.

Vous y trouverez aussi la liste des 89 hôtels que nous avons sélectionnés à travers le monde pour 1989, avec les services offerts sur place.

Demandez tout de suite votre exemplaire du guide des Hôtels EuroClass SAS: il vous simplifiera la vie pour le restant de l'année.

SAS
EUROCLASS

Économie

SOCIAL

La modernisation de l'administration en débat au Conseil économique et social

Contrairement à ce qui était initialement prévu, M. Michel Rocard n'était pas présent, le mardi 11 avril, à la séance plénière du Conseil économique et social au cours de laquelle M. Loik Le Floch-Prigent présentait un rapport et un projet d'avis sur « la modernisation de l'administration ». Le premier ministre, qui était représenté par M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, aurait pourtant pu tirer profit de ce rapport qui va dans le même sens que les orientations gouvernementales sur le renouveau de la fonction publique. Avec toutefois quelques beuils...

Ainsi, l'ancien PDG de Rhône-Poulenc affirme haut et fort que moderniser l'administration, une réelle consigne pas à s'orienter vers une « compétition » avec le secteur privé, en plaquant des recettes de gestion venant des entreprises. La finalité de la modernisation est de « redonner vie, administration par administration, service par service, à cette belle notion de service public ». Il s'efforce aussi de proposer onze mesures qui se veulent toutes compatibles avec l'actuel statut des fonctionnaires.

Pour M. Le Floch-Prigent, l'administration ne part pas de zéro pour se réinventer. Il constate même « une évolution profonde de l'administration française en termes d'efficacité, de dialogue, de transparence et même d'innovation ». Mais la perspective de 1993 implique d'aller encore plus loin dans « la prise en considération des impératifs d'efficacité et de rendement ». Or, trop souvent encore, l'administration est « peu encline à encourager les innovations », alors que « la base de l'administration est aujourd'hui disponible pour innover ». Le « frein majeur » vient des comportements. Le rapporteur observe que le critère essentiel de sélection des élites est « l'intelligence de conformité ». Mais, ajoute-t-il, « ces personnes sont-elles aptes au commandement des hommes, aux relations humaines ». Autre interrogation qui contient en elle-même sa réponse : « Le passage par les cabinets ministériels est-il une évolution utile, souhaitable, inéluctable ? »

Il faut donc améliorer la formation des élites mais plus globalement celle de tous les agents — en développant les plans de formation individuels — de façon qu'ils puissent « mieux effectuer leurs missions » ou être plus mobiles. Pour accroître la motivation des fonctionnaires, le rapport évoque l'idée de « réels plans de carrière avec des sanctions positives et négatives » et une politique d'intéressement collectif, « selon des modalités à négocier avec les organisations syndicales ».

Le rapport juge « essentiel de redéfinir les rôles et les objectifs de l'administration si l'on ne veut pas repartir dans la polémique stérile

du moins d'Etat ». C'est donc dans chaque service qu'il faudra déterminer des objectifs et des moyens, à partir des besoins variés des usagers, une telle volonté devant s'inscrire « dans la durée et se traduire par des programmes pluriannuels ».

Mais le rapport met en garde sur le coût de cette modernisation qui ne pourra être supporté par un simple redéploiement des moyens existants. « Elle risque aussi de nécessiter l'appel à d'autres moyens », objectif difficile à concilier avec la réduction du déficit budgétaire et la diminution de la pression fiscale.

Concrètement, le rapport propose une série d'actions à entreprendre en passant par une association de tout le personnel d'un service à la démarche de modernisation, une réelle concentration des moyens de fonctionnement, la mise en place d'audits annuels, la multiplication des expériences locales de participation et de consultation des usagers. Comme le projet de Plan, il souhaite que des « projections budgétaires pluriannuelles » accompagnent la préparation du budget « afin de mieux cerner ses conséquences sur l'emploi et les marges de manœuvre disponibles ». Une autre suggestion pratique consisterait à « concentrer les lieux d'accueil pour les usagers en rassemblant dans un même local les diverses administrations », avec des plages d'ouvertures adaptées. Enfin, une « commission permanente de la modernisation » veillerait à la cohérence des actions lancées et établirait un rapport annuel.

MICHEL NOBLECOURT.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Accord sur l'épargne et la retraite chez Usinor-Sacilor

Les systèmes de retraites complémentaires et d'épargne sont modifiés chez Usinor-Sacilor, à la suite d'un accord signé par la CFDT, la CGC, FO et la CFTC. Un nouveau plan d'épargne groupe entre en application. Les salariés pourront verser les sommes reçues au titre de l'intéressement ou de la participation dans deux fonds communs de placement. Pour le premier, d'une durée de cinq ans, le groupe ne prendra en charge que les frais de gestion. Pour le second, d'une durée de dix ans et comprenant notamment des obligations du groupe, celui-ci ajoutera 30 % des sommes versées si le total annuel est compris entre 500 F et 4 000 F, 25 % entre 4 000 F et 8 000 F, 20 % entre 8 000 F et 12 000 F, et 10 % au-delà.

Les salariés pourront y ajouter des versements libres, que le groupe abondera de 10 %, et ils pourront continuer ces versements même s'ils sont mis en dispense d'activité. Parallèlement, les règlements de retraite complémentaires vont être unifiés dans toutes les sociétés du groupe : le taux de cotisation a été augmenté à compter du 1^{er} janvier pour 30 000 salariés et porté à un minimum de 5 %, le supplément étant pris en charge à 60 % par l'employeur.

● **Nouvel intéressement au Crédit lyonnais.** — La direction du Crédit lyonnais vient de signer un nouvel accord d'intéressement avec la CFDT et la CFTC. Cet accord prend en compte pour la prime uniforme d'intéressement la rentabilité du groupe Crédit lyonnais au moyen de l'évolution du résultat brut d'exploitation consolidé (8,7 milliards en 1988) ainsi que les performances commerciales du personnel. Dans le précédent accord de mai 1987, signé en plus par le SNB-CGC, le montant de la prime était déterminé par la progression des ressources des particuliers. 48 millions de francs avaient été distribués pour 1986 mais... seulement 18 millions pour 1987, année où la direction avait eu recours à une prime exceptionnelle de productivité. A titre de compensation...

● **La CFDT se chauffe chez André.** — Grâce à une expérience originale, la CFDT des chaussures André (environ 2 200 employés et 900 cadres répartis dans 347 points de vente, avec un très fort turnover) est passée de 10 à 100 adhérents chez les employés en un peu plus de deux ans. A la fin de 1988, un « contrat de développement » était conclu entre la fédération CFDT des services, la section syndicale d'André et un « syndicat d'accueil » dans les Yvelines. Les nouveaux adhérents pouvaient décaler aux statuts — qui font obligation aux salariés d'adhérer au syndicat le plus proche de leur lieu de travail — et être tous rattachés provisoirement au syndicat d'accueil. Tous paient douze timbres par an... par prélèvement automatique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société Anonyme au Capital de Lit. 1.000.000.000.000 - Réservé Lit. 179.000.000.000
Siège Social : 6 Piazza della Scala, Milan
Registre des Sociétés no. 2774 - Tribunal de Milan - Banque d'Italie National

Les actionnaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée ordinaire et extraordinaire le vendredi 28 avril 1989 à 10 heures à Milan 1, Piazza Belgioioso et éventuellement en deuxième réunion le samedi 29 avril 1989 au même lieu et à la même heure, en vue de statuer sur l'ordre du jour suivant :

Partie ordinaire

- 1) Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes; approbation du Bilan au 31 décembre 1988.
- 2) Nomination des Commissaires aux Comptes et de leur Président et fixation du montant de leurs honoraires.
- 3) Révision de la rémunération du Conseil d'Administration, du Comité Exécutif et de la Commission de Révision du Bilan.
- 4) Nomination des Commissaires Externes aux Comptes pour la période 1989/1991, selon le D.P.R. 31.3.75, no. 136, art. 2.

Partie extraordinaire

- 5) Projet d'apport-fusion de I.D.L. S.r.l., Milan à Banca Commerciale Italiana S.p.A., Milan. Termes des conditions et modalités de l'apport-fusion. Délibérations afférentes et délégation des pouvoirs.

Tout titulaire d'actions ayant droit de vote peut assister à l'Assemblée à condition que, même si inscrit au registre des actionnaires de la Société, il ait déposé ses actions au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée auprès des caisses de la Banque ou de la caisse Monte Titoli, chargée à cet effet, sur la base des dispositions de l'art. 4 de la Loi du 29 décembre 1962, no. 1745.

Le Président
du Conseil d'Administration

TRANSPORTS

M. Delebarre assouplit la réglementation des vols charters intérieurs

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a décidé d'assouplir la réglementation qui corse le développement des vols charters domestiques. Conformément aux orientations présentées le 24 novembre 1988 devant le Conseil supérieur de l'aviation marchande, qui prévoyait le statu quo pour les vols réguliers mais la libéralisation du transport à la demande, M. Delebarre a dessiné d'un cran la réglementation des charters, qui n'avaient assuré, depuis 1987, qu'un « nombre limité de dessertes en raison du caractère trop restrictif des règles imposées à ce type de vol ».

Les vols charters peuvent désormais être effectués toute l'année au lieu de quatre mois par an. Leur nombre autorisé chaque semaine est accru : par exemple, sur les liaisons

de plus d'un million de passagers par an, il sera possible d'effectuer quatorze rotations hebdomadaires contre quatre auparavant, et sur les liaisons de plus de cinq cent mille passagers et sur les lignes corses, huit aller et retour au lieu de quatre. Enfin, l'obligation d'acheter un billet aller et retour est supprimée.

M. Jacques Maillot, PDG de l'agence Nouvelles Frontières, qui avait inauguré les vols charters domestiques avec la compagnie Corse Air, estime que ces mesures n'apportent guère de nouveautés. « C'est mieux qu'avant, nous s'en-t-il déclaré, mais ça ne changera pas grand-chose : je n'ai jamais respecté l'obligation de vendre un aller et retour ; d'autre part, la directive maintient les contraintes d'horaires au décollage, soit de 9 heures à 17 heures et de 21 heures à 23 heures. Finalement, ces modifications ne m'inciteront pas à faire un seul vol de plus que ceux que nous avons prévus vers Rome, Marseille et la Corse ».

Résultats 1988

Le Conseil d'Administration de Fimagest, réuni le 28 février 1988 sous la présidence de Monsieur Jérôme MEYSSONNIER, a examiné le bilan et les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988.

Le bénéfice net s'établit à F. 44.645.676,50 après paiement de l'impôt sur les sociétés pour un montant de F. 22.395.529,00.

Par rapport au résultat de l'exercice précédent (F. 35.529.650,27), le chiffre de 1988 représente une progression de 25,65 %.

Le Conseil d'Administration soumettra à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, convoquée pour le 20 avril 1989, la mise en paiement d'un dividende de F. 22.230.000 contre F. 17.100.000 au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 30 %.

Le dividende net représente ainsi F. 390 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de F. 195, portant le revenu global d'une action à F. 585.

FIMAGEST
PROFESSION GESTIONNAIRE
15, boulevard de l'Amiral Bruix - 75116 PARIS - Tél. : 45 02 79 00

MERCREDI 11 heures - VENDI
LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER
Le Monde

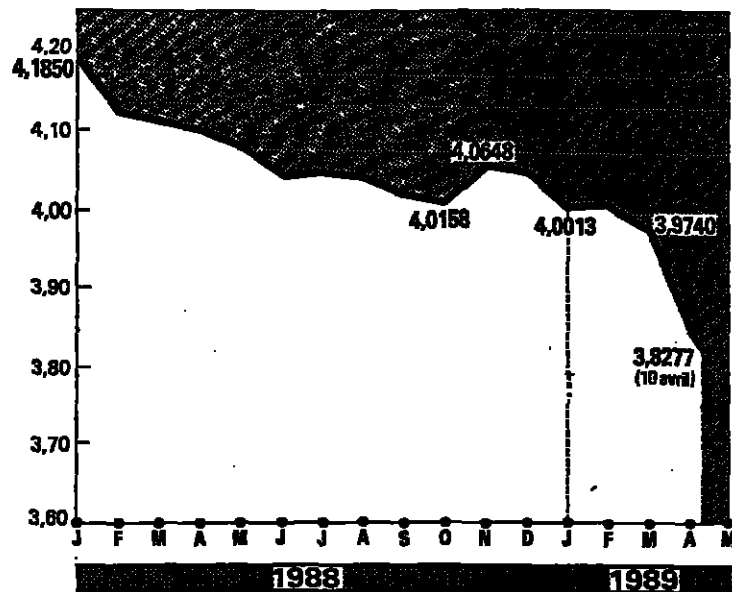
AL F.
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Au départ de Marseille, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

swissair
108 destinations dans 67 pays

Marchés financiers

La baisse du franc suisse s'accélère



La glissade du franc suisse, continue tout au long de 1988, s'est poursuivie au cours des derniers jours. Le lundi 10 avril, le franc suisse cotait 3,8277 francs français à Paris, son plus bas cours depuis la mi-1986, et 1,3385 mark, un niveau que les marchés n'avaient pas connu depuis sept ans.

Provoquée principalement par une accélération du taux de l'inflation en Suisse, le mouvement de baisse est accentué par la faiblesse des taux d'intérêt helvétiques, qui ont peu suivi les vagues récentes de hausses enregistrées au cours des derniers mois dans la plupart des pays industrialisés.

Des rumeurs de relèvement des taux directeurs suisses (le taux de l'escompte est actuellement fixé à 4 %) circulent mardi sur les marchés des changes. Cependant, les responsables de la banque nationale suisse, la Banque centrale de la Confédération, ont fait connaître à plusieurs reprises leur opposition à une telle mesure.

● **Rolls-Royce se diversifie** dans la construction électrique. Le constructeur britannique de moteurs d'avions Rolls-Royce a annoncé, lundi 10 avril, une offre amicale de rachat de toutes les actions de Northern Engineering Industries (NEI) pour 300 millions de livres (3,2 milliards de francs). Ce groupe, dont Rolls-Royce détenait déjà 4,7 %, est engagé dans l'ingénierie et la fabrication d'équipements pour les centrales électriques (tur-

bines). Pour Rolls-Royce, privatisé il y a deux ans, il s'agit d'un premier pas du programme de diversification.

Cette opération participe d'un vaste mouvement mondial de construction de l'industrie électrique. NEI espère, que, épaulée par Rolls-Royce, il lui sera plus facile de conclure des accords avec les grands du secteur qu'il crée GEC et Alstom d'un côté, et ASEA et Brown Boveri de l'autre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CDME - UNILEVER

LE GROUPE UNILEVER VA CÉDER SA FILIALE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE CEIM AU GROUPE CDME

(Compagnie de Distribution de Matériel Électrique)

UNILEVER et CDME vont signer un accord aux termes duquel le Groupe CDME se portera acquéreur de 99 % du capital de CEIM (Comptoir Electro-Industriel du Maine). CEIM a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 664 MF. CEIM, avec 15 points de vente, couvre essentiellement l'ouest de la France et dans une moindre mesure le nord et la région parisienne.

CEIM viendra harmonieusement compléter la couverture géographique du Groupe CDME sur le marché français.

IMS

INTERNATIONAL METAL SERVICE

DOUBLEMENT DU DIVIDENDE : 16 F PAR ACTION

Le Conseil d'Administration d'IMS - International Metal Service s'est réuni le 30 mars 1989, sous la présidence de Jacques Didier Champelbert, pour arrêter les comptes de la société et examiner les comptes consolidés, certifiés par les Commissaires aux Comptes et auditeurs par les Réviseurs Internationaux.

L'exercice 1988 marque une nouvelle étape dans la croissance d'IMS et conserve le bien-fondé des choix stratégiques :

- Deux métiers complémentaires : la distribution technique et le trading de produits métallurgiques spéciaux et de matériaux d'avenir ;
- Une dimension internationale ;
- Un enrichissement constant du mix produits.

IMS consolidé			
(en millions de francs)	1987	1988	Variation
Chiffre d'affaires	1 750	2 243	+ 28 %
Résultat d'exploitation	92	183	+ 104 %
Résultat net	39	86	+ 123 %

Le résultat net par action ressort à 60,37 F contre 31,90 F en 1987.

La forte progression des bénéfices résulte de quatre facteurs principaux :

- L'élargissement de la gamme vers des produits à haute valeur ajoutée ;
- L'optimisation de la gestion des stocks au niveau européen ;
- La restructuration des filiales françaises ;
- La réduction de l'endettement et des frais financiers.

Ces éléments à caractère durable, associés à une conjoncture européenne favorable, ont permis une nouvelle amélioration de la marge nette commerciale qui atteint 3,8 % du chiffre d'affaires.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 25 mai 1989 la distribution d'un dividende net de 16 francs par action.

Compte tenu de l'avenir fiscal, le revenu global par action sera de 24 francs, soit un doublement du dividende sur un capital augmenté de 18 %, illustrant ainsi la volonté d'IMS d'associer ses actionnaires aux fruits de son expansion.

Sous réserve de l'approbation de cette proposition par l'Assemblée générale, la distribution globale passerait ainsi de 10 millions de francs en 1987 à 23 millions de francs en 1988.

Les prévisions demeurent très favorables et permettent d'envisager une progression significative du résultat pour l'exercice en cours.

NEW-YORK, 10 avril ↓

Tassement en fin de séance

La cote a commencé sur une note incertaine à New-York. D'abord assez ferme, la tendance s'est ensuite légèrement mais progressivement dégradée. A la clôture, l'indice des industrielles s'est effondré à 293 points en chute de son niveau précédent, soit à 2 301,87, après avoir, à mi-séance, culminé à 2 316,35. Le bilan de la journée est, toutefois, resté positif. Sur 1 954 valeurs traitées, 715 ont monté, 686 ont baissé et 553 n'ont pas varié.

Bien que de nombreux analystes estiment que la croissance économique s'est ralentie depuis le début de l'année, les investisseurs préfèrent, eux, juger sur pièces. Les données sur le chômage et l'emploi ne les ont pas convaincus. Beaucoup attendent la longue série de statistiques dont la publication est prévue en fin de semaine, à savoir, notamment, la hausse des prix de détail et des prix de gros et les résultats du commerce extérieur. Dans l'immédiat, les plus grands nombreux restent l'arme au pied, comme en témoigne le ralentissement de l'activité avec seulement 125,16 millions de titres échangés, contre 157 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 7 h	Cours de 12 h
Alcoa	50 1/2	50
AT&T	31 1/4	31 1/4
Boeing	89 1/8	89 1/4
Chrysler	28 1/2	28 1/2
Deere & Co.	103 3/4	103 3/4
DuPont	46 3/8	46 1/8
Eastman Kodak	42 1/2	42 1/2
Exxon	47 3/4	47 3/4
General Electric	46 1/8	46 1/8
IBM	108 3/4	108 3/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
McDonald's	48 1/8	48 1/2
Pfizer	39	39
Rockwell	53 1/2	53 1/2
Union Carbide	117 1/2	118 3/4
US Steel	32 1/2	33 1/4
Westinghouse	33 1/4	33 1/4
Yale Corp.	61	61

LONDRES, 10 avril ↓

Repli

Début de semaine sous le signe de la baisse sur le marché londonien. Le mouvement est d'abord allé en s'accroissant jusqu'au début de l'après-midi, pour se ralentir ensuite. L'indice Footsie des trente valeurs, qui avait un instant perdu 1,4 %, retrouvait l'écart à 0,83 % à la clôture, pour s'inscrire à 1 659,4.

Les professionnels jugent la Bourse exagérément pessimiste, ne voyant rien dans l'actualité de nature à justifier cet état d'esprit. Les craintes relatives à l'inflation et, surtout, à l'insécurité des dettes d'État, restent, il est vrai, vivaces avec l'annonce d'une augmentation de 1,4 % des prix de l'énergie et des matières premières en mars. En fait, les dernières données sur l'état des prix ne seront publiées qu'en fin de semaine. Mais déjà, quelques-uns redoutent une dérive sur une base annuelle de 8 %.

La plupart des compartiments ont baissé : les pétroliers, les pharmaceutiques et les chimiques.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Bic** : 5 % de bénéfices en moins. - Le groupe annonce pour 1988 une baisse de 5 % de son bénéfice net consolidé, dont le montant (après déduction exceptionnelle) revient de 484 millions à 462 millions de francs. L'an dernier, le groupe a réalisé un profit exceptionnel de 82 millions de francs sur les ventes de 31 % des actions de Dim à Sara Lee, soit moins qu'en 1987 (108 millions de francs provenant de la première prise de participation de Sara Lee dans Dim). Hors éléments exceptionnels, le résultat de Bic est à peu près stable sur un chiffre d'affaires (retrahé), lui, accru de 12 % à 4,62 milliards de francs. Bic, rappelle-t-on, a fini de céder, en mars, à Sara Lee ses dernières intérêts dans Dim. Le porte-parole de Bic a précisé que la légère baisse de bénéfices était due à la hausse des frais financiers occasionnés par l'immobilisation de quelque 200 millions de francs destinés au rachat par le groupe de ses propres actions.

● **BASF** : des videocassettes et le géant allemand de la chimie vient d'ouvrir une nouvelle unité à Manassas, en Amazonie (Brésil). Il y fabriquera des cassettes vidéo et du matériel d'emballage en polyéthylène expansé. L'investissement s'est élevé à 20 millions de dollars (130 millions de francs). BASF a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires équivalent à 1,2 milliard de deutschemarks au Brésil.

● **ICI** vend ses intérêts au Canada. - Le groupe chimique britannique ICI cède les intérêts

PARIS, 10 avril ↑

Sans conviction

Le mot que l'on puisse dire : la Bourse a manqué lundi de conviction. Et pourtant, elle monte, et c'est sur le parcours en professionnel chahuté. Mais avec quel ? D'après nous à la veille du week-end, les courants d'échanges ne sont réduits à une véritable peur de chagrin. La machine s'est couverte sur une note plutôt optimiste (+ 0,23 %). Mais avec une activité, à dire d'épargne, quasi inexistante, le marché, livré à lui-même, est allé de droite et de gauche, sans trop bien savoir quelle direction prendre. A 11 heures, son avance s'est plus que de 0,17 %. Elle représentait donc 13,8 points à 0,98 %. En clôture à 17 heures, l'indice des trente valeurs, l'indicateur de tendance enregistré néanmoins une progression de 0,73 %.

C'est encore un coup des petits actionnaires, dit un boursier en riant. Dans les coins et sous les piliers, les professionnels devaient pour faire passer le temps. Dans l'excès du marché des « futures », les « traders » (spéculateurs) se croisent pour eux des « puts » et des « calls ». C'est le plus grand jeu de hasard, qui cherche à offrir sa stratégie en baccarat.

Inutile de le préciser : la Bourse s'est ouverte sous le signe de la baisse, régulière à la veille du week-end, l'annonce d'un taux de chômage tombé aux États-Unis à son plus bas niveau depuis quinze ans la laisse perplexe. « Le marché ne tient aucun compte de la situation intérieure », dit un habitué sur le mode interrogatif.

En fait, son indécision semble liée à deux facteurs : après la légère reprise de printemps observée ces quinze derniers jours, il se retrouve à 1 % au-dessous de son plus haut niveau de l'année. Cette situation se traduit à l'instar même de l'évolution des taux d'intérêt devant une belle incertitude. Le marché obligataire et la MATIF avaient en lundi une assez triste mine, tandis que l'argent au jour le jour tombait à son plus bas niveau depuis l'été 1988.

TOKYO, 11 avril ↑

Vive hausse

La journée de mardi a été bonne pour la Bourse de Tokyo, très bonne même. Elle avait pourtant commencé sous le signe de la baisse. Mais l'enthousiasme, le tapage des ordres de commande, le Nikkei avait déjà regagné 212,81 points. A la clôture de la séance, son avance atteignait 230,56 points (+ 0,76 %). Un bon début, car l'indice affirmait de ce dernier de ne pas démissionner. Autrement dit, le marché est resté à son niveau le plus élevé depuis le début de l'année. Un bon début, car l'indice affirmait de ce dernier de ne pas démissionner. Autrement dit, le marché est resté à son niveau le plus élevé depuis le début de l'année. Un bon début, car l'indice affirmait de ce dernier de ne pas démissionner. Autrement dit, le marché est resté à son niveau le plus élevé depuis le début de l'année.

VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 11 h
Alcoa	725	728
Boeing	1480	1480
Chrysler	1950	1750
Deere & Co.	1030	1030
DuPont	1580	1580
Exxon	2370	2380
Johnson & Johnson	1020	1020
McDonald's	6800	6700
Pfizer	2470	2480

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours de 10 h	Cours de 11 h
Alcoa	725	728
Boeing	1480	1480
Chrysler	1950	1750
Deere & Co.	1030	1030
DuPont	1580	1580
Exxon	2370	2380
Johnson & Johnson	1020	1020
McDonald's	6800	6700
Pfizer	2470	2480

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 10 avril 1989

VALEURS	Prix d'exercice	Options d'achat	Options de vente
Alcoa	600	18	18
Boeing	600	11	11
Chrysler	600	3	3
Deere & Co.	1550	72	167
DuPont	200	21	16,50
Exxon	1550	9	22
Johnson & Johnson	520	14	65
McDonald's	1700	104	16
Pfizer	600	6,50	12,50
Société générale	440	10,10	15
Thomson-CSF	240	10,10	26,06

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 avril 1989			
Nombre de contrats : 43 655			
COURS	Jun 89	Sept 89	Déc 89
Dernier	105,46	105,40	105
Précédent	105,70	105,68	105,30

Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente	
	Jun 89	Sept 89	Jun 89
106	0,50	1,09	0,12
			1,70

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,35 F ↑

Le dollar a poursuivi, le 11 avril, son mouvement de hausse. Il cotait à Paris 6,35 F environ, contre 6,3410 F la veille à la cotation officielle. La parité du dollar s'explique principalement par la faiblesse persistante du yen, liée à l'incertitude de la situation politique en Japon. Selon les parieurs du marché, la Réserve fédérale serait intervenue lundi. D'autre part, le franc français se redressait contre le deutschemark, le dollar allemand cotant 3,3740 F le 11 avril au matin.

FRANCOFONIE

	10 avril	11 avril
Dollar (en DM)	1,832	1,815

TOKYO

	10 avril	11 avril
Dollar (en yen)	132,62	132,62

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (11 avril)	719/641/651
New-York (10 avril)	912/651

BOURSES

PARIS (MISEE, base 100: 30-12-88)

7 avril

10 avril

Valeurs françaises ... 3871,1

Valeurs étrangères ... 486,4

(SSE, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC ... 453,3 455,1

(SSE, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 ... 1.698,06 1.698,44

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 ... 467,37 468,28

Indice OMF 50 ... 467,37 468,28

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles ... 2.304,00 2.301,87

LONDRES (Indice Financial Times)

Industrielles ... 1.683 1.689,4

Mines d'or ... 389 387,2

Fonds d'Etat ... 86,06 86,16

TOKYO

10 avril

11 avril

Nikkei Dow Jones ... 33.999,82 33.240,33

Indice général ... 2.458,38 2.470,23

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES									
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ base	+ haut	Rep. + ou sup.	-	Rep. + ou sup.	-	Rep. + ou sup.	-	
SE.L.	6.340	6.340	- 100	- 85	- 195	- 170	- 560	- 480	
Gen.	5.3325	5.3412	- 182	- 152	- 351	- 313	- 986	- 896	
Fin (100)	4.7836	4.7703	+ 156	+ 179	+ 239	+ 334	+ 986	+ 996	
SE.F.	5.384	5.375	+ 68	+ 77	+ 110	+ 133	+ 328	+ 291	
Gen.	4.7836	4.7703	- 182	- 152	- 351	- 313	- 986	- 896	
Fin (100)	10.6290	10.119	+ 35	+ 132	+ 80	+ 96	+ 257	+ 305	
RS	3.4333	3.4239	+ 70	+ 88	+ 133	+ 150	+ 419	+ 355	
Fin (100)	4.972	4.875	- 134	- 105	- 271	- 230	- 794	- 707	
SE.D.	10.770	10.754	- 411	- 340	- 837	- 770	- 2347	- 2152	

TAUX DES EUROMONNAIES									
	9 11/16	9 25/16	9 7/8	10	10	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/2
3 E.-U.	6 3/4	6 7/8	6 7/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 5/8
3 em.	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/2	5 3/4
Yen (100)	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8	4 7/8
DM	3 5/8	3 7/8	3 7/8	3 5/8	3 5/8	3 5/8	3 5/8	3 5/8	3 5/8
Franc	2 7/8	2 7/8	2 7/8	2 7/8	2 7/8	2 7/8	2 7/8	2 7/8	2 7/8
FR (100)	16 7/8	16 7/8	16 7/8	16 7/8	16 7/8	16 7/8	16 7/8	16 7/8	16 7/8
RS	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8
L (1 000)	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8	4 5/8
E.	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en ordre de machine par une grande banque de la place.

TAUX DES EUROMONNAIES			
SE-U.	9 11/16	9 15/16	9 7/8
1M	5 7/8	6 1/8	6 1/8
3M	6 1/4	6 1/2	6 1/2
6M	6 3/4	6 3/4	6 3/4
12M	7 3/8	7 7/8	7 7/8
FR	5 5/8	5 7/8	5 7/8
L (1 000)	10 7/8	11 1/2	11 1/4
E.	11	11 1/4	11 1/4
E. imp.	7 15/16	8 3/16	8 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 10 AVRIL

**Cours relevés
à 17 h 32**

Règlement mensuel																							
Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd. cours	Dernier cours	%
3695	C.I.M.E. 3% *	3300	3910	3900		100	Echo Bréviaire	81	80	81	0	103	Echo Bréviaire	81	80	81	0	106	Echo Bréviaire	81	80	81	0
1051	B.N.P. T.P.	1026	1024	1024	- 0.08	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
1205	G.C.F. T.P.	1080	1080	1080		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
1165	Ordi. Lyon T.P.	1156	1156	1156	+ 0.09	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
1282	Lyonnais T.P.	1896	1896	1896		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
1282	St-Gobain T.P.	1816	1800	1801	- 0.77	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
1282	Thomson T.P.	1336	1336	1336	+ 1.52	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
570	Accor	614	614	620	+ 0.98	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
570	Al. Liquide	584	584	584		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
274	Al. Sec	2605	2605	2605	+ 1.38	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
1970	A.L.S.P.J. *	2018	2060	2030	+ 2.23	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
305	Albion *	567	567	567	+ 0.28	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
2550	Ajoux, Prémont	2567	2565	2565	+ 0.70	1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675	Ausonia-Heydt	675	675	675		1076	Bréviaire	81	80	81	0	103	Bréviaire	81	80	81	0	106	Bréviaire	81	80	81	0
675																							

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

10/4

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Emission	Rachet net		Emission	Rachet net		Emission	Rachet net		Emission	Rachet net
Obligations																										
Emp. 8,80 % 77	124 70	7 763	C.L.C. (Franc. del.)	1522	1532	Louvre (S&L)	2480	2460	Vieja	1285	A.A.A.	956 08	356 08	France Obligations	445	440 58	Parovoz	630 32	620 70							
9,80 % 79/83	101 20	7303	C.I. Machine	219	218	Laure	1485	1464	Vinç	948	Actifin	220 58	215 12	France	407	437 04	Phosph. Phosphates	263 86	262 55							
10,80 % 79/94	104 08	8 430	Citroën 88	1522	1532	Michelines 88	108 20	108 20	Wendel S.A.	1472	Actifin France	508 87	490 19	France Pénit.	100 21	97 29	Phosph. Inven.	709 43	705 90							
12,25 % 80/90	105 15	11 280	Couleur	1115	1120	Margaret S.A.	92	92	Stess. du Mont	1470	Actifin sélectionnés	598 38	576 75	France Régions	1181 47	1147 06	Placement A.	1038 33	1086 33							
16,20 % 82/90	105 25	3 361	Congli	353	353	Michelines Part.	430	430	Aeroflot	653 41	Actifin-Comp.	583 41	562 32	France-Compagnies	29 83	29 83	Placement ex-ante	7472 70	7412 70							
18 % jan 82	107 65	13 370	Comptex	500	500	Mérid D'Alger	530	530	A.G.E. Asens (ex-OP)	1135 09	Actifin	516 17	507 27	France	23 27	23 27	Placement J.	5912 72	5910 72							
14,40 % fév. 83	109 80	1 920	Industrie	4020	4020	Mons	145 10	145 10	A.G.E. EDU	1107 88	Procedur	1069 92	1036 92	France	14464 42	14464 42	Procedur Premier	1917 25	1915 25							
12,40 % avr. 83	110 25	4 039	Comp. Lyon-Alen.	427	427	Herc. Wlat. del	335	335	A.G.E. Fonder	1117 10	Procedur	1107 10	109 98	France	242 07	238 48	Procedur Obligations	11167 77	11166 61							
12,20 % sep. 84	109 45	1 150	Concrète Ind.	878	878	Herc. Wlat. del	354	354	A.G.E. Interfance	446 16	Procedur	802 28	808 20	France	404 88	402 83	Quatre	123 28	120 25							
11 % fév. 85	111 90	1 447	C.A.P.E.	30	30	Orlé. I.T.C.L.	2250	2250	A.G.E. Javel	123 70	Procedur	26 29	27 19	France	26 29	27 19	Procedur	107 54	104 66							
10,25 % avr. 86	106 12	0 916	C.I. Universal del	580	580	Orlé. D'Alger	1256	1256	A.G.E. OBLIG.	1118 31	Procedur	1102 87	1102 87	France	1102 87	1102 87	Procedur	22250 49	22250 49							
QAT 12,75 % 83	2024 80		Orlé. D'Alger	301	301	Orlé. D'Alger	730	730	A.G.E. Scléris	1102 87	Procedur	1102 87	1102 87	France	1102 87	1102 87	Procedur	1102 87	1102 87							
QAT 10,75 % 83	106 02	8 712	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	106 75	3 201	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	Dashley S.A.	601	601	Orlé. D'Alger	679	679	Procedur	655 87	Procedur	655 87	655 87	France	11459 60	11230 25	Procedur	5483 17	5438 78							
QAT 9,80 % 1987	104 20	1 879	D																							

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible][illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché cominu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le gouvernement fixe unilatéralement le montant de l'indemnité de transport pour les fonctionnaires de Corse

Sur le vif

Noblesse oblige

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26